
LE ROI DES ARCHERS

DERNIÈRE PARTIE (1)

LA PROCESSION DU SAINT-SANG

JUSTEMENT, la veille de ce lundi, il fit un temps invitant et nouveau dans l'année. A peu de distance de Menin où Adéline s'appêtait, et dans la banlieue de Roubaix, sa fille lisait, pour la première fois assise dans le jardin, en robe légère, sans chapeau. Alfred Demeester descendait le chemin, et s'avancait vers elle. Il arrivait de la ville; il avait, dans l'après-midi, fait un dernier tir au berceau, avec les compagnons de la Belle Aventure, et battu les plus jeunes aussi bien que les vieux. Il était gai. Claire ne l'entendait pas marcher.

— C'est grand père ! dit-il.

— Bonjour, le Roi !

— Bonjour, la liseuse de romans ! As-tu seulement regardé le temps qu'il fait ?

Elle posa le livre sur ses genoux, et leva la tête. De son regard tout neuf, elle admira la clarté revenue. Quel enchantement ! Nulle part un coin d'azur dans le ciel, nulle part un rayon éclatant, nulle part d'ombre non plus. Tout était brume lumineuse, et fraîche, et bonne à respirer. Au travers, on apercevait même la haie du pré, même les collines de la Marque, et, merveilleusement, les peupliers de la Tribonnerie. D'où venait-elle ? Tout ici vient de la mer. A l'heure des basses

Copyright by René Bazin, 1929.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre, 1^{er} et 15 janvier.

TOME XLIX. — 1^{er} FÉVRIER 1929.

marées, songeait la petite fille du roi, lorsque toutes les coquilles s'ouvrent, sur les roches et les plages, n'est-ce pas la poussière de nacre qui s'envole dans le vent, et voyage par les Flandres?

— C'est pourtant de la brume, dis, mignonne?

— Oui, grand père. Une espèce nouvelle. J'en ai compté quatre, jusqu'à présent.

— Tu les nommes?

— La pleurante, la grande rageuse, la bleue et la dorée.

— Est-ce que c'est la dorée, celle d'aujourd'hui?

— Non, grand père, c'en est une nouvelle : la brume de l'été venu.

— Allons, remets-toi à lire, je vais changer d'habits, je suis trop beau pour un vieux.

Il riait, s'en retournant vers la maison.

A cette heure même, et sur la place de Menin, Adéline et le maigre loup montaient dans le grand autocar pour se rendre à Bruges. Adéline était assise au bout de la première banquette. On avait relevé les rideaux, à cause de cette moiteur du jour. Rapidement, la voiture dépassa les dernières maisons de Menin, et roula sur la route pavée, entre des terres plates et toutes ensemencées. Douceur du vert dans la brume d'été! Mais nulle part la campagne n'est maîtresse. Les blés nouveaux, les orges, quelques champs de lin plus pâles, ondulaient dans les clairières enveloppées de maisons. Tes maisons sont des pavots roses, Flandre aux printemps tardifs! Adéline se penchait en arrière, la tête hors des toiles.

— Tiens! dit-elle, on voit encore Tourcoing, et peut-être Roubaix!

C'était Tourcoing, et c'étaient aussi d'autres villes, formant à l'ouest un demi-cercle immense, où, plus nombreuses que les mâts dans un port, douze cents cheminées d'usines unissaient leurs fumées en une seule draperie noire que le vent étirait. Des alouettes se levaient au passage du chariot; des mouettes remontaient le vent; les villages se ressemblaient. On s'arrêtait parfois pour prendre un voyageur. Il n'y avait point d'arbres, ou presque point. Mais on commença d'en voir, à environ deux lieues de Bruges: des peupliers et des ormes en bordure des champs, ou le long de la route; des futaies entourant une pelouse avec son château de briques; beaucoup de taillis; quelques lueurs d'étangs à travers les feuillages. Le soir

venait. La brume de nacre demeurait claire et le vent léger.

Alors on découvrit la ville, ses clochers et ses tours, ses eaux baignant les assises des façades de briques sculptées.

— Qu'est-ce que c'est là-haut ? dit une voix dans le char.

— Il y a bien des choses en l'air. Laquelle voulez-vous dire ?

— Sur la tour du beffroi : on jurerait un arbre vert.

— C'en est un, c'est le mai ! Il a été porté de la forêt jusque-là, pour annoncer la fête aux gens du plat pays.

Les voyageurs se penchaient au dehors. La voix qui répondait ajouta, plaisamment :

— Le mai n'est pas sans compagnon, sur la plus haute tour de Bruges : il a près de lui le gros bourdon. Tous deux, ils causeront, demain, vous verrez, quand sortira la relique.

Plusieurs, dans la voiture, se signèrent.

Des sons de cloches, égrenés, annonçaient la fin d'un office. Quand l'automobile se fut arrêtée, dans le milieu de la ville, Adeline prit le paquet qu'elle avait préparé, et dit à son compagnon :

— Je vais chez mes parentes. Demain, pour la fin de la procession, qui est si belle à voir, je serai sur la place du Bourg, en face de l'hôtel de ville, et droit devant la porte du gouverneur. Je te garderai une place à côté de moi.

— J'y serai, dit l'homme.

Elle fut contente.

Tout de suite, elle disparut, parmi les groupes déjà nombreux qui passaient. Elle demanda son chemin, et, sans se hâter, descendit vers le quartier où est le Béguinage Princier. Ses parentes demeuraient non loin des remparts et du canal de l'Escaut, qui font ensemble le tour de la ville, dans une très vieille rue pauvre, appelée la rue Ouest-du-Marais. Adeline eut bientôt gagné la rue des Foulons, puis la rue du Puits-aux-Oies, et elle se mit à suivre une rue mal pavée, bordée de maisons basses, toutes anciennes et habitées par des ouvriers. Le silence habituel de Bruges n'y était point troublé ; les pèlerins ni les curieux ne venaient jusque-là. Voici la porte, la fenêtre basse, large et cintrée, la façade de briques usées par le vent et la pluie, le pignon à quelques gradins, le ciel au-dessus, et sa brume légère. Le bruit de la sonnette fut si menu qu'Adeline se demanda : « Faut-il recommencer à tirer la chaînette ? » Mais non : presque aussitôt, une femme parut, demi vieille,

demie pauvre, qui avait, dans un visage amaigri, les yeux les plus doux du monde. Elle saluait, en refermant la porte.

— Votre lettre est arrivée hier soir. Nous vous attendions, ma cousine, mais vous êtes en avance; mes filles devaient aller au-devant de vous : excusez-nous.

Par le couloir, à gauche, on entrait dans une pièce lambrissée de bois, dallée de larges pierres, et qui n'avait pas dû être touchée par des mains d'ouvriers depuis le ^{xv}^e siècle. A cause des vitres antiques de la fenêtre en arc, la lumière y était verte, d'un vert extrêmement fin, celui des premières feuilles transparentes, au printemps. Et, du milieu de la salle, où elles étaient assises, prêtes à partir, en effet, vinrent deux jeunes filles, presque du même âge.

— Voici Ursule, l'aînée, voici Alleluia. Quand je dis Alleluia, vous devinez que je la surnomme, ma cousine : elle s'appelle, de son vrai nom, Begge.

La cousine regardait : elle voyait deux jeunes visages qui se ressemblaient, le plus jeune resplendissant, non pas de gaieté, ce qui est commun, mais d'une joie calme qui ne l'est pas.

Les jeunes filles s'étaient penchées, le front en avant, par habitude, croyant que leur cousine Adéline les embrasserait. Il n'en fut rien. L'image de sa petite jeunesse était devant elle, et lui commandait : « Ne touche pas les vierges. » La voyageuse recula même un peu, et, sur le sol, posa son paquet de vêtements. Une tristesse de toute l'âme la saisissait.

— Vous êtes seule ? reprit la mère.

— Oui, mais oui, seule.

— Je me rappelle que mes parents ont reçu les vôtres, ici : j'étais bien jeune, et vous étiez toute petite. Ils venaient, eux aussi, en pèlerins, pour le Saint-Sang. Demain soir, vous aurez le temps de visiter la ville ?

— Je ne pense pas, ma cousine.

— Toute pèlerine, alors ?

Elle n'osa pas répondre oui. La dentellière l'invita :

— Nous dînerons maintenant, si vous voulez bien. Mes filles ont tout préparé.

Les quatre femmes dînèrent dans la pièce à côté, qu'éclairait une porte vitrée donnant accès dans un petit jardin. Le sol du jardin était plus élevé que celui de la maison. A travers les

vitres, on apercevait, en profondeur, un lacs de branches, de troncs d'arbustes, de pointes de hautes herbes, et il n'y avait point de ciel visible, mais une lumière diffuse, égale et faiblissante, s'endormait dans ce décor printanier. Un crucifix enfumé, accroché à la hotte de la cheminée, dominait la table. La conversation fut pauvre, entre ces parentes qui ne se connaissaient pas. Adéline, que presque toute interrogation gênait, répondait par des mots vagues. La surprise, la défiance tenace et combattue, se lisaient dans les yeux de la femme qui recevait la passante. Patiente et avisée, la dentellière chercha, un peu de temps, quel sujet pouvait intéresser cette autre mère qui ne parlait pas de Claire Leleu, cette autre veuve qui racontait si peu de chose de la vie de naguère, cette tisserande à qui le goût du métier paraissait étranger. Alors, avec une charité instruite de la misère du monde, elle se mit à raconter ce qu'elle savait de la procession du Saint-Sang, de l'antiquité de la relique, rapportée de Jérusalem par le comte Thierry d'Alsace, de la manière dont les membres du cortège étaient choisis et exercés, des personnages composant la Noble Confrérie du Saint-Sang, d'une jeune fille, brugeoise et d'une des familles illustres de la ville, qui aurait l'honneur, le lendemain, de figurer la Vierge Marie.

— Je n'assisterai pas à la procession, dit-elle, mes filles sont costumées, l'une en Marie-Magdeleine, l'autre en ange de Bethléem pour chanter la Nativité.

Et le rire d'Alleluia s'éleva enfin. Le jour mourait dans le sous-bois du jardin.

La mère des deux jeunes filles expliqua qu'elle avait beaucoup de commandes en ce moment.

— L'étranger est de toutes les saisons, mais il vient de partout au Saint-Sang, l'Anglais surtout. Nous nous entendons si bien, mère et filles. Nous travaillons ensemble. Dieu tient les comptes : ni trop, ni trop peu, voilà ce que nous gagnons. Mais la paix dans le travail, et après, nous l'avons.

— Je vous envie.

— C'est que nous sommes trois de la même espérance. N'est-ce pas, Ursule ? N'est-ce pas, Alleluia ? Vous avez une fille. Adéline, et vous me comprenez. Pourquoi ne l'avez-vous pas amenée avec vous ? Il faudra le faire, l'an qui vient.

Comme il arrive, lorsque nous exprimons la toute simple

vérité du travail quotidien, que les jeunes prennent part d'eux-mêmes à la conversation, Ursule et Alleluia, par l'imagination, furent tout de suite au métier. Les dessins qu'elles copiaient, la difficulté du point de Bruges, sa beauté, les heures qu'elles passaient, assises devant la fenêtre de la rue Ouest-du-Maraïs, elles racontaient leur vie.

— Il faut du temps pour faire un lys, madame Adéline : le lys est difficile en dentelle, à cause de sa majesté. La rose n'a pas changé, au bout de nos fuseaux, depuis l'année où la femme de Charles le Téméraire entra dans Bruges, portant la couronne de roses tressée par les Béguines.

— Les feuilles sont plaisantes à faire tourner.

— Souvent les cloches viennent nous trouver. Même celle du Béguinage, qui ne sonne pas pour tout Bruges.

— A la longue, le sommeil nous prend. Alors maman cause avec nous, ou bien elle prie tout haut. Nous chantons même. La maison seule s'en doute.

— Si j'avais à recommencer ma jeunesse, je la ferais telle que je l'ai vécue.

— Et moi de même.

— On assure que nous nous marierons, madame Adéline, mais que ce sera triste pour les autres !

— Trois mains qui remuent les fuseaux, trois cœurs qui se devinent, juste de quoi vivre, le silence qui nous écoute, et quelques mots tendres pour nous consoler : c'est le bonheur que nous avons.

Ursule et Alleluia disaient ainsi, moitié rieuses. La mère les approuvait. On voyait bien, au cerné de ses yeux, qu'elle avait pleuré plus d'une fois, mais la paix demeurait là. Une tristesse qu'elle ne pouvait vaincre rendait muette la voyageuse. Cette tendresse des enfants devenues grandes, Adéline ne la connaîtrait jamais. Elle avait perdu le meilleur, ce qui ne peut s'acheter, ni se vendre. Elle n'aurait point, près d'elle, Claire, son enfant.

Ces deux filles assurées, confiantes, pouvaient deviner des peines sans en savoir les causes. Elles dirent, après le dîner :

— Madame notre cousine, allez vous reposer. Le voyage vous a fatiguée. Nous vous réveillerons demain à l'heure qu'il faudra, et nous vous mènerons à l'endroit d'où vous verrez le mieux la procession. Puis nous irons nous habiller en Marie-Magdeleine et en ange de Bethléem.

Adéline dormit jusqu'au matin. La fatigue de son cœur l'avait même empêchée de rêver. Elle s'habilla. Un jour unique parmi ses jours, elle en était persuadée, éclairait déjà depuis des heures le jardin, et de vieux toits mêlés aux feuilles, et un clocher qui semblait en gloire. Pas de brume : il faisait parfaitement beau. En ouvrant la fenêtre, elle entendit le bruit inhérent qui s'élevait des quartiers du centre de Bruges.

— Oui, murmura-t-elle, je demanderai cela. A qui ? Je ne sais, Ursule ou Alléluia me le dira.

Un encrier, une plume, du papier à lettre avaient été placés, pour elle, sur une table. De son écriture maladroite, la femme traça quelques lignes ; puis elle plia le papier, le glissa dans une enveloppe, et songea, avant d'écrire l'adresse. Enfin, elle se décida, et mit : « Au Saint-Sang ». Alors, elle cacha le billet dans son corsage. Deux larmes coulaient sur ses joues. Elle les essuya, et dit encore, à demi-voix, avec une fermeté dont elle n'était pas coutumière :

— Je ne pleurerai plus d'aujourd'hui.

Les jeunes filles vinrent alors, et l'emmenèrent.

Elles s'en allaient toutes les trois, dans le frais du matin, et dans l'attente de grandes choses. Pour les jeunes filles, la joie promise était toute dans la procession où elles allaient figurer, émotion pieuse et profane, dont avait battu le cœur de bien des filles de Bruges, depuis tant de siècles associées, tour à tour, au triomphe que décerne leur ville à la relique sacrée. La pauvre femme de Roubaix se réjouissait un peu de voir défilér le cortège, dont on parle souvent dans tout le pays des Flandres, mais sa grande espérance était autre. Le billet qu'elle avait écrit au Saint-Sang, portait ces mots : « Seigneur, ayez pitié de moi ! » et cette signature : « La femme adultère ». Si la lettre touchait le reliquaire, « peut-être, pensait Adéline, que ce serait comme au temps de Jésus-Christ, quand une femme parvenait à toucher la frange de la tunique, et que la grâce que je demande me serait accordée ». Adéline avait l'âme toute possédée de ce désir. Elle ne savait comment faire, ni quel messenger pourrait porter le message. Ursule, décidée et secrète, avait fait un détour, afin que la voyageuse, sa parente, vit mieux la ville en fête. Les rues étaient pleines de passants ; des tapis, des banderoles, des drapeaux ornaient les balcons ou le fronton des portes, et déjà, dans les appartements, par les fenêtres ouvertes,

on apercevait des invités, qui se penchaient, pour voir le train de la rue, ou les décorations des maisons voisines. Sur la tour maitresse, celle des Halles, un peu au-dessus du mai, le grand étendard brugeois, argent, bleu et rouge, flottait, tout déployé par le vent de la mer. Il y avait des suites de pignons à gradins, des façades en briques sculptées, des palais bâtis par les corporations et par d'autres seigneuries; quelquefois, au bout d'une rue, on découvrait un pont, une eau calme, un saule planté au bord, la retombée d'un chèvrefeuille ou d'une glycine au sommet d'un vieux mur : Ursule, aussi lente à parler que l'Escaut brugeois à couler, nommait les demeures fameuses.

— Notre Bruges, disait-elle, c'est un vieux missel avec toutes ses images.

Adéline n'eût pas été plus inattentive au milieu d'un bois de jeunes sapins, tous pareils. Elle ne répondait pas, ayant l'esprit au loin. Les trois femmes parvinrent ainsi au nord de la cathédrale Saint-Sauveur. Il y a là un petit jardin, et, au bout du jardin, où la rue des Pierres s'élargit, les employés de l'église avaient disposé des sièges pour les évêques, le gouverneur, et d'autres personnages. Ursule, ayant fait signe à un homme qui se trouvait là, chargé de garder les fauteuils et les chaises, convint avec lui que la cousine Adéline aurait une place, la place même qu'il occupait, le long d'un massif d'arbustes verts, à l'extrémité d'un rang, dans les feuilles.

— Nous vous quittons, dit encore l'ainée des jeunes filles; nous n'avons plus que le temps de nous habiller. Vous assisterez à la messe pontificale, puis vous verrez, d'ici, le départ de la procession, et vous saurez bien, alors, vous rendre à la place du Bourg, pour la bénédiction.

— Permettez, répondit Adéline : je voudrais qu'une lettre que j'ai écrite, la demande d'une grâce, vous le devinez, fût prise par quelqu'un, et touchât la relique du Saint-Sang?

— Adressez-vous à l'homme qui veille sur les chaises! A ce soir, ma cousine!

L'homme de garde, interrogé par Adéline, se mit à rire.

— Un jour pareil, ma petite dame! Vous n'y pensez pas! Parlez à un suisse, mais je doute...

Le suisse, dans la cathédrale, leva les épaules, pour toute réponse. Un abbé, qui traversait la nef, cherchant à entrer dans la chapelle où l'évêque de Liège allait officier, se pencha

un moment pour écouter Adéline, puis releva la tête, mécontent :

— Je ne suis pas d'ici. Mais ce que vous demandez n'a pas le sens commun : un jour de procession !

— Je n'en aurai pas d'autre, dit la femme.

Il ne l'entendit pas. Elle vit alors passer, allant aussi vers la chapelle, un bel homme, de figure fine, aux moustaches grises, qui portait un manteau de soie noire, brodé d'un pélican à l'endroit du cœur, et un collier d'argent magnifique. Elle eut le courage de répéter la demande.

— Je vous en prie, ajouta-t-elle, ne me repoussez pas : je suis très malheureuse.

Il la considéra un instant, et il eut pitié.

— Donnez-moi la lettre.

— La voici : quand elle aura touché le Saint-Sang, vous la déchirez ?

— Je vous le promets. Je ne pourrai approcher de la relique que sur la place du Bourg, ou bien, après la cérémonie, dans la basilique : mais ce que vous désirez sera fait, madame.

C'était un confrère de la « Noble Confrérie du Saint-Sang » ; elle ne l'apprit que plus tard.

Presque au même instant, le gros bourdon du beffroi se mit à sonner ; les cloches de Saint-Sauveur lui répondirent ; celles des églises et des couvents commencèrent de même à faire chacune sa partie, dans le concert par quoi toutes les flèches, toutes les tours, tous les clochetons chanteurs célébraient la sortie de la relique du Saint-Sang, qu'on apportait de la place du Bourg jusqu'à la cathédrale. L'air était saturé de bruit. Jusque dans les fondations de Bruges, les briques enveloppées de limon apprenaient que c'était grande fête, là-haut, dans la lumière, et vibraient d'accord avec celles des pignons.

La fille d'Alfred Demeester assista à la messe. Elle pria, d'un cœur brisé. Mais elle ne pleura pas. A onze heures, elle se glissait, protégée par le gardien auquel Ursule l'avait recommandée, à l'extrémité d'un rang de chaises : elle trouvait même, pour s'asseoir, un escabeau d'enfant de chœur, que l'homme avait dû apporter pour elle, et, à demi cachée sous le feuillage d'un fusain, voisine de beaucoup de notables et de plusieurs quêteuses de chance, comme elle, il ne se passa guère de minutes avant qu'elle vit les soldats qui font ranger la

foule. C'était un peloton de gendarmerie. La musique du 4^e régiment de ligne les suivait, puis venaient les groupes figuratifs organisés et costumés par les sept paroisses de Bruges. En tête du premier groupe, marchait une femme en robe verte et manteau rouge; ses cheveux dénoués retombaient sur ses épaules; elle ne regardait point la foule massée sur les trottoirs, ni les évêques et les personnages en uniformes rassemblés dans le jardin, ni les façades des maisons pleines, qui, pour une fois, larges grenades ouvertes, montraient toute leur grenaille : elle avait les yeux à demi baissés, une dignité si jeune et si conforme à la qualité de l'âme, que la moitié des spectateurs disaient :

— Ravissante cette jeune fille !

Et les autres :

— Marie de Magdala ne fut pas plus belle que notre Ursule la Brugeoise, fille d'artiste et artiste elle-même.

Les bergères qui venaient après, nombreuses, avec des fleurs tout plein les poches apparentes de leurs robes, accompagnaient sainte Germaine; sainte Marguerite avait toute une cour autour d'elle, et les palmes l'enveloppaient; sainte Anne, en violet, tenait par la main une petite sainte Vierge en bleu tendre; sainte Walburge marchait appuyée sur sa crosse abbatiale; saint Boniface, en froc de bénédictin, passait, suivi de beaucoup d'hommes d'armes, ses premiers convertis sans doute; une longue troupe de jeunes filles tenaient levés les étendards des nations chrétiennes, des nations qui adorent le Christ, et la Belgique s'avancait en tête, comme il convenait, vêtue en reine, et la France d'Adéline était là aussi.

La marche était processionnelle; il n'y avait point d'arrêts, point de compressions et de heurts; une habitude ancienne réglait les mouvements; une tradition séculaire écartait la dorure inutile et les couleurs trop vives; elle était reconnaissable encore dans le sérieux des visages, dans le respect de ces figures, peuple complet, fils ou filles de comtes, fils ou filles d'artisans, pour le rôle sacré, qu'une fois l'an ils jouaient ensemble. Comme la foule était grave, autour d'eux, et comme elle comprenait ! Plus d'une âme priait; beaucoup d'autres, sentant frémir leurs ailes, songeaient : « Et moi ? Et moi ? »

Adéline était ainsi troublée. Elle comptait les groupes, les « actes », de l'immense procession; elle savait, pour l'avoir

appris chez les dentellières, que la moitié seulement du cortège avait défilé, que les scènes bibliques, et celles de la vie du Christ allaient être rappelées, à elle-même et à cette multitude; que les grands chars allaient venir, depuis celui de la Nativité, où l'on voit Marie et Joseph en adoration devant l'Enfant, jusqu'au char qui porte tout le sommet du Calvaire, et ceux et celles qui étaient là quand le Sauveur expira. Elle attendit qu'eussent défilé, devant elle, les zélatrices de Notre Dame des Sept Douleurs, femmes habillées de violet pourpre, voilées entièrement de crêpe, et qui sont de pure Espagne; elle vit encore le groupe des patriarches et des prophètes, et la jeune troupe des anges, parmi lesquels était Alleluia. Puis, se levant, elle traversa les derniers rangs des spectateurs, gagna la cathédrale, sortit par une porte du transept, et, à chaque instant ralentie dans sa marche, obligée à de longs détours par la foule, elle gagna la place du Bourg, où la bénédiction devait être donnée. Il y avait déjà des invités, en double rang, aux fenêtres de l'hôtel du Gouverneur.

Adéline se mit à droite de la porte, au delà d'une corde tendue, gardée par un agent, et qui protégeait l'entrée. C'est là qu'elle avait donné rendez-vous. Mais lui, viendrait-il? Elle entendait déjà la voix de l'homme qui s'excusait, avec son air habituel de ne pas croire ce qu'il disait : « J'ai été retenu par des amis, je me suis trouvé en retard, et plus moyen de passer ! »

Devant elle, à l'autre extrémité de la place, se dressaient, dans l'air vif et bleu, deux nefs de cathédrales, soudées et se faisant suite, dont l'une était le Saint-Sang, dont l'autre, la plus haute, la plus longue, était l'hôtel de ville, avec ses trois clochetons, les lucarnes aiguës de ses toits, ses balustrades sculptées et ses verrières ogivales. Là justement, devant la façade de la Maison Commune, un autel de fortune avait été élevé, afin que la relique, quand l'évêque bénirait le peuple, fût aperçue de tous. Des groupes, sur la place encore libre, se croisaient en tous sens. Le long des maisons, à droite, à gauche, la haie des spectateurs debout, campés, patients, augmentait rapidement d'épaisseur. Adéline cherchait la silhouette mince et féline de celui qui avait promis de venir. De nouveau, le cortège commença de défiler devant elle. Elle revit les groupes de femmes et d'hommes, les bannières, les emblèmes des nations; elle vit les chars et leurs tableaux vivants. A

mesure qu'approchait la relique attendue, la relique que les évêques allaient tout à l'heure prendre sur leurs épaules, et porter jusqu'à l'autel, là-bas, le murmure de la foule s'apaisait. Le spectacle était magnifique. Tout ce peuple avait l'habitude des cortèges, de les voir et d'y figurer. Parmi ces groupes aux costumes anciens, massés au centre de la place, aucune note offensante pour les yeux. Partout des tons atténués et une harmonie savante : mauve et vert d'eau, rose et gris, brun et jaune pâle. La grosse cloche du beffroi sonnait à toute volée; la petite cloche du Saint-Sang mêlait, au chant de gloire, sa voix tendre et haute, qui disait : « Voici ma relique, inclinez-vous ! » Adéline n'entendait plus rien. Elle fermait les yeux; elle était seule dans l'angoisse et la honte. Tout à coup, venu le long des maisons, on ne sait d'où ni comment, l'ajusteur fut à côté d'elle.

— Quelle mine tu as ! dit-il. Tu ne m'attendais plus ? Eh bien ! me voici : je l'avais promis.

Elle répondit tout bas :

— Ote ton chapeau : le Saint-Sang va passer !

Il prit son air le plus dédaigneux, regarda autour de lui, vit les hommes qui se découvraient, et fit de même, avec un retard voulu.

La chasse monumentale, portée par deux évêques, et escortée par des soldats, passait. Adéline, courbée, petite auprès de l'homme, priait. Elle se redressa, dès que les derniers rangs du cortège se furent un peu éloignés, et leva les yeux vers l'homme. Celui-ci était demeuré découvert; il s'attendait à ce qu'Adéline lui parlât.

— Ce n'est pas seulement pour voir ça que tu m'as fait venir, Adéline ?

— Non, j'ai voulu ici, pendant la procession, te demander une chose...

— Laquelle ?

— Je ne peux plus vivre comme nous sommes...

— Comment, tu ne peux plus ?

— Non : marie-toi avec moi, et je resterai.

— Encore, Adéline ! Mais, je t'ai déjà refusé !

Il se recula d'un pas, autant qu'il pouvait faire; les voisins écoutaient. Adéline lui prit la main, se rapprocha de lui, et dit très bas, très humblement :

— C'est vrai que j'ai mes défauts ; je suis paresseuse ; je n'ai pas assez d'ordre ; mais je me corrigerai. Si tu veux te marier avec moi, j'irai arracher le lin, dans les champs, à Courtrai.

— Cette bêtise ! Ça dure huit jours !

— Alors, je ferai un ménage à Menin.

L'homme ne répondit pas, buté, l'air méprisant.

— Tu aimerais mieux autre chose?... Écoute-moi... Eh bien ! je m'embaucherai à Roubaix, dans l'usine où je travaillais quand tu m'as rencontrée. Pourquoi ne dis-tu rien ?

Il la regardait : il la voyait devenir toute blanche de visage, essayer de rire pour lui ressembler, et n'y pas réussir. Elle reprit :

— On vivra bien, si je gagne, et toi aussi ! Écoute, je te le promets, je ne manquerai pas un seul jour l'auto ; même, j'irai à bicyclette, s'il le faut... Pourtant, ça me fatigue de faire la route...

Il desserra les dents.

— C'est parce que tu vieillis, Adéline !... Non ; n'y compte pas : c'est dit !

A son tour, elle se recula de lui, les bras en arrière, comme si elle allait tomber, et, sans plus s'occuper du voisinage, dit tout haut :

— Tu peux t'en retourner : je ne te reverrai jamais !

L'homme la considéra un moment, pour s'assurer qu'elle était bien décidée, peut-être aussi pour emporter, dans sa mémoire, l'image d'une Adéline qu'il n'avait pas connue, celle de la jeunesse, celle de la petite d'Anna Vermeulen, puis il enfonça son chapeau sur sa tête, pour mieux prouver sa résolution, et, écartant les spectateurs, il se fit un chemin jusqu'au milieu de la rue de la Bride, et se perdit dans le peuple immense.

— Ne vous appuyez pas comme ça sur la corde, ma petite dame, dit une voix : vous voyez bien qu'elle ne tient guère !

C'était l'agent chargé de garder l'entrée du palais du Gouverneur. Une sonnerie de clairons partit du bout de la place, faisant s'incliner les têtes. L'évêque de Liège, debout sur les marches de l'autel, devant la façade de l'Hôtel de ville, éleva, abaissa plusieurs fois la relique sacrée. Des milliers d'hommes et de femmes se signèrent.

Les clairons cessèrent de sonner. On entendit encore la

vieille cloche du Saint-Sang, qui tintait et rappelait sa relique. Et de grands remous agitérent le peuple : la procession de l'an de grâce 1928 était achevée.

Dès qu'elle put se dégager, Adéline traversa la place, suivit le canal, et vite, vite, gagna son refuge. On dut la prendre pour une égarée, le long du chemin. Ses vêtements de deuil, ses yeux rouges, ses lèvres qui remuaient et ne disaient rien, cette honte et cette douleur mêlées, firent se détourner des promeneurs. Tout le monde salue un peu la peine. On la plaignait, l'inconnue en deuil. Où allait-elle ? L'eau du quai du Rosaire, l'eau du Dyver peut tenter une folle ? Adéline continua de descendre et sonna à la porte de sa parente. La dentellière laissa le travail de broderie qu'elle faisait en hâte. Elle était seule, les jeunes filles ne rentreraient que bien plus tard. Quand elle aperçut Adéline, son cœur maternel s'émut.

— Qu'avez-vous ? Venez.

Elle l'attira dans la salle où était le métier avec les fuseaux pendants, et, avant de rien savoir, elle ouvrit les bras. Adéline s'y jeta, et, bien qu'elle eût promis de ne pas pleurer, elle pleura. Dans le silence de tout, assise près de l'ouvrière, et sur une chaise plus basse, comme aurait fait une enfant, sans même quitter son chapeau, elle appuyait la tête sur la poitrine de son aînée, elle sanglotait, disant une parole, toujours la même : « Merci, Ève la charitable », parce qu'elle avait trouvé une femme qui la plaignait. Là, sur ce cœur compatissant, qu'elle entendait battre, et qui la devinait, fermant les yeux, elle revoyait, en elle-même, passer sa triste vie. Avec une lucidité qui la surprenait et la rendait tremblante et muette, elle comptait les fautes de sa paresse et de sa sensualité depuis l'enfance, les occasions et les avertissements méprisés, les peines qu'elle avait causées, les êtres, vivants ou morts, et ceux qui eussent été possibles, qu'elle avait sacrifiés à elle-même. Jamais elle ne s'était connue ainsi. Des mots, des regards, des mensonges oubliés revivaient. Elle n'en discutait aucun. Elle ne les chassait point. Ils l'accablaient de leur nombre et de leur précision. Ses lèvres étaient toutes proches du cœur qui la portait. Elles s'ouvrirent d'elles-mêmes, sans qu'elle leur eût commandé de parler ; elles confessèrent la misère de plus de trente années. Pas un reproche n'interrompit l'aveu, pas une question, pas un mouvement de la créature

étrangère la veille, à laquelle Adéline se confiait totalement. Elle raconta le message qui lui avait été transmis, de son mari agonisant : « Dites-lui de se remarier ! » et la réponse que, tout à l'heure, elle avait entendue. Enfin, elle se tut, puis, se renversant un peu en arrière, appuya sa tête aux lambris vermoulus de la vieille chambre de travail. Épuisée, elle écoutait.

La voix désirée ne parla pas tout de suite. Une lumière dorée, attendrie par les vitres vertes, emplissait la salle. Tout se taisait. L'ouvrière de Bruges, joignant les mains sur sa robe, dit enfin :

— Grâce de Dieu, que vous vous donniez de mal !

Elle fut comprise, mais ne reçut point de réponse. Un grand silence encore, et la voix reprit :

— Adéline, avez-vous encore une maison ou une chambre à vous ?

— Aucune.

— Pouvez-vous demander à votre père de vous loger ?

— Non, bien sûr !

— Avez-vous une amie, à Roubaix, qui vous recevrait, comme je fais ici ?

— Peut-être les demoiselles Fleurquin.

Adéline réfléchit, et ajouta :

— Maintenant que mon père n'est plus leur voisin, peut-être voudraient-elles bien ; elles ont bon cœur ; elles ont reçu ma fille.

— Vous coucherez ce soir chez moi. Demain matin, vous prendrez le train, et vous irez leur demander asile.

Cette première donnée d'espérance, bien incertaine encore, rendit quelque force à Adéline, qui osa regarder la femme à demi tournée vers elle.

— Vous ne me méprisez pas trop ?

— Non, le salut va vous venir, il est déjà venu.

— Comment se fait-il que j'aie pu tout vous dire, à vous ?

— Parce que je me suis trouvée là, je suis n'importe qui...

— Non pas !

— Écoutez, dit la mère, les voici.

Elle écarta un peu sa chaise ; elle se pencha, remit le chapeau d'Adéline plus droit, écarta, du bout des doigts, les cheveux retombés sur le front, puis se leva. Ursule et Alleluia entraient, l'une plus grave, l'autre en joie, toutes les deux ayant

vingt souvenirs vivants dans les yeux et dans le cœur, les lèvres déjà ouvertes pour les raconter. En apercevant le visage inquiet de leur mère, et Adéline éplorée, elles s'arrêtèrent.

— Embrassez-la, dit leur mère : notre parente Adéline a eu de grands chagrins, et me les a confiés.

Au seul nom de la douleur, dans le regard des deux jeunes filles et dans le geste de leurs mains tendues, on aurait vu toute la joie disparaître de leurs âmes. Surprises, mais habituées aux silences maternels, elles s'approchèrent, elles embrassèrent celle qui souffrait. Adéline, cette fois, ne les écarta point.

Lorsqu'elles se furent éloignées, elle eut le sentiment que le pardon avait commencé.

* * *

Dans la maison de la courée Vehrée, le lendemain, Adéline fut reçue. Elle n'eut point besoin de répéter sa confession. Elle dit seulement :

— J'ai abandonné mon mari ; à présent, je suis abandonnée, moi aussi. Je ne veux plus vivre comme j'ai fait. Vous savez que mon père me chasserait, si j'allais le voir. Je n'ai pas de chambre et pas de monnaie. Voulez-vous de moi ?

Marie, à laquelle d'abord elle s'était adressée, et qui tricotait, assise près de la porte, au frais de l'air passant, dit :

— Moi, je veux bien, si ma sœur Marthe est d'accord. Elle travaille ; elle a dû vous entendre, et elle m'entend sûrement, car elle a l'oreille fine.

Marthe, debout à côté de la table chargée de linge humide, approchait de sa joue un fer à repasser, pour juger du degré de chaleur. Elle posa le fer sur une grille à quatre pieds, hocha la tête, mesura du regard ce qu'il y avait de loyauté et de regret dans le visage de cette femme, et répondit :

— A une condition : c'est que vous travaillerez tous les jours !

— Je l'ai promis déjà : il n'a pas voulu.

— A moi, vous me repromettez ?

— Oui. Alors, que dois-je faire ?

— Restez.

Elle resta, et ne manqua point à la promesse. Marthe et Marie l'y aidaient.

— Il est l'heure, disaient-elles, descendez de la chambre !

— Mon ménage n'est pas fini !

— Vous le finirez ce soir !

Elle avait besoin d'être beaucoup commandée, tout le temps surveillée, un peu aimée. Un compliment la tenait à l'attache. Ceux que lui adressait, parcimonieusement, la plus rude des Fleurquin, l'aînée, avaient, pour Adéline, un prix inestimable. Une attention épanouissait de gratitude ce visage épais et fatigué ; elle amenait de la clarté dans un regard trop souvent distrait et pauvre d'âme. Même à Marie, la songeuse, Adéline ne racontait pas sa triste vie. On ne le lui demandait pas. Quelquefois, elle disait :

— Je ne peux pas vivre avec Claire toute seule : je lui ferais tort. Mais je voudrais la revoir.

C'est pourquoi, vers la fin de mai, un dimanche, d'assez bonne heure pour qu'elle fût persuadée de rencontrer chez lui Alfred Demeester, la repasseuse de la courée Vehrée prit le tramway, et, descendue au bout de la rue de Barbieux, s'en fut par la rue Verte, puis par des chemins, bien plus verts que la rue, dans cette extrême banlieue où M. Lepers-Hooghe avait bâti, comme il disait, « la première maison de tisserand au bout du fil ». Elle marchait d'un pas viril, contente d'être libre, d'être seule un moment, de voir du vert et du bleu, et de respirer à pleine poitrine. Son chapeau, qu'elle attachait mal, penchait sur l'oreille gauche, quand elle fit jouer le loquet de la petite barrière de la maison au bout du fil.

— Vous avez l'air d'une cantinière, mademoiselle Marthe ! cria Demeester. Mais c'est égal : c'est gentil à vous de revoisiner avec moi !

— Avec le Roi, dit-elle, on est fier d'être amis.

Ils étaient de bonne humeur tous deux. Cependant, au mot de roi, Alfred Demeester fronça le sourcil, et il répondit, venant du jardin, et tendant la main à la visiteuse :

— Dans trois semaines à peu près, le jour de la Saint-Jean, aura lieu le tir du Roi, et je jouerai mon titre.

Il montrait, du bras, la prairie, au bas du champ de trèfle, à cent pas du jardin.

Marthe Fleurquin le connaissait bien, le père Demeester. Elle comprit qu'il avait là, dans le risque, sans doute, de perdre le collier de roi, un sujet d'inquiétude. « Ne faut-il pas,

toujours que les hommes se rendent malheureux ? pensait la vieille fille. Pour une flèche qui peut manquer un bouquet de plumes, le voilà déjà en tourment, mon pauvre voisin d'autrefois ! »

Elle savait être aimable, elle fut complimenteuse. Tout fut trouvé admirable, l'atelier, les chambres, la mine de Claire Leleu qui sortait de la cuisine, tenant un panier à salade plein de chicorée mouillée. La vieille fille et la toute jeune se trouvèrent seules une petite minute.

— Es-tu heureuse ? demanda Marthe.

— Je le serais, si je voyais maman.

— Il ne veut pas que tu viennes ?

— Non ; il dit qu'elle m'a donnée à lui. C'est peut-être vrai. Mais elle, ma mère, elle m'a de naissance.

— Ça va bien, l'outil ?

— Oh oui ! on en met, grand père et moi, du travail, on en met !

— Tu pries le Bon Dieu, comme je t'ai appris ?

— Oui, ma tante.

— Continuons. Ne cherche pas trop à nous rencontrer. Quand j'aurai quelque chose à te dire, je chargerai de la commission l'employé qui apporte le fil de chez Lepers-Hooghe.

On se reposa dans la salle. Le tisserand eut plaisir à causer de la ville, des voisins et des voisines de la rue des Longues-Haies, de plusieurs de ces choses menues, habitudes, travers, querelles sans suite, éclats de rire, dont la vie est faite, que l'on croit oubliées, qui reviennent en mémoire un jour, toutes ensemble, ayant, comme le vin, pris du goût en vieillissant. Le nom d'Adéline ne fut pas prononcé.

Mais, vers quatre heures, Marthe et Demeester firent ensemble le chemin de la maison nouvelle à la ville. Elle s'en retournait chez elle ; lui, il allait, selon l'habitude, à la Belle Aventure. Avant d'arriver au tramway de la rue de Barbieux, Marthe, qui croyait avoir retrouvé le tisserand tel qu'elle l'avait connu si longtemps, plein de déférence, et même obéissant, lui dit :

— Monsieur Demeester, nous avons Adéline chez nous.

— Vous l'avez ? Gardez-la.

— Elle travaille.

— Tant mieux ! Vous me donnerez de ses nouvelles, tous les deux mois, et ça me suffira.

— Pourtant, monsieur Demeester, à la longue, tout se pardonne?

— Une fille qui a fait mal parler de ma famille! Faudra cent ans pour que je la revoie!

Ils se quittèrent au centre de la ville, poliment, presque comme autrefois. Demeester, dans la salle de la Belle Aventure, tira vingt flèches, dont huit touchèrent le blanc. Marthe Fleurquin rentra pour retrouver Marie. Elle ne lui dit pas, mais elle pensait que l'ancien voisinage avait perdu de sa puissance.

Elle était heureuse, cependant, d'avoir fait ce voyage, et dit les choses qu'il fallait dire. Le semeur, en retournant chez lui, sait bien qu'elles ne lèveront pas toutes, les graines qu'il a semées. La moisson ne dépend plus de lui : il a rempli sa tâche. Ce soir-là, la repasseuse de la rue des Longues-Haies tardait à s'endormir; le temps était devenu chaud, tout à coup, et plusieurs femmes qui se promenaient encore, çà et là, dans la ville, dégrafant leur col de fourrure, avaient dit : « C'est vrai, je n'y pensais pas : nous sommes en mai. »

La veille s'étant prolongée, Marthe entendit le concert d'un orage lointain, d'un premier orage de l'été. D'où venaient-ils, ces cris dans la nuit, ces claquements brusques, ces plaintes stridentes, comme d'une toile qu'on déchire? Ils venaient des mers froides de Norvège, de Danemark et d'Écosse. Mais cette chanson fine, entre les grondements et les plaintes, ces apaisements brefs, ces notes sifflées, ces murmures coulant sur les toits de la ville? La mer n'a pas d'oiseau qui chante; la vague lui suffit. Le vent les récoltait dans la plaine, à la pointe des herbes déjà hautes et des premières feuilles. L'orchestre était déchainé : presque toute la nuit fut musique, amour, épouvante et promesse.

LE TIR DU ROI

Il arrivait, le jour du tir du Roi. En 1928, la Saint-Jean-Baptiste tombait un dimanche. La directrice d'école avait prévenu son père qu'elle viendrait passer l'après-midi à Roubaix. « Je verrai la maison nouvelle, disait Mélanie, je fêterai avec vous les quinze ans de Claire, puis j'embrasserai le Roi, mon père, avant de saluer, sur la prairie, au milieu de ses chevaliers, mon père l'Empereur. »

Les plaisanteries doivent nous trouver déjà gais, pour nous faire rire. Demee-ter n'avait pas ri, en rapportant à Claire les mots de « tante Mélanie ».

Dans la semaine qui précéda la Saint-Jean, le tisserand fit plusieurs absences, laissant chômer le métier, auquel il pouvait dire qu'il devait des vacances. Des amis vinrent le chercher. Avec eux, on le vit bêcher, dans la prairie, à l'endroit où elle était le plus large, et la terre s'amoncelait, jaune sur l'herbe verte, comme s'ils eussent voulu creuser un puits. Un peu en arrière, et s'écartant de la route, ils faisaient d'autres trous, moins profonds, ce qu'on pouvait deviner à la moindre abondance des rejets de guéret. D'autres fois, ils s'en allaient, de compagnie, par les chemins, et durant trois heures ou quatre de l'après-midi, ne paraissaient plus, et Claire le savait bien, qui les attendait à rentrer. C'est qu'ils travaillaient ailleurs, non plus terrassiers, mais menuisiers, serruriers, peintres même. N'avaient-ils pas eu la chance de découvrir, dans une ferme éloignée, sous le toit d'une grange, une perche de tir, une perche de plus de trente mètres, qui avait appartenu à la société de Saint-Sébastien, et qu'on avait mise là, aux invalides, vers « les années vingt » ?

Dans l'après-midi du samedi, le tisserand annonça qu'il allait chercher la perche, afin de la planter dans le pré. Il n'était pas parti depuis une demi-heure, que Claire entendit la sonnette du portillon sur le chemin. Elle se leva, quitta le métier, ouvrit la petite fenêtre de l'appentis, et aperçut le chauffeur d'un des camions de l'usine Lepers, qui se dirigeait vers le perron.

— Par ici, monsieur Sébastien ! Grand père est absent... Vous avez quelque chose pour moi ?

L'homme, un gros, d'une quarantaine d'années, de l'espèce plaisantine, fit demi-tour et s'approcha, sur le sable encore neuf en cette place, et craquant.

— Deux lettres, mademoiselle Claire, une pour le grand père, une pour vous. C'est mademoiselle Marthe qui me les a données, quand elle a su que je passerais par la Tribonnerie, avec mon camion. Même, elle m'a dit : « La lettre pour la petite, faut pas que le grand père la voie... » Ça se trouve bien, puisqu'il est absent.

Il tendit le bras, et les deux lettres, avec une lenteur voulue.

— En avez-vous une voix, mademoiselle Claire ! On dirait un rossignol.

— Je suis le seul du quartier. Vous croyez qu'il en vient ici ?

— Oui donc ! et quand il n'y aurait que celui qui chantera pour vous ?

Le livreur de M. Lepers se mit à rire, d'une façon qu'elle traduisait sans peine, et qui voulait dire : « Est-elle plaisante, cette petite-là ! Dans quelques années, elle aura dix prétendants, et choisira selon son cœur : peut-être un contremaitre, un caissier, un paquet-bleu, un clerc de notaire, un épicier qui repeindra sa boutique, pour faire honneur à cette jeunesse ! »

Dès que l'homme eut tourné le dos, Claire ouvrit la lettre, lut les cinq lignes qu'écrivait Marthe Fleurquin, et les métiers ne repartirent que longtemps après.

Vers cinq heures, le père fut de retour. Une voiture, celle du connétable de la Belle Aventure, le brasseur Van Damme, apportait la herse triangulaire, destinée à être piquée au sommet du mât, et sur laquelle on fixe les oiseaux.

— Tiens, petite, dit Demeester, je vais travailler dans le pré, je te laisse la herse ; amuse-toi à la garnir ; je reviendrai la prendre tout à l'heure. Dans le panier que voici, tu trouveras trois oiseaux de tir, et ce qu'il faut pour les habiller mieux. Ils seront trois seulement : un coq, en pointe, et, sur la dernière traverse, deux oisillons.

— Aux extrémités ?

— Oui.

— Alors, deux guetteurs ?

— Tu parles comme une archère.

— Grand père, j'ai une lettre à vous remettre, de la part de tante Marthe.

Arrêté au bord de son domaine, Demeester, avant de continuer la route, déchira l'enveloppe, et parcourut la lettre, puis la relut avec attention. Claire aurait voulu savoir ce que disait Marthe Fleurquin. Elle demanda :

— Vous avez de bonnes nouvelles ?

Le tisserand répondit d'un simple signe de tête. Mais l'affirmation n'était pas sérieuse. Il avait pris, en lisant la lettre, un air si malheureux !

Claire se mit à orner de plumes supplémentaires les trois figurines de bois, percées d'un trou, qui allaient être posées

sur les pointes de fer de la herse. Elle doubla, de plumes vertes et retombantes, les ailes de l'Oiseau-Roi, qu'elle placa, comme un couvreur place une girouette, en tête du mât. Au-dessous, le grand père l'avait bien recommandé, la herse ne devait point porter les figurines habituelles : ni les poules, d'ordinaire perchées sur la première travers, ni les caillies, ni cette longue ligne de petits oiseaux, que frôlent volontiers les flèches montantes et cherchant le maître. Seuls, aux deux bouts de la dernière tige de fer, Claire avait la permission de planter deux « guetteurs ». Elle les voulut magnifiques. Elle les habilla de plumes écarlates, et leur fit une crête bleue, bleu de roi, de la couleur que le ciel aurait demain.

— Bravo, l'enfant ! dit Demeester, quand il vint chercher la herse garnie. Les amis des deux estaminets et ceux de la ferme vont m'aider. Dans une demi-heure, le mât sera debout, et tu verras l'effet !

Une bonne heure seulement après, il rentrait pour souper. Claire, le voyant triste, et dans l'espoir de plaire au vieux tisserand, avait mis le couvert sur une caisse de bois blanc, dehors, entre la maison et le jardin. Il y avait place, tout juste, pour les deux assiettes et les deux verres. Un plat comble de miroton chaud, un autre de céleri, et deux cannettes de bière, attendaient sur le sable. C'était la première fois que le tisserand et sa petite-fille mangeaient en plein air. Mais la lettre de Marthe Fleurquin avait dû profondément inquiéter le grand père ; c'est à peine s'il dit : « C'est bien. » Et il resta songeur, en mangeant. Il repassait, dans son esprit, les lignes qu'avait tracées, pour lui, la main ferme de l'ancienne voisine :

« Mon cher monsieur Demeester, les choses ne peuvent rester comme elles sont. Adéline se dépitait de ne plus voir sa fille, et, je crois aussi, du chagrin de son passé. Elle travaille, autant que vous, autant que moi. Jamais de retard. Je puis vous dire, et je sais bien que vous prendrez cela au sérieux, qu'elle a recommencé de vivre sa religion. On n'est pas toujours pécheresse, monsieur Demeester, quand on est de bonne race, qu'on a pour père notre ancien voisin, dont nous savons tout ce qu'il vaut, et pour mère une Anna Vermeulen. Étudiez bien ce que vous devrez répondre, si vous en avez l'occasion. Je vous envoie les souvenirs de ma sœur et les miens, et vous salue.

« MARTHE FLEURQUIN. »

Le nom de sa femme n'était jamais rappelé, sans que Demeester fût attendri. Le roi songeait, ce soir, et le songe, comme d'ordinaire, ne lui laissait que de la tristesse. Il était de nature forte, impulsive, mais non pas résolue : la simple raison ne le commandait pas.

La lettre qu'avait reçue Claire était plus courte, mais pleine et précise. Elle disait à la jeune fille ce qui aurait lieu le lendemain. Le secret devait être gardé. Il le serait. Claire et Alfred Demeester n'échangeaient que de petits mots, sans aucun lien avec le profond de l'âme.

Cependant, devant eux, au delà du champ de trèfle, audelà du mince taillis qui servait de frontière au champ de trèfle, dans le pré long qui faisait la coque de navire entre deux coteaux, ils voyaient la perche plantée et les trois oiseaux, le coq vert, les guetteurs écarlates, qui battaient de l'aile au passage du vent d'été. Il était doux, le vent de la veille de la Saint-Jean ; l'été jeune s'amusait à chasser les nuages, pas plus gros qu'un drap déplié, et qui fondaient dans l'azur ; un petit souffle seulement descendait jusqu'à terre ; il remuait la pointe des arbres et donc les plumes du papegay. Le bonhomme voyait cela, quand il s'interrompait de manger, pour lever le gobelet, le menton, et les paupières par surcroît, et boire une lampée de bière. Mais il ne riait pas.

— Grand père, je ne connais pas bien toutes les règles du jeu de l'Arc, mais je croyais, on m'avait dit, que, le jour du tir du Roi, on ne met qu'un seul oiseau sur la perche : le coq.

— Tu as raison, petite, et les camarades ne manqueront pas de me reprocher d'avoir manqué aux usages. Ils ne s'en iront pas sans avoir tiré leurs flèches, parce qu'ils m'aiment bien. Après, ils comprendront. J'ai mon idée.

Comme il ne disait point quelle était son idée, Claire ne voulut pas l'interroger plus avant. Elle regarda tout au loin.

— Dommage, dit-elle, que la nuit approche : on voit, ce soir, par-dessus les moulins !

— Il n'y a plus de moulins, ma petite.

— Oh ! regardez « l'allau » !

Demeester ne chercha point dans le ciel, pour apercevoir un halo. Il était Flamand, et ce mot-là, pour lui, signifiait un saule. N'était-ce pas le même mot, et un mot magnifique, qui

rappelle l'écartement des branches de cet arbre court de tronc, et leur déploiement en éventail ? Vers la vallée de la Marque, éclairée encore des derniers rayons du soleil, le vieil archer eut vite découvert ce qu'admirait l'enfant : un saule traversé de lumière rouge, et qui faisait la roue.

— C'est peut-être la couronne du Roi, ton grand père, que tu vois là-bas ; dans une minute, elle aura disparu. Enlève les assiettes, Claire, enlève la caisse de bois : moi, je fume une pipe, et puis j'irai dormir.

Il disait cela, selon sa coutume, assez durement. Et cependant, au fond de son cœur, il pensait : « C'est mignon, une petite comme la mienne, et c'est bien conservé. A la fabrique, ça serait déjà perdu. »

Pendant un quart d'heure, il entendit le bruit de la faïence et des verres que la jeune fille emportait, et qui se heurtaient dans sa main, puis le même bruit lointain, quand elle lava la vaisselle et qu'elle serra dans l'armoire les verres, les assiettes, les plats essuyés et luisants. Lorsqu'elle faisait le ménage, Claire s'attardait à « mettre de l'ordre », comme elle disait. Depuis qu'elle habitait chez son grand père, elle en avait fait des progrès ! Les aïeules brugeoises l'eussent avouée déjà pour une bonne apprentie ménagère, attentive aux coutumes que lui avaient enseignées M^{lles} Fleurquin : féroce contre la tache, offensée par la déchirure, prompte et tenace dans le fourbissement, observatrice des beaux alignements et capable de jouir, comme d'un objet d'art, des fulgurances du cuivre et du reflet modeste de l'étain. Elle montrait même, à présent, plus de goût pour le ménage que pour la couture. Cela fut cause qu'elle ne revint qu'après longtemps sur le perron de la maison neuve. Elle y trouva son grand père toujours songeant. L'ombre était sur les champs, non pas noire, mais légère, mêlée d'un reste de jour. Les nuits de la fin de mai ne sont qu'un crépuscule. Le vent n'avait plus de force. Les pointes d'arbres demeuraient droites, au delà du champ de trèfle, le long de la ligne qui déclinait vers les vallées ; la couleur des feuillages était seulement devenue sans éclat, d'un gris bleu et brouillé. Les lointains de la Marque dormaient dans un peu de brume.

La nuit vint. Le tisserand et sa petite-fille, inquiets, l'un et l'autre, de ce lendemain dont ils ne voulaient rien se dire, se retirèrent, elle dans sa chambre, lui dans son réduit au-

dessus de l'appentis, mais ne purent fermer les yeux. Au petit jour, après un si long débat, Demeester n'avait pas changé d'idée : dans quelques heures, il ne serait plus roi, et il ne serait pas empereur.

Ah ! sans doute, il y tenait, à ce titre de roi ! L'échanger contre celui d'empereur, c'eût été sa meilleure ambition, et sa dernière. Il aurait pour concurrents, le lendemain, des archers bien adroits, bien exercés, tous plus jeunes que lui. Mais il les valait ; même pour la vigueur, il pouvait lutter : ne l'avait-on pas vu lancer, quatre fois de suite, au dernier tir, des flèches de 85 centimètres, ce qui suppose, quand on se sert d'un arc pareil à celui d'Alfred Demeester, une force dans les bras de plus de 40 kilos ? Il avait des chances de gagner ; il en avait de très grandes : seulement, la nuit précédente, tandis que Claire dormait, il avait pris enfin une résolution. Laquelle ? se laisser battre. Il s'arrangerait pour montrer à tous qu'il était battu parce qu'il le voulait bien. Mais, maintenant, il se l'était juré à lui-même : les compagnons du noble jeu n'auraient pas plus longtemps, à leur tête, le père d'Adéline Leleu, une femme de rien. Certainement, ils s'étaient montrés discrets, les archers de la Belle Aventure, des amis, des gens qui savent vivre : pas un seul n'avait fait une allusion directe à la conduite d'Adéline. Une simple variante dans la formule par laquelle ils le « bonjouraient », et le roi avait compris. Autrefois, quand ils le rencontraient, la plupart disaient :

— Sire, comment vas-tu ? Et tes filles aussi vont bien ?

Depuis les événements que la chronique verbale avait annoncés et commentés, parmi les ouvriers de l'usine Lepers-Hooghe et bien au delà, trois fois au moins, l'un ou l'autre des compagnons de l'Arc avait demandé à Alfred Demeester :

— Tu vas bien, Sire, et ta petite-fille aussi ?

Le souvenir de la mère était passé sous silence ; on ne connaissait plus l'épouse adultère ; à sa place, on mettait l'enfant. Merci, messieurs ! Le grand père savait ce que parler veut dire. La leçon était donnée par des hommes dont aucun n'était un moraliste difficile. Ils avaient horreur de cette lâcheté d'une femme abandonnant son mari malade ; vaguement, au fond de leurs âmes, ils avaient craint, peut-être, que l'exemple ne fût contagieux, et le salut d'amitié s'était modifié : « Tu vas bien,

Sire, et ta petite-fille aussi ? » On supprimait les deux filles en raison de l'impossibilité de n'en supprimer qu'une. Eh bien ! soit, l'un des meilleurs archers qu'on eût jamais vus, dans Roubaix, se retirerait. Aucun éclat, pas de démission motivée : l'échec. Il aurait pu être, comme d'autres, prud'homme, ou président d'une société de secours mutuels. Il avait préféré, naguère, exceller dans le jeu antique de l'arc. Depuis près de trois ans, il était roi. Au moment où il pouvait devenir l'un des chefs du jeu dans toute la Flandre, empereur écouté, photographié, invité même au delà de la frontière de France, il renoncera à tout.

Alfred Demeester souffrait de la résolution qu'il avait prise, et, selon sa coutume, il voulait souffrir seul. La journée de demain, comme il eût voulu l'empêcher de venir si vite ! Ce qu'il avait gagné d'honneur, il allait le perdre. Un général, la veille de sa retraite, n'est pas plus triste qu'il n'était. Le vieil homme avait laissé ouverts les volets du réduit où il couchait. Le premier quartier de la lune lui servait de veilleux.

Comme toujours, en méditant sa peine, il avait retrouvé le passé. Pourquoi la honte était-elle venue dans sa famille, à lui ? Pourquoi avait-elle diminué son nom, à lui, brave homme, qui, en près de quarante ans, n'avait pas manqué plus de vingt fois à faire sa journée de travail ? Par moments, il parlait tout haut, comme s'il exposait sa défense, devant les camarades de la Belle Aventure.

« C'est pour vous que je le fais ! Pour vous que mes flèches n'iront pas droit au ventre de l'Oiseau Roi ! »

Il les voyait, tous les compagnons, dans la mansarde basse, aux murs inclinés et plâtrés, où il n'y avait que lui, couché dans le lit à couverture rouge, et ses vêtements bien pliés sur une chaise, et la petite armoire, près de la fenêtre, touchant la table de toilette, la cuvette, le pot à eau, et un brin d'œillet que Claire avait mis là, pour réjouir soixante années de patience.

« Non, pas plus de vingt jours sans aller à l'usine, mes bons amis. Encore, je peux dire que, la moitié des fois, c'était pour cause de maladie. Mes deux métiers m'ont usé, mais, moi aussi, je les ai usés, et nous sommes quittes : je les ai fait reluire, avec la peau de ma main, les poignées d'acier qui clinquent et qui déclinent ! Vous n'avez qu'à demander à les voir, chez Lepers-Hooghe !

« Quand je me suis marié avec Anna Vermeulen, dont je ne serai jamais consolé, je n'ai pas voulu la laisser travailler à l'usine. Elle aurait consenti, la brave ! Moi, je ne voulais pas. Je lui disais : « Tu es pour le mariage, pour pouponner, raccommoder et apprendre à nos filles à te ressembler ! »

« Mes filles ! il n'y en a qu'une qui a ressemblé à la mère, et encore elle n'a pas d'enfant, celle-là. Élevées de même, chéries de même, qu'est-ce qui leur a manqué ? La mère, partie trop tôt, pour moi et pour elles. Allez donc surveiller des filles qui grandissent, si vous n'êtes pas leur mère ! Nous autres, les hommes, quand nous avons passé neuf heures et demie hors de la maison, qu'est-ce que nous savons de leur cœur ? Pourvu qu'elles nous embrassent, nous les croyons bonnes ! La mère se défie plus. Elle a des yeux qui devinent ; les nôtres ne font que voir, et encore pas tout.

« Je me souviens que j'avais acheté deux potées, — ma foi à peu près dans le même temps de l'année où nous sommes, — pour les mettre sur la fenêtre de la grande chambre, du côté de la courée. Mes filles croyaient que je voulais faire le faraud, ou peut-être que ça me réjouissait de respirer l'odeur de la giroflée et celle de la jacinthe. Au vrai, j'avais seulement l'idée de fleurir la chambre de ma défunte, en souvenir de la giroflée surtout, qui plaisait à Anna. Je les avais arrosées une fois. J'ai oublié de recommencer. Quand j'ai vu qu'elles se fanaient, je leur ai donné de l'eau, tant que j'ai pu : mais ça n'a réussi que pour une. La giroflée a repris du cœur, la jacinthe rose a péri.

« Adéline, depuis longtemps, pour moi, elle est comme morte. Quelquefois même, je voudrais que ce fût vrai. Les amis de la Belle Aventure ne la jugent pas autrement. J'en ai vu qui détournaient la tête, lorsqu'un jeune racontait, devant moi, l'histoire d'une femme qui avait quitté son mari. Qu'auraient-ils donc fait à ma place, soit Witendal, soit Van Damme, soit Arthur Vincke, l'Empereur, que j'ai invité au tir de demain, soit Apollinaire Hutsebaut, un homme qui vaut mieux que moi, c'est sûr, pas comme archer, comme homme ?

« Marthe Fleurquin, elle aussi, vaut mieux que moi. C'est une femme de piété. Mais elle est disposée à prêter aux autres une once de ses vertus ; pour un mot, pour une larme d'Adéline, elle lui pardonne, et veut que j'en fasse autant ! Que non

pas! Je suis plus défiant qu'elle. Elle assure qu'Adéline travaille : je voudrais voir ça! Elle m'écrit une lettre; elle a l'air de me conseiller et de vouloir me commander même. Non pas! Le temps n'est pas venu! Dans un an, si elle est encore aussi satisfaite de sa locataire, on verra, on étudiera... Alfred Demeester sera dur à convaincre, mais enfin, tous ces gens qui me parlent de religion, comme s'ils s'entendaient pour me persuader, Marthe Fleurquin, Hutsebaut, et jusqu'au petit apprenti de la place Saint-Jean-Baptiste, finiront peut-être par avoir raison. J'examinerai le procès, moi, Demeester. Une seule chose est sûre : je ne peux plus supporter la pitié de mes amis. Ils m'appellent encore « Sire », à cause de mes flèches qui sont bonnes, mais cela leur coûte. Demain, ils m'appelleront de mon simple nom, ils diront comme avant, comme aux jours où j'avais encore de la jeunesse : « Demeester, te voilà? » Je ne serai plus roi demain, mais les jaloux parleront moins. »

Est-ce bien « demain » qu'il fallait dire? Le tisserand rejeta le drap de son lit, et s'approcha de la fenêtre. Le jour naissait déjà dans le ciel, où il n'y avait aucun nuage pour recevoir la lumière : la terre ne savait rien encore de lui. Rien ne luisait, pas même la pointe des arbres; les maisons dormaient; le trèfle, courbé sous le poids de la rosée, n'était qu'un tapis d'ombre molle. Au-dessus du pré, le tisserand aperçut les oiseaux de la herse. Ils ne bougeaient pas plus que les oiseaux vivants. Il dit alors :

— Oiseau-Maitre, si j'avais deux filles comme Mélanie, tu n'aurais pas beaucoup d'heures à rester là perché! Je t'abattrais de ma première flèche!

Il eut un grand soupir, et commença de s'habiller. A cause du plancher neuf, qui criait, il prenait garde de demeurer sur les planches qu'il savait silencieuses. Claire dormait, — il le croyait du moins, — dans la chambre voisine. « Pauvre enfant, pensait-il, elle aura aujourd'hui une grande déception, et Mélanie aussi, et tous ceux qui m'aiment, s'il y en a, dans Roubaix! » Rien que d'y songer, il avait la main tremblante. « Faut pas me balafrer en me rasant, dit-il encore; je dois avoir bonne mine; les camarades, s'ils remarquaient une entaille dans la peau de mes vieilles joues, ne manqueraient pas de raconter que je n'ai plus la main sûre. »

Il sortit, au matin demi-clair, tandis que, matineuse elle aussi, et songeant à des choses qu'elle seule pouvait prévoir et qui ne tarderaient guère, la fille d'Adéline, Claire, dont les quinze ans sonnaient, prenait les chemins verts, et se rendait à la première messe de Hem.

Jusqu'à une heure après-midi, Alfred Demeester, aidé par des voisins, transporta dans le pré du tir des bancs et des tables; établit avec des cordes une enceinte réservée; dressa sur l'herbe, à douze mètres de la perche, un auvent de marchand forain, où les archers se retireraient, pour éviter les flèches retombantes.

A une heure, comme il mangeait un morceau, en hâte, dans la salle d'en bas, que Claire avait fleurie, la première invitée, la chère Mélanie, l'orgueil et la joie de Demeester, apparut au bas du perron. Elle arrivait avec un peu de retard; à la demande de Claire, elle s'était arrêtée à Roubaix, pour faire visite à Marthe Fleurquin. Mélanie, pour la fête du Tir du Roi, s'était mise en frais. Elle avait quitté le deuil. Elle portait une robe élégante. Le père, pour l'embrasser, remit la veste qu'il avait accrochée au dossier de sa chaise.

Mélanie s'assit près de lui. Elle vit promptement, à des mots qu'il ne disait pas, mais qui étaient sur son visage, — inquiétude, fatigue, tristesse, — que le père avait conscience d'être à une de ces heures de la vie qui sont pleines et débordantes de destinée. Il savait du moins qu'il n'était plus roi que pour deux heures. Et c'était là le commencement, après quoi personne ne pouvait rien prévoir. Claire servait, muette.

Il n'y eut pas de conversation suivie entre le père et Mélanie; mais cette parole fut dite par le vieil homme, après qu'il eut fini de boire son bol de café :

— Mélanie, jusqu'à quand restes-tu avec nous?

— Je partirai vers six heures, et je ne puis faire mieux : je ne suis pas libre, mon cher père.

— Mélanie, tu m'assisteras, comme au jour de ma mort.

Sans comprendre, elle fit signe qu'elle l'assisterait.

Lui-même, il ne comprenait pas entièrement ce qu'il disait là; l'obscur pressentiment lui dictait des mots trop grands pour la minute où ils étaient dits.

Peu après, on entendit des accordéons qui geignaient en mesure. Ils devaient être sur la route, en haut de la « Mon-

tagne ». Que l'air d'été porte bien les chansons ! Ils soufflaient une marche, ou une danse. Quand ils tournèrent, pour descendre par le chemin de la Tribonnerie, Demeester les compta.

— Ils sont quatre, dit-il, et autant de tambours.

Les tambours, en effet, dès qu'on fut à bonne distance de la maison du roi, se mirent à battre et à rouler.

Plus de soixante archers les suivaient, tenant l'arc au poing gauche. Devant la barrière, ils s'arrêtèrent tous, mais bien peu de temps, car Demeester, en tenue du dimanche, s'avancait vers les archers de la Belle Aventure et les invitait à entrer chez lui.

Ils entrèrent. Presque tout de suite, le roi se trouva en présence du connétable Van Damme, homme puissant, d'ordinaire jovial, et dont la physionomie exprimait une vive contrariété. Laisant les autres traverser la salle à manger et pénétrer dans l'atelier, puis monter au premier étage, Demeester attira le connétable près de la fenêtre de la première salle.

— Qu'as-tu fait, Sire ? dit Van Damme. Tu es notre ancien à tous, tu connais les règlements du jeu de l'Arc...

— Sans doute.

— Et, pour le tir du Roi, que vient-on de me dire ? Que tu as garni la perche de deux guetteurs inutiles ? Seul, le coq devait être perché en haut du mât !

— Il est reconnaissable ! Ma petite-fille lui a fait des ailes vertes !

— D'accord. Mais la tradition exige un seul oiseau. Je ne peux pas ouvrir le concours, mon ami, ... je ne peux pas.

Demeester lui prit la main, et répondit, avec un accent de supplication :

— Faites-le pour moi, monsieur Van Damme ! ... J'ai su ce que je faisais, et je devinais que vous seriez mécontent ; mais ce n'est pas par caprice que j'ai mis les deux guetteurs au-dessous de l'Oiseau-Maitre. Je vous expliquerai la chose, après le tir ; vous la comprendrez même auparavant. Protestez, je le veux bien, et dites aux camarades que j'ai un peu perdu la tête. Ça ne sera pas tout à fait faux. Mais, ouvrez le concours : les camarades ne viseront que le coq...

Le brasseur hésita. Il regarda, par la fenêtre, les groupes

d'archers demeurés dans le jardin, les curieux déjà nombreux dans le pré, les bancs et les tables, le mât avec la herse fleurie de plumes, et finit par dire :

— Si les chevaliers acceptent tes fantaisies, je ne m'y opposerai pas, Sire. Allons, il est temps d'ouvrir le tir. Viens!

Les chevaliers de l'Arc, le roi et Van Damme à leur tête, gagnèrent le chemin de la Tribonnerie. Bien que la distance fût courte, ils se formèrent de nouveau en cortège, les accordéons et les tambours en avant, qui jouaient une *Marseillaise*. En une centaine de pas, ils furent rendus en face du pré bas, où une petite foule attendait. Mélanie suivait le cortège. Claire seule avait demandé la permission de rester à la maison, qui ne pouvait, un jour pareil, demeurer sans gardien.

Mais, tout en haut du champ de trêfle, à l'endroit où la haie de la route cerne une maison de maraîcher, une femme guettait leur départ. Quand elle eut vu s'éloigner Mélanie et Alfred Demeester, elle descendit, lentement, sans quitter le bas côté du chemin, où l'ombre du talus et des ronces la protégeait. Arrivée devant le portillon, qui donnait accès dans le domaine du tisserand, elle se redressa. Elle était en deuil. A vingt pas de là, devant le perron, Claire l'attendait. Elle accourut, mit la main sur la sonnette, pour l'empêcher de tinter, ouvrit la barrière, et les deux femmes, en hâte, pénétrèrent dans la maison que M. Lepers-Ilooghe avait fait bâtir pour le roi des Archers.

Celui-ci, au milieu des compagnons de la Belle Aventure, qui buvaient en attendant l'ouverture du jeu, faisait bonne contenance, non banale, ni faussement amicale, comme celle de tant d'hommes en quête perpétuelle d'un suffrage possible, mais attitude de vieil homme désabusé, courtois avec un peu d'effort. Il offrait une « jatte de café » aux officiers du jeu; il répondait, de la main, aux toasts que lui portaient des groupes assis autour des tables; il s'assurait que les curieux, venus des environs, jeunes gens, jeunes filles, alouettes au miroir, consentaient à se tenir en dehors de l'enceinte. Se dressant au milieu des archers, trois fois il se leva, et, de sa forte voix, cria :

— Tout le monde en dehors des cordes! Vous, là-bas! Et vous, rentrez!

Et « le monde » obéit.

A trois heures, les tambours groupés en haut du pré, par delà les aubépins, battirent pour annoncer le rassemblement. Autour de la perche, soixante-dix chevaliers furent, en peu d'instants, réunis. Le connétable se tenait adossé au mât, et Vincke était près de lui, non pour concourir, mais comme invité, et fidèle au rendez-vous que lui avait donné, naguère, Alfred Demeester. Le brasseur expliqua, avec l'aisance d'un courtier et l'ironie d'un lettré qui se met en frais, qu'il y avait manquement aux règles du jeu de l'Arc ; que lui, connétable, demandait aux archers de ne pas tenir rigueur au vieux roi Demeester, mais de commencer le concours immédiatement, les tireurs devant, bien entendu, s'abstenir de viser tout autre oiseau que le coq aux ailes vertes. Ils avaient tous leur arc serré contre la poitrine. Ils levèrent la main droite. La contre-épreuve ne signala pas un dissident. Le connétable cria :

— Écartez-vous ! D'abord, les trois flèches d'honneur accordées au Roi !

Alfred Demeester seul demeura à quelques mètres de la perche. Plus de deux cents personnes suivaient des yeux ses mouvements. Ce grand bonhomme aux moustaches blanches pencha le buste à droite, tourna la tête vers la pointe du mât, tendit son arc à fond, et, délibérément, comme un jeune, lança une flèche. Un guetteur tomba.

— Bravo ! crièrent les badauds le long des cordes.

Mais le cri d'un compagnon couvrit ceux des barbares

— Taisez-vous ! le Roi s'a trompé !

C'était un petit archer, un nouveau, qui disculpait le Roi, et maintenait la règle. Tous les anciens de la compagnie pensaient déjà : « Le Roi l'a fait exprès. »

Demeester reçut sa flèche, des mains d'un gamin, chasseur du jeu, coiffé d'un chapeau pointu en forte vannerie, la remplaça sur la corde de l'arc, tira aussitôt, et le second guetteur écarlate, à l'extrémité de la traverse, vola, à plus de six pieds en l'air, pour retomber dans l'herbe.

Cette fois, personne ne pouvait se méprendre. L'adresse de l'archer était magnifique, son intention claire : il refusait d'être Roi ; il refusait donc d'être Empereur ! Vingt spectateurs l'interpellèrent. Plus de vingt archers, malgré l'ancienneté du tireur, et l'estime qu'on avait de lui, grognèrent leur étonnement, leur désapprobation, quelques-uns même leur indigna-

tion. Le connétable, sous l'auvent de toile, où il se tenait avec un groupe d'hommes, étendit les bras, pour demander le silence. Sa voix dut porter jusqu'à la maison nouvelle, jusqu'au verger de la ferme perdue sous les poiriers sauvages :

— Alfred Demeester, notre Sire, tu n'as plus qu'une flèche d'honneur à tirer. Je t'enjoins, au nom de toute la Compagnie, de viser l'Oiseau-Maitre !

Le vieux Roi, pour la troisième fois, se courba en deux sur la droite, accrocha ses doigts à la corde, fit ployer si fortement l'arc que la pointe émoussée de la flèche, la grande flèche de 80 centimètres, touchait le milieu du bois. Il demeura ainsi un instant, immobile, dans le silence de tous. La flèche partit, elle effleura l'oiseau, et monta si haut, si haut, qu'on perdit de vue son talon et ses plumes enfoncées dans le bleu du ciel.

Cette fois, personne ne cria. Tous les spectateurs regardaient l'homme qui se redressait, grand, digne, sans un geste de dépit. Ce n'était pas un joueur qui avait perdu : c'était une sorte de héros, mais que nul ne comprenait. La tête haute, il se dirigea vers les archers qui se tenaient, face à la route, dans la partie la plus reculée du pré ; il passa près du connétable, sans que celui-ci lui adressât la parole ; il contourna plusieurs groupes de compagnons entre lesquels il n'était question que de lui, mais qui ne l'arrêtèrent pas. Il s'avança jusqu'à la corde de l'enceinte, au bout du pré opposé à la route. Là, quelqu'un faisait un geste : « Viens ! Viens ! » Il l'avait aperçu. Il allait. C'était Mélanie. Jamais il ne l'avait vue si blanche de visage, son Espagnole. Et, d'abord, il pensa qu'elle le plaignait.

— Eh bien ! dit-il, tu les entends ? Je ne suis plus Roi !

— Tu l'as voulu ainsi !

— Sans doute, et trois fois de suite ! Tu as vu le tir ?

— Oui, sans comprendre.

L'homme se mit à rire bruyamment, d'un rire mauvais, en regardant Mélanie.

— Oh ! tu n'as rien compris ? Tu sais pourtant plus de choses que moi ! Je vais te le dire ! Je n'ai pas voulu rester Roi, et devenir Empereur, parce que ta sœur Adéline me fait honte !

Mélanie, d'un geste, l'empêcha de continuer.

— Père, ma sœur Adéline est chez toi !

Il aurait reçu, dans le milieu du front, la flèche qu'il venait

de lancer au coq vert, qu'il n'aurait pas été plus étourdi par le choc. Après un moment, il dit, avec effort :

— Chez moi ? Adeline ? Elle vient me quêter ? Comment le sais-tu ?

— Je l'ai aperçue devant la maison.

— Alors, elle vient pour me prendre Claire ?

— Oh ! non !

Il s'emporta, et vingt témoins éloignés purent l'entendre :

— Dis vite, dis vite, puisque tu sais ! Que veut-elle, ta sœur ?

— Son pardon, j'en suis sûre !

Il secoua la tête, comme ceux qui sont décidés, et qui ne veulent pas.

— Je ne lui donnerais pas un sou, à cette fille-là, et c'est beaucoup plus que de l'argent, le pardon ! Va lui dire de s'en aller !

Il épiait, dans les yeux sombres de Mélanie, et sur ses lèvres fermes, les mots qu'elle allait répondre. Elle dit :

— Viens toi-même, père ! Elle est chez toi !

Elle était si calme, si bien maîtresse d'elle-même, qu'elle lui en imposa.

— Tu as raison. Je vais. Tu me suivras. Je te le redis, Mélanie : assiste-moi !

Déjà, il se détournait. Il tendit son arc à un ami rencontré au passage, et, prenant la traverse, coupant droit devant lui, par une brèche de la haie, pénétra dans le champ de trèfle.

A grandes enjambées, il remonta vers son jardin et vers les murs de chaux blanche. On ne voyait personne aux fenêtres. Mélanie suivait à peu de distance. Il ne l'entendait pas marcher. La colère le tenait encore. Comme un jeune, il monta les marches du perron, traversa la salle de devant, s'arrêta sur le seuil de l'atelier.

Elle était là, et ce fut elle qu'il vit d'abord, en deuil, assise entre les deux métiers de Claire Leleu, toute penchée en avant, les bras étendus et rapprochés. Elle pleurait. Demeester ne s'attendait pas aux larmes. La physionomie de Claire Leleu le surprit encore plus. Debout dans le passage, près d'un de ses métiers à lui, Demeester, la jeune fille se tenait droite et immobile. Elle avait entendu venir le grand père. Elle le savait là. Elle ne le regardait pas. Elle regardait sa mère, et elle avait l'air d'une petite justicière. A qui en avait-elle ?

Le maître de la maison nouvelle appela :

— Adéline?

La femme ne bougea pas, Claire non plus.

— Adéline, va-t'en de chez moi!

La femme ne répondit rien. Une voix jeune répondit à sa place :

— Elle est à mon métier, c'est moi qui l'ai mise là!

— Chez moi!

— Chez nous!

Et Claire regarda le tisserand. Elle avait sa décision toute prête, assurément. Ses yeux, grands ouverts, disaient : « Si vous la renvoyez, je pars avec elle! » Elle voulait sauver la coupable! Elle était contre Demeester! Elle invoquait le droit d'asile, chez le grand père! Stupéfait de l'audace, il appuya la tête de côté, sur le chambranle de la porte, et demeura un moment muet, les paupières fermées. Une pensée rapide traversa son esprit : « Comme elle me ressemble, cette petite! Elle est fière! » Mais cela ne menait à rien. Il ne savait que décider.

Alors, un secours lui vint. Mélanie, ayant suivi Demeester, se tenait derrière lui, dans la salle d'entrée, tout près. Elle se pencha, lui toucha le bras, et dit, tout bas :

— Père, elle a tant de peine! Ne la chasse pas!

Il n'eut pas l'air d'entendre. Mais tous les traits de son visage et les cordes de son cou se tendirent, à cause de l'effort qu'il faisait pour se dominer. Il avança de trois pas, dans l'atelier, jusqu'à toucher Claire, qui ne bougea point. Et Adéline était près de lui, à droite, couchée sur le métier, attendant la sentence, et n'osant regarder ni sa fille, ni son père.

Demeester finit par lui dire :

— As-tu été assez gueuse, Adéline?

Il avait retrouvé sa voix et son air de commandement.

La femme releva légèrement la tête, puis la rabaissa, mais on ne vit pas son visage. Cela signifiait : « Vous n'avez pas tort, je suis gueuse, de toute manière je le suis. »

— As-tu fini de faire ma honte?

La femme, très lentement, refit le même geste. Sa fille ne put supporter cette vue. Elle passa entre son grand père et Adéline, rapidement, sans plus regarder l'un que l'autre, sortit de l'atelier, ne s'arrêta point à côté de Mélanie, immobile sur le seuil, et monta l'escalier. Dans le silence, on entendit son

pas sur les marches, puis, dans sa chambre, où elle se réfugiait, ayant mis toute la maison entre elle et la douleur de deux êtres qu'elle aimait.

Demeester reprit :

— Adéline, on prétend que tu travailles à présent? Je n'y crois guère. Veux-tu que j'en sois sûr?

Cette fois, la femme répondit :

— Oui.

— Ote tes mains de dessus tes joues : tu ne verrais pas pour ouvrir!

Elle enleva ses bras de dessus le métier.

— Mets-toi debout!

Elle se redressa.

— Écarte-toi de l'outil, à présent!

Quand il la vit obéissante, debout, les yeux encore baissés, il s'émut, et sa voix faiblit :

— Fais attention, Adéline : c'est du 120 fils au ponce, c'est lourd, ça peut casser; la façon est en conséquence.

Alors, lui-même, il étendit la main pour « clincher » la commande du premier métier; il fit trois pas, et « clincha » la commande du second, et les battants se mirent à battre, les navettes à courir, les nappes de trame à s'élever et à descendre.

— Je jugerai ce soir si tu sais encore travailler, dit le tisserand.

Au même instant, du champ de tir, là-bas, un bruit confus et fort arriva : des applaudissements, des mots qui se heurtaient et roulaient pelotonnés. Puis, beaucoup de voix s'étant mises à l'unisson, le cri des archers éclata dans l'atelier de la maison nouvelle :

— Vive le Roi! Vive Van Damme!

Demeester courut au bas de l'escalier.

— Claire, où es-tu?

— Dans ma chambre! répondit la jeunesse.

— Le coq est abattu! Va tout de suite dans ma soupente!

Ouvre mon armoire!

— Oui, grand père.

— Derrière les draps de mes noces, il y a mon collier d'argent.

— Je sais!

— Apporte-moi mon collier; je vais saluer le Roi nouveau : il le faut!

Ce fut elle, la petite aux yeux couleur d'aigue-marine, et

qui brillaient de larmes, ce fut elle qui tendit au Roi déchu le collier qu'il ne remettrait plus. Il le prit dans ses deux mains. Les anneaux étaient plats et luisants, car, deux fois l'an, Demeester fourbissait chaque maillon. Il tenait son trésor dans la corbeille de ses dix doigts, et il le considérait, en sortant de la maison, en marchant vers le pré. On ne le vit pas, ou bien on ne devina pas ce qu'il allait faire. De toutes parts, les tireurs, ayant au poing gauche, et touchant leur poitrine, leur arc détendu, s'assemblaient autour du vainqueur, le grand Van Damme, qui riait sans paroles, au milieu de leurs cris. Van Damme donnait sa main droite à toutes les mains tendues, sans savoir à quelle tête elles étaient rattachées. Les habitants des maisons voisines, les jeunes tout au moins, et quelques femmes parmi, s'approchaient du pré des archers, dépassaient les piquets et la corde de l'enceinte réservée aux tireurs. Ils cherchaient à distinguer le Roi dans tout ce paquet de joueurs que nouait la chance de l'un d'eux. C'était le nouveau règne, tout de suite dur à l'ancien. Demeester, pourtant, s'avancait, les deux mains tisserandes formant la coupe et remplies des anneaux de la belle chaîne d'argent et des vingt médailles qui l'ornaient, chacune portant le nom d'un Roi de l'arc. Personne ne signalait sa présence. Il avait fait déjà la moitié du chemin, que nul n'avait prêté attention à ce dernier courtisan de la victoire du connétable. Qui le verra le premier? Un étranger, le petit gars du fermier de la Fontaine, rejeté hors du groupe tumultueux que formaient les admirateurs de Van Damme, et qui, désespérant d'approcher du vainqueur, s'était assis, au loin, sur l'herbe, et tourné de dépit vers la pente du champ de trèfle, vers la brèche par où venait d'entrer Demeester.

— Oh! regardez! regardez! Le Roi d'hier!

Trois archers, par-dessus l'épaule, cherchèrent du regard le point d'où partait la voix de l'enfant, puis dix, puis cinquante, et, la pelote humaine s'étant ouverte, une double haie d'hommes s'établit, s'allongea vers le tisserand, le reçut, et les premiers de ces deux ailes, ne sachant comment accueillir celui qui arrivait ainsi, portant la chaîne dont il n'avait plus le droit de se parer, trouvèrent les seuls mots d'amitié qui convinssent : « Pauvre vieux! Pauvre vieux! »

Lui, il ne répondait à aucun, il ne semblait pas les reconnaître, il avait les yeux fixés en avant, au-dessus d'eux, sur la

pointe du mât, d'où le coq était tombé. Il avait grand air. Il tenait bien serré le collier, que les poussées de la foule et les secousses de la marche auraient pu faire échapper de ses mains; plusieurs mailles, étincelantes, et plusieurs médailles pendaient au-dessous de ses bras tendus. Personne ne lui dit : « Sire », Mais personne ne vit la lueur d'une larme au coin de ses paupières. Il parvint ainsi jusqu'au mât de tir, et jusqu'au connétable de la compagnie de la Belle Aventure, le nouveau Roi, qui se tenait debout, joyeux de la réussite de la partie de campagne, content de la popularité dont il recevait, une fois de plus, le témoignage. Le roi Van Damme avait, à sa gauche, le bel empereur de Mouvaux, et derrière eux, entourant le mât, plusieurs des anciens étaient groupés. Tous étaient animés et joyeux. Mais quand Demeester s'approcha, et quand il fut tout près, le sourire se rétrécit et s'effaça de toutes les joues, rebondies ou plates. L'amitié des compagnons plaignait le roi déchu. Alors, Alfred Demeester, entr'ouvrant les mains, et regardant bien en face le brasseur de bière, dit :

— Sire, je rapporte le collier, je n'ai plus droit de le garder : le voici.

— Mon pauvre Demeester, répondit le connétable, tout le monde s'attendait à te voir devenir empereur, comme mon voisin, notre invité. On dirait vraiment que, si tu n'as pas réussi, tu l'as fait exprès.

— Ça se pourrait, Sire.

Les témoins se multipliaient autour du mât, et avançaient la tête.

— Tes deux guetteurs, Demeester, tous deux abattus ! Deux flèches admirables et inutiles !

Demeester hésita un moment. Le besoin de conserver son renom de bon tireur le fit vaincre sa honte, et il reprit :

— Pas inutiles : elles m'ont délivré !

— Et de quoi donc ?

— J'avais une fille qui faisait parler d'elle... Je ne pouvais plus rester le Roi... Vous auriez pensé : « Eh bien ! et l'honneur, père Demeester ? »

Des voix grondèrent :

— Mais non ! mais non !

— C'est pour ça, mes amis, et pas pour autre chose, que j'ai manqué le coq !

Il vit bien, à la gravité des visages, à l'expression des yeux, tout pleins d'estime et d'amitié, que les compagnons de l'Arc approuvaient sa conduite. Quelques-uns même, des têtes grises, opinèrent à demi-voix : « Tu as eu raison, vieux. » Demeester leva le collier aux médailles un peu plus haut.

— A présent, connétable Van Damme, vous êtes Roi ! Mettez le collier à votre cou !

Le nouveau Roi prit le collier, et, se redressant, parut plus grand encore que d'ordinaire, la poitrine enlacée d'anneaux et de médailles, la figure joyeuse, la face en plein soleil. Des applaudissements éclatèrent encore, mais ils furent plus discrets que si Demeester n'avait point été présent. Et, tout de suite, des mains se tendirent vers celles de l'ancien Roi. Il se sentit revigoré, puis il s'écarta du Roi, de l'Empereur, de la perche, de ceux qui se tenaient autour. Alors seulement les acclamations reprirent ; il y eut un défilé devant le Roi de l'année, et devant Arthur Vincke, qui se tenaient accotés à la perche, l'un énorme, l'autre beau, tous deux hardis. Il y avait de l'excès, de la bière et de la chaleur d'été, dans cette joie des vivats, des gestes et des regards. Le vent souffle fort autour des cathédrales. Eux, les gagnants du jeu, ils contemplaient le cortège avec le même sourire bon enfant. Les chevaliers des vieilles guildes flamandes auraient reconnu ce contentement amusé des vainqueurs, et la fierté de ceux qui les saluaient.

Alfred Demeester s'était retiré, tout en haut du pré, d'où il voyait mieux sa maison. Assis à l'ombre d'un aubépin, il regardait vaguement les premiers groupes de spectateurs, qui se retiraient du pré et prenaient le chemin de la ville. Il observait attentivement, au contraire, le jardin, là-bas, où personne ne se montrait, les fenêtres de chez lui, celle de l'atelier surtout, qui demeurait fermée.

Un petit gars passait, derrière la corde du champ de tir. Demeester l'appela.

— Petit, mon cœur sonne si dur dans mon beffroi, — et il se touchait la poitrine, — que je n'entends que lui. Écoute bien, et dis-moi si l'outil travaille toujours ?

Un jeune rire lui répondit :

— Parbleu, monsieur Demeester, il n'arrête pas, même une petite minute !

La confirmation de ce que disait l'enfant, il la reçut d'une

femme qui passait là, elle aussi, et qui, reconnaissant le maître de la maison blanche, lui dit, moitié riant, et moitié grondeuse :

— On travaille donc chez vous le dimanche, monsieur Demeester ?

— Non, madame, non : c'est une de mes filles, qui a voulu essayer le nouveau métier de Claire. Elle s'amuse.

Il rougit du mensonge. La femme s'éloigna. Peu après, il eut le sentiment qu'une autre créature se tenait derrière lui, et l'entourait d'une attention passionnée. Il se retourna, et se leva aussitôt. C'était Mélanie, fidèle, qui ne l'avait point quitté du regard, depuis que son père était entré dans cette foule, portant le collier royal.

— Mon père, dit-elle, je dois partir tout à l'heure. Je ne puis pas retourner à la maison. Mais toi, pourquoi n'y retournes-tu pas ?

— Quand tout sera fini, et que j'aurai donné un coup de main aux voisins, et que ta sœur aura fait son travail.

— J'espère que tu pardonneras ! Je ne cesse de penser à cette pauvre, et à ce que tu lui diras.

Il ne répondit pas tout de suite. Il avait son air triste de vieux travailleur qui n'est pas à sa tâche habituelle.

— Mélanie, tu m'as bien conseillé déjà. Réponds-moi encore : quand on n'a pas confiance en ceux qui demandent pardon, est-ce qu'on peut pardonner ?

La belle Espagnole-Flamande, toujours prompte à la riposte, et si nette de pensée et de regard, répondit :

— Quand Dieu nous pardonne, c'est souvent comme cela qu'il le fait !

Alors il l'embrassa, par-dessus la corde tendue, et elle le quitta.

Le jeu prit fin. Les archers ne demeurèrent dans le pré que le temps de boire un verre de bière. Plusieurs, ceux qui le cherchèrent, vinrent serrer la main de l'ancien Roi. En paquets inégaux, la pointe de l'arc dépassant les chapeaux, il les vit s'éloigner par le chemin de la Fontaine, ou par celui qui monte et tourne autour du champ de trèfle : tous vers Roubaix. Il ne resta, sur la longue bande d'herbe, que les cabaretiers occupés à rapatrier les tables, les bancs, les verres et la vaisselle, et des curieux, venus de la ville, eux aussi, et qui ne faisaient rien. Deux hommes de la ferme aidaient Alfred

Demeester à déplanter le mât, à détacher la herse, à transporter l'abri des tireurs jusqu'au chemin pavé. Il fallut ensuite du temps pour remettre en état le terrain. Fatigué, plus triste qu'à la première heure, Alfred Demeester passa la manche de sa chemise sur son visage en sueur, remit sa veste, qu'il avait quittée pour le travail, puis se tourna vers la maison. Cette fois, il entendit les battants des métiers, car le pré était vide, et l'air du soir ne portait point d'autre bruit.

— Allons ! dit-il, ce que je ne pouvais faire, je le pourrai peut-être à présent.

Il s'achemina sans hâte par le pré, puis par le champ de trèfle, vers les métiers qui continuaient de tisser la pièce de 120 fils au ponce. Des nuages s'assemblaient.

Une marche, deux marches, trois marches. Sans faire plus de bruit qu'un charmeur d'oiseaux, il entra dans la « salle de devant ». Claire sortait justement de la cuisine, qui était au delà, et elle portait deux assiettes. Voyant le père qui montait les degrés du perron, elle s'arrêta et demanda, du regard et de la tête inclinée vers la table : « Dois-je mettre trois couverts ? » Le tapage des métiers emplissait la maison. Demeester réunit ses deux mains en cornet, pour n'être entendu que de la petite.

— Ta mère a-t-elle travaillé tout le temps depuis qu'elle est ici ?

— Tout le temps.

Il consulta sa montre.

— Ça fait deux heures et demie. C'est bien. Laisse-la continuer.

— Tu souperas avec moi, grand père ?

— Non, je n'ai pas faim.

— Je suis comme toi, répliqua Claire : je ne pourrais manger.

Le grand père, s'étant avancé, se pencha vers l'oreille de Claire :

— Je monte dans ma chambre. Ne dis rien à ta mère, absolument rien ! Lorsqu'elle aura fini d'ouvrer, viens me prévenir. Et, puisque tu fais des prières, fais-en une : c'est le moment.

Claire se retira dans la cuisine. Le tisserand gagna sa chambre, et se jeta tout habillé sur son lit. Aux murs de la maison, la lumière décroissait. Le ciel, les arbres, les champs, les

chemins s'endormaient dans la paix, la journée étant accomplie. Il semblait que le travail fût achevé pour toute la campagne. Mais le métier d'Adéline faisait toujours son bruit de battoir.

La jeune fille, assise près de la fenêtre de la cuisine, avait replié et posé sur ses genoux une chemise de nuit, tirée de l'antique et mince réserve de la maison. Elle refaisait, au point d'épine, avec du fil rouge, la petite broderie ornant le col et les poignets, et que le temps et les lavages avaient, par endroits, rompue. Personne ne lui avait donné la permission de prendre ainsi un bien de famille, une pièce de lingerie de l'ancien trousseau de la grand mère Demeester. Elle se sentait imprudente, et, si le grand père avait descendu l'escalier, elle eût vite caché l'ouvrage, de peur d'être grondée. Cependant, ne fallait-il pas préparer quelque chose pour la nuit, si, par bonheur, la mère recevait la permission de coucher à la maison ? Une autre inquiétude, la vraie, la tenait attentive. Deux fois le métier s'était arrêté, puis s'était remis à battre. Minutes d'angoisse, avant-coureuses de ce moment qui allait venir, où Adéline, à bout de forces, à bout d'ouvrage peut-être, « déclincherait » la commande ; où elle sortirait de l'atelier ; où ils se trouveraient réunis, là, tout près, sur le palier, le grand père, la fille, la petite-fille. Claire s'interrompait de piquer ses points d'épine ; elle regardait vers les champs que l'ombre envahissait, tandis que, là-haut, le ciel très pur accueillait, dans un reste de jour, le croissant de la lune qui montait entre les arbres. Elle regarda l'heure. Il était huit heures dix. Elle jeta, sur la chaise, la toile blanche brodée de rouge, et, sans plus de bruit que n'en faisait la chatte, grimpa « dans la chambre de grand mère », qui ouvrait sur le palier, en face de celle où couchait le tisserand.

Presque aussitôt, elle entendit le bruit du commutateur que sa mère tournait. Les métiers avaient cessé de battre. En même temps, la porte de la chambre d'Alfred Demeester fut ouverte ; le palier se trouva éclairé : l'ouvrier attendait. Et en effet, quelqu'un marcha, en bas, dans la pièce de devant, traversa la cuisine, s'arrêta au pied de l'escalier.

— Monte, Adéline ! dit le père.

Elle obéit ; mais, soit fatigue, soit peur d'être chassée, après l'aumône d'un peu d'argent ou d'un souper pour son travail, elle s'arrêta avant d'arriver au palier, et, se tenant à la rampe,

quatre marches plus bas, leva la tête vers le père, car elle ne regarda pas son enfant, qui était là, mais le père seulement qui allait tout décider, la misère, la fuite, la mort peut-être, ou bien le reste qu'elle n'imaginait pas.

Adéline avait retiré son chapeau, pour tisser : on voyait les mèches blondes de ses cheveux en désordre, et il y avait des sillons blancs parmi : on voyait son visage encore rose, mais épaissi et vieilli, et ses yeux qui cherchaient le juge, là-haut, sur le palier, et qui n'avaient d'autre expression que celle de l'attente effrayée.

Alfred Demeester la considérait sans tendresse. Dans ces yeux grands ouverts, qu'éclairait violemment la lumière électrique de la soupente, et qui ne se détournaient plus, il lisait la vie d'Adéline, bien des images vilaines, qu'elle se rappelait en cet instant même, comme s'il lui eût ordonné de se confesser à lui ; il lisait aussi l'extrême détresse de cette femme, et l'espèce de désespoir qui la prenait, à demeurer ainsi, toute nue de conscience devant lui, et sans qu'il lui adressât un seul mot, de sorte que dans le même moment, lui, le père, et elle, l'enfant misérable, ils eurent chacun de grosses larmes au bord des paupières.

Ni lui, ni elle, ne songèrent à les empêcher de tomber. Mais le père se résolut à parler. Toute la maison, toute la nuit écoutait :

— Qué que tu demandes, Adéline ?

— Tu m'as dit de monter après le travail, père, et me voilà.

Il reprit, plus fortement :

— Tu as ouvré trois heures sans te déranger aucunement. C'est bien. Qué que tu demandes ?

— Je demande à coucher dans ta maison.

— Cette nuit ?

— Non, mon père : d'habitude, si tu veux bien.

Il se tourna vers l'enfant, qui était toute droite en face de lui, et plus pâle que le plâtre du palier.

— Donne-lui à manger, car elle a bien travaillé.

Il s'arrêta encore un instant, parce que les mots qu'il allait dire lui coûtaient beaucoup.

— Ensuite, dit-il, tu la mettras coucher...

Il étendit le bras vers la chambre de droite :

— Dans le grand lit de sa défunte mère...

Alors, la femme monta les degrés qui lui restaient à gravir, et elle allait vers lui.

— Grand père, embrasse maman ! cria Claire.

Demeester l'arrêta d'un geste.

— Pas ce soir, dit-il, j'ai le cœur trop malade ! — Il dit encore : — Claire, demain matin, à la ferme, tu achèteras du lait pour trois.

On ne le vit plus. La porte de la soupente était refermée.

Adéline avait mis ses bras autour du cou de sa fille ; elle pleurait, sans plus rien dire, et elle entra ainsi dans la chambre de la grand mère, où il y avait encore, sur la commode, la couronne de mariée d'Anna Vermeulen, la couronne jaunie, qui était venue de Bruges, voilà trente-sept années.

Après minuit, Claire est rentrée chez elle. Les sanglots secouent encore sa poitrine. Elle s'est assise près de la fenêtre, qu'elle a ouverte toute grande, et l'air de la nuit douce, de la nuit de Saint-Jean d'été l'a ranimée. Pendant longtemps encore, elle a lutté contre le sommeil. Ses bras parfois s'abandonnent, sa tête s'incline, mais elle se ressaisit : elle a trop peur du passé qui va venir en rêve la torturer, elle le devine. Elle essaye d'imaginer l'avenir. Mais elle n'a guère d'imagination. Son avenir même est vite fini. Et que la fatigue est grande ! Deux heures sonnent à quelque église lointaine. L'odeur sucrée de la fleur de genêt a passé devant la fenêtre, un soufuffle l'a portée dans la chambre. Claire, au goût de ce printemps de la haie, a souri ; ses yeux se sont fermés, comme s'il faisait du soleil, et elle a dit à demi-voix : « Nous serons deux femmes pour ouvrir : ma mère et moi ; on se remplacera ; à nous trois, nous et le grand père, on en mettra ! on en mettra ! On gagnera vite la maison ! »

Puis, de la main droite, tendrement, elle a caressé les briques montantes qui encadrent ce paysage nocturne, cet air, ces étoiles, et elle a dit : « Maison, je t'aime. »

Le sommeil est devenu trop fort. Elle n'a pas eu le courage de fermer la fenêtre, elle est demeurée assise sur la chaise basse à grand dossier : et Claire s'est endormie.

RENÉ BAZIN.

OU EN EST LA BELLE ALSACE

1918-1928

I

LA RICHESSE ALSACIENNE

L'Alsace est une terre de royale beauté, de labeur, de lutte et de contrastes qui touchent parfois aux contradictions.

Étagée en couloir, du sud au nord, entre les Vosges et le Rhin, sur 200 kilomètres de long et quelque 40 kilomètres de large, elle constitue essentiellement une route, jalonnée par des carrefours ouverts sur les grandes directions de la vie économique, intellectuelle et spirituelle de l'Europe : situation privilégiée qui, la prédestinant aux échanges, a fait son originalité et sa fortune ; situation redoutable qui, la transformant en enjeu et en glacis entre des civilisations qui s'affrontent et se heurtent, a fait la complexité et le drame de sa vie ; elle en a connu le poids constamment alourdi, dès avant les jours où les légions romaines apportaient les claires conceptions méditerranéennes aux populations « certainement de race celtique, mélangées au reste des immigrations antérieures (1) » qui occupaient alors son sol.

Point de contact utile et nécessaire, mélange issu de diverses races et de diverses idées, elle n'est pas, en elle-même, un tout qui puisse se suffire.

Peut-elle transformer aujourd'hui en trait d'union ce triste privilège d'avoir été une zone d'invasion ?

(1) Rodolphe Reuss, *Histoire de l'Alsace*, p. 40.

Soumise à l'épreuve de brusques revirements, pays de soleil et de brouillard, de joie et de douleur, l'Alsace a pris l'habitude de se replier sur elle-même dans une sorte de fierté grondeuse, et de défendre ses coutumes et ses foyers où elle trouvait une sauvegarde pour sa sensibilité en même temps qu'une manière de s'adapter pratiquement à la vie. — Pouvait-elle faire autrement, puisqu'il lui fallait résister aux tourmentes ? — Elle y a apporté cette opiniâtreté vigoureuse, mais un peu rude, ce goût de l'opposition, cette habitude de la critique et de la discussion qui constituent encore quelques-uns des traits de son caractère. Elle s'arc-boute sur son sol et sur ses opinions.

Il est naturel qu'ainsi formée, elle accorde peu de crédit aux théories toutes faites, aux promesses, et qu'elle tienne avant tout à la réalité des choses. Riche par sa fécondité naturelle et par la ténacité de son labeur, éprise de bien-être, elle est, certes, fort éloignée de dédaigner les biens matériels qu'elle s'attache, au contraire, à multiplier de son mieux, mais tout en restant résolument fidèle à la pratique de ses conceptions religieuses qui font partie de tout son passé et de toute son ambiance. Ne constitue-t-elle pas l'une des grandes étapes dans cette vallée du Rhin que l'on avait baptisée « la rue des prêtres » ? Et la Réforme, tant allemande que française, n'y avait-elle pas fait entendre ses premiers accents ? Il serait, sans doute, erroné de parler actuellement à son sujet de « mysticisme » ; mais, non sans analogie avec les Flandres, plus encore qu'avec la Bretagne (spécialement en ce qui concerne l'attitude, le caractère et l'action du clergé catholique), un réalisme accentué et la pratique religieuse se trouvent unis, ici, dans les trois confessions, avec les traditions et les nuances propres à chacune d'elles (1). Ignorer en Alsace la vie religieuse et ses manifestations, se donner seulement les apparences de n'en pas tenir compte et de la menacer serait une folie qui conduirait aux plus graves mécomptes : une seule phrase d'une déclaration ministérielle (bien qu'elle n'ait pas eu pratiquement de lendemain), parce qu'elle constituait une provocation et un reniement, a suffi pour faire naître des inquiétudes qui ne sont ni oubliées ni pardonnées et une agitation grosse de conséquences.

(1) Dans mon village, entièrement catholique, dont la population (enfants compris) est de 1100 habitants, on en compte 800 qui font régulièrement leurs Pâques.

L'Alsace n'a jamais oublié que, largement ouverte vers le nord et découverte vers l'est, elle avait également des portes vers le sud et vers l'ouest qui l'attiraient. Elle a toujours senti le prix qu'avait pour elle et la nécessité que représentait pour sa formation le contact avec le monde latin, qui lui donnait l'occasion de s'ameubler en quelque sorte et de s'affiner. Son caractère vif et ardent s'en ressent; il est essentiellement différent de celui des populations lorraines auxquelles seuls, le malheur commun, « la tragique erreur » de Bismarck et la politique du *Faustrecht* l'ont unie pendant un demi-siècle. C'est la France qui a réalisé, par le patient et intelligent effort de la monarchie, et scellé définitivement lors de la Révolution, l'unité de cette « Terre de l'Ill », Elsass ou Alsatia, qui n'était avant le milieu du *xviii*^e siècle, sous l'étiquette d'une expression géographique sans valeur pratique, qu'une poussière de pouvoirs, morcelés à l'infini, ruinés par les guerres, jaloux les uns des autres et toujours en lutte. L'esprit de clocher, la tradition municipale qui l'a tant de fois sauvée, n'y ont pas encore de nos jours perdu leurs droits. Les oppositions sont vives, par exemple, entre Mulhouse, qui n'a été allemand que de 1871 à 1918, et Strasbourg; parfois entre bourgs voisins on se suspecte et on parle de s'ignorer; à entendre le récit de ces divergences et de ces susceptibilités, on pourrait sourire parfois en s'imaginant qu'il y aurait plusieurs Alsace.

De ces apports celtes, germains et latins, de ces luttes matérielles et morales, de cette vie sur et pour le terroir, est issue une population qui n'a guère de semblable sur notre territoire. Tout à la fois passionnée et réfléchie, sérieuse et gaie, malicieuse et brusque, obstinée et raisonneuse, éprise de liberté et tout autant attachée à la discipline méthodique ainsi qu'à l'esprit de suite, portée vers les grands voyages et cependant enracinée dans son coin, résolue à savoir où on la mène, mais souvent en désaccord avec elle-même sur l'objet de ses désirs, suivant les humeurs confiante ou renfermée, elle est lente à se donner. Les humoristes prétendent qu'elle pourrait se reconnaître dans le héros de sa chanson *Hans im Schnockelock* (Jean dans le trou aux moustiques) « qui n'a jamais ce qu'il veut et ne veut jamais ce qu'il a ». Il faut, pour la connaître et pour la comprendre, du temps, de la bonne volonté, du doigté et de la patience. Elle en est digne. Ce n'est pas un milieu où

l'absolu radical soit de mise, où l'on puisse improviser ou prétendre s'imposer : tout y est nuances, connaissance positive des faits, des antécédents individuels, des cas d'espèce, qui ne s'acquiert que sur place et par un très long usage : l'instabilité, les indécisions, les faiblesses, les hésitations, sont parfaitement contraires à ces tendances, à ce contact et à cette interpénétration.

Nulle part la présence réelle, continue et prolongée n'est plus nécessaire pour attirer la confiance et pour exercer de l'action. Le prince Alexandre de Hohenlohe, fils du *statthalter* et ancien chancelier, qui fut lui-même préfet de Colmar, a parfaitement défini ces états de fait dans ses *Mémoires*. « Je comprends maintenant seulement pourquoi nous n'avons pas réussi dans ce pays, disait dernièrement un haut fonctionnaire allemand naguère en résidence à Strasbourg; nous avons rendu à la France, en même temps que la terre d'Alsace, les Alsaciens auxquels nous n'avons rien compris. »

Le seul souvenir de la fidélité de l'Alsace, de ses épreuves et de sa gloire, le fait seul qu'elle est, en 1871, devenue allemande malgré elle, qu'elle a alors payé le prix de la liberté de la France et qu'elle a été constamment ballottée sur des flois contraires, suffiraient à lui donner le droit de compter sur cette action du temps, de l'intelligence et de l'affection si, par ailleurs, son originalité, sa force naturelle, les problèmes qui se sont posés à son sujet après cinquante années de séparation et de vie divergente, ne méritaient qu'elle fût l'objet d'un dévouement passionné à ses intérêts supérieurs. Ce n'est pas à nous de lui tenir rigueur d'avoir, durant notre longue absence, subi la rude empreinte germanique. Comment ces disciplines, fortes par elles-mêmes et avec lesquelles elle avait toujours gardé quelque contact, n'auraient-elles pas façonné ceux des hommes âgés aujourd'hui de trente à cinquante ans, qui n'en ont pas connu d'autres et qui forment aujourd'hui la masse active de la population ? On peut même être surpris qu'en un demi-siècle cette action n'ait pas été décisive. Il n'y a que l'élite et les gens résolus qui puissent émigrer pour raison politique, et cependant, de 1871 à 1918, environ 500 000 Alsaciens et Lorrains ont quitté leur pays ; peut-être étaient-ils les plus forts : leur terre natale, où leur absence se fait aujourd'hui lourdement sentir, a été découronnée par leur départ.

Aujourd'hui, dans les trois départements reconqués, ne compte-t-on pas encore 450 000 habitants sur 1 500 000 qui sont de pure origine germanique, soit 75 000 Allemands devenus automatiquement, — suivant une déplorable erreur du traité de Versailles, — citoyens français de plein exercice comme ayant épousé des Alsaciennes, et 75 000 ouvriers allemands maintenus pour les besoins de l'industrie ! Et voilà-t-il pas qu'on en naturalise encore ! Si la propagande allemande cherche des agents, elle doit savoir où les trouver.

Le retour de l'Alsace à la France a rétabli l'équilibre national, amputé par le traité de Francfort de l'un de ses éléments les plus précieux. Ainsi réintégrée, il faut la voir telle que nous l'avons retrouvée, telle qu'elle est aujourd'hui et non pas telle que beaucoup se l'imaginaient. Elle n'est ni une image d'Épinal, ni un chapitre de roman sentimental. Elle n'est pas plus l'Alsace de 1870 que la France n'est la France de cette époque. Les deux pays que la victoire a jetés dans les bras l'un de l'autre n'étaient pas les mêmes que ceux que la défaite avait séparés, car leurs routes ont été dissemblables philosophiquement et pratiquement, l'une s'efforçant d'organiser la liberté, l'autre entraînée vers les idées d'autorité. Ce ne sont pas davantage les conceptions, les programmes, les hommes d'avant 1914 qui peuvent s'y implanter. Ainsi la question d'Alsace est plus encore d'ordre psychologique que d'ordre exclusivement politique et administratif : encore faut-il y avoir une politique nettement définie et une administration particulièrement avertie.

Le voyageur qui aborde l'Alsace est ébloui par la diversité de ses aspects qui vont des montagnes enveloppées de forêts et creusées de vallées où les métiers font vibrer l'air, à la richesse diaprée de la plaine. Le Rhin et l'Ill en sont les artères où les vallées industrielles déversent leurs produits. Les Vosges en sont le parapet qui l'abrite des grandes pluies plus abondantes sur le versant occidental ; son climat est continental, bien qu'atténué par le reste des grands souffles de l'ouest. L'Alsacien qui croit en connaître toutes les beautés, en découvre constamment lui-même de nouvelles sur un sol qu'il aime par-dessus tout, dont il ne se défait pour ainsi dire jamais, qu'il achète à tout prix et dont il a fait « le beau jardin » que l'on sait.

Si, malgré son attachement très significatif à la vie morale, l'orgueil est un de ses défauts, qui n'est toujours ni très mesuré,

ni très justifié, que nous avons peut-être contribué à accroître depuis 1918 et qui, l'écartant des comparaisons salutaires, l'amène à une conception un peu égoïste de la vie, il faut reconnaître qu'il a de bonnes raisons d'être fidèle à cette magnifique contrée et d'être fier d'elle. S'il lui arrive d'être ombrageux et sans souplesse, ne faut-il pas se rappeler qu'à être moins combatif il n'aurait, sans doute, rien gagné d'autre que de disparaître ?

C'est là tout un ensemble de faits et d'idées dont il convient de se pénétrer, quand on cherche à servir la France et l'Alsace pour leur bien commun et à connaître comment vit cette dernière. Dix ans après que l'existence de l'Europe a pris un nouveau cours, il n'est pas inutile de faire le point.

LE SOL ET SES PRODUITS

Que l'Alsace soit prospère, cela saute aux yeux : partout on construit ; le dimanche, dans les villages, les gens sont en habits neufs ; la vie est large ; la chère est bonne ; les intérieurs sont bien tenus ; dans les trains les voyageurs s'entassent et les automobiles sillonnent les routes.

L'agriculture, l'industrie textile et celles qui lui sont connexes (chimie), les industries d'extraction (pétrole, potasse et pierre), les industries mécaniques, le commerce de transit, les banques, forment les éléments essentiels de cette richesse. L'Alsace a l'eau et le bois ; mais elle n'a pas de charbon : la Sarre et la Ruhr l'en approvisionnent à bon compte.

Du sud au nord, l'importance économique et numérique de l'agriculture va en croissant ; d'Altkirch à Wissembourg, les vallées (où les usines se suivent comme dans des rues) deviennent de moins en moins rapprochées et ouvrières. Les forêts forment une masse immense, bien aménagée et non peuplée, réserve sans pareille qui appartient à l'État, aux communes et à quelques particuliers (400 000 hectares dont 150 000 à l'État). Les industries du bois, qui se sont habilement modernisées ces derniers temps, forment l'un des éléments importants de l'activité régionale. L'extrême division de la terre sur les coteaux et dans la plaine fait, qu'en dehors des grandes villes, tout Alsacien, pour ainsi dire, est agriculteur. Leur journée terminée, l'ouvrier et l'artisan vont sarcler leur lopin ou tailler leur vigne ; nulle part de terres en friche. En revanche, sauf dans

certaines régions comme le Sundgau aux confins du Jura et le plantureux Kochersberg au nord de Strasbourg, le nombre des moyennes propriétés est relativement restreint et celui des grands domaines encore moins important : on peut compter ces derniers sur les doigts ; presque pas de châteaux. La constitution sociale est, par là, assez différente de celle des autres départements français (entre autres de sa voisine lorraine) où, malgré la véritable révolution qui s'est pacifiquement accomplie depuis 1914, l'action des moyens et grands propriétaires, eux-mêmes enracinés, continue cependant à s'exercer et où la bourgeoisie a, de tout temps, cherché à se fixer sur le sol.

Il n'y a pas en Alsace de problème agraire à résoudre ; le temps s'en est chargé de longue date. La bourgeoisie reste urbaine, à moins qu'écrasée par les impôts locaux, elle ne quitte les grands centres pour se réfugier dans des bourgs plus heureux d'où chaque matin elle va à la ville. Fait grave, elle a perdu presque tout contact avec la masse et une bonne part de son influence traditionnelle et il ne semble pas qu'elle mette à la défendre ou à la reconquérir la belle énergie des grands bourgeois du Nord. L'aristocratie terrienne a presque entièrement disparu.

Malgré les 175 000 habitants de Strasbourg, les 100 000 de l'agglomération mulhousienne, les 40 000 de Colmar et les nombreux centres industriels, la masse est paysanne, propriétaire et démocrate, avec les défauts et les qualités des paysans, concentrée dans de gros et beaux villages qui rappellent qu'autrefois il fallait se grouper pour se défendre, rentrer le soir à l'abri des murs, relever les ponts-levis et s'organiser. Les maisons isolées n'auraient pas été de mise au temps des Suédois, des Pandours, des Impériaux et même de M. de Turenne ; elles sont toujours aussi rares. L'Alsacien a, par force, pris le goût de la vie commune, des libertés locales, de l'association qu'il pratique sous toutes ses formes, civiles, civiques ou religieuses, jusque dans les promenades du dimanche qui transportent dans la montagne ou aux *moestis* voisins (fêtes communales) tous les habitants d'un village. Qui dit Société, dit insignes, uniformes, casquettes, bannières, orphéons et banquets. — Le matin des jours ouvrables, dès que le réveil sonne au clocher, chacun part pour son champ, distant parfois de deux ou trois kilomètres ; tantôt les chariots à ridelles attelés de bœufs ou de chevaux épais et lourds, emportent la

soupe; tantôt l'angelus de midi rappelle à la maison où, parmi les meubles reluisants, toutes choses sont à leur place. Les cloches rythment la vie jusqu'à l'heure du couvre-feu; les villages se reconnaissent par leur son. En temps de moisson, les clergés permettent de travailler le dimanche; ils reçoivent les plus beaux fruits et les églises célèbrent les récoltes.

Ce que pensent les paysans a donc une importance capitale. On ne s'en est pas assez occupé. Le marquis de Lézy-Marnésia, qui fut préfet du Bas-Rhin de 1810 à 1814, n'avait pas eu tort de se vanter d'être « le préfet des paysans » : c'est un beau titre et un exemple à méditer. Dans ces villages de population dense, aisée à grouper, où les cadres font constamment défaut, comment s'étonner de l'influence du curé, du pasteur, de l'instituteur, autochtones, généralement sortis du même milieu, parlant le dialecte, souvent fortement empreints encore de germanisme, agents de diffusion d'une presse de langue allemande presque uniquement répandue, qui les flatte, soutient leur situation, se sert d'eux et n'en est pas à une exagération et à une inexactitude près?

Ce paysan alsacien est un magnifique travailleur que sa femme seconde dans les travaux les plus durs et qui a dans ses nombreux enfants de précieux auxiliaires. Par lui, la terre semble ne jamais cesser de vivre, de s'épanouir et de chanter sa grande chanson; elle n'est jamais inanimée. Le long d'un beau réseau routier, les arbres fruitiers étalent leurs voiles de fleurs ou leurs rameaux chargés de fruits; les noyers s'arrondissent: les petits rectangles de culture se peuplent sans cesse: ils s'émaillent, comme un tapis d'Orient, de produits très variés, ceux du Nord et ceux des régions plus tempérées, blé, orge, seigle, tabac et houblon qui créent des fortunes, pommes de terre, pavots, betteraves, maïs, asperges, légumes: aux abords des villages s'étendent les vergers qui fournissent des eaux-de-vie réputées; dans les bas-fonds, les prairies largement irriguées où les bestiaux et les troupeaux d'oies ne pâturent qu'à l'automne. En juillet et en août, le sol où tout palpète semble s'élancer vers la richesse. A mi-côte, la longue bande du vignoble aligne sa belle humeur et pique ses ceps et ses échalas face à l'est et au midi. 85 000 hectares de terres cultivables et 48 000 de forêts endommagés par la guerre ont été reconstitués. L'électricité est presque partout à la disposition de ces ter-

riens, sous forme de lumière et de force ; plus des deux tiers des communes en bénéficient et l'avance est grande sur celles du reste de la France : le téléphone est à la portée de tous. Mais le morcellement extrême ne se prête ni à la motoculture, ni à l'existence de gros blocs de cheptel. Le sol est généralement profond, propre, sans pierres, fumé, enrichi d'engrais chimiques que le Haut-Rhin fournit. Les progrès techniques sont remarquables ; ils doivent encore être poussés, pour atteindre, comme il est possible, le rendement des terres à blé les plus riches de France. L'organisation des syndicats agricoles, appuyés sur les caisses d'épargne et de prêt du type Raiffeisen et sur les coopératives, ne cesse de se développer ; le paysan trouve du crédit ; plus de 1 000 associations agricoles groupent plus de 150 000 membres ; les opérations de diverses caisses, qui étaient de 183 millions en 1913, atteignent près d'un milliard.

Les vignerons que les Allemands (protecteurs de leurs vins du Rhin et de la Moselle) poussaient jadis vers la production de la quantité, favorable aux coupages qui permettaient aux laboratoires de Charlottenbourg de fabriquer un affreux *Ersatz-Champagne*, s'initient, grâce à une meilleure organisation et à un enseignement spécial intelligemment donné, aux bons procédés de sélection, de culture, de vinification et de conservation qui les acheminent vers la qualité. La consommation locale augmente ; la loi sur les appellations d'origine protège les crus contre la contrefaçon. Le vignoble alsacien (20 863 hectares en 1927) dont la superficie a légèrement décréu, représentait un tiers du vignoble allemand ; il ne compte que pour 1,75 du vignoble français ; sa production moyenne est de 400 000 hectolitres sur les 50 à 60 000 000 d'hectolitres fournis par la France et l'Algérie. Mal placés pour lutter sur le terrain de l'abondance, les vignerons alsaciens, excellents travailleurs dont certaines terres peuvent être données en exemple, commencent à triompher de la crise si grave qui les a atteints après la guerre ; pourtant ce n'est guère qu'une année sur cinq ou six qu'on peut parler de bonne vendange ; les ceps s'usent vite par les longs hivers ; les gelées sont tardives, les côtes dures à travailler et la main-d'œuvre onéreuse : mais quand le verre se remplit de ces crus clairs et gais de Riesling ou de Traminer, si recherchés sur place, déjà appréciés en France, et qui se vendent un beau prix, le courage revient vite.

Comme toile de fond à ce grand et perpétuel labeur, d'un côté le Rhin roule, entre les peupliers et les saules de ses rives, ses eaux vertes; de l'autre, les Vosges, suivant les jeux de la lumière tantôt bleues et tantôt violettes, parées sur le rideau immobile des sapins, suivant le rythme des saisons, tantôt de la jeune verdure des hêtres, tantôt de l'éclat des frondaisons d'automne, dominant des églises, couronnent des villages dont les noms sont des noms de batailles, portent en croupe des ruines roses d'où s'échappent les ballades et l'histoire. Vraiment, comment rester insensible à l'intime union de tant de travail, de tant de beauté et de si grandes leçons? — Le verbe et la pensée de Taine et de Barrès se sont encore chargés de sens et enrichis pour nous, depuis les jours où, sur la terrasse de Sainte-Odile, l'un évoquait Iphigénie en Tauride, l'autre se recueillait dans la compagnie du soldat Ehrmann, alors au service de l'Allemagne.

Tout naturellement, les industries agricoles et celles de l'alimentation bénéficient de cette prospérité, de cette variété et des grands besoins de consommation qui se manifestent sur place parmi une population dense et éprise de bien-être. Ces industries sont nombreuses dans les vallées et dans les rayons de Colmar et de Strasbourg : beurreries, fromageries, sucreries, fabriques de conserves, distilleries de fruits et de grains, sans omettre les bouilleurs de cru... qui se laissent rarement oublier.

Deux groupes importants les dominent, celui de la meunerie et celui de la brasserie qui, l'un et l'autre, se sont adaptés à la loi économique de l'industrialisation et de la concentration. Plus de moulins à eau aux roues vermoulues échelonnés sur les rives chantantes des torrents vosgiens; plus de moulins à vent qui profilent sur les collines leurs chefs branlants et l'ossature de leurs ailes. Don Quichotte ne rencontrerait aujourd'hui que d'immenses entrepôts et des usines pourvus de tous les perfectionnements scientifiques et dont l'emplacement est régi par les seules exigences impératives des voies de communication et des transports. Les moulins alsaciens qui ont fait, dès 1918, un gros effort d'adaptation et de construction ont, depuis 1927, affirmé définitivement leur puissance, assise elle-même sur celle du port autonome de Strasbourg; leurs ramifications s'étendent sur la France entière, à Paris, Dijon,

Lyon et Marseille; leurs produits prennent le chemin des départements de l'Est et du Nord, de la Méditerranée, de la Finlande et de la Scandinavie; leurs relations d'achat sont nouées aux États-Unis, au Canada, en Argentine, en Australie.

Et comme la bière est en Alsace une boisson nationale, les trois départements recouverts produisent le sixième du total de la bière consommée en France; les débitants sont sous la dépendance des brasseurs qui ont vendu, en 1927, 2 400 000 hectolitres contre 1 900 000 en 1913 et dont la situation financière est prospère.

Enfin, sur cette terre gourmande et parfois célèbre à ce titre, les confiseries et les chocolateries n'ont-elles pas porté leurs produits de 4 724 000 tonnes en 1913 à plus de 7 200 000 en 1925? Et n'a-t-il pas fallu sur la très grave question des foies gras, triompher entre négociateurs, assis autour des tapis verts, de difficultés particulières lors de la conclusion de l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927? Voilà bien ce que Claude, cuisinier du maréchal de Contades, n'avait pas prévu quand il inventait les pâtés!

LA PUISSANCE INDUSTRIELLE

Paysanne et agricole au premier chef, l'Alsace l'est à coup sûr; mais sa fortune terrienne se multiplie de toute sa puissance industrielle et de son organisation économique: à tous les échelons, les oisifs et les dilettantes sont des catégories sociales pour ainsi dire inconnues; chacun est attelé à sa besogne; c'est une tradition et un honneur. Le travail des usines, celui des bureaux est aussi assidu et régulier que celui des champs, avec peu de dispersion, mais à une cadence un peu moins vive que celle de Paris ou du Midi, comme toutes choses en cette région. Les deux chambres départementales d'agriculture et les trois chambres de commerce de Strasbourg, de Mulhouse et de Colmar ont donc des intérêts puissants à représenter, à stimuler et à défendre.

Toute cette vie d'affaires, si complexe par ses attaches et la multiplicité de ses rouages a dû, en dix ans et pour la seconde fois en un demi-siècle, faire volte-face et changer son fusil d'épaule. Mais quelle différence avec 1871, du fait seul du nombre et de la diversité des transactions ainsi que des modi-

fications de la vie! De l'orientation vers l'Est, puisque les douanes se déplaçaient avec la frontière politique, elle a passé à l'orientation vers l'Ouest; elle a été contrainte de rechercher, de trouver ou de retrouver, de créer ou de développer des relations, de s'accommoder à des marchés autrement organisés, à une langue différente, à des habitudes, des lois, des règlements, des tarifs qui avaient, pour le plus grand nombre, le caractère de la nouveauté. Immense épreuve dont l'Alsace s'est tirée à son plus grand honneur avec l'esprit d'initiative, d'énergie, de méthode, habituel à des hommes d'action aux yeux desquels le flottement et le laisser-aller sont la pire des choses et qui sont des organisateurs de race plutôt encore que des créateurs. Comment pourtant n'en serait-il pas résulté, au moins passagèrement, quelques heurts et quelques difficultés de tous ordres? L'équilibre est aujourd'hui rétabli; l'essor assuré; il n'y a pas de chômage. Ne parlons pas de « miracle alsacien », mais, ce qui est aussi beau, de travail, d'intelligence et de volonté.

La France a largement et généreusement contribué à cette réintégration dans l'économie nationale et à cette accommodation. Elle a échangé les monnaies en cours et valorisé au taux théorique et inusité de 1 fr. 25, les avoir et les comptes chiffrés en marks, alors tombés à 0,80; elle a dépensé de ce chef, plus de 2 milliards 250 millions; elle a plus rapidement qu'ailleurs reconstitué les régions dévastées; durant toutes les négociations commerciales, si ardues, entamées avec l'Europe nouvelle, elle a eu constamment la pensée des départements recouvrés dont les intérêts et les demandes n'étaient pas toujours d'accord avec ceux des autres régions (convention franco-allemande du 17 août 1927, — arrangement franco-allemand du 25 février 1928 relatif à la Sarre, — accords avec la Suisse des 21 janvier et 31 mars 1928, — convention avec l'union belgo-luxembourgeoise du 25 février 1928).

Le pétrole et la potasse sont deux produits du sol que la France ne trouve ou n'exploite activement qu'en Alsace, le premier au nord du Bas-Rhin, dans le gisement bitumineux et pétrolifère de Pechelbronn, connu depuis le *xviii^e* siècle. Il est particulier par son exploitation spéciale de pompage et de cueillette dans des puits de mine; une raffinerie puissante et des laboratoires y sont adjoints à Merckwiller. « L'école natio-

nale du pétrole » a été créée, tout à côté, à Strasbourg. Le port spécial du pétrole de Strasbourg offre des possibilités établies sur un trafic de 20 000 tonnes d'huile brute importées par Anvers et le Rhin. En 1913, la production de Pechelbronn était de 50 000 tonnes: elle a dépassé 75 600 tonnes en 1927.

Au nord de Mulhouse, dans le Haut-Rhin, s'étend l'immense gisement des potasses qui n'a, en Europe, son analogue qu'en Prusse. Toute une population ouvrière s'est groupée autour de cette richesse; des villages entiers aux maisons bariolées de couleurs éclatantes sortent de terre, en pleine forêt du Nonnenbruch, aux pieds du sanglant Vieil Armand, des hauteurs duquel nous avons si longtemps, durant la guerre, contemplé « la terre promise ». Les mines domaniales et celles qui ont été concédées ont produit 2 321 775 tonnes en 1927, contre 350 000 tonnes en 1913; le traitement des sels est assuré par six usines spéciales; de précieux sous-produits comme le brome en sont extraits. Il y a là pour la France un élément d'enrichissement inconnu en 1871, découvert depuis lors presque par hasard et sous-estimé encore en 1918. La Société commerciale des potasses d'Alsace constitue un comptoir spécial des ventes qui sont contingentées à la suite des accords intervenus avec le *Deutsch-Kali-Syndicat*, en vue d'organiser le monopole franco-allemand des potasses. Tant à Anvers qu'à Strasbourg, la Société dispose de magasins et de matériel remarquablement conçus pour assurer le débouché maritime de ces produits.

L'histoire de l'Alsace est inséparable de celle de l'industrie textile, depuis le dernier quart du XVIII^e siècle. Ses filés, ses toiles peintes, ses étoffes, sont célèbres dans le monde entier par la perfection, le fini et le goût de leur fabrication. C'est à l'eau de ses vallées, à sa situation géographique et à l'énergie d'une bourgeoisie active et puissante, dont les descendants sont toujours à l'œuvre, que l'Alsace a dû l'établissement et le prodigieux développement de cette prospérité. A l'ouest d'une ligne qui va d'Altkirch à Strasbourg, par Mulhouse, Guebwiller, Colmar, Selestat, la vallée de la Bruche, de puissantes firmes traitent le coton, la laine, la soie artificielle et, dans des cas isolés, la soie naturelle, la schappe et le jute. De 1871 à 1918, elles avaient principalement produit pour le marché allemand dont la capacité d'achat allait croissant; un délai de cinq ans,

expirant le 10 janvier 1925, leur a été accordé durant lequel elles ont bénéficié de la franchise d'entrée en Allemagne. Elles ont dû alors reprendre leur place sur le marché français, lui-même exportateur de ces produits. Dans le sud de l'Alsace quelques grands établissements démolis par la guerre ont pu se recréer à neuf; il n'en a pas été de même pour l'industrie alsacienne dans son ensemble. Certes, elle a pu produire durant le temps où les usines du Nord étaient encore en ruine ou en reconstruction, mais, comme il fallait s'y attendre, lorsque l'équipement de ces dernières a été rénové, elle a trouvé en elles de puissants concurrents. Elle a lutté, cherché, trouvé. Les colonies lui donnent des débouchés qui offrent d'immenses possibilités. Sa place est reconquise, sa marche ascendante assurée; broches, métiers, machines à imprimer ont vu leur nombre augmenter.

Les industries de transformation qui ont trait aux manipulations physiques de la matière ne pouvaient pas ne pas se grouper autour de pareils centres, qu'elles alimentent de métiers, de machines, d'équipements électriques, de papier et cartonnages. Le Rhin et les canaux leur apportent le charbon allemand et sarrois. Différentes de celles du bassin de Thionville, puisqu'elles n'ont pas de minerai, elles ne s'attaquent pas à la très grosse métallurgie et se spécialisent dans les produits ouverts, avec les groupes de la région mulhousienne, de Strasbourg et du nord du Bas-Rhin. Il devait en être de même de l'industrie chimique liée aux textiles pour la production des colorants. Les unes et les autres, unies par une étroite solidarité d'intérêts, voient leur rayonnement s'étendre bien au delà des limites régionales et même nationales.

Ainsi, par l'importance et la variété des transactions, les grands groupements industriels d'Alsace s'apparentent, comme on l'a justement fait remarquer, à ceux des régions parisienne, du Nord et du Lyonnais. Ils constituent l'un des points vitaux de la France.

L'organisation du crédit a dû marcher du même pas, avec le même caractère régional. L'industrie bancaire, née en 1848, « a vécu en quelque sorte durant l'occupation en période d'attente » et résisté de son mieux à la centralisation financière allemande par laquelle elle n'a pas été absorbée. Elle avait dû, après 1871, faire face par ses propres moyens et par des créa-

tions nouvelles au départ des sociétés françaises. Reprenant, après la Grande Guerre, ses relations avec elles, elle a conservé quelques-uns de ces traits de traditionalisme local et d'indépendance. Bien que là encore un mouvement de concentration et de cohésion nationale commence à se dessiner et soit, sans doute, destiné à s'accroître, les établissements alsaciens qui ont, sur place, de grands éléments d'activité, conservent une figure particulière du fait de la constitution locale de leur capital social, des intérêts investis dans les entreprises de la région, de leurs relations propres avec les pays limitrophes, Suisse, Rhénanie, Sarre, Luxembourg, et même avec ceux de l'Europe centrale et septentrionale vers lesquels l'activité alsacienne semble tendre à se diriger.

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES

Le port autonome de Strasbourg (avec son annexe de Lauterbourg) a été défini « le port de l'Est de la France ». Fluvial par sa position géographique, il est un pôle d'attraction et de répartition; il présente ce paradoxe que, situé à 734 kilomètres à l'intérieur des terres, il est, en quelque sorte, un arrière-port maritime par ses relations quotidiennes avec Anvers et Rotterdam, où les transbordements s'opèrent des navires de mer dans les chalands et inversement. Depuis les temps les plus reculés, Strasbourg et son port ont une histoire commune; dès 1417, les bateliers obtenaient la première place dans la hiérarchie des corporations strasbourgeoises. Ce fut après le traité de Francfort que le problème économique des relations de la ville avec la région rhénane et l'Allemagne se posa avec acuité; malgré l'opposition passionnée des Rhénans qui voulaient garder leurs privilèges et entendaient que Strasbourg se contentât d'un simple canal latéral au Rhin, la ville prit une grande décision et créa un port moderne. Il fut inauguré en 1892, avec un trafic de 11 000 tonnes porté à 350 000 en 1896. Il s'accrut en 1931 d'une superficie de 123 hectares. C'est celui que nous avons trouvé.

La Chambre de commerce, la Ville, l'État, sont co-intéressés à la gestion du port autonome, réalisé par la loi du 26 avril 1924 et dont le plein fonctionnement est assuré depuis le 1^{er} janvier 1926. Cette conception très heureuse contribue à lui ouvrir

un magnifique avenir. Nulle entreprise alsacienne ne joue dans l'économie nationale un rôle plus capital : rarement en France on a eu la sagesse, en l'équipant à neuf, de travailler plus loin pour l'avenir. On a vu grand et on a eu raison ; aux bords des futurs bassins dont quelques-uns seront terminés en 1930, le long d'un large réseau ferré, centrale électrique et usines s'élèvent dans les bois défrichés. Les Allemands n'avaient jamais témoigné beaucoup de sympathie au port strasbourgeois. Kehl, en territoire badois (dont la France conserve l'usage pour quelques années) avait à leurs yeux un intérêt plus spécifiquement germanique et l'on peut bien dire que l'annexion passagère de l'Alsace à l'Allemagne l'avait privée, en plusieurs points essentiels, du privilège de sa situation géographique et économique.

Situé à l'extrémité méridionale du bief constamment navigable, — car le transit jusqu'à Bâle n'est qu'occasionnel, — le port est relié par voie d'eau (canal du Rhône au Rhin, canal de la Marne au Rhin) à l'hinterland français ; il dessert dix-sept départements. Lorsque le canal du Rhône au Rhin sera élargi entre Mulhouse et Besançon (les travaux sont en cours), lorsque la Moselle sera canalisée de Thionville à Metz (décret du 28 août 1928), son développement ne fera que croître encore : Lorraine, Bourgogne, Franche-Comté, Lyonnais et même Ile-de-France sont dans son rayon d'action. Le traité de Versailles lui a assuré le matériel navigant en obligeant l'Allemagne à lui livrer 32 600 tonnes de remorqueurs, 350 000 tonnes de chalands d'un tonnage moyen de 1 500 tonneaux, les citernes et les grues nécessaires, ainsi que des installations à Mannheim, Cologne et Ruhrort ; il possède de vastes entrepôts à Anvers et à Rotterdam. Le tout a été loué à des compagnies concessionnaires. L'Alsace et la Rhénanie lui fournissent marins et pilotes.

Les importations dominent légèrement les exportations : charbons, céréales, hydrocarbures, matériaux de construction, fers, pour les premières ; minerais de fer, potasse, soude, céréales, pour les secondes, lui ont assuré en 1928 un trafic global de 5 370 000 tonnes (contre 1 998 000 en 1913, tombées durant la guerre à 900 000). Peut-être les denrées coloniales viendront-elles s'y ajouter. Ainsi, Strasbourg est le troisième de nos ports, après Marseille et Rouen, avant Bordeaux, le Havre et Dunkerque. En septembre 1928, le trafic a atteint

484 000 tonnes. — De puissantes compagnies charbonnières assurent le maniement et la répartition de la houille que l'Allemagne fournit au compte des prestations en nature : ce régime prendra fin en 1930 ; une politique vigilante et des conventions seront alors nécessaires pour établir un *modus vivendi*. Par ses relations avec la Belgique, que des raisons politiques et économiques nous ont amenés à favoriser, et les Pays-Bas, ainsi que par le transit ferroviaire qui prolonge son action vers la Suisse et l'Italie, Strasbourg est un port de transit international situé sur un fleuve international : dans la « commission centrale du Rhin », dont le siège a été transféré de Mannheim à Strasbourg, la France compte quatre membres et désigne le président.

D'autres catégories de travaux neufs ont été exécutés ou sont en cours, dont le port de Strasbourg est le pivot. Au mois d'octobre 1928, la première percée des Vosges a été livrée à la circulation ; quelques jours avant la déclaration de guerre de 1870, le second Empire en avait décidé la réalisation ; l'annexion allemande avait privé l'Alsace des relations projetées avec la Lorraine demeurée française. Aujourd'hui, Saint-Dié (gare commune aux réseaux de l'Est et d'A. L.) est uni à Strasbourg par le col de Saales, et la ligne de Saverne n'est plus la seule qui traverse les Vosges et l'ancienne frontière. Les conséquences économiques, intellectuelles, morales et stratégiques en seront considérables. C'est là véritablement une œuvre d'unité française et d'union (1) qui assure le contact intime entre deux régions hier encore presque séparées. Hier, il fallait entre Strasbourg et Saint-Dié parcourir 168 kilomètres de voies ferrées ; aujourd'hui, la distance n'est plus que de 87 kilomètres ; le temps est réduit d'un tiers ; le transport d'une tonne de houille abaissé de 42 fr. 70 à 29 fr. 60 ; 224 ouvrages d'art ont été construits, 107 kilomètres de voies nouvelles ont été posés ; la ligne a coûté 143 millions. Tout le trafic déjà si intense du réseau d'A. L., malgré la concurrence effrénée de l'automobile, en sera bénéficiaire. Faut-il rappeler que, sur ce réseau, alors que du temps allemand, 80 pour 100 des employés moyens, 98 pour 100 des employés supérieurs et 13 000 employés subal-

(1) Le nouveau câble téléphonique souterrain Paris-Strasbourg (1926) qui comporte 142 conducteurs a coûté 200 millions et donne 1 500 communications quotidiennes.

ternes venaient d'outre-Rhin, on compte aujourd'hui, sur un effectif total de 35 000 hommes environ, 160 « Français de l'intérieur » et 120 Alsaciens qualifiés de « revenants » ?

Enfin, dans le domaine des grandes pensées, le futur canal d'Alsace, qui remédiera aux aléas de la navigation rhénane en amont de Strasbourg, figure au premier rang. Parallèle au fleuve, conçu pour livrer passage aux grands chalands avec 124 mètres de large au plan d'eau, 6 à 7 mètres de profondeur, des écluses de 170 mètres de long et de 23 mètres de large, il constituera la véritable artère navigable entre Strasbourg et Mulhouse et une voie d'eau unique en France. L'idée première, vieille de 21 ans, avait été plus modeste : il s'agissait de contourner entre Huningue (Haut-Rhin), Istein (Bade) et Kembs (Haut-Rhin), la barre du Rhin, véritable rapide dont la dénivellation allait constamment en s'accroissant et menaçait de rendre la navigation impossible. Un canal de 8 kilomètres avait été prévu en ce point, « drainant une partie de l'eau du fleuve pour l'y restituer ensuite par l'intermédiaire d'une usine hydro-électrique qui laissera disponibles 600 millions de K. W. H. par an ». Les oppositions allemandes ont été vaincues par le traité de Versailles, celles de la Suisse par de longues négociations. Les plans du futur canal sont établis ; leur réalisation dépendra de notre situation financière ; mais les travaux de l'amorce de Kembs ont été commencés en 1928, l'État français construisant le barrage initial, et la Société concessionnaire le canal, l'usine et les aménagements nécessaires.

Le Chambre de commerce de Strasbourg ne se trompait pas lorsqu'elle écrivait au président du Conseil le 14 juin 1927 : « Bien loin de souffrir de son rattachement à la France, l'Alsace a réussi depuis l'armistice à développer très sensiblement sa production et à accroître l'activité de son commerce. Il est certain que la réadaptation aisée de l'économie alsacienne au cadre français, — qu'un observateur impartial constate à première vue, — est confirmée par des constatations plus approfondies et par les chiffres des statistiques. »

FRANÇOIS DE WITT-GUIZOT.

(A suivre.)

MÉMOIRES

II ⁽¹⁾

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LES « MAUVAISES FIGURES » DE M. THIERS

J'ai connu de tout temps M. Thiers, mais nos relations n'ont jamais été ni intimes ni cordiales. Tout enfant, je le voyais chez mon père dont il a été pendant trois ans, sous le règne de Louis-Philippe, le collègue au ministère. Il n'y venait pas très fréquemment, ni sur un pied de grande familiarité. Dans ces derniers temps, pour opposer ma conduite à celle de mon père, il a beaucoup parlé de leur affection mutuelle. Voici quelle est à cet égard l'exacte vérité, telle qu'elle résulte pour moi des conversations de mon père, et des jugements dont il m'a souvent fait part.

Quand le hasard des combinaisons politiques réunit pour la première fois M. Thiers et mon père dans le même cabinet, la différence d'âge entre eux était assez grande : celle du rang et de la situation sociale était plus grande encore. Mon père appartenait à la haute noblesse, dans un temps où ce genre d'avantage exerçait beaucoup plus d'empire qu'aujourd'hui sur les esprits. Tous les genres d'illustration étaient attachés au nom

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

qu'il portait, et dont il avait lui-même augmenté l'éclat. M. Thiers, au contraire, sortait d'une origine obscure. Sa réputation d'écrivain était grande, mais il la devait à un ouvrage d'histoire où l'élégance et la vivacité du langage ne dissimulaient pas suffisamment des sentiments et des habitudes révolutionnaires, et où se trahissait un grand défaut de moralité dans l'appréciation des faits et des caractères. Tout contribuait donc à éloigner l'un de l'autre ces deux hommes que rapprochait inopinément le caprice de la politique.

Mon père ne tarda pourtant pas à s'apercevoir que M. Thiers valait dès lors, en tout genre, intelligence et caractère, beaucoup mieux que sa réputation. Il vit cet esprit, qui manquait d'éducation première, s'ouvrir avec une rapidité inattendue à la conception des véritables et saines idées de gouvernement. Des instincts généreux luttaient en lui contre les mauvaises influences et les mauvaises habitudes de sa jeunesse. Ce progrès, chaque jour plus sensible, le combat du bien et du mal dans une nature si distinguée intéressèrent vivement mon père, et lui inspirèrent pour son jeune collègue une sorte de bienveillance paternelle. Il prenait plaisir à l'aider dans ses efforts pour s'élever et s'instruire. M. Thiers fut vivement touché de cette affection qui l'honorait à ses propres yeux et aux yeux du monde, dans un moment où il sentait que l'estime publique lui était indispensable, et que, pour faire un véritable homme d'État dans un pays libre, il faut que la considération se joigne au talent. Toute la vie, il leur est resté à l'un et à l'autre un souvenir très vif de ce caractère de leurs premières relations. Mon père a toujours suivi la carrière de M. Thiers, et joui de ses succès avec l'intérêt qu'on porte à une œuvre à laquelle on a un peu concouru. M. Thiers a toujours su gré à mon père de lui avoir rendu justice quand on le calomniait, et d'avoir bien espéré de lui, quand il n'était pas sûr de lui-même.

Mais tout cela n'établissait pourtant entre eux ni intimité ni même sympathie véritable. La bienveillance de mon père ne lui cachait aucune des faiblesses de M. Thiers. Mieux que personne, il discernait ces tristes alternatives d'inspirations, tantôt généreuses, tantôt égoïstes et funestes, qui feront de la carrière de M. Thiers un mélange bizarre, dans lequel l'histoire aura peine à se reconnaître. Il était même si bien au fait des singu-

lières oscillations de ce caractère mobile, qu'il les démêlait à première vue sur son visage, et il lui est arrivé de me dire dans des moments de crise : « Il n'y a rien à espérer de M. Thiers aujourd'hui, il a ses mauvaises figures. » M. Thiers, de son côté, quelle que fût la sincérité de son respect et de sa reconnaissance pour mon père, ne s'est jamais piqué de suivre bien fidèlement ses conseils, ni même fait scrupule, dans l'occasion, de l'écarter de son chemin sans beaucoup de politesse, quand il trouvait en lui un obstacle à son ambition. C'est ainsi qu'à la fin de leur ministère commun, quand le Roi d'une part, et les gouvernements étrangers de l'autre, fatigués de ce qu'ils appelaient la raideur de mon père, et pensant avoir plus aisément raison de la vanité d'un homme nouveau que de la fierté d'un grand seigneur, jetèrent les yeux sur M. Thiers pour remplacer son noble collègue au ministère des Affaires étrangères, M. Thiers ouvrit aisément l'oreille à leur séduction, et la crise ministérielle, à laquelle il avait plus ou moins contribué, ayant éclaté, il se prêta plus aisément encore à accepter la succession qu'on lui offrait.

Mon père m'a souvent conté, au sujet de cette révolution ministérielle, une anecdote qui prouve bien avec quelle sagacité, j'ai presque dit avec quelle sévérité, il jugeait au fond la nature morale de M. Thiers. Le Cabinet avait été renversé par un vote de la Chambre sur la conversion des rentes, mesure à laquelle M. Thiers s'était vivement opposé, bien que, par une singularité fort remarquée, tous ses amis personnels dans la Chambre eussent voté pour l'adoption. Tous les ministres, ayant ainsi succombé ensemble, se donnèrent parole de ne pas rentrer au pouvoir les uns sans les autres. C'était un dernier effort tenté pour maintenir cette union de mon père, de M. Guizot et de M. Thiers, qui avait fait, pendant trois années, l'éclat et la force du gouvernement de Juillet. Mais ce n'était pas le compte du pauvre roi Louis-Philippe, qui, par un triste calcul, trop habituel aux souverains, pensait qu'en séparant ces hommes éminents, et en les opposant les uns aux autres, il accroîtrait son influence personnelle, et serait plus maître chez lui. Il offrit à M. Thiers de former un nouveau cabinet dont il serait le chef. Celui-ci s'en défendit, en opposant surtout la parole qu'il avait donnée à ses collègues, et principalement au duc de Broglie. C'était une manière d'inviter le Roi à demander

à mon père de l'en dégager. C'est bien ainsi que le Roi l'entendit, et ce qu'il obtint aisément de mon père, qui n'était pas homme à retenir les gens malgré eux. « Je ferai, dit mon père, ce que le Roi désire, et il ne m'en coûtera guère, ne conservant, en ce qui me concerne, aucun désir de rentrer au pouvoir. Mais je prie le Roi d'y bien réfléchir. Si, une fois, M. Thiers est premier ministre, il ne sera pas sans danger de le faire descendre de ce poste. Le Roi devra l'y maintenir toute sa vie, ou bien il le renverra à la Révolution dont il est sorti. »

Le Roi insista, et fut obéi ; mais douze ans après, le 24 février 1848, quand il dut appeler au pouvoir M. Thiers porté par l'émeute, et bientôt débordé par la Révolution, ne lui revint-il pas en pensée quelque souvenir de cette parole prophétique ? Quoi qu'il en soit, à partir de ce moment, une lutte très vive s'engagea, comme on sait, entre M. Guizot et M. Thiers, et se continua presque sans interruption, et avec une ardeur croissante, jusqu'aux derniers jours du gouvernement de Juillet. Mon père, retiré de la carrière de l'ambition, n'en prenait pas moins beaucoup d'intérêt à ce combat, et sa sympathie bien connue était en faveur de M. Guizot. Dès mon entrée dans le monde, qui eut lieu au moment même où ces deux champions occupaient la scène, et se livraient à leurs plus brillantes passes d'armes, je pris parti dans le même sens. M. Guizot, qui m'avait vu naître, et qui m'attacha bientôt à son ministère, me témoignait une affection dont j'étais touché. La forme élevée de son talent me séduisait autant que la nature de ses opinions. Je suivais les séances de la Chambre avec passion, ne dissimulant pas à mes voisins de la tribune diplomatique, à propos de chaque incident, la vivacité de mes préférences. Des officieux, comme il s'en trouve partout, en faisaient rapport à M. Thiers, et le fait était d'autant plus remarqué, que ma sœur, alors dans tout l'éclat de sa beauté, et dont la nature indépendante n'est pas exempte d'un peu d'esprit de contradiction, exprimait sans détour des inclinations opposées. Elle fréquentait le salon de M. Thiers, et recherchait ceux de nos amis communs, comme M. de Rémusat, M. Duvergier de Hauranne et M. Piscatory, qui étaient restés fidèles à l'intimité de M. Thiers. On nous mettait volontiers en contraste l'un avec l'autre, et je passai bientôt, rue Saint-Georges, pour le mauvais génie de la famille, pour celui

qui entraînait mon père, malgré ses instincts libéraux, dans la voie de la politique rétrograde et réactionnaire dont M. Guizot s'était fait l'instrument. On s'exagérait beaucoup mon influence, mais on ne se trompait guère sur mes sentiments.

Les hommes politiques, d'ailleurs, tous un peu charlatans, ressemblent aussi tous à des magnétiseurs. Ils distinguent vite, et comme par instinct, ceux qui subissent le charme de leur influence, et ceux qui y échappent. Ils s'aperçoivent, en causant, s'il s'établit entre eux et leur interlocuteur une sorte de courant électrique, et quand ils rencontrent un sujet réfractaire, quelque humble qu'il soit, ils s'éloignent avec un secret dépit. J'admiraïs sans doute chez M. Thiers, quand je l'entendais à la tribune, les dons incomparables dont il était doué, et surtout cet art merveilleux avec lequel il savait, tour à tour, donner aux idées vulgaires une forme élégante, et aux idées élevées une forme simple, qui les fait comprendre aisément. Mais, dans la conversation, ni l'un ni l'autre de ces talents ne me plaisait. Avec la présomption du jeune âge, me croyant au-dessus du commun, je prenais en mauvaise part tout ce qui paraissait m'en rapprocher et je trouvais également mauvais, soit qu'on me servît des idées communes élégamment tournées, soit qu'on prit la peine de mettre à ma portée des idées plus hautes, comme s'il était nécessaire de les rabaisser pour me les faire entendre. L'admiration, c'est trop peu dire, l'adoration avec laquelle l'auditoire habituel de M. Thiers accueillait le moindre mot de sa bouche, même les banalités dont il est parfois prodigue, me répugnait. J'avais tort : l'expérience, sans accroître pour moi le charme des lieux communs, m'en a fait apprécier l'utilité.

Mon mariage ne contribua pas à rendre mes relations avec M. Thiers plus fréquentes ou plus confiantes. Ma femme, élevée dans la société élégante, mais un peu étroite du faubourg Saint-Germain, avait quelque peine à s'habituer à la société très différente où je l'avais introduite, et qui joignait à la hardiesse de la pensée une certaine pédanterie dogmatique. Mais de tous les salons du monde libéral, aucun n'était moins fait pour séduire une jeune femme que celui que tenaient alors en commun M^{me} Thiers et sa mère M^{me} Dosne.

On y trouvait aussi peu de profit que de plaisir. La société

de la douairière la plus dévote n'est ni plus guindée ni plus froide que n'était cette réunion de quelques habitués subalternes en adoration devant une pagode, et où chacun s'entretenait à voix basse de peur de réveiller ou d'interrompre M. Thiers qui, tour à tour, dormait ou parlait tout seul.

La révolution de février, en rapprochant les libéraux modérés des deux nuances, qui avaient eu le tort de se combattre, et qui se trouvaient enveloppés dans une ruine commune, me remplaça dans le même parti que M. Thiers, et je m'associiai de cœur à la lutte énergique qu'il soutint pendant toute la durée de cette première république contre les passions révolutionnaires, comme à sa résistance au coup de main qui fonda l'Empire.

Mais n'ayant aucun rôle à jouer, puisque je ne faisais partie d'aucune assemblée, si je ne me croyais pas obligé de contraindre mes goûts, je me tenais à une distance respectueuse d'une société qui ne m'attirait pas. Il en fut autrement, lorsque, vers le milieu de la période impériale, le parti libéral et constitutionnel prit la résolution de sortir de sa retraite, et de reparaitre dans l'arène électorale. Mon père, n'étant plus d'âge à courir les aventures du scrutin, ce fut moi qui dus me mettre en avant, et M. Thiers étant notre chef reconnu, je dus prendre à plus d'une reprise ses instructions. Nous nous trouvâmes alors en pleine sympathie sur un point qui divisait le reste des libéraux, l'appréciation du système de politique extérieure que suivait l'Empire. Tandis que par l'effet, soit d'une répugnance aveugle pour tout ce qui rappelait l'ancien régime, soit d'une sentimentalité ridicule, la plus grande partie de nos amis communs applaudissait à la guerre d'Italie, à la chute du pouvoir temporel du Pape, à la proclamation du principe absurde des nationalités, à toutes les rêveries, en un mot, à l'aide desquelles Napoléon III bouleversait toutes les traditions de la politique française, M. Thiers restait insensible à toutes ces chimères, et renonçait même, pour les combattre, à la popularité qui est la consolation des hommes d'État dans l'opposition. Il nous venait en aide, à nous, pauvres catholiques très maltraités, dans la défense du Saint-Siège, même quand des actes peu réfléchis ou mal compris de la papauté rendaient cette défense difficile autant que méritoire. Je ne trouvai que chez lui seul une sympathie complète pour la douleur patrio-

tique que me firent éprouver la victoire de Sadowa, et la création de l'unité allemande. Bref, dans cette période trop courte qui restera l'honneur de sa vie, toutes mes préventions tombèrent, plusieurs de ses discours me causèrent une admiration sans mélange, et je crus sérieusement ou que je lui avais fait tort par les jugements sévères de ma jeunesse, ou que les défauts qui me choquaient avaient disparu. Et, de fait, je crois encore que, dans ces quelques années, il fut vraiment supérieur à lui-même. Ne poursuivant aucune vue personnelle (puisqu'il n'y avait de nous ne croyait la chute de l'Empire aussi prochaine), voyant les choses de haut, et sans retour sur lui-même, il atteignit le plus haut degré d'élévation que comportait son talent comme sa nature morale.

LES ÉVÉNEMENTS DU 4 SEPTEMBRE

Le 4 septembre, de grand matin, j'allai donc chez M. Thiers. Son cabinet était plein de monde. On savait que la déchéance de l'Empereur et de sa dynastie avait été proposée dans la nuit, et que la discussion interrompue devait être reprise à midi.

L'agitation était grande dans la ville, l'indignation contre les auteurs de la guerre à son comble, l'atmosphère toute chargée de fermentation révolutionnaire. Nos amis, dont plusieurs avaient revêtu le costume de garde national pour être prêts à tout événement, poussaient vivement M. Thiers à hâter le changement de gouvernement. Je ne pus partager leur sentiment. Outre que je trouvais peu honorable pour mon pays, trois mois après avoir donné à un souverain huit millions de suffrages pour affermir son trône, de l'en faire descendre le jour qu'il était vaincu et prisonnier, je ne voyais pour nous-mêmes aucun profit à hériter d'une situation désespérée et à en prendre la liquidation à notre compte. Je pris M. Thiers à part et lui communiquai ma manière de voir : « Tout ce que j'entends, lui dis-je, me semble déraisonnable. Quoi qu'il arrive, l'Empire est à son terme ; mais s'il est possible de prolonger son agonie, pour qu'il porte lui-même et lui seul la peine de la situation qu'il a faite, ce sera tout profit pour ses successeurs. » Il me fit signe qu'il était entièrement de mon avis, et, me donnant un billet de tribune pour la séance, il me pria

de venir exactement au Corps législatif, où il pouvait, disait-il, avoir besoin de ses amis.

Je n'y manquai pas, et j'y étais à l'heure fixée qui était midi. C'était la première fois que je rentrais au Palais Bourbon, depuis le rétablissement de l'Empire. Je m'étais abstenu d'assister aux discussions parlementaires, d'abord par dégoût du tour qu'elles avaient prises au début de ce régime, puis quand elles devinrent plus libres et plus animées, par regret de ne pouvoir y prendre part. Nous attendîmes assez longtemps, ce qui était fort étonnant dans une situation où chaque minute avait son prix. J'ai su depuis que ce délai tenait à la difficulté où l'on était, soit dans le camp du gouvernement, soit dans l'opposition, de se mettre d'accord sur le parti à prendre. Aux Tuileries, on voulait garder le plus d'Empire possible : dans l'opposition, on voulait trancher le plus vite et le plus complètement possible la question de gouvernement. Vers une heure, on était parvenu, de chaque côté, à prendre sa résolution et la séance commença. Ce fut d'abord le général Palikao, ministre de la Guerre, qui vint, au nom de l'Impératrice, proposer l'institution d'un comité de défense à nommer par l'Assemblée, mais dont il resterait le membre principal. Cette proposition était si peu en rapport avec l'état des esprits qu'il ne put même en achever la lecture. Il hésita à prononcer le nom de l'Impératrice, au nom de laquelle il persistait pourtant à parler. M. Thiers se leva ensuite, et d'une voix triste, mais grave, proposa une formule convenue d'avance entre les membres libéraux de l'Assemblée, et plusieurs autres fractions qui, bien qu'attachées à l'Empire, cédaient à la force des événements. Elle portait qu'en raison des circonstances, une commission de défense et de gouvernement serait nommée par le Corps législatif, une Assemblée constituante devant être convoquée, dans un délai qui serait ultérieurement fixé. C'était la déchéance, moins le mot que, par une répugnance honorable, des gens qui avaient servi l'Empire hésitaient à prononcer.

A mon sens, c'était trop encore, non pour ma satisfaction personnelle (l'aversion pour l'Empire étant aussi vive au fond de mon âme que chez personne), mais pour l'honneur du pays qui ne devait pas, suivant moi, profiter des malheurs publics et du secours étranger pour se délivrer d'un joug qu'il n'avait pas su ou pas voulu secouer lui-même. Mais je recon-

nais que j'étais presque seul à penser ainsi, et qu'il fallait céder quelque chose à l'indignation publique pour ne pas être débordé par elle. La proposition de M. Thiers sauvait le décorum; elle confiait le pouvoir à une commission régulièrement sortie du Corps législatif; elle maintenait ce corps lui-même, et l'associait à la suite des événements que sa faiblesse avait amenés, ce qui n'eût pas permis au parti impérial de se laver les mains (comme nous l'avons vu depuis lors) de tout ce qui s'est passé après Sedan, et d'en rejeter la responsabilité sur ceux qui l'ont dépossédé.

Les diverses propositions furent renvoyées au bureau avec une approbation marquée de l'Assemblée pour celle de M. Thiers, ce qui ne laissait pas douter de son approbation. La salle se vida et je quittai la tribune. Cette heure de séance m'avait été extrêmement pénible : je n'avais pu voir sans une véritable indignation l'expression de joie indécente peinte sur le visage des membres de l'opposition de gauche, MM. Gambetta, Pelletan, Jules Simon. La crainte d'être soupçonné moi-même, en raison de mon hostilité pour l'Empire, de semblables sentiments, me couvrait de rougeur. Je voyais la journée gagnée pour la proposition de M. Thiers, et je m'épargnai le chagrin d'assister à la suite du débat.

Je me rendis chez mon neveu Othenin d'Haussonville, qui demeurait à l'angle de la rue Saint-Dominique, presque en face du Palais législatif; j'y passai avec ma nièce et quelques amis environ une heure. Croyant alors que tout devait être terminé, nous sortîmes, mon neveu et moi, pour apprendre le résultat de la délibération. Nous n'avions pas fait quatre pas dans la rue de Bourgogne qu'à la place du cordon de troupes que nous avions laissé autour du Palais, nous aperçûmes une foule agitée, mais non violente ni menaçante, une foule rieuse, tapageuse, comme on en voit à la porte d'un théâtre quand l'ouverture du guichet se fait attendre, et le premier passant que nous interrogeâmes nous apprit que l'Assemblée avait été envahie, puis dissoute, et que la République était proclamée. Quelques députés que nous connaissions et qui vinrent à nous, nous confirmèrent cette nouvelle, en nous demandant de nous employer avec eux à rassembler quelques débris de force régulière. Le nom qu'ils invoquaient tous était celui du général Trochu, nommé gouverneur de Paris, depuis quinze jours, le

seul général un peu populaire que l'Empire eût encore à son service, et qui commandait la dernière armée de la France. Mais où était-il? Les uns nous dirent qu'il était encore au Louvre, où résidait son état-major, les autres qu'il s'était déjà rendu à l'Hôtel de ville avec le gouvernement provisoire. Nous nous séparâmes pour tâcher de le rejoindre. Mon neveu prit le chemin du Louvre, et je remontai les quais avec le rédacteur du *Français*, M. Thureau-Dangin, jusqu'à la place de Grève.

Je n'écris pas l'histoire du 4 septembre, et veux encore moins faire l'appréciation morale du caractère du général Trochu. Je ne raconterai donc pas comment mon neveu trouva cet officier général au milieu de son état-major, parfaitement décidé à ne pas faire un pas en aide au gouvernement légal. Mais il n'est pas en dehors de mon sujet de dépeindre l'impression de dégoût et d'horreur qui ne me quitta pas un instant pendant cette triste promenade du Palais Bourbon à l'Hôtel de ville. Rien n'a, je crois, égalé jamais la douleur dont j'étais navré et la honte dont je me sentais couvert. Je n'oublierai de ma vie le spectacle qui m'attendait sur la place même du Palais municipal. Une populace déguenillée avait été tirer de la Conciergerie le pamphlétaire tristement célèbre, Henri Rochefort, et le ramenait en triomphe.

Le triomphateur lui-même, pâle et plus mort que vif, était assis sur la capote baissée d'une victoria de louage comme un arracheur de dents ou un saltimbanque de village, et semblait regarder avec répugnance ceux qui le portaient sur ce singulier pavois. Des cris plus brutaux que féroces, des figures avinées, l'aspect de l'ivresse matérielle encore plus que de l'effervescence révolutionnaire, voilà ce qui inaugurait le gouvernement avec lequel la France allait faire tête aux six cent mille vainqueurs qui foulaient en ce moment son territoire. La combinaison de ces deux horribles fléaux, la démagogie et la conquête, m'apparaissait comme le dernier fond de l'abîme dans lequel une nation puisse être plongée et le dernier cercle de l'enfer de Dante.

Ce qui complétait la pénible impression de ce spectacle, c'était le calme du reste de la ville. La révolution avait fait si peu de bruit, coûté si peu d'efforts, qu'en dehors même du théâtre où ces scènes infernales se déroulaient, à peine la

connaissait-on, et l'on distinguait mal la violence qui venait d'être faite aux pouvoirs publics, du changement légal auquel tout le monde le matin était résigné. Le temps était beau : les promeneurs endimanchés remplissaient comme d'ordinaire les lieux publics. De la place de Grève au Pont Royal, sur le quai de la rive droite, par lequel nous redescendîmes, nous ne rencontrâmes qu'un seul rassemblement : c'était à la porte du guichet des Tuileries où des gamins regardaient les gens de la maison de l'Empereur qui faisaient leurs malles et se hâtaient de déguerpir. Cette foule de rencontre adressait à ces valets effarés de grossiers lazzi sans aucune menace.

Au-dessus de notre tête, nous aperçûmes un homme qui, monté je ne sais comment sur la corniche du premier étage, arrachait avec un couteau les Aigles et les N. sculptés dont elle était surmontée. Personne ne l'aidait ni ne l'arrêtait dans cette occupation : on eût dit un ouvrier chargé d'une réparation ordinaire. Le soir, l'animation, le vin aidant, devint un peu plus vive. Les cafés et les cabarets se remplirent de gens qui célébraient la République et s'excitaient à croire que ce môt seul allait nous rendre nos armées détruites et faire reculer nos vainqueurs. Je crus la France moralement et matériellement perdue.

Je cherchai vainement pendant la soirée quelqu'un qui, parmi les puissants du jour ou les débris des pouvoirs de la veille, pût me rendre une lueur d'espoir. J'allai chez mon ami M. Cochin, et apprenant là que le général Trochu faisait partie du gouvernement provisoire créé à l'Hôtel de ville, nous allâmes le trouver, mon ami et moi, au Louvre où il était encore. Nous le connaissons de longue date ; il avait fait partie sous l'Empire de l'opposition conservatrice et catholique à laquelle nous appartenions nous-mêmes, et bien que, depuis qu'il était gouverneur de Paris, quelques indices nous eussent avertis qu'il se rapprochait de l'élément révolutionnaire et préférerait s'éloigner de nous, sa réputation militaire, l'élévation connue de ses sentiments nous autorisaient à compter sur lui. Nous arrivâmes juste au moment où il quittait le Louvre pour retourner à l'Hôtel de ville où on l'attendait. Il sortait en habit de ville, chapeau gris et pantalon blanc, une badine à la main, dans ce costume d'élégant un peu provincial qui était dans ses habitudes. En nous apercevant, il fit un mouvement de corps en

arrière et nous interrogea d'un regard inquiet qui voulait dire : « Venez-vous me faire des reproches ou m'offrir un concours ? » Nous avions trop besoin d'appui et d'espoir pour être bien difficiles. Nous l'encourageâmes donc fortement à prendre en main cette situation désespérée. Il nous remercia avec effusion, mais passa vite pour monter dans un coupé de louage. Son aide de camp, le lieutenant Bibesco, resta quelques instants de plus avec nous, nous donnant quelques détails sur la composition du nouveau gouvernement. Lorsque, dans l'énumération, il prononça en baissant la voix le nom d'Henri Rochefort, nous comprîmes ce que voulait dire le regard du général.

Du Louvre nous nous rendîmes à la porte du Palais législatif, où l'on nous avait dit que des députés étaient réunis pour protester contre la violente expulsion de leur corps. Nous en trouvâmes, en effet, à la porte un certain nombre, qui sortaient la tête assez basse. Ils nous racontèrent qu'effectivement leur président, M. Schneider, les avait rassemblés dans sa salle à manger, afin de savoir s'il y avait lieu de s'entendre avec leurs collègues déjà installés à l'Hôtel de ville pour rendre au pouvoir nouveau une ombre de régularité. A peine étaient-ils assis, que deux des membres du Gouvernement provisoire étaient venus leur signifier que toute entente était impossible, les événements ayant marché depuis le matin, et le peuple souverain étant rentré dans ses droits. J'appris d'eux non sans surprise que M. Thiers était dans leur compagnie, qu'ils l'avaient même prié de les présider, mais qu'au lieu de prendre leur parti, quand le moment était venu de protester, il leur avait sèchement conseillé de n'en rien faire et de prendre leur aventure en patience, pour ne pas accroître les difficultés de la défense nationale. Ce langage était commenté avec amertume, mais c'était des ennemis politiques qui parlaient, et je réservai mon jugement.

LA QUESTION DES PRINCES D'ORLÉANS

Après une nuit assez agitée, je courus au point du jour chez M. Thiers. D'après notre entretien de la veille, je m'attendais à trouver un homme, sinon aussi navré que moi, au moins contrarié du tour qu'avaient pris les circonstances. Quel ne fut

pas mon étonnement de le voir arriver à moi, le visage ouvert, presque gai, me déclarant sans me laisser même le temps de parler que tout s'était passé à merveille, l'essentiel étant de se débarrasser de quelque manière que ce fût d'un gouvernement détestable et se raillant sans pitié de mes scrupules parlementaires et de mon puritanisme constitutionnel. J'ai rarement éprouvé un désappointement pareil.

Je n'insistai pas : j'étais trop froissé de ce ton plaisant pour engager une discussion. Mais sur un autre point, nous ne pûmes éviter un débat qui fut aigre-doux. « M. Thiers, lui dis-je, avez-vous pensé que les princes d'Orléans seront ici ce soir et quelle conduite devons-nous leur conseiller ? » Je me trompais de douze heures. Le Duc de Chartres et le Prince de Joinville étaient déjà arrivés. Avertis de la révolution par le télégraphe, ils avaient pris le paquebot et le train de nuit qui les avait amenés dans Paris à sept heures du matin. Ceux qui savaient à quel point ils étaient impatients de l'exil et ardents à porter les armes pour leur pays ne pouvaient douter de cette prompte résolution. Ils avaient bien offert leur épée même à l'Empire ! Je ne conçois pas comment M. Thiers ne s'était pas attendu à les voir paraître. Mais toujours est-il que la pensée le frappa comme d'un coup de foudre. « C'est impossible, me dit-il, en se levant comme en sursaut ; ils ne feront pas cela : ce seraient de mauvais citoyens, leur présence brouillerait tout. » Et il se mit à me démontrer avec une extrême vivacité que les prétentions dynastiques dont ils seraient bon gré mal gré les représentants jetteraient le désordre dans la combinaison de forces nécessaire pour la défense.

Je n'étais qu'à moitié convaincu, et tout au moins je voulais qu'on se donnât la peine de convaincre les Princes eux-mêmes. J'insistai donc pour que M. Thiers tâchât de les voir et de les décider par de bonnes raisons, adressées à leur patriotisme, et non par un injurieux dédain, à se tenir momentanément à l'écart. Il entra, non sans quelque répugnance, dans ma pensée et faisant prier M. de Rémusat qui était à Paris, de venir le trouver, il convint avec lui que dès que les Princes seraient arrivés, leurs amis les attendraient pour leur expliquer la situation et ce qu'on exigeait de leur désintéressement. « *Et vous y serez, ma fille* », me dit-il d'assez bonne grâce. — L'entrevue ne fut pas nécessaire. Les Princes, qui avaient déjà des

raisons de se méfier de M. Thiers, avaient consulté d'autres amis qui furent d'avis de laisser passer les premiers jours d'effervescence avant d'offrir des personnes royales à une foule en révolution. Ils repartirent dans la journée, non sans esprit de retour. Mais cet incident me fit voir qu'il ne fallait compter sur le concours de M. Thiers pour aucune combinaison politique où il n'occuperait pas à lui seul le premier rang.

Il n'en demeurerait pas moins notre chef et nous n'avions rien de mieux à faire que de le suivre et de lui obéir. Aussi quand il me demanda de ne pas le quitter pendant le siège de Paris qui se préparait et de me tenir prêt pour lui porter aide et conseil à tout événement, je ne crus pas pouvoir lui refuser ce témoignage de dévouement. La demande pourtant me contrariait fort. J'étais établi à Broglie, dans un département qui ne pouvait manquer d'être un des théâtres de la guerre, où je pouvais rester sans manquer à aucun devoir civique ni être accusé de me mettre par timidité à l'abri des malheurs publics. J'étais conseiller général de mon canton, premier conseiller municipal de ma commune. Ma place était naturellement au milieu de ceux qui m'avaient élu. Je n'avais au contraire rien à faire dans une ville assiégée qui ne manquait pas de combattants expérimentés, et où un homme de cinquante ans qui ne savait pas manier un fusil ferait assurément pauvre figure. J'obéis cependant, je retournai à Broglie mettre ordre à mes affaires, je priai mon frère de me remplacer auprès de mon dernier fils malade, je laissai mes instructions avec mon testament à mon régisseur, et je retournai dans la capitale, qui pouvait d'un moment à l'autre être investie, prendre le poste de combat que M. Thiers m'avait assigné.

J'étais destiné aux surprises; car, en arrivant, je trouvai M. Thiers faisant ses paquets et prêt à partir pour faire en Europe cette grande tournée diplomatique qui fit tant de bruit et amena si peu de résultat. Quand il me revit, il avait complètement oublié le sacrifice qu'il m'avait demandé, et ne songea même pas à m'en parler. Nous parlâmes du but de sa mission. Je venais de lire le premier manifeste de M. Jules Favre qui rendait toute négociation impossible en se refusant à aucune concession territoriale. Je n'avais donc pas grande espérance du succès que M. Thiers pourrait obtenir sur une pareille base : je lui demandai s'il espérait faire accepter à l'Europe le fameux

ultimatum : pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses.

« Que voulez-vous, me dit-il en souriant ? La Révolution française, notre mère, est née déclamatoire : il ne faut pas prendre ce qu'elle dit au pied de la lettre. » Je ne lus pas beaucoup d'espérance dans ses regards. S'il pensa que tel événement pourrait survenir où il lui serait plus commode d'être libre en France ou même en Europe que bloqué dans les murs de Paris, il n'avait pas tort. Il eût été à désirer que le Gouvernement provisoire tout entier et principalement les ministres improvisés de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Guerre eussent pensé de même. Il n'y avait aucun intérêt et aucune prudence à tenir toute la politique de la France, en quelque sorte au fond d'un puits, dans l'ignorance des événements militaires et à la discrétion de quelques séditeux.

Mais dès qu'il partait, je n'avais plus de raison de rester, et je pris le parti de retourner à Broglie dès le lendemain. J'y demeurai tout le temps de la guerre, mes fonctions municipales ne me permettant pas de m'absenter même un jour avec la menace d'une invasion toujours imminente. Les communications étaient difficiles, et je fus tout ce temps-là très mal au courant de ce qui se passait en France et en Europe. Je réussis pourtant à correspondre une ou deux fois avec M. Thiers, et il me répondit avec bienveillance, soit lui-même, soit par intermédiaire. J'aurais voulu qu'il éclairât le pays sur les illusions de la défense à outrance qui ne pouvait aboutir, suivant moi, comme l'événement l'a prouvé, qu'à ajourner la nécessité de faire la paix jusqu'au jour où, aucune résistance n'étant plus possible, il faudrait subir à discrétion les conditions du vainqueur. Il partageait entièrement mon avis, mais me donnait, je dois le dire, dans une lettre d'un ami commun que je conserve encore, d'assez bonnes raisons pour ne pas se faire accuser sans profit de manquer à l'honneur national, et pour se réserver intact, en attendant le jour trop prochain où le cruel langage de la nécessité se ferait entendre aux oreilles sourdes à celui de la raison. Je dois dire que sa manière de voir était plus modérée et plus sensée que celle de son ancien compétiteur M. Guizot, que je voyais assez souvent parce qu'il habitait le voisinage de Broglie et qui s'était complètement laissé séduire par l'espoir chimérique d'une résistance impossible.

THIERS ET GAMBETTA

Je ne sais personnellement aucun détail sur les débats assez vifs qui eurent lieu tant à Tours qu'à Bordeaux entre M. Thiers et les représentants du gouvernement de la défense nationale, M. Gambetta en particulier. On m'a raconté qu'ils étaient au plus mal et que M. Thiers, craignant souvent pour sa sûreté personnelle, avait songé à plusieurs reprises à chercher un refuge dans un lieu plus sûr, comme Pau ou Toulouse. Mon ami le duc Decazes, qui le voyait journellement à Bordeaux, m'a assuré aussi que la ferveur républicaine que je lui avais vue le lendemain du 4 septembre était amortie, et qu'il se laissait aborder très familièrement sur des idées de restauration monarchique. Mon beau-frère, M. d'Haussonville, dont le témoignage mérite toute confiance, m'a raconté également qu'avant de quitter Paris, il lui avait dit confidentiellement : « Ne vous inquiétez pas de la république : elle n'est pas plutôt au pouvoir qu'elle met à la fenêtre (ici une expression grossière que j'indique sans oser la rapporter textuellement), *non pas son visage mais le contraire*, et personne n'en veut plus. » D'autre part, je puis attester par le témoignage du ministre anglais, lord Granville, que, dans sa mission diplomatique, M. Thiers fit les plus grands efforts pour obtenir la reconnaissance de la forme républicaine en France, à ce point que cette consécration diplomatique fut la première chose à laquelle le Cabinet britannique se décida, dès que l'Assemblée nationale fut constituée, et qu'on me fit valoir à mon arrivée à Londres cette démarche comme une précieuse marque de confiance donnée à M. Thiers. Que conclure de ces récits contradictoires ? Tout simplement que, voyant le jour où le pouvoir suprême allait lui tomber en partage, M. Thiers cherchait à se ménager, pour y arriver plus facilement, le concours de tous les partis. Mais je reste convaincu que celui qui lui offrait la perspective de ne plus descendre du premier rang avait dès lors et pour toujours ses préférences.

Brogie, longtemps épargné par les Prussiens, pendant que le reste de notre département était envahi, fut occupé le 21 janvier 1871, huit jours avant la conclusion de l'armistice. Les élections pour l'Assemblée constituante furent, comme dans

tous les pays occupés militairement, faites sans organisation préalable, presque sans concert, sous la pression d'un mouvement populaire irrésistible qui réclamait la paix. Nous avions préparé une liste de candidats, au mois de septembre, quand le gouvernement provisoire avait fait une première convocation qui fut ajournée, et nous y avions réservé une place à plusieurs membres de ce gouvernement même auquel nous voulions prêter force dans la lutte contre l'étranger. C'étaient le général Trochu et Jules Favre, un autre encore que j'oublie. Le motif qui avait déterminé ces choix n'existant plus, puisque la lutte était terminée, et l'impopularité des défenseurs à outrance devenant extrême, nous dûmes effacer ces noms dont personne ne voulait plus, et nous remplaçâmes un d'entre eux par celui de M. Thiers qui représentait alors la double réaction contre les fautes de l'Empire et la folie de ses successeurs. Mais nous ne pûmes faire ce changement que dans une partie du département, les communications à travers l'invasion et la neige étant presque impossibles. La division et l'incertitude qui résultaient de ce changement fait à la dernière heure furent cause qu'un nom de la liste républicaine fut préféré à celui de M. Thiers, et le département de l'Eure ne figure pas parmi les vingt-deux qui donnèrent au chef du parti libéral et conservateur une désignation plébiscitaire indirecte.

DÉPUTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Élu le 12 février seulement, je ne pus partir de Broglie que le 15, aussitôt après le dépouillement du scrutin. Toutes les routes étaient interceptées, tous les chemins de fer coupés. Je dus aller chercher à Dol près Saint-Malo la tête d'un chemin qui me conduisit à Nantes, pour rebrousser ensuite sur Poitiers, et de là sur Bordeaux. Cet immense détour me prit trois jours et trois nuits. C'était le moment où l'armistice, conclu pour trois semaines, le 15 février, allait expirer. Les hommes de la Loire, qui avaient obtenu quelques jours de congé, rejoignaient leurs régiments. Les gares étaient pleines de pauvres soldats déguenillés, meurtris, le teint hâve et les joues creuses, de boiteux marchant sur des béquilles, de blessés de toute sorte, dont les plaies étaient à peine pansées. On n'entendait que les lamentables adieux des femmes et des enfants

qui, en se séparant du père ou mari qu'on avait cru perdu, craignaient encore de ne plus le revoir. C'était un affreux spectacle. Il semblait qu'on entendait comme sortir des entrailles de la terre un long gémissement. J'arrivai à Bordeaux le samedi 18, mort de fatigue, et après avoir embrassé mon fils François, qui était venu de Paris, sortant du siège pour me trouver, je pris quelques heures de repos.

Le lendemain, c'était dimanche, ma première sortie fut pour me rendre à la messe. Je rencontrai de tous côtés, dans la rue, sur les marches de l'église, à l'office même, des visages de connaissance. C'étaient mes nouveaux collègues, dont je n'avais appris l'élection que très imparfaitement, par les journaux achetés sur la route. Car, à Broglie même, rigoureusement bloqués comme nous étions, aucune nouvelle ne nous était parvenue. A la sortie de la messe, je fus rejoint par mon neveu Othenin d'Haussonville, élu dans le département de la Seine-et-Marne, et qui m'apprit que M. Thiers s'était informé plusieurs fois dans ces derniers jours si j'étais arrivé, paraissant m'attendre avec quelque impatience. Il me conduisit à l'hôtel où M. Thiers demeurait.

Chemin faisant, il me mit au courant de ce qui s'était passé avant mon arrivée. Il m'apprit, comme les journaux me l'avaient déjà fait connaître, que le pouvoir exécutif avait été décerné presque unanimement à M. Thiers, qui partait le soir même pour Versailles où M. de Bismarck l'attendait. Mais il ajouta, ce que je ne savais pas, que le titre à décerner à M. Thiers avait déjà fait une difficulté dans l'Assemblée nationale. Serait-il chef du pouvoir exécutif simplement, ou chef du pouvoir exécutif de la République? La seconde appellation avait prévalu, sur le désir exprimé par M. Thiers lui-même, et malgré la répugnance des légitimistes.

« Il y a donc beaucoup de légitimistes ? lui dis-je. — En très grand nombre, me répondit-il, ils prétendent être deux cents, et rétablir immédiatement la monarchie ! » Cette assertion me fit tomber de mon haut. J'arrivais d'un département où le parti légitimiste est très faible, à tel point que nous ne lui avons fait aucune place sur notre liste, et quand quelques possesseurs de châteaux de nos environs avaient voulu obtenir de moi un engagement de concourir à la fusion des deux branches de la maison royale, tout en reconnaissant combien ce résultat serait

désirable, je m'étais refusé à contracter aucune obligation absolue. Je n'avais pas deviné la conséquence inattendue du mode de scrutin électoral par liste départementale. Il n'y a presque pas de département où les légitimistes ne disposent d'un certain nombre de voix : ils comptent partout dans leurs rangs des propriétaires riches et considérés : la jeunesse monarchique venait de servir avec empressement dans les rangs de la défense nationale, et avait fait preuve d'un courage éclatant.

Au moment de dresser les listes, on avait presque partout accordé un ou deux noms à un groupe nécessaire pour former l'appoint de la majorité, ou rendre à des situations exceptionnelles un hommage tout à fait étranger à l'esprit de parti. On était arrivé sans le savoir à former ainsi un bataillon monarchique recruté de tous les coins du pays, et fait de pièces très diverses, mais qui, une fois à l'Assemblée, se réunit et se resserra, et donna aux défenseurs de la légitimité une importance très supérieure à la force réelle qu'ils représentaient au dehors. Ce fut une des grandes difficultés de l'Assemblée de 1871, et en définitive, la principale cause de son impuissance.

Ne me rendant pas bien compte de cette situation, je regardai au premier aspect la pensée d'une restauration immédiate comme chimérique. De plus, je ne trouvais pas raisonnable de charger la monarchie (si elle devait naître) de la tâche douloureuse qui était nécessaire pour rendre à la France un peu de repos : je ne me souciais nullement de voir une troisième fois, après 1814 et 1815, le nom d'un prince de la maison de Bourbon au bas du traité qui consacrerait la mutilation du territoire français. Un gouvernement provisoire anonyme me paraissait beaucoup mieux approprié à cette cruelle mission. A tous les points de vue, par conséquent, je repoussai la pensée d'une restauration séance tenante, et quand mon neveu ajouta que M. Thiers s'y opposait, et me demanderait probablement mon concours pour lutter contre cet entraînement, je n'hésitai pas à promettre que je l'y aiderais de tout cœur. A la vérité, mon neveu n'eut pas le temps d'ajouter que M. Thiers avait fait aussi mauvais accueil à l'idée de voir les princes d'Orléans, élus par plusieurs départements, prendre séance à l'Assemblée et retrouver leur rang dans l'armée, et qu'ainsi ce n'était pas

seulement dans le présent, mais encore et surtout dans l'avenir, qu'il semblait prendre des précautions contre un retour monarchique. Cette découverte aurait peut-être refroidi ma bonne volonté.

L'OFFRE D'UNE AMBASSADE

Quoi qu'il en soit, j'arrivai plein d'effusion et de cœur chez celui que nous regardions tous comme le dernier espoir de notre malheureuse patrie. Il ne m'attendait plus, et devant partir le soir même pour Versailles, il avait préparé une lettre qui était toute cachetée, avec mon adresse, sur son bureau. Comme plusieurs personnes étaient présentes, quand j'entrai, il me tendit la lettre en me priant de la lire. Je me retirai dans un coin de la chambre et l'ouvris silencieusement : elle était ainsi conçue :

21 janvier. Bordeaux.

Mon cher Duc, j'ai compté sur vous pour l'ambassade de Londres, ce qui exige que vous partiez tout de suite pour la conférence. Je n'ai pas besoin de vous dire le motif de mon choix, et je vous prie, pour le pays, et bien après le pays, pour moi, d'accepter cette lourde charge. Je suis si pressé que je n'ai pas le temps de vous en dire davantage, car je pars pour l'Assemblée, et de là pour Paris et Versailles. Répondez-moi à Paris. Tout à vous de cœur. — A. THIERS.

« Je n'ai pas besoin de vous dire que les fonctions diplomatiques resteront définitivement compatibles avec les fonctions législatives. »

Mon étonnement et mon trouble furent extrêmes. J'étais à cent lieues de m'attendre à une proposition de ce genre et, au premier moment, elle ne me sourit en aucune manière. L'idée d'aller porter à l'étranger, et surtout à Londres, où j'avais vu mon père représenter la France heureuse et libre, le triste visage de l'ambassadeur d'une nation humiliée, me serrait le cœur. D'ailleurs j'avais rêvé toute ma jeunesse, et regretté ensuite toute ma vie, la carrière parlementaire : elle s'ouvrait devant moi à l'âge où j'en avais désespéré, et nul ne savait pour combien de tems. Il me coûtait de m'en éloigner. Puis,

que m'envoyait-on faire à Londres? Qu'était-ce que cette conférence où je devais figurer dès le lendemain de mon arrivée? Du fond de ma retraite, j'avais bien appris que la Russie avait profité du trouble général pour réclamer la suppression de la plupart des conditions onéreuses qui lui avaient été imposées quinze ans auparavant, après la guerre de Crimée; j'avais su également que l'Angleterre, privée de l'appui de la France, avait dû accepter une conférence des grandes Puissances pour modifier ces conditions d'un commun accord. Mais des termes mêmes des réclamations de la Russie, des auspices sous lesquels s'ouvrait la conférence, du rôle surtout que nous autres, pauvres vaincus, nous pourrions y jouer, je ne savais absolument rien. Je n'y avais même pas réfléchi.

La mission cependant était honorable, et je comprenais que M. Thiers pouvait avoir besoin du nom de mon père autant peut-être que de mes services.

— Qui pourrait vous refuser quelque chose en un pareil moment? lui dis-je. Mais que me demandez-vous? Que vais-je faire à Londres? Voilà quinze jours que j'ignore ce qui se passe dans le monde. Quelle tâche m'imposez-vous?

Il me remercia avec une véritable effusion.

— Mais je n'ai pas le temps, me dit-il, de vous donner en ce moment mes instructions. L'Assemblée m'attend. Partez avec moi ce soir : en voiture, je vous dirai ce que vous avez à faire, ainsi qu'à Rémusat qui part pour Vienne.

Je m'inclinai en signe d'assentiment et le laissai libre d'aller à la Chambre où je me rendis de mon côté.

En route, un scrupule me vint en pensée. J'allais trouver en Angleterre les princes d'Orléans, ceux du moins qui n'étaient pas élus députés. Quelle attitude M. Thiers entendait-il que son ambassadeur tint vis-à-vis d'eux, et cette attitude me convenait-elle? Le langage que j'avais entendu le 5 septembre ne me rassurait pas complètement à cet égard, et j'eusse été moins tranquille encore si j'avais su, comme je l'ai appris depuis, que M. Thiers ne recourait à moi qu'au défaut de M. de Rémusat, qui avait décliné l'ambassade de Londres précisément sur ce motif, que ses rapports avec les princes rendaient difficile la situation d'un envoyé de la République. Cette réserve de la part d'un familier de la maison, bien plus versé que moi dans le fond de la pensée de M. Thiers, m'eût

donné à réfléchir. Pour moi, je n'éprouvai pas cet embarras, ne concevant guère que la fin de l'Empire ne fût pas aussi la fin de l'exil de la maison d'Orléans, et n'ayant pris envers la République aucun engagement qui rendit délicates mes relations avec des princes. Par excès de précaution, je me mis en règle, et rencontrant dans la rue M. Roger (du Nord), le plus intime ami de M. Thiers, qui me félicitait d'avoir accepté l'ambassade :

— Vous savez bien, lui dis-je, et je pense que M. Thiers sait comme vous que je n'ai jamais été en Angleterre sans que ma première visite fût pour Claremont et pour Twickenham. J'imagine qu'on ne me demandera pas de changer mes habitudes.

— Cela va sans dire, me répondit-il, en haussant les épaules.

— Mais dites-le bien à M. Thiers, repris-je en insistant.

J'entrai à la salle du théâtre où se tenait l'Assemblée. C'était la séance où, dans un discours plein de noblesse, M. Thiers annonça son départ et la formation de son ministère. Il s'exprima d'une voix que l'émotion rendait presque grave, et quand, par une comparaison demeurée célèbre, il parla de la noble blessée dont il devait panser les plaies, l'émotion fut générale. Le nom des ministres qu'il fit connaître causa bien un peu d'étonnement. On fut surpris de voir Jules Favre, malgré son incapacité démontrée et ses mésaventures diplomatiques, demeurer ministre des Affaires étrangères, Picard garder l'Intérieur, Jules Simon surtout l'Instruction publique et les Cultes, en un mot tous les souverains improvisés du 4 septembre conserver une si grande part dans les affaires qu'ils avaient si mal conduites. Mais l'explication, — qui n'était peut-être pas la vraie, — se présentait tout naturellement. Il y avait un grand intérêt à associer le parti républicain à la triste paix qui était nécessaire, à lui en faire partager la responsabilité, et à ne pas lui laisser prendre l'attitude qu'avait eue l'opposition de gauche sous la Restauration, reprochant aux Bourbons les sacrifices que la Révolution et l'Empire avaient imposés à la France. On était si éloigné de croire que M. Thiers songeât sérieusement à laisser le pouvoir à de tels hommes que la liste des noms ministériels fut écoutée patiemment jusqu'au bout.

Nous partîmes le soir au tomber du jour. Je sortis de l'hôtel de France en même temps que M. Thiers, M^{me} Thiers et M^{me} Dosne. Pourquoi ces dames accompagnaient M. Thiers dans cette douloureuse expédition, je ne l'ai jamais bien compris. Une foule nombreuse était rassemblée autour de la porte et j'entendis une voix qui s'écria : « M. Thiers, nous comptons sur vous pour le sauvetage de notre pays ! » Au chemin de fer nous primes place dans un wagon-salon, où vinrent nous joindre, M. Jules Favre, M. Picard et M. de Rémusat. Dans un autre compartiment, se trouvaient un secrétaire de M. Thiers et le baron Baude, diplomate très estimé, que M. Thiers emmenait avec lui pour l'assister dans la négociation de Versailles. Car je ne tardai pas à voir qu'il croyait sérieusement qu'une négociation allait s'engager entre lui et M. de Bismarck. Je pensais humblement qu'il n'en était rien, et que, dans la situation où nous étions réduits, la négociation consisterait à écrire sous la dictée du vainqueur.

Nous attendions, M. de Rémusat et moi, les instructions qui nous avaient été promises. Nous les attendîmes vainement. Après quelques phrases banales, M. Thiers se tut, puis s'endormit profondément, ce qui était assurément bien naturel. Nous nous regardâmes en riant, et nous disposâmes à en faire autant. A Coutras, où se détachait l'embranchement qui va sur Toulouse, M. de Rémusat, qui habitait le Midi, nous quitta pour aller prendre congé de sa femme et régler ses affaires. En route, il réfléchit probablement que ses instructions n'étaient pas suffisantes, car il écrivit à M. Thiers qu'il renonçait à l'ambassade.

Le lendemain, au petit jour, nous nous réveillâmes à Poitiers, je crois (les wagons allaient très lentement, faute de pouvoir renouveler aisément l'eau et le charbon). L'appétit était aiguisé, et il fallut trouver quelque chose à manger. Ce n'était pas aisé, car les gares et surtout les buffets étaient entièrement dépouillés. Pendant qu'on cherchait dans le faubourg de la ville de quoi nous faire un potage, nous nous mîmes à causer, M. Thiers, M. Picard et moi. La conversation alla d'abord assez bien : ces messieurs étaient tout pleins de la lutte qu'ils avaient soutenue dans les derniers jours contre Gambetta et son monde pour obtenir la réunion de l'Assemblée, en racontaient les détails, et paraissaient ne songer qu'à parer les coups qui leur

viendraient de ce côté. Je ne sais à quel propos cependant, la conversation tomba sur les princes, et le rôle qu'ils pouvaient jouer dans cette crise. M. Thiers s'anima alors à l'instant et, devant ce républicain, l'ancien ministre du roi Louis-Philippe traita les fils de son souverain avec un degré de dédain et d'injure tout à fait révoltant. « Ils veulent ramasser une couronne dans le malheur de leur patrie », disait-il avec emportement. J'aurais été encore plus indigné de ces paroles que je ne le fus, si j'avais su ce que j'ai appris depuis lors. C'est qu'il avait envoyé un de ses amis au-devant du Duc d'Aumale et du Prince de Joinville, pour les prier de ne pas accroître ses embarras en venant prendre séance à l'Assemblée, et que ces généreux princes, par un excès de patriotisme, s'étaient arrêtés à dix lieues de Bordeaux pour lui complaire.

Une fois arrivé à Paris, M. Thiers aurait voulu me faire partir immédiatement. J'insistai pour attendre que nous eussions quelque chose des dispositions de M. de Bismarck, convaincu que je n'attendrais pas longtemps pour apprendre qu'elles étaient des plus mauvaises, et désirant savoir quelle espèce de nation j'avais à représenter. Il y consentit, et me demanda de venir dîner le lendemain au ministère des Affaires étrangères où il logeait, et faisait ménage commun avec Jules Favre et son assez étrange famille. Ce n'était pas de refus pourtant, car on ne savait trop ni où ni comment dîner dans Paris, à ce moment-là. Je passai la journée du lendemain à faire toutes les affaires qu'on pouvait traiter alors, et à parcourir ce triste Paris qui me parut plus stupéfié encore que ruiné ou désolé. Les passants étaient rares, dans ces rues où aucune voiture ne circulait, où on ne rencontrait que des masses de soldats, désarmés et désœuvrés, qui fraternisaient dans des cabarets avec des gardes nationaux encore armés jusqu'aux dents, et de la plus mauvaise mine. On sait qu'un des traits les plus profonds de la diplomatie de Jules Favre avait été d'obtenir le désarmement de la garnison et le maintien de l'armement de la garde nationale.

Le soir, à l'heure convenue, j'allai rejoindre M. Thiers, un peu à tâtons, car dès cinq heures on ne voyait plus clair dans les rues privées de réverbères. Je le trouvai abattu, silencieux, l'air d'une profonde douleur sur le visage, et il ne me fallut pas

autre chose pour comprendre que son entrevue avec M. de Bismarck avait été terrible, et que la négociation qu'il s'était flatté d'engager avait pris la tournure sommaire et impérative que je prévoyais. Ceux qui ont prétendu depuis lors qu'il aurait pu obtenir un meilleur traitement que celui qu'il a arraché à M. de Bismarck ne l'ont pas vu ce soir-là. Il ne me dit rien cependant des conditions qui lui étaient faites. Ce ne fut que le jour suivant qu'il me donna ordre de partir immédiatement pour demander au gouvernement anglais son intervention afin de réduire le chiffre énorme de six milliards qui était demandé pour l'indemnité. Quant aux conditions territoriales, il avait promis le secret à M. de Bismarck et ne voulut pas s'en départir même avec moi. Il éprouvait une répugnance bien naturelle à les articuler. Il me dit seulement que si décidément on ne pouvait obtenir ni justice, ni humanité, peut-être serais-je obligé d'en appeler aux représentants de l'Europe réunis dans la conférence de Londres.

Je partis, accompagné de mon fils François et d'un sous-directeur des Affaires étrangères, mon ami M. Gavard, que j'emmenais sous prétexte de traiter des affaires commerciales qui pouvaient s'élever, en réalité pour avoir auprès de moi un secrétaire en qui je pusse prendre confiance, les secrétaires que j'allais trouver à Londres étant tous des bonapartistes de la plus belle eau.

(A suivre.)

BROGLIE.

UN ÉVÈNEMENT ARCHEOLOGIQUE

LES TOMBES ROYALES D'OUR

Un chapitre nouveau de la plus ancienne histoire vient de s'ouvrir avec les fouilles que mènent à Our, en Mésopotamie, patrie d'Abraham, le British Museum de Londres et l'Université de Pennsylvanie.

Retrouver des tombes royales, contenant des corps, ou, du moins, leurs débris, entourés de trésors d'art, c'est, pour l'Asie antérieure, un fait jusqu'ici sans précédent. Les tombeaux de Cyrus et de Darius à Pasargades sont vides depuis l'antiquité; où sont les sépultures d'Assourbanipal, de Salomon, d'Hammourabi, de Goudéa, de Sargon l'Ancien? Nulle trace sur le sol, nulle indication dans les textes. Pourtant, nous savons, par le témoignage de l'Égypte, l'importance que les Orientaux attachaient à une tombe royale. La croyance à une survie après la mort était commune, en son principe, aux Asiatiques et aux Égyptiens; elle impliquait un devoir sacré : assurer aux rois défunts un cadre d'existence future approprié à leur dignité; on ensevelissait donc le pharaon d'Égypte, ou le patési de Sumer, avec ses armes, ses bijoux, son mobilier et des aliments. Nous devons à ces coutumes la construction des pyramides et des hypogées d'Égypte, les merveilles d'art de la Vallée des Rois à Thèbes. L'isolement géographique de l'Égypte, son climat sec, le sable des nécropoles leur ont assuré des conditions exceptionnelles de conservation. Au contraire, en Mésopotamie, en Syrie-

Palestine, il semblait que rien, si l'on excepte les tombes des Achéménides, n'avait subsisté, ni tombeaux, ni trésors. Dans ces plaines et vallées, où se croisent les voies d'accès aux trois continents de l'Ancien Monde, sur ces grands chemins et carrefours de l'humanité, tant de peuples faméliques en migration, tant d'armées organisées pour la destruction systématique, tant de nomades pillards, ont incendié, démoli, saccagé villes, palais, nécropoles, depuis six mille ans ! Les orientalistes désespéraient d'y retrouver jamais l'équivalent des trésors de l'Égypte. Or, voici un des effets inattendus de la grande guerre. L'octroi du mandat français sur la Syrie, du mandat britannique sur la Palestine et l'Irak a sauvé ces pays de l'incurie archéologique des Turcs. Déjà, pendant l'occupation militaire des Alliés, des fouilles furent organisées avec méthode, donnant des résultats encourageants. Dès 1922, M. Montet exhume à Byblos, sur la côte méditerranéenne, les sépultures modestes de princes syriens du xx^e siècle avant Jésus-Christ, avec des armes et des vases d'or portant des inscriptions hiéroglyphiques de valeur singulière. Et voici qu'à la fin de 1927, en Mésopotamie, MM. Hall et Woolley mettent au jour, après huit ans de fouilles, la nécropole des plus anciens rois d'Our, qui remontent à la fin du quatrième millénaire.

LES CITÉS QUI RESSUSCITENT

Situons la position historique d'Our, afin de préciser l'intérêt des découvertes actuelles.

Nous sommes en Mésopotamie, sur la rive droite de l'Euphrate, non loin de son embouchure dans le golfe Persique. La plaine, aujourd'hui marécageuse et désertée, de ce pays qui fut peuplé et très fertile, apparaît semée de *tells*, collines herbeuses, au profil arrêté. Sous la terre superficielle pointent, çà et là, pans de murs, amas de tessons, étages ruinés de grandes tours rectangulaires : car ce sont là des buttes factices, débris amoncelés d'anciennes cités. Celles-ci portaient des noms illustres : Babylone, Kish, Nippour, Lagash, Ourouk, jalonnant la plaine, coupée de canaux, qu'enserrent de leurs bras puissants le Tigre à l'est, l'Euphrate à l'ouest ; seules, Éridou et Our (Tell-el-Moughéir) sont sur le flanc droit de l'Euphrate, mais plutôt à proximité du désert de Syrie : tels des ports sur

la rive des sables, au bord de cette mer desséchée que sillonnent nomades et caravanes.

Comment ressusciter ces cités ensevelies ? Au cours du



OUR ET LA RÉGION DES FOUILLES

xix^e siècle, qui rappela l'Égypte antique à la vie, en la dotant d'une exploitation scientifiquement organisée, la Mésopotamie fut à peu près délaissée. Les Turcs, suzerains indifférents, n'accordaient pas volontiers des firmans de fouilles ; quant aux

nomades, véritables occupants de l'Irak, ils rançonnaient les archéologues isolés qui osaient faire concurrence aux indigènes, chercheurs de trésors. Ajoutez l'éloignement, les difficultés d'accès, le manque de routes et de moyens de transport, la pénurie de main-d'œuvre, la disgrâce d'un sol malsain, désert, putride, l'incertitude du ravitaillement, sans compter la malaria et le brigandage, partout embusqués, et vous imaginerez les périls d'une installation de quelque durée, pour qui ne disposait pas de moyens puissants.

Le déchiffrement de l'écriture cunéiforme donna l'impulsion aux premiers travaux. Comme en Égypte, ce furent les consuls européens, — ces messagers de la civilisation en pays arriérés, — qui entreprirent de dégager les antiques cités, afin d'enrichir les musées de leurs patries. Dès 1842, Botta, notre consul à Mossoul, s'attaque aux capitales de l'Assyrie, Khorsabad et Kalah d'aujourd'hui; puis son successeur, Place, obtient l'envoi d'une mission officielle, dirigée par Fresnel et Oppert (1851-1855). Les palais assyriens fournirent les statues et bas-reliefs colossaux qui donnent, au Louvre, une impression si saisissante de vigueur et de majesté; mais, par les traditions classiques et les inscriptions cunéiformes, Oppert savait que c'était en Basse-Mésopotamie qu'il trouverait les origines de cette civilisation. Descendu à Babylone, Oppert y rencontre une commission militaire et scientifique qui délimite les frontières turco-perses. Des archéologues anglais étaient déjà à l'œuvre: Loftus sondait les décombres d'Ourouk (aujourd'hui Warka); le consul britannique à Bassorah, Taylor, dégageait la tour à étages (*ziggourat*) et de grands édifices, à Our. Judicieusement, Oppert commença par établir un relevé exact des sites antiques et fit une moisson de tablettes à inscriptions cunéiformes. Ces petits monuments, avec les grandes pièces recueillies en Assyrie, descendaient l'Euphrate sur des radeaux, lorsque des nomades pillèrent l'expédition, coulant la moitié de la flottille; une bonne part du butin archéologique est encore au fond du fleuve.

Dégoûtés par cette mésaventure, les archéologues attendirent des conditions meilleures. La politique les fournit. C'était le temps où le Kaiser mûrissait le projet de la pénétration allemande par une voie ferrée reliant Brousse, Bagdad, Bassorah; l'exploitation archéologique, par les soins de la

Deutsche Orient Gesellschaft, bénéficierait du ravitaillement et de la main-d'œuvre, le long du rail d'acier. Dès lors, l'emprise allemande englobe en Turquie le terrain économique et scientifique, et s'attache aux capitales déchues : Boghaz-Keui (près d'Angora) où l'on exhume les archives des Hittites; Assour, qui se révélera premier centre religieux et politique de l'Assyrie; Babylone, métropole des empires sémitiques. Pour ne parler que de la Mésopotamie, on vit, en effet, depuis 1899, sortir des ruines, sous la pioche de Koldewey, les enceintes grandioses, les temples à étages, les palais de la fameuse Babylone, construite au temps de Hammourabi vers 2000, restaurée par Nabuchodonosor, conquise et illustrée par Cyrus et Alexandre.

Cependant le grand nom de Babylone, exalté par les Grecs, n'exerce plus sur nous la même fascination, depuis que nous ont été révélées des villes beaucoup plus anciennes, en Élam et en Mésopotamie du sud.

En Élam (sud-ouest de la Perse actuelle), sur les terrasses qui dominent, à distance, la basse vallée du Tigre, s'élève une butte de décombres dont la superficie dépasse dix hectares : les tells de Suse. Les archéologues français s'y installent. De 1884 à 1885, M. et M^{me} Dieulafoy y déblayent les palais des rois perses Achéménides. Ils en tirent les chapiteaux et les bas-reliefs en briques émaillées (qui représentent les célèbres archers de Darius), rapportés au Louvre. En 1897, J. de Morgan, après avoir fait ses preuves de fouilleur habile en Égypte, obtient du Shah de Perse, pour la France, le monopole des concessions ; il organise la *Délégation française*, chargée des travaux et des publications. Avec son flair coutumier, Morgan découvre, dans un des tells de Suse, la plus antique cité de l'Asie antérieure. Ce tell, haut de 25 mètres, recèle des déblais de cinq villes, ou mieux, de cinq époques de civilisation, superposées. A la base, Suse I remonte à l'âge énéolithique (pierre polie et cuivre), vers 5000 ans avant J.-C., époque où la Mésopotamie ne semble encore ni défrichée, ni habitée. Elle fournit, dans ses tombes, des armes, des bijoux, des cylindres gravés, surtout une céramique peinte, dont les études de M. Pottier ont dévoilé l'extrême intérêt. Il faut voir au Louvre cette céramique ; elle se révèle sans égale dans le monde oriental, par la finesse exquise de la pâte, l'originalité du

décor, inspiré de la nature, mais stylisé avec une verve éblouissante. C'est l'invention merveilleuse d'une population dont nous ne savons rien (les corps sont en poussière), mais dont les traces sont disséminées sur tout le plateau de l'Iran ; les procédés artistiques se rattachent à une vaste civilisation néolithique qui s'étendait de l'Arménie à la Chine. Après 4000, voici Suse II, habitée par une nouvelle race qui apparaît aussi en Mésopotamie : l'écriture se révèle sur ses monuments ; la céramique, moins parfaite, est celle de l'Asie antérieure ; l'or, l'argent, le cuivre s'y trouvent en abondance ; l'architecture et la sculpture se développent. Enfin, Suse III, depuis 2200, est contemporaine des débuts de Babylone ; dès lors, l'histoire de l'Élam est à ce point liée à celle de la Mésopotamie que les deux contrées seront, tour à tour, conquérantes ou conquises, l'une par rapport à l'autre. D'où ce résultat, heureux pour nos fouilleurs, qu'une part essentielle des monuments retrouvés à Suse provient des grandes cités mésopotamiennes, trophées des Susiens vainqueurs qui les ramenèrent en Élam : tels, la splendide stèle où Narâmsin, roi d'Agadé, célèbre ses victoires, et le code d'Hamimourabi, roi de Babylone, bible des institutions mésopotamiennes, qui a été déchiffré et traduit par le Père Scheil (1).

L'intérêt de Suse est donc primordial, puisqu'on y remonte à 3000 ans plus haut qu'à Babylone, et au delà de tout ce qu'a fourni la Mésopotamie. Cependant, la partie sud de la plaine mésopotamienne révèle, depuis 4000 environ, la civilisation des Sumériens, plus récente que Suse I, mais contemporaine de Suse II, étroitement mêlée à cette dernière, et encore antérieure, de 2000 ans, aux Sémites babyloniens.

La première cité sumérienne connue, — et la plus importante jusqu'aux fouilles d'Our, — est sur le site actuel de Tello (en sumérien : Shirpourla ; en sémitique : Lagash). Le consul de France à Bassorah, E. de Sarzec, y ouvrit des fouilles en 1877, à ses frais d'abord, puis au compte du Louvre depuis 1880 ; continuées par le capitaine Cros, elles sont encore en activité, sous la direction de l'abbé H. de Genouillac. Soumis à l'examen d'archéologues et d'épigraphistes, tels que Léon Heuzey et François Thureau-Dangin, les

(1) Voir l'excellent *Manuel d'archéologie orientale* du docteur G. Contenau (1927).

monuments de Tello permirent d'évoquer la plus ancienne époque en Mésopotamie.

La plaine entre Tigre et Euphrate, vers l'an 4000 avant Jésus-Christ, nous apparaît politiquement divisée. Au nord, c'est le pays d'Akkad, avec les villes de Kish, Agadé, auxquelles s'ajoutera, plus tard, Babylone. La race qui l'habite est celle, bien connue, des Sémites, venus d'Arabie ou de Syrie, et qui occupent toute la région entre l'Iran et la Méditerranée. Au sud, c'est le pays de Sumér, avec les cités de Lagash, Oumma, Nippour, Ourouk, Our, Éridou. Les Sumériens nous sont apparus pour la première fois à Tello. D'après les squelettes et les statues, ce sont des montagnards robustes, trapus, à tête ronde et profil saillant, venus, semble-t-il, d'Arménie; on les voit opiniâtres et industrieux, laboureurs experts, fins forgerons, métallurgistes consommés, maçons habiles à manier la pierre et surtout la brique, architectes inventifs, soldats exercés à des manœuvres en formation serrée, navigateurs hardis; dans l'ordre social, comptables minutieux et commerçants de génie, administrateurs méthodiques; dans l'ordre intellectuel, artistes observateurs et doués d'imagination, théologiens subtils. Bref, ils sont un grand peuple; ils créent, enfin, une écriture (cunéiforme), condition des rapides progrès, véhicule, à travers l'Asie antérieure, de leur influence civilisatrice, que les Sémites recueillent avidement et sauront amplifier. Voyez, au Louvre, la stèle des Vautours, qui retrace les victoires du roi Éannatoum sur ses voisins d'Oumma (vers 2950), ou le vase d'argent ciselé du roi Entéména (vers 2920), ou ces merveilleuses statues en diorite de Goudéa (vers 2500), et vous apprécierez la civilisation de ce peuple, capable de créer, au début du III^e millénaire, cet art puissant et ces techniques magistrales.

Toutefois, Lagash-Tello n'était qu'une ville de second ordre; les monuments épigraphiques nous révèlent qu'elle n'a pu prétendre à la suprématie que par intervalles, entre 2950 et 2870, pendant les éclipses d'autres cités, réellement prépondérantes. De celles-ci, on n'avait retrouvé que peu de monuments, mais leur histoire était inscrite sur des tablettes exhumées à Lagash, Oumma, Sippar, Our, et surtout à Nippour. Au centre de la plaine mésopotamienne, Nippour était la ville sainte du dieu Enlil, qui avait, seul, autorité pour consacrer le roi de

n'importe quelle cité dynastique, et en qui se réalisait l'union religieuse et spirituelle du pays entier. Avant la domination des Sémites de Babylone (2103), onze « cités de royauté » possédèrent des dynasties et devinrent des capitales; trois villes sumériennes, Ourouk, Our, Adab; quatre akkadiennes; Kish, Opis, Agadé, Isin; les autres sont du Nord ou de l'Élam. Lagash-Tello ne figuré pas au nombre des villes dynastiques. Kish, Ourouk et Our furent capitales les premières, et reçurent cet honneur à intervalles répétés : les listes officielles donnent quatre dynasties à Kish (dont la première), cinq à Ourouk (dont la deuxième) et trois à Our (dont la troisième).

Si Tello, ville secondaire, avait conservé des monuments si révélateurs, que ne devait-on pas attendre des grandes capitales, Kish, Ourouk, Our? L'armée britannique ayant occupé la Mésopotamie pendant la guerre mondiale, laissa le pays équipé en chemins de fer, dépôts de ravitaillement, et en main-d'œuvre. Des archéologues anglo-américains figuraient parmi les troupes; ils s'attaquèrent aux vieilles citadelles de la Mésopotamie. L'Université de Pennsylvanie fit déblayer le temple de Nippour qui livra de très importantes tablettes à textes historiques et religieux. Le British Museum, représenté par MM. Hall, Thompson et Woolley, dirigea ses efforts simultanément sur Éridou, Kish et Our. C'est à Our, après huit ans de travaux, que M. Woolley vient de trouver les tombeaux et trésors des rois de la première dynastie locale (la troisième des listes générales); ils révèlent, sous une lumière crue, la civilisation sumérienne vers 3400 avant notre ère, dans la splendeur d'un luxe où éclate la puissance royale, à la fois barbare et raffinée.

DES MONUMENTS DE L'AN 3000

Le tell d'Our, avant 1919, était une colline de décombres, longue d'un kilomètre, sur 560 mètres de largeur. Les deux tiers de ce quadrilatère sont aujourd'hui déblayés. Sur les photographies aériennes, prises par l'aviation britannique en 1927, le plan de la cité se révèle nettement, ce qui atteste l'ingrat et gigantesque nettoyage préliminaire que durent accomplir M. Hall, conservateur au British Museum, et ses collaborateurs (1). Le périmètre rectangulaire est ceint d'une épaisse

(1) Le grand journal anglais *Illustrated London News*, qui signale à ses lecteurs

muraille de briques. Tout le nord de la cité est occupé par des temples. Our est la cité de la Lune, le plus grand dieu adoré par les nomades de ce désert tout proche; son croissant guide les caravanes dans les marches nocturnes, à travers la mer de sables. La lune est à Our le dieu Sin, adoré plutôt comme Nouvelle-Lune, sous la forme du croissant et le vocable Nannar; sa femme est la déesse Ningal; leurs enfants sont le soleil Shamash et la planète Ishtar (Vénus). Nous verrons que le croissant figure souvent à Our dans les parures et le décor des tombes. Nous ne pouvons décrire ici les nouveautés qu'apporte, dans l'histoire de l'architecture, le déblaiement de la *ziggourat*, cette tour rectangulaire (63 mètres \times 43 mètres à la base), à quatre étages en retrait successif, de coloris blanc, noir, rouge, couronnés par une chambre en briques émaillées bleues, où se dressait la couche nuptiale de Nannar et de Ningal. La chapelle adossée à la tour, les immenses temples particuliers de Sin, de Nannar, de Ningal, étendent sur une longueur de 400 mètres leurs portiques à colonnes de pierre, de bois, de cuivre, incrustées de mosaïques, leurs sanctuaires clos et leurs magasins. Un riche matériel épigraphique, quelques bas-reliefs, une belle stèle sculptée attestent que ces constructions, souvent restaurées au cours de l'histoire, datent de la III^e dynastie d'Our (2674-2358) : ses rois, Our-Engour, Doungi, Bour-Sin, « souverains des quatre parties du monde », dominèrent l'Orient, du golfe Persique à la Méditerranée, et firent refluer, après l'empire sémite de Sargon et Narâmsin (dynastie d'Agadé, 2845-2649), la civilisation sumérienne, opprimée par les envahisseurs. Néanmoins, jusqu'en 1927, le déblaiement ne faisait que confirmer l'existence, déjà connue par des inscriptions, de temples et palais, leur nombre et leurs noms; au reste, ces édifices étaient actuellement vides de leurs richesses.

Or, à huit kilomètres au nord d'Our, une petite butte de décombres, longue de 50 mètres, haute de 7, le tell El-Obéid, recélait un édifice beaucoup plus ancien. C'était un temple sumérien antique, bâti en grandes briques, rectangulaires ou plan-convexes : on y trouva un décor de métal surprenant : une grande plaque de cuivre, mesurant 2 m. 44 sur

toute grande découverte archéologique, a publié de bonnes photographies sur les fouilles d'Our. Pour la vue générale des déblaiements, voir le n^o du 19 février 1917, p. 313.

1 m. 07, où se détache en haut relief un aigle à tête de lion, Imgig, l'oiseau mythique du dieu Ningirsou, patron de Lagash; il est implanté sur l'arrière-train de deux cerfs qui se tournent le dos, et dont les têtes, à belle ramure, ressortent vigoureusement. Ces motifs plastiques sont fréquents à Suse et à Lagash-Tello, mais c'est la première fois qu'en Orient apparaît un panneau de cuivre d'une telle dimension; la date est celle d'un temps où Lagash et son dieu dominaient la région d'Our. Plus antiques sont des têtes de lions, en feuilles de cuivre sur une « âme » en bois bitumé, une tête de taureau en cuivre, avec cornes d'or, des têtes de lions, en cuivre, à rictus menaçant, avec des yeux incrustés de jaspé rouge (iris) sur une sclérotique blanche (en coquille), des dents de silex blanc, la langue de jaspé rouge. Deux piliers de cuivre sur une âme de bois, et deux autres, incrustés de fragments en calcaire blanc, asphalte noir et nacre, nous montrent une très ancienne application de cet art de la mosaïque, si apprécié aujourd'hui par les Arabes et les Hindous. Ajoutez une statue d'homme accroupi, les bras croisés, face glabre, tête de Sumérien aux traits accusés, d'un style très archaïque: son nom, sur le torse, est écrit en caractères linéaires, tels que nous les connaissons, sur les briques de Lagash, au temps de Ournina, vers 3000. Des parures en lapis-lazuli, des vases en albâtre translucide, une céramique contemporaine de Suse II, précisent encore cette date approximative. Sur un vase de pierre, sur une perle d'or et une brique, on lit le nom du constructeur probable de l'édifice: « A-anipada, roi d'Our », fils d'un Mesh-an-ni-pada, que les listes dynastiques mentionnent comme fondateur de la 1^{re} dynastie d'Our (troisième de la liste générale).

Voilà cette dynastie, tenue jusqu'ici pour mythique, qui entre dans l'histoire et qui fournit la date (vers 3100, semble-t-il) d'une civilisation archaïque, dont M. Woolley allait exhumer les pièces les plus remarquables dans la nécropole d'Our.

LA DÉCOUVERTE DE LA NÉCROPOLE

Dans le temps où ces monuments de la 1^{re} dynastie d'Our surgissaient des déblais à El-Obéid, les fouilles dégageaient les rues de la capitale, et une nécropole qui comprend un millier de tombes. Au printemps de 1926, une trouvaille fit

sensation et démontra qu'on approchait du sol antique et de tombes inviolées, riches en mobilier funéraire : un poignard d'or massif, dans un fourreau d'or, décoré d'un réseau de filigrane d'or, le manche, en lapis-lazuli, implanté de clous d'or, s'offrit en parfait état de conservation. Par la robuste simplicité des lignes, la beauté de la matière, la perfection du travail, cette pièce se classait parmi les chefs-d'œuvre d'orfèvrerie de tous les temps. Était-on sur la piste de tombes royales? Réponse fut donnée dans la campagne d'hiver 1927-1928, après de nouvelles et opiniâtres recherches. A la fin de 1927, des fouilles en profondeur aboutirent à une nécropole, à plusieurs étages et de dates successives. Près de la surface, des tombes de l'époque présargonique (vers 2900); plus bas, d'autres, datées de la 1^{re} dynastie d'Our par le matériel de même type qu'à El-Obéid; plus bas encore, à 15 mètres, des tombes excavées en forme de puits. C'est ce troisième étage souterrain qui contient des tombes royales. L'architecture allait y révéler des innovations surprenantes; le mobilier, des merveilles artistiques; le rite funéraire, des coutumes barbares.

Architecture et mobilier. — Les sépultures du dernier étage sont de deux types, l'un commun, l'autre exceptionnel et réservé à des princes, ou personnages royaux. Les tombes ordinaires comportent un puits rectangulaire creusé dans le sol et finissant en cul-de-sac, sans chambre maçonnée. Au fond de ce puits, un cercueil de bois ou de poterie qui remplit à lui seul l'excavation, entouré d'un mobilier funéraire médiocre. Par exception, dans un puits un peu plus large que les voisins, M. Woolley recueillit des objets précieux. Remarquons que les Mésopotamiens n'ont jamais disputé les cadavres à la corruption, comme les Égyptiens, par des moyens tels que la momification. D'autre part, le sol marécageux et humide ne conserve ici ni les corps, ni les objets périssables, que garde si bien le sable des tombeaux égyptiens, creusés à la lisière du désert libyque. Par conséquent, même dans les tombeaux inviolés, les cadavres, au cours des millénaires, tombent en poussière; le bois des cercueils n'est lui-même qu'une trace noire sur le sol. L'œil humain et l'objectif photographique discernent pourtant les contours et les traces de cette poussière vénérable.

Dans la tombe élargie, M. Woolley reconnaît un corps, couché sur le côté droit, en position dite « contractée », selon

le rite usuel dès les temps néolithiques. Les parures incorruptibles qui le recouvrent sont encore à leurs places respectives; bracelets, bagues, boucles d'oreilles, colliers d'amulettes, en or, argent, lapis, cornaline, jonchent le fond du cercueil, et, là où était la tête, resplendit un bloc d'or. Émerveillement! C'est un couvre-chef en forme de perruque courte; la chevelure est divisée par une raie de milieu, chaque ondulation est façonnée au repoussé, et chaque cheveu repris finement au ciseau; une tresse, maintenue par un ruban d'or, fait le tour, et se noue, par derrière, en chignon; au-dessous, les cheveux d'or retombent par petites mèches roulées et collées, sur les joues et sur la nuque, autour de deux oreilles d'or, bien détachées et percées, qui emboîtaient les oreilles du défunt. Des trous, disposés le long du bord, servaient à passer un lacet, retenant une coiffe de cuir. Les détails de cette coiffure, qui fait honneur à l'art capillaire, se remarquent sur de très anciennes figures sumériennes; entre autres, la stèle des Vautours montre le roi Éannatoum portant un casque tout pareil; on a même retrouvé de telles perruques sculptées, en pierre dure. Ici, c'est un véritable casque de parade, en or massif, plus précisément en électrum (or, 75 pour 100, contre 25 d'argent). Cette admirable pièce, absolument intacte, rayonnante d'un éclat languide, semble sortir, après 5 000 ans, des mains de l'orfèvre. On comprend l'enthousiasme de M. Woolley qui écrivait : « C'est peut-être le plus remarquable objet qui ait été trouvé dans les ruines de Sumer. »

Le reste de l'équipement est du même style. Près des épaules, une lampe, d'or massif, en forme de saucière, pour l'huile de pétrole que les Sumériens tiraient déjà des bitumes du pays. A la taille, une ceinture d'argent supporte un grand poignard d'or, à belle et large lame, dans un fourreau d'argent; d'autres poignards, en cuivre, avec manche d'argent, l'un, sommé d'un croissant de lune, les autres, décorés comme le poignard d'or retrouvé en 1926. Des haches, simples ou doubles, avec douille pour le manche (détail spécial à la Mésopotamie) sont des armes d'apparat, en électrum et en cuivre pur, et voisinent avec des pointes de lances magnifiques, en cuivre, en électrum, en or, celle-ci au bout d'une tige d'or, annelée comme un bambou. Des bols d'or, côtelés ou unis, en forme de demi-calebasse, d'un dessin ferme et pur, portent, par chance, en cunéiformes non figuratifs, — écriture déjà évoluée, — le nom Mesh-Kalam-

Doug, « le bon héros du pays ». Pas de titre royal; ce nom rappelle cependant celui du fondateur de la I^{re} dynastie d'Our. Mesh-an-ni-pada, et on le situe à la même époque.

Dans l'étroit espace entre le cercueil et le puits, on avait encore amoncelé plus d'une centaine d'objets répondant aux besoins de la vie d'au-delà. La plupart sont du plus beau style et de matière choisie : des colliers, en enfilades de perles d'or, lapis, cornaline et jaspé; des épingles en cuivre pour la chevelure, dont l'une est surmontée d'un minuscule singe en or, de travail exquis; de grands ciseaux droits, en or, argent et cuivre; de grands couteaux d'or, un carquois plein de javelines, à pointes de cuivre et aussi de silex. Les vases de pierre dure ne sont pas moins précieux : cuvettes, bols, assiettes, flacons, pots de fard, taillés à la main dans l'albâtre translucide (aragonite ou calcite), de ton jaune, orangé, saumon, bleu, vert; forme et matière en sont identiques à la splendide vaisselle des Pharaons thinites (3300 à 3000), et peut-être sont-ils inspirés, ou importés, d'Égypte. De même, une jolie cruche, à bec latéral, sans anse, semble d'origine syrienne; on la taille en pierre dure, ou on la modèle en argent.

Les rapports commerciaux que la présence de ces objets suppose entre la Mésopotamie, la Syrie et l'Égypte sont attestés par des trouvailles antérieures et admis désormais par la plupart des archéologues. Énigmatique reste toutefois la personnalité de ce Mesh-Kalam-Doug, un prince à coup sûr, sinon un roi; son nom ne figure sur aucune liste dynastique et apparaît isolément, sans texte explicatif, dans son tombeau.

D'autres surprises attendaient M. Woolley, lorsqu'il fut descendu à un étage inférieur, dans des tombes plus anciennes. Ici, les puits d'accès sont de vastes excavations, longues de douze mètres, sur huit de large, à profondeur variable. Dans un angle, au fond, existent des chambres funéraires qu'ont bâties, en briques et en pierres, des architectes novateurs. Voici les trois plus importantes.

La tombe n° 800 est celle d'une reine, Shoubad; le puits mène à une chambre en pierres de taille avec plafond voûté, en briques. A un niveau plus bas, la tombe n° 789 appartient à un roi dont le nom, sur un cylindre gravé, semble se lire « Abargi ». Les murs de la chambre rectangulaire sont, jusqu'à une certaine hauteur, en pierres; la porte, de briques, est

construite sur le principe de la voûte en plein cintre, avec voussoirs véritables. On en attribuait jadis l'invention aux Romains, mais déjà les tombes égyptiennes de la III^e dynastie (autour de 2 900) et, aujourd'hui, les plus anciennes tombes d'Our, montrent ce dispositif en usage. Quant au plafond de la chambre rectangulaire, il présente la plus singulière association des formes de voûte. Le corps principal, de briques, se décompose en arcs de plein cintre, successifs et juxtaposés; mais, aux quatre angles s'amorcent des dômes, au moyen de briques, d'abord superposées en encorbellement, puis inclinées convenablement en éventail, pour tracer la courbe de la coupole voulue; ce ne sont là que des demi-dômes : ouverts du côté intérieur, ils se raccordent chacun à la voûte cintrée du corps principal. Vu du dehors, ce plafond avait l'aspect d'une coupole allongée et surbaissée, à base elliptique, reposant sur la plateforme rectangulaire des murs. Ces dispositifs, qui annoncent la coupole sur pendentifs, apparaissent pour la première fois à Our; ils sont rarement utilisés en Égypte, et pas avant le xvi^e siècle.

Enfin, une tombe, à un niveau plus bas, et plus ancienne, se compose de trois chambres parallèles, longues de 6 mètres sur 2^m,60 de large, où les voûtes sont en pierres, disposées d'abord en encorbellement, puis inclinées de telle sorte qu'elles constituent des arcs parallèles, de plein cintre. Or, ces essais successifs des architectes d'Our pour résoudre le problème de la voûte, à une époque très ancienne, et toutes ces merveilles de l'art sont l'œuvre d'une société qui pratique, à notre sens, des mœurs encore fort barbares.

Sacrifices humains. — Dès le seuil des tombes royales, M. Woolley découvre, avec stupeur, les restes de victimes humaines qui ont accompagné dans la mort le défunt royal. C'est une coutume, souvent constatée chez les primitifs de toute région et de toute époque, que le chef du pays emmène avec lui, dans l'autre monde, non seulement son mobilier personnel, ses armes, ses bijoux, ses parures, mais aussi ses femmes, ses serviteurs, les gens de son entourage, destinés à lui reconstituer sa cour. Jusqu'ici, l'Ancien Orient ne nous avait fourni aucune preuve que ces meurtres rituels fussent encore en usage chez des civilisés, à l'aurore des temps historiques. Sans doute, en Égypte, les rois thinites semblent avoir été suivis dans la tombe

par des serviteurs et des fonctionnaires, dont les stèles subsistent à la périphérie. Cependant, aucun cadavre n'ayant été retrouvé en place, il manquait la trace matérielle de ces sacrifices humains, au moment des funérailles. Or, dans la tombe du roi Abargi, on a dénombré une soixantaine de victimes, et, dans celle de la reine Shoubad, ce cortège funèbre s'entoure d'un décor archéologique d'une beauté non moins surprenante que chez Mesh-Kalam-Doug.

A la porte de la Reine, cinq squelettes d'hommes montent la garde. Voici un char sur patins, donc un traîneau, avec deux ânes harnachés de grands colliers de cuivre, escortés de deux jeunes palefreniers. Des femmes, coiffées de réseaux de perles, en or, cornaline, lapis-lazuli, d'où pendent des feuilles de mûrier, en or, grandeur nature, sont rangées sur deux files; au bout, une harpe de bois, incrustée d'argent et de lapis, à douze clefs de cuivre; la caisse, de forme surbaissée, se termine en protome de taureau dont la tête d'or porte barbe humaine en lapis, des yeux incrustés, sclérotique en nacre, iris en lapis. Le squelette évanescant de la harpiste a la main sur les cordes. Ces femmes sont des chanteuses qui, au son de la harpe, exhalaient leur dernier souffle, en proférant les hymnes funèbres, au bénéfice de leur souveraine.

Celle-ci n'est plus qu'un fantôme poudreux dans un cercueil en poussière que gardent deux servantes, accroupies, l'une aux pieds, l'autre à la tête. A la hauteur du buste, un réseau écroulé de lourdes perles, rondes ou cylindriques, en or, cornaline, agate, lapis, forme tunique courte, laissant, suivant la mode sumérienne, l'épaule et le bras droit à nu, agrafée par trois épingles d'or, à tête de lapis, et par des amulettes en forme de poissons et de gazelles d'or. Sur la place des oreilles de la reine, d'énormes pendeloques en croissant de lune (Nannar). Autour de la tête, une coiffure d'apparat : plusieurs rangs de perles polychromes cernaient la chevelure, ornée de larges feuilles de mûrier en or, descendant de chaque rang : un bouquet de fleurs d'or, incrustées de nacre et lapis, surmontait la tête, en formant diadème, comme un peigne espagnol. A côté du cercueil gisait une seconde couronne, faite d'un filet de cuir, retissé de perles d'or et de lapis, d'où pendaient, à profusion, des figurines d'or : palmettes, épis, grenades (fruits et feuilles), couples de taureaux barbus, cerfs,

antilopes, béliers accroupis; ces figurines, de trois centimètres, talismans pour stimuler la fécondité des plantes et des animaux, sont rendues avec un réalisme étonnant, et une perfection de ciselure jamais surpassée.

La première couronne, reconstituée en entier et placée sur une tête de type sumérien (Exposition des fouilles d'Our au British Museum, fin juin à fin septembre 1928), laisse une impression inoubliable: somptuosité solide et barbare de la forme, splendeur mate du décor massif, et haut en couleur, rouge, bleu, blanc, or. La même impression de matière riche, d'art sobre, mais lourd, ressort du mobilier funéraire qui était rangé au long des murs sur des étagères ruinées: un amas de gobelets d'or et d'argent, emboîtés les uns dans les autres; des vases de pierre, parmi lesquels une exquise coupe en lapis et un bol en obsidienne; une tablette de jeu, à incrustations de nacre ciselée; des coquilles encore pleines de fard bleu; des bagues, bracelets, colliers en or et pierres de couleur; des cylindres en lapis et en argile, à profondes intailles, quelques-uns avec légendes cunéiformes, qui nous ont révélé le nom « Shoubad, la noble dame », qui fut probablement une reine.

La tombe n° 789, celle du roi Abargi, avait été visitée par les voleurs, à une date inconnue. Ils avaient pénétré dans la chambre à demi-coupoie, par le plafond voûté, et s'étaient acharnés sur les corps et les objets précieux; il ne restait donc que des traces de trois crânes (le Roi et ses femmes?), les parures royales avaient disparu. Oubliée ou dédaignée, une grande barque d'argent était là, longue de 0,70 cm., incurvée comme le croissant du dieu-lune Nannar, à proue et poupe redressées, avec six bancs pour les rameurs, une paire de rames-pagaies par banc, et les traces d'une cabine centrale. Cette barque servait-elle au passage de l'âme vers l'autre monde?... Dans l'excavation, autour de la chambre funéraire, apparurent une louche de cuivre énorme, à manche de 0,75 centimètres et une fourchette appareillée, à dents non divisées. Par chance, les pillards n'avaient pas dérangé le cortège émouvant des victimes humaines et animales. A l'entrée du couloir, les restes de huit soldats de garde, le crâne coiffé de superbes casques de cuivre, l'épieu à la main. Le long des murs, d'autres soldats alignés, poignard de cuivre à la ceinture. En travers du passage, deux chars, chacun trainé par trois bœufs, avec les petits conduc-

teurs à leur tête; les bœufs aux squelettes bien conservés, portent collier d'argent et une boucle d'argent perçant les naseaux. Contre la chambre funéraire, neuf femmes (du harem?) mitrées de cette coiffure à feuilles d'or tombantes, décrite plus haut, entre d'énormes boucles d'oreilles, en croissant de lune; à la porte de la chambre, quatre autres femmes couchées. Entre les files appuyées aux murs, un amas de crânes et de corps, confondus pêle-mêle, soit qu'on ait abattu les victimes sur place, soit qu'on ait apporté du dehors les corps inanimés. Charnier horrible, mais témoignage d'une foi qui remonte haut dans la nuit des temps.

Que signifie cette cour immolée, bêtes et gens, dans un tombeau royal, cette « maison » qui reste, en service commandé, à la disposition des souverains? Nous y voyons l'accomplissement d'un rituel funéraire qui n'était observé, à cette époque, que pour le roi ou la reine, bien qu'à l'origine, on le soupçonne d'être plus général. Chose curieuse: une description, à peu près semblable, des funérailles célébrées pour les rois scythes, à demi barbares, nous a été laissée par Hérodote (III, 71-72).

« Lorsque le roi des Scythes meurt, ceux-ci font une grande excavation carrée.... Après avoir embaumé le corps d'une façon rustique, ils le conduisent en char, de tribu en tribu; après quoi, on ramène le corps royal à la sépulture.

« Alors ils déposent le roi mort dans la fosse, sur un lit de verdure... dans l'espace vide, ils enterrent l'une de ses concubines qu'ils ont étranglée, un échançon, un cuisinier, un palefrenier, un serviteur attaché à sa personne, un porteur de messages, des chevaux, des prémices de toutes ses richesses, et des coupes d'or. Puis ils comblent la fosse avec un tertre très élevé. Après une année révolue, ils amènent les plus dévoués des serviteurs du roi, et ils en étranglent cinquante, et ils étranglent aussi cinquante des plus beaux chevaux. Les chars attelés, les chevaux montés par leurs cavaliers sont maintenus droits par des pieux qui empalent bêtes et gens. On laisse toute cette cavalerie autour du corps royal. »

Une promesse de survie plane sur ces rites inhumains et explique l'abnégation des victimes: c'est ce que nous font comprendre deux figures étranges. Au-dessus de ce charnier, on a retrouvé, debout, deux protomes de taureaux: l'un a une tête de cuivre; l'autre une tête d'or, avec une chevelure et barbe

humaines, en lapis-lazuli, calamistrées, et rudement implantées autour de la face. Leurs yeux, faits de coquille blanche, mouchetée de lapis, s'ouvrent, hagards, pour contempler les victimes : on ne saurait concevoir, sans l'avoir vue, la majesté bestiale et la fascination qui se dégagent de ces images du dieu Enlil, le « grand taureau du ciel ». La tête de cuivre le figure au naturel, tel qu'il se révèle sur terre sous forme de taureau ; la tête d'or le montre sous son aspect céleste, de divin ancêtre, d'Égypte, avec la chair d'or et le poil noir-bleu de lapis-lazuli.

Les protomes de taureaux décoraient, nous le verrons plus loin, la partie antérieure de la caisse sonore des harpes. Des textes religieux, cités par King, font supposer que les vibrations des cordes graves évoquent la voix puissante du taureau céleste. Et, de fait, entre les pattes, fixées sur le bois enduit de bitume, des coquilles découpées et gravées retracent des épisodes mythiques, récits consolants et charmeurs, qui ont probablement, au jour du massacre, créé l'illusion bienfaisante dans l'esprit des victimes. Voici, de pur style sumérien, le héros Gilgamesh écartant l'attaque de deux taureaux barbus, — thème plastique reproduit inlassablement au cours des 3000 ans de la civilisation assyro-babylonienne ; — deux lionnes et un lion, debout sur leurs pattes de derrière, apportent des offrandes ; un âne joue de la harpe et fait danser un ours, qui s'appuie sur un bâton, tandis qu'un chacal assis rythme la danse avec un sistre ; le dieu-scorpion, à face humaine sur un corps annelé, apporte deux vases à fard. La voix du grand taureau exhalée par les harpes, répétait donc éternellement aux victimes les beaux récits prometteurs de Gilgamesh, en quête de la plante d'immortalité, ou tel autre de ces « mystères », à la fois consolants et hilares, qu'on chantait ou jouait, comme en Égypte, pour rendre la mort sociable : les dieux s'y humanisent ; pleins de sollicitude vis-à-vis des hommes, ils apportent de leurs mains les offrandes et se prêtent aux naïfs divertissements qui embelliront la vie future.

LA DERNIÈRE TOMBE

Reste le contenu de la dernière tombe, n° 777, la plus profonde, que M. Wolley estime la plus ancienne. Pillée par les voleurs antiques, elle ne livra d'abord que des fragments de

coquilles gravées, une petite coupe d'or et deux œufs d'autruche, en or, aux bords cernés de lapis. Juste au dernier jour des fouilles (printemps 1928), apparurent dans un coin un crâne humain, aplati par la pression des terres, et des plaques disjointes de coquilles gravées. Elles composaient le décor d'une sorte de pupitre à faces inclinées, dont l'armature, en bois couvert de bitume, a disparu. Ce haut pupitre, qui n'est peut-être qu'un fanion rigide, était orné, sur chaque face, de figures découpées dans des coquilles, encadrées de lapis et de petits carrés de pierres rouges. Les sujets sont du plus haut intérêt historique. Au recto, sur trois registres, on voit la famille royale, le verre en main, assise à un banquet : les visages rasés, aux traits accentués, les vêtements en bandes de laine superposées, à mèches de toison (*kaunakès*) rappellent les monuments d'Ournina à Tello. Un harpiste réjouit les convives, les doigts sur les cordes de sa harpe rectangulaire, dont l'avant porte le protome de taureau. Au registre inférieur, le défilé du butin de guerre : taureaux, bouquetins, béliers, serviteurs amenant des offrandes, hommes de peine cheminant courbés sous leur bât ; une corde, qui passe autour de la tête, maintient la charge sur leur échine ; ils portent les deux mains à leur front, de peur que la corde ne glisse. Entre les personnages, deux groupes de quatre ânes harnachés, mais non attelés. L'ensemble s'anime par la justesse de l'observation et la précision réaliste du dessin.

Au verso, le Roi, distingué de son entourage par sa taille, tient avec majesté une forte lance, et, de l'autre main, couche sur l'épaule une crosse de pasteur ; derrière lui, son char vide, attelé de quatre ânes, ou onagres, et suivi par un cocher à pied tenant haut les rênes, d'un air pénétré d'importance. Au second registre, nous voyons, en avant-garde, des fantassins, le torse nu, armés à la légère d'un épieu (sans arc) ; ils bâtonnent des prisonniers, ou les envoient défilér, nus, devant le Roi. Puis s'aligne l'infanterie lourde, semblable à la phalange de la stèle des Vautours, progressant en bon ordre, lentement, l'épieu croisé ; ces fantassins portent casque de cuir, et, par-dessus le *kaunakès*, une pèlerine longue et raide, maintenue croisée sur la poitrine par une agrafe. Au-dessous, la charrierie se rue à l'attaque : trois chars, attelés de quatre ânes, lancés au galop, foulent l'ennemi renversé par leur choc ; un dernier

char, qui reste en réserve, s'avance au pas. Dans chaque char, un cocher manie les rênes avec une application intense, et, derrière lui, sur un marche-pied, un soldat brandit l'épieu ou une hache. Le rendu des détails est si minutieux que ce sont là des documents de première importance. La caisse des chars est couverte de cuir. L'avant en est protégé par un bouclier et pourvu d'un carquois rempli d'épieux. Les roues, en bois plein, ont des moyeux sertis de cuivre; les quadruples rênes sont maintenues et séparées dans leur jeu flottant par un passe-guides en forme de trèfle, fixé au timon. Or, cet accessoire a été effectivement retrouvé en deux exemplaires, d'argent massif, de grande taille, l'un surmonté d'une figurine de taureau, l'autre d'une figurine d'âne, dont le caractère à demi sauvage est rendu avec un réalisme puissant et exquis. Âne et bœuf sont à cet époque les seuls animaux de trait; le cheval n'apparaîtra en Mésopotamie qu'après 2500.

Les petits côtés du fanion-pupitre ont un décor de taureaux et de lions, stylisés ou non, évocateurs de récits mythiques.

L'ensemble commémore certainement une victoire. Le Roi la célèbre par un grand banquet à la gloire de ses fantassins et de ses charriers. Aucune inscription n'explique les faits, mais cette pictographie les raconte clairement. Pour l'historien, l'intérêt subsidiaire concerne les détails de la charrerie; ils apportent la réponse définitive à une question longtemps agitée: les Sumériens connaissaient-ils la roue avant les chars, attelés de chevaux, que les envahisseurs Kassites amenèrent de l'Iran, vers l'an 2000? Nous sommes sûrs maintenant que les princes de la première dynastie d'Our se servaient de chars à quatre ou à deux roues, aussi bien que de traîneaux, attelés d'ânes et de bœufs. Le témoignage d'Our a été confirmé à Kish et Tello-Lagash.

PROBLÈMES QUI SE POSENT

L'importance des fouilles d'Our apparaît capitale, soit considérées en elles-mêmes, soit comparées à d'autres. La Mésopotamie n'avait encore livré aux assyriologues ni tombeaux royaux, ni ces nouveautés architecturales, ni cette masse de trésors enfouis qui rendraient vraisemblables les descriptions des Mille et une Nuits. Pour l'imprévu et la portée de l'événement, il

faudrait remonter jusqu'à la trouvaille sensationnelle de Schliemann, ouvrant à Mycènes les tombeaux des rois achéens dont la face barbue était recouverte de masques en or massif. Rarement musée a pu exposer un ensemble aussi révélateur et inattendu que celui-ci, qui est retourné à Bagdad, après avoir émerveillé les visiteurs du British Museum. Les magnificences de Toutankhamon elles-mêmes sont dépassées, sinon par l'art, du moins par la signification historique. Nous sommes habitués à voir l'Égypte nous livrer ses secrets, moins par coups de théâtre, que par progression régulière : momies, bijoux, mobilier ouvré d'or et de pierres rares, tout l'exquis et riche décor de la vie des Pharaons, nous étaient connus avant Toutankhamon, quoique par des exemplaires moins achevés ; la récente découverte représentait seulement un degré plus haut de la civilisation égyptienne, épanouie depuis des millénaires, et donnant sa plus belle fleur avec les artistes de Thèbes et d'El Amarna.

A Our, c'est la révélation totale d'une civilisation inattendue à cette date, constituée de pied en cap à l'aube de l'histoire, dotée d'un art, encore barbare à certains égards, en pleine et jaillissante force, sinon à l'apogée de sa floraison. Si les thèmes et formes plastiques nous en sont déjà connus par Suse II et Lagash, ils apparaissent ici plus haut dans le passé, servis par des matières bien plus riches et une exécution hors de pair. Nous constatons que les rois d'Our disposaient de moyens très supérieurs à ceux d'autres villes. C'est que Our domine pour la première fois le pays de Sumer et se classe alors parmi les cités dynastiques ; elle nous montre ce que pouvaient être la richesse et la civilisation d'une capitale sumérienne à la fin du IV^e millénaire, témoignage que Lagash, malgré son intérêt, était incapable de fournir.

Un autre caractère des trouvailles d'Our, c'est qu'elles posent plus de problèmes qu'elles n'apportent de conclusions. Trois questions surtout sollicitent notre curiosité et notre examen critique. D'abord, l'origine des sacrifices humains et la persistance de ce rite, attestée par le massacre de cette cour qui suit le roi pour le servir dans l'autre monde. Puis, les inventions étonnantes des architectes et des métallurgistes. La plaine marécageuse de Mésopotamie ne possède ni pierres précieuses, ni pierres de taille, ni métaux ; carrières et mines se trouvent assez loin, en Perse, en Arménie, au pays de Magan

(côte sud du golfe Persique). Ce n'est pas l'apport des matériaux qui fait difficulté : il devait se réaliser facilement par bateaux ou par caravanes; mais comment expliquer, sur ce sol dépourvu de matières premières, la naissance d'une technique aussi parfaite, et d'une école de maçons, d'artisans, et d'orfèvres possédant une maîtrise qui a dû exiger un long apprentissage? Nous ne pouvons admettre que les Sumériens n'employaient que des ouvriers venus de l'étranger. Alors, ces techniciens s'étaient formés dans les pays producteurs d'or, de cuivre et de pierres rares ou communes. Cela confirmerait que les Sumériens sont des conquérants venus du dehors, et expliquerait leur absence en Mésopotamie, au temps, antérieur, de Suse I. Si la question d'origine étrangère se précise en ces termes, la réponse à : « D'où venaient-ils? » reste à trouver, car Our ne fournit aucune solution.

Reste enfin le problème concernant la diffusion de ces inventions en Asie antérieure, et jusqu'en Égypte, où, sous les rois thinites, qui sont contemporains des premiers rois d'Our, l'architecture et la métallurgie semblent moins avancés, et où se retrouvent des motifs plastiques analogues à ceux des Mésopotamiens. Quel est le foyer primitif de ces civilisations orientales; sont-elles parallèles dans le temps; l'une dépasse-t-elle l'autre, soit en antiquité, soit en puissance et influence civilisatrice; les similitudes s'expliquent-elles par des rapports de voisinage et de commerce, ou y a-t-il eu colonisation et conquête, — et d'où vient la force créatrice principale, d'Égypte ou de Sumer, ou, comme on le soupçonne, d'une source commune encore inconnue?

Il est impossible actuellement de répondre à ces questions. Nous attendrons les résultats des fouilles qui continuent. Il est permis de beaucoup espérer de la méthode, de l'activité, — servies par une chance bien justifiée, — que déploient sur le terrain de Mésopotamie, MM. Hall, Woolley et leurs collaborateurs. Souhaitons le même bonheur à MM. de Genouillac et de Mécquenem qui, avec un dévouement et un labeur de même mérite, rouvrent en ce moment les chantiers français sur les sites fructueux de Lagash et de Suse.

ALEXANDRE MORET.

QUELQUES MAÎTRES DU DESTIN ⁽¹⁾

M. VENIZELOS

« Connaissez-vous une boutique où l'on mette en vente des hommes politiques nouveaux? Je donnerais volontiers mon obole pour faire l'emplette de quelques-uns. » Ainsi parlait M. Venizelos à un journaliste grec, venu lui prendre une *interview* en Crète, vers le mois de mai dernier. Pas plus que lui, les Hellènes ne connaissaient de boutique où se procurer des hommes politiques tout neufs, et en eussent-ils connu une, qu'ils ne s'y seraient peut-être pas adressés. Ils préférèrent recourir aux services d'un homme d'État déjà éprouvé, mais momentanément écarté de la vie politique, du plus illustre de ceux qui eussent gouverné la Grèce moderne et que l'inconstance des peuples eût rendus au repos : de M. Venizelos lui-même. Ce peut bien être d'ailleurs ce que, sentant la fortune lui revenir, il avait entendu insinuer par cet ingénieux apologue.

Le voici de nouveau au pouvoir, qu'il avait déjà tenu, perdu, repris, reperdu, sans que jamais les vicissitudes qui le lui enlevèrent pussent faire pâlir l'éclat avec lequel il l'avait exercé. M. Venizelos est un maître du destin, de qui le destin s'est plus d'une fois rendu fidèle. La fortune ne lui a pas toujours été fidèle; il lui est arrivé d'être trahi par elle et, en même temps que lui, l'ont été les grands desseins dont il poursuivait l'accom-

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 mars, 1^{er} mai, 1^{er} juin, 1^{er} août et 15 octobre 1923

plissement. C'est qu'à soumettre le destin aux volontés d'un homme d'État ne concourent pas seules ses propres facultés : le peuple qu'il gouverne, les partis entre lesquels se divise son pays, le souverain dont il est ministre et qui ne se contente pas toujours de régner, sont autant de facteurs, qui peuvent jouer contre lui, alors même que l'intérêt public devrait les en détourner. M. Venizelos n'est pas seul à avoir expérimenté ces difficultés et à en avoir été victime : mais peu de carrières politiques ont offert l'exemple d'alternatives aussi extrêmes que celles dont la sienne a été marquée.

LE CRÉTOIS

Dans la nuit du 24 au 25 septembre 1916, un canot vient accoster l'appontement d'un petit restaurant, construit sur pilotis au bord de la baie de Phalère, près d'Athènes. Une bande joyeuse, qui n'est pas réunie là par hasard, prolonge intentionnellement ses ébats bien après minuit, obligeant ainsi l'établissement à rester ouvert au delà de l'heure habituelle. A trois heures du matin, une automobile arrivant d'Athènes s'arrête devant la porte du restaurant, du côté de la route. Deux messieurs en descendent, qui traversent rapidement et sans être remarqués, la salle où la compagnie redouble d'entrain et de tapage. Ils gagnent, inaperçus, l'embarcadère établi du côté opposé et montent dans le canot qui les attendait. Deux autres messieurs, comme eux amenés d'Athènes en automobile, les rejoignent quelques minutes plus tard. Le canot pousse alors du bord et s'éloigne à force d'avirons. L'un des quatre passagers, réduits à prendre le large dans des conditions si discrètes et si habilement agencées, n'est autre que M. Venizelos, qui a antérieurement été six ans président du conseil, a cessé de l'être, le redeviendra, cessera encore de l'être et de nouveau le redeviendra ; un de ses compagnons est l'amiral Coundouriotis, aujourd'hui président de la République hellénique.

La roue tourne, dit-on couramment, et l'on n'a pas tort. Mais une carrière mouvementée peut tout de même être une carrière unie, n'en être même pour cela que plus unie. La carrière de M. Venizelos est unie. Elle est tout entière dirigée par le désir de faire croître et progresser la Grèce et d'en faire la patrie du plus grand nombre possible d'Hellènes. M. Veni-

zelos a voulu réaliser l'unité de la nation grecque; il a failli y réussir; le fruit de ses efforts lui a été en partie ravi. Voilà par où sa destinée a été brillante et cruelle à la fois, par où le sort lui a été tour à tour propice et rigoureux.

Le but de sa vie publique, c'est la terre natale qui le lui a assigné. M. Venizelos est né à La Canée, en Crète, le 10 août 1864. La Crète était alors territoire ottoman et l'est restée encore longtemps, jusqu'à ce qu'elle lui dût d'être réunie à la Grèce. Il est donc né dans une île grecque appartenant à la Turquie. Hellène de père et de mère, il a vu le jour et grandi sous une domination étrangère exécrée. Sa famille, fort ancienne, était originaire du Péloponèse, d'où elle avait émigré en Crète au XVIII^e siècle, à la suite de persécutions des Turcs contre les populations de Morée, à cette époque vilayet ottoman. Cette circonstance conférait à M. Venizelos le droit à la nationalité grecque, selon la loi hellénique. Mais, aux yeux des Turcs, il était un chrétien du pays, un *raya*; enfant, adolescent et homme fait, il vécut sous leur joug, dans un pays revendiqué par ses frères de race. De là procède la mission qu'il s'est bientôt donnée : d'abord, soustraire la Crète à la domination turque et la réunir à la Grèce; ensuite, affranchir ceux des Hellènes sur qui s'étendait encore une souveraineté étrangère.

Deux ans après sa naissance, en 1866, éclata en Crète une insurrection contre les Turcs. Son père, patriote ardent, se trouva compromis dans le mouvement et dut s'exiler. Mais peut-on parler d'exil, quand c'est en territoire grec que la famille chercha refuge? Quittant La Canée, elle s'alla fixer à Syra, île de l'Archipel faisant partie du royaume de Grèce. Elle y demeura pendant six années. Dans les souvenirs d'enfance de M. Venizelos, ceux dont on apprend le début par oui-dire, s'inscrivent donc, pour commencer, un soulèvement, le départ des siens de La Canée, abandonnant le toit familial, l'asile demandé à la vraie patrie, sous le pavillon à raies blanches et bleues, l'installation et le séjour à Syra.

En 1872, la famille, à la faveur d'une amnistie, rentra en Crète : c'est là qu'étaient ses intérêts, malgré le drapeau turc. Le père, qui était dans le commerce, y destinait son fils. Mais, sur les instances du consul général de Grèce, qui, ami des Venizelos, avait distingué la vive intelligence du jeune homme, il consentit à l'envoyer terminer ses études à l'Université

d'Athènes. Après de bonnes classes secondaires faites à La Canée, M. Venizelos partit donc pour Athènes et s'y inscrivit à la Faculté de droit, où il fit de fortes études juridiques. Pendant trois ans, de 1883 à 1886, à l'âge où l'esprit mûrit et où l'enthousiasme emplît le cœur, il fit connaissance avec la mère-patrie, avec le peuple grec de la métropole, et nourrit sa jeune imagination des espérances nationales qui animaient la génération de ses condisciples. Il leur en apportait, du reste, plus et de plus ardentes qu'eux-mêmes ne pouvaient lui en inspirer. Il incarnait dès lors toutes celles de l'hellénisme non affranchi et il était de ceux pour qui les espérances deviennent bientôt des intentions arrêtées et des projets réfléchis. De son séjour à Athènes comme étudiant, date sa résolution de se consacrer à l'affranchissement de la Crète pour commencer, et ensuite à la libération d'autres rameaux détachés de l'hellénisme. De ce temps date la mission qu'il se donna de travailler à compléter, autant que faire se pourrait, l'unité grecque.

De retour à La Canée, dans l'été de 1886, M. Venizelos s'y établit avocat. Les circonstances ne lui firent pas attendre longtemps l'occasion de se mettre à sa besogne, non de juriste, mais de révolutionnaire. Elles la lui firent d'autant moins attendre qu'il les y aida. La profession d'avocat n'a jamais, que nous sachions, empêché celui qui l'exerce de s'occuper plus encore de politique que de basoche. Ainsi fit M. Venizelos. Dès l'automne de 1886, il se porta et fut élu à l'assemblée générale, qu'un firman du Sultan avait octroyée aux Crétois depuis 1878. Il y devint aussitôt le *leader* de son parti, le parti libéral, désigné par ses adversaires du sobriquet de *va-nu-pieds*. Presque tout de suite commença l'agitation; et ce n'est sans doute pas le fait du hasard si cette assemblée, qui n'avait guère causé de tracas aux Turcs jusque-là, se mit à leur en donner assez, dans son propre sein et dans la population, pour que le Sultan révoquât les privilèges qu'il avait concédés à la Crète au lendemain du Congrès de Berlin. Cette mesure fut décrétée à la fin de 1889, après l'envoi dans l'île de nombreux renforts et d'un amiral ottoman. Elle ouvrit une ère de complications ininterrompues, qui se répercutèrent bientôt sur le terrain international et ne prirent fin qu'avec la réunion de la Crète à la Grèce, terme auquel elles aboutirent, vingt-quatre ans plus tard. Les vingt premières années de cette longue lutte sont celles

où la réputation de M. Venizelos s'est créée et propagée, d'abord parmi les Hellènes, ensuite dans les cercles politiques d'autres pays, où son expérience s'est formée, son caractère s'est trempé, son énergie et son habileté se sont affirmées.

Dès le principe, il a pris position pour l'union de la Crète à la Grèce, ne voulant pas admettre qu'il y eût définitivement d'autre solution possible à la question crétoise, d'autre but dernier aux efforts de ses compatriotes, tant Crétois que Grecs du royaume. Cette position, par lui prise une fois pour toutes, le mit alternativement en dissentiment ou en conflit avec les Turcs, dont il repoussa les avances pour lui-même et les aumônes de demi-liberté pour les habitants chrétiens de l'île, avec certains Crétois, dont il désapprouva la tendance à se contenter de l'autonomie, avec le haut-commissaire, quand un haut-commissaire, dont il fut d'ailleurs ministre, eut remplacé à La Canée le *valli ottoman*, avec les puissances européennes, quand les puissances intervinrent directement par leurs amiraux.

Son obstination à vouloir que la Crète devint finalement partie intégrante du royaume de Grèce fournit le fil conducteur de son activité de 1889 à 1913, spécialement de 1895 à 1910, depuis le moment où éclate une nouvelle insurrection en Crète jusqu'à celui où il prend le pouvoir à Athènes. A travers des péripéties où il apparaît tantôt chef de parti politique, tantôt chef d'insurgés, tantôt membre du gouvernement insulaire, tantôt révolutionnaire et tantôt diplomate, il ne dévie pas un instant de la route où il a décidé de marcher. En 1895, il se tient, au risque de perdre sa popularité, à l'écart d'une insurrection fomentée au nom de l'autonomisme. En 1897, il participe à une autre, qui a proclamé l'union de la Crète à la Grèce, et refuse de baisser pavillon même devant un contingent de marins anglais; la même année, il approuve que la Grèce s'expose au risque d'une guerre avec la Turquie, parce qu'il la prévoit malheureuse. Pendant les opérations militaires en Thessalie, qui tournent en effet à la complète défaite de l'armée grecque, on le trouve président d'une assemblée révolutionnaire, réunie dans une bourgade, aux environs de La Canée. A la paix, il n'accepte de reconnaître l'autonomie de la Crète que comme un fait accompli, conséquence de la force majeure. Tout aussitôt, il fonde un gouvernement provisoire et fait adopter un drapeau cré-

tois, fort peu différent, à la vérité, du drapeau grec. Depuis 1898, ministre du prince Georges de Grèce, haut-commissaire des Puissances en Crète, il ne tarde pas à entrer en lutte avec lui, parce qu'il lui trouve des tendances dictatoriales et trop de penchant à s'accommoder de l'autonomie, et se démet de ses fonctions. Journaliste et membre de l'Assemblée crétoise, il fait campagne pour l'union à la Grèce, est poursuivi pour délit de presse et purge une peine d'emprisonnement. En 1905, il soutient une insurrection contre le prince et les Puissances, triomphe dans des élections, provoque l'intervention d'une commission européenne. En 1906, après le départ du prince Georges de Grèce, il devient premier ministre d'un nouveau haut-commissaire, M. Zaïmis, désigné par le roi des Hellènes à la demande des Puissances. La Crète étant alors plus qu'aux trois quarts perdue pour la Turquie et gagnée pour la Grèce, il travaille, en 1907 et 1908, comme président du Conseil de M. Zaïmis, à rapprocher la situation de fait d'une union complète de l'île à la métropole.

Pendant toute cette période, il a été par nécessité, selon sa propre expression, « un révolutionnaire de profession ». Mais toute cette période a aussi été celle où il a fait ses écoles de politique et de diplomate. Rapidement devenu le facteur prépondérant des événements qui s'accomplissaient dans l'île et qui avaient un contre-coup en Grèce, à Constantinople, dans toutes les capitales d'Europe, il avait eu à tenir ses partisans en haleine, à rallier ou à évincer les autres partis locaux, à négocier avec les valis ottomans, les hauts-commissaires, les amiraux et les consuls des Puissances, le gouvernement d'Athènes; il avait eu aussi, comme ministre, à administrer.

Dans l'été de 1908, commença le mouvement jeune-turc. Une révolution força le vieil Abdul-Hamid à ressusciter une constitution mort-née, datant de 1876. Elle eut un immense retentissement dans tout le proche Orient. La question de Macédoine était posée depuis plusieurs années déjà. L'Europe y avait appliqué ses cataplasmes sédatifs. Ils avaient pris là, comme d'ailleurs en Crète au début des troubles de cette contrée, la forme d'une gendarmerie internationale. Mais, dès l'instant que des principes libéraux étaient proclamés en Turquie même, il allait de soi qu'un état-major européen de gendarmerie ne pourrait plus suffire à constituer la solution,

même provisoire, de la question macédonienne : d'autant que le signal de la révolution jeune-turque était parti de Salonique, port et métropole de la Macédoine.

Connaissant l'Orient comme il le connaissait, M. Venizelos dut sentir dès lors approcher son heure, l'heure où le destin lui réservait une plus grosse partie à jouer que celle qu'il avait, ou peu s'en faut, brillamment gagnée en Crète. Ou nous nous trompons fort, ou il dut comprendre vite que l'affreux régime hamidien, dont il avait libéré son pays natal, était cependant le seul sous lequel pût durer l'anachronique empire ottoman de ce temps-là, avec ses sujets de tant de races et de tant de religions, et que la fin de ce régime annonçait la prochaine liquidation de la Turquie d'Europe. De fait, plusieurs voisins du Turc s'empressaient de profiter de ses embarras, la Bulgarie se déclarant indépendante, l'Autriche annexant la Bosnie-Herzégovine, et se mettaient en devoir d'en bénéficier plus largement, en se fortifiant et s'armant. La Grèce subit vite le contre-coup de cette crise, qui fit sentir aux éléments les plus ardents de son armée et de son opinion publique le besoin d'une rénovation intérieure. En août 1909, une ligue d'officiers accomplit un coup d'État militaire, fit renvoyer les princes royaux de l'armée et imposa la nomination de ses propres chefs aux hauts commandements et aux ministères.

Pendant ce temps, M. Venizelos était resté en Crète, s'efforçant de faire sortir des événements la solution définitive de la question crétoise, par l'union juridique de l'île au royaume de Grèce. Il la fit proclamer, arborer le drapeau grec, et, successivement président d'un gouvernement provisoire et d'une assemblée des Crétois, fit prêter serment au roi de Grèce par les fonctionnaires et les députés. De nouveau, il eut, pendant près de deux années encore, à traiter, discuter et souvent disputer avec les consuls généraux des Puissances européennes, les commandants de leurs forces navales, leurs cabinets, obstinés à maintenir la souveraineté nominale du Sultan sur la Crète, avec le gouvernement même d'Athènes, qui voyait s'amonceler sur la Grèce l'orage d'un conflit armé avec la Turquie des Jeunes-Turcs, tout aussi intransigeants qu'Abdul-Hamid sur les droits de l'empire ottoman. Tenace, audacieux, retors, circonspect et réfléchi cependant, il ne céda jamais sur le principe d'une revendication dernière qu'il était bien résolu

à faire aboutir avec le temps, mais se retira en Suisse, puis se démit de ses présidences crétoises, après qu'un ultimatum des Puissances eut rendu nécessaire l'ajournement de la formalité qu'était devenue l'union à la Grèce.

A ATHÈNES : L'ARRIVÉE TRIOMPHALE

Son activité en Crète avait fait de M. Venizelos un personnage dans tout le monde hellénique. Ses compatriotes du royaume tournaient les yeux vers lui pour entreprendre cette rénovation intérieure, que la ligue militaire avait tentée, mais n'avait pu mener à bien. Il se savait l'espoir des meilleurs d'entre eux et ne dut pas être extrêmement surpris en recevant à Lausanne, en août 1910, la nouvelle de son élection comme député à Athènes. Rentré en hâte à La Canée, il y reçut une délégation, une sorte d'ambassade des cercles politiques athéniens, qui venait le prier de prendre le pouvoir dans le royaume et de remettre de l'ordre dans la maison. Le 17 septembre 1910, il quittait La Canée pour le Pirée. Une phase de sa carrière était close. Mais il apportait, dans la nouvelle phase où elle entrait, le même dessein qu'il avait poursuivi pendant la première : achever l'affranchissement de la Crète.

Le Pirée fut en fête, pavoisé, port, quai et rues, aux claires couleurs du drapeau grec, le jour où y débarqua le Crétois qu'une terre hellène non rachetée envoyait à la Grèce pour la gouverner. A Athènes, la foule était telle sur le passage de M. Venizelos, qu'il eut de la peine à gagner son hôtel, sur la place de la Constitution. Jamais le nom de cette place n'y convint mieux que ce jour-là, 18 septembre 1910, car c'est de la Constitution qu'il fut question tout de suite. A peine arrivé, M. Venizelos dut en effet parler à cette foule massée sous ses fenêtres, l'acclamant, mais impatiente de l'entendre et espérant qu'il exprimerait les passions dont elle était animée. Il commença, et après quelques phrases, déclara que la nouvelle Chambre, élue peu auparavant, devait être « revisionniste », c'est-à-dire qu'elle serait appelée à reviser la Constitution. « Constituante, constituante », clama la foule, qui voulait un changement radical de la Constitution. « J'ai dit revisionniste », maintint M. Venizelos, qui, plusieurs fois interrompu encore par les cris de « constituante », y répliqua avec fermeté par le

mot « revisionniste ». Sentant en lui une volonté, appuyée sur un jugement sûr de soi, son auditoire populaire se soumit comme l'animal au dompteur, et la fin de la harangue fut saluée d'applaudissements. Cette scène le montre sachant ce qu'il voulait, résolu à ne pas se laisser entraîner au delà de ce qu'il jugeait utile, ni démagogue, ni emballé, ferme et pondéré, s'étant tracé d'avance les limites dans lesquelles il contiendrait la revision ou la retouche de la Constitution.

Que le roi Georges I^{er} l'appelât au gouvernement, sans se faire autrement tirer l'oreille, le 10 octobre 1910, cela prouve en faveur du bon sens de ce souverain. Georges I^{er} possédait les qualités essentielles qui font les bons monarques constitutionnels et qui sont pour eux le meilleur moyen d'acquérir de l'influence sur les affaires de leur monarchie. Il n'était pas, moralement, sans traits communs avec Édouard VII. Il ne tint pas rigueur à M. Venizelos d'avoir commencé sa carrière en taillant des croupières au prince Georges de Grèce, ni d'arriver au pouvoir comme successeur d'une ligue militaire, qui avait éloigné de l'armée et du pays même tous les princes royaux. Ses rapports avec M. Venizelos furent toujours excellents, constatation qui est à l'éloge de tous les deux. Ensemble, le ministre agissant, le souverain soutenant son ministre, ils ont accompli les plus grandes choses qui se soient vues dans la Grèce de nos jours.

C'est de la Chambre, des anciens partis politiques, que vinrent à M. Venizelos les premières difficultés qu'il rencontra. Il en triompha avec l'appui du peuple et du Roi. Dès le mois de décembre, il dut recourir à la dissolution de la Chambre et procéder à de nouvelles élections, qui lui donnèrent une écrasante majorité. Depuis lors, il eut le champ libre pour ses réformes intérieures, dont le programme était arrêté dans son esprit avant qu'il prit le pouvoir. Elles portèrent sur tous les domaines de l'activité gouvernementale. La Constitution fut révisée, l'administration remaniée, des corps de contrôle administratif créés, les finances restaurées, la justice réorganisée, l'armée remise en ordre et renforcée avec le concours d'une mission militaire française, la marine perfectionnée avec celui d'une mission navale anglaise. Le résultat de ces réformes fut d'assainir et de fortifier l'État, tenant la promesse que M. Venizelos avait faite au Roi en assumant la présidence du Conseil :

« Si Votre Majesté accepte mon programme et me laisse les mains libres, je lui promets de lui présenter d'ici cinq ans une Grèce rénovée, capable d'inspirer le respect et de soutenir ses droits. » La seule variante à cette prophétie, c'est qu'elle fut réalisée en moins de cinq ans : dès 1913, le but était atteint. Un esprit nouveau, une santé et une vitalité jusqu'alors inconnues régnaient dans la Grèce, soustraite à la cangue des vieux cadres politiques qui l'avaient étouffée, anémiée et paralysée. A mi-chemin entre leur routine et l'emballlement des antidynastiques et des aventuriers militaires, qui auraient voulu tout renverser pour reconstruire à neuf, M. Venizelos réconcilia en outre le peuple avec la dynastie : dès 1911, le Diadoque Constantin pouvait reprendre le commandement en chef de l'armée. Constantin a, depuis, bien fait repentir M. Venizelos de sa générosité d'alors.

LE PROMOTEUR DE L'ALLIANCE BALKANIQUE

Tout au début de cette œuvre intérieure, au lendemain de l'arrivée triomphale de M. Venizelos en Grèce, un homme politique d'opinions avancées était venu le voir et, l'esprit plein des questions intérieures qui absorbaient alors l'opinion publique, ne lui avait parlé que crise de régime, constitution, revision, droits du Parlement, pouvoir exécutif, etc., etc. « Tout cela est bel et bon, répliqua M. Venizelos avec quelque impatience, mais c'est secondaire. Ce qui importe, c'est de s'entendre avec les Bulgares et les Serbes et de mettre les Turcs hors d'Europe. » Son interlocuteur le regarda ahuri : « C'est un fou », opina-t-il en sortant de chez lui. Le plan qui, énoncé à ce moment-là, pouvait paraître le fait d'un fou, est cependant celui qui s'exécuta, par les soins de M. Venizelos, de 1911 à 1914.

La première idée de l'alliance balkanique et la première initiative en vue de la réaliser sont de lui. Elles ne remontent pas à moins qu'avril 1911, quand il fit secrètement transmettre au président du Conseil de Bulgarie, M. Guéchoff, la proposition d'une alliance défensive gréco-bulgare contre la Turquie. Qu'on se représente combien pareille proposition était nouvelle et audacieuse, dans l'état des rapports, tout autres que tendres, des Grecs et des Bulgares à cette époque, et dans la situation de l'Europe en ce temps-là ! Elle ne fut pas alors retenue

à Sofia. Mais lorsque, dans l'été de 1911, l'Italie entra en guerre contre la Turquie pour acquérir la Tripolitaine, l'idée émise par M. Venizelos tenta les esprits des gouvernants dans toutes les capitales balkaniques et les Bulgares, qui en avaient été les premiers confidents, ne la trouvèrent plus hors de saison. Les fêtes célébrées à Sofia pour la majorité du prince héritier Boris fournirent, en février 1912, l'occasion d'une réunion des héritiers de toutes les couronnes balkaniques, Bulgarie, Serbie et Monténégro. Celui de Monténégro apporta, à son tour, la suggestion d'une alliance balkanique. On s'en occupait au même moment à Belgrade. Chacun des chefs de gouvernement, désormais attelés à la réalisation de l'idée unanimement admise, se mit en devoir, soit de s'assurer l'assentiment, soit d'endormir la vigilance des grandes Puissances dont un *veto* pouvait être à craindre. M. Venizelos se chargea de l'empereur d'Allemagne et s'en fut pour cela à Corfou, en avril 1912. Mais déjà avaient commencé, de capitale à capitale, les négociations des traités. En mars 1912, fut signé celui qui unit la Serbie à la Bulgarie; en mai 1912, celui qui lia la Bulgarie à la Grèce. Il n'intervint de traité gréco-serbe que plus tard, en 1913. Quant au Monténégro, il se mit aussi, avant l'été de 1912, d'accord avec Belgrade et Sofia. Des conventions militaires complétèrent les traités politiques.

Toutes ces négociations furent menées avec une rare discrétion, parfois, au début, par le canal d'intermédiaires officiels : c'est ainsi, par exemple, que M. Venizelos eut recours aux services diligents du représentant du *Times* à Sofia, M. Bourchier. Aussi y eut-il de grandes capitales, Vienne entre autres, où la nouvelle de l'alliance balkanique, lorsqu'elle s'y répandit, fut une amère surprise. Le comte Berchtold l'apprit du roi de Roumanie pendant une visite à Sinaïa et n'y voulut pas croire. Toute cette partie diplomatique avait été supérieurement jouée et l'initiateur en était M. Venizelos. Avec une remarquable sûreté de coup d'œil, il avait vu le premier ce qu'il y avait à faire et, avec autant de décision que de précaution contre une indiscretion qui eût compromis toute la suite, il avait pris l'initiative de la proposer.

En scellant le sort de la Turquie d'Europe, cette alliance allait permettre à M. Venizelos de réaliser son rêve, ou du moins presque tout son rêve : le complet affranchissement de

la Crète, la libération de la majeure partie des îles de l'Archipel, l'agrandissement de la Grèce continentale en Macédoine et Thrace occidentale, la conquête de Salonique et de Cavalla. Car tels furent pour son pays les fruits des guerres balkaniques.

Les Jeunes-Turcs, en effet, n'eurent pas l'esprit de comprendre que la coalition formée contre eux les obligeait à filer doux. Ils fournirent au Monténégro, à leurs yeux un simple avorton, un prétexte à leur déclarer la guerre. Sommés, en octobre 1912, par une note des trois autres alliés balkaniques, de satisfaire à diverses exigences en faveur des chrétiens de Macédoine, ils répondirent par une fin de non recevoir. Ce que fut la guerre qui s'ensuivit, chacun en Europe s'en souvient encore : une suite ininterrompue de défaites pour la Turquie, sur tous les fronts, bulgare, serbe, grec. A la fin de novembre 1912, les Grecs, pour ne nous occuper que d'eux, étaient entrés à Salonique; ils avaient occupé la partie de la Macédoine qui les intéressait et pénétré en Albanie du Sud, ou, comme ils disaient déjà, en Epire du Nord, mettant le siège devant Janina, tandis que leur flotte avait effectué la cueillette des îles. L'issue de la campagne, sur terre et sur mer, justifiait tous les espoirs de M. Venizelos, si même elle ne les dépassait pas, et prouvait l'efficacité de son travail de redressement intérieur. L'action de l'armée et de la flotte tournait à l'honneur des missions militaire française et navale anglaise, auxquelles il avait fait appel pour les réorganiser. C'était incontestablement à lui que sa patrie était redevable d'éclatants succès et des profits qui ne pouvaient pas ne pas en résulter. Malheureusement, ces mêmes succès procuraient en Grèce au Diadoque Constantin, qui allait bientôt ceindre la couronne, un prestige que la suite des événements conduisit à déplorer.

Toute la politique d'Abdul-Hamid avait, de tout temps, consisté à éviter que les Balkaniques ne s'unissent et à les maintenir divisés. Détrôné quelques années auparavant, le vieux et sinistre sultan était détenu prisonnier à Salonique, dans la villa Allatini, où l'on ne laissait guère les nouvelles du dehors pénétrer jusqu'à lui. Cependant, quand la ville fut occupée par les Grecs, son entourage le lui annonça et lui apprit à la suite de quoi Salonique avait changé de maîtres. « Ils ont laissé les Balkaniques s'unir, s'écria-t-il en désignant par cet « ils » ceux qui lui avaient succédé à Constantinople, alors ils

sont perdus. » Cette exclamation du sultan sanguinaire, mais fin politique, qui avait si longtemps pratiqué au compte de la Turquie l'art de diviser pour régner, c'est en peu de mots toute la leçon, toute la conclusion de ce qui venait de s'accomplir.

Après l'armistice de Tchataldja, M. Venizelos, en décembre 1912, se rendit à Londres, choisie pour siège des négociations de paix. Il y présidait la délégation grecque, dont l'originalité consista en ce qu'elle se composait, à l'exception de M. Politis, d'hommes politiques qui devinrent, le premier tout de suite, le second en 1914, les ennemis jurés de leur chef : M. Skouloudis et M. Streit. Son dissentiment avec M. Skouloudis ne fut pas pour lui faciliter une tâche déjà ardue et délicate. Ce qui les sépara fut le parti que prit M. Venizelos de ne pas insister pour que toute l'Épire du Nord ou Albanie du Sud revînt à la Grèce, afin d'avoir gain de cause pour Salonique, Cavalla, la Macédoine et la Thrace occidentale.

Rien de définitif ne put être cette fois conclu à Londres, la Turquie ayant repoussé les conditions de ses vainqueurs. La guerre reprit donc et aboutit à l'achèvement des Turcs. Janina tomba entre les mains des Grecs ; Andrinople dut se rendre aux Bulgares ; Scutari aux Monténégrins et Serbes. La Turquie se soumit et traita, cédant tout ce qu'elle avait perdu. Mais alors la Bulgarie, soudoyée par les Autrichiens, qui avaient encouragé ses convoitises sur Salonique et la Macédoine, préluda par des intrigues et des escarmouches à une agression ouverte contre ses propres alliés, et la guerre des Balkaniques entre eux succéda presque sans transition à celle des Balkaniques contre la Turquie. Pour inattendu qu'il fût du reste de l'Europe, ce conflit armé avec la Bulgarie ne prit pas M. Venizelos au dépourvu. Il avait fait, pour l'éviter, tout ce qui avait dépendu de lui. Dans un second séjour à Londres, en mai 1913, où furent signés les préliminaires de la paix entre les Balkaniques et les Turcs, il s'était efforcé de sauvegarder l'union avec les Bulgares. Quand il la sentit chancelante, il négocia une alliance positive avec les Serbes, les seuls des confédérés balkaniques avec lesquels la Grèce n'eût pas encore de traité direct. Puis il se tourna vers la Roumanie, le seul État des Balkans qui n'eût pas participé à la lutte contre les Turcs : le gouvernement grec, qui avait le moins d'intérêts divergents avec le gouvernement roumain, était le mieux placé pour lui montrer, dans une guerre avec la

Bulgarie, l'occasion de mettre la main sur la Dobroudja. Quant aux Turcs, ils devaient bien voir tout seuls celle de reprendre Andrinople. Ainsi arriva-t-il que les Bulgares, lorsqu'ils eurent déclenché l'offensive contre leurs anciens compagnons d'armes, se trouvèrent pris comme dans un étau entre les Serbes, les Grecs, les Roumains et les Turcs. Une promptة défaite les punit de leur imprudence coupable. Elle fut, pour une bonne part, le résultat de l'habile diplomatie de M. Venizelos.

La paix balkanique fut signée à Bucarest, le 19 août 1913. M. Venizelos, qui s'y rendit, put y jouir de l'immense autorité que ses triomphes lui avaient acquise. Sa situation personnelle y prima celle même de M. Pachitch, l'homme d'État serbe à qui revenait cependant une si grande part de mérite dans les mêmes événements. Une série d'autres traités, signés les uns à Constantinople, les autres à Athènes, rétablirent la paix entre Bulgares et Turcs, Turcs et Grecs, Serbes et Turcs, de septembre 1913 à mars 1914, tandis qu'à Londres les grandes Puissances, menant enfin à terme la pénible gestation de l'Albanie, donnaient naissance à l'État albanais : nouveau-né médiocrement conformé.

Dans aucune de ces négociations, les cartes qu'il eut en mains, les grands avantages militaires que ses combinaisons diplomatiques et son œuvre intérieure avaient rendues possibles, ne firent perdre de vue à M. Venizelos la nécessité de garder de la modération et de faire preuve d'esprit de conciliation, soit envers les vaincus, soit surtout envers les grandes Puissances. C'est ainsi qu'il admit que les îles d'Imbros et de Tenedos, uniquement peuplées de Grecs, revinssent à la Turquie; que le Dodécanèse et Rhodes, de population entièrement hellénique, mais occupés par les Italiens depuis 1912, restassent en leur possession; que l'Épire du Nord ou Albanie du Sud ne fût pas attribuée à la Grèce. C'est ainsi encore qu'ils s'opposèrent résolument, malgré son souverain et l'état-major hellénique, à ce que la guerre fût continuée contre les Bulgares après leur appel à la médiation du roi Charles de Roumanie. C'est ainsi enfin qu'il inclina même un instant à abandonner Cavalla à la Bulgarie. La maîtrise diplomatique, dont il donna de beaux exemples pendant cette période de sa carrière, ne va jamais sans aptitude aux concessions. M. Paul Cambon, qui s'y connaissait, définissait la diplomatie : l'art des transactions.

LA LUTTE CONTRE CONSTANTIN

A la veille de la guerre européenne, s'inscrivaient à l'actif de M. Venizelos les grands services qu'il avait rendus à son pays, — 1 600 000 habitants de plus, la Crète, un beau morceau de Macédoine avec Salonique et Florina, la Thrace occidentale avec Cavalla, Drama, Serrès, l'Épire avec Janina, la plupart des îles de l'Archipel, — plus la popularité et le crédit que lui avaient valus en Grèce d'aussi éclatants avantages, en dépit de quelques criailleries de partis, de cour et d'état-major contre ses renonciations. A son passif s'inscrivait un changement de règne. Au roi Georges I^{er}, assassiné à Salonique, avait succédé le roi Constantin. Le commandement en chef de l'armée au cours d'opérations heureuses avait procuré au nouveau monarque un prestige de chef victorieux, consacré par la remise solennelle d'un bâton de maréchal allemand. Il n'entre pas dans notre intention de charger la mémoire du feu roi Constantin I^{er}. C'était un pauvre homme, d'esprit borné, ébloui par son beau-frère, Guillaume II, soumis à l'influence de sa femme, la reine Sophie, obstiné à la manière des faibles, enclin au gouvernement personnel, ayant le travers de se croire un grand capitaine et un profond politique, infatué, grisé par l'encens des thuriféraires qui l'avaient surnommé le Bulgaro-chtone et Constantin XII. Par tous ces traits il différait beaucoup de son père. Il n'avait pas assez de jugement pour adapter la royauté aux conditions de l'époque contemporaine ni pour supporter à côté de lui un grand ministre.

Celui-ci avait donné rendez-vous à Bruxelles, pour la fin de juillet 1914, au grand-vizir Saïd Pacha, avec qui il avait des affaires à régler, et se mit en route avec M. Politis pour gagner la Belgique par l'Adriatique, Trieste, l'Autriche et l'Allemagne. A Trieste vint à leur rencontre le ministre de Grèce à Vienne, qui leur annonça la remise de la note autrichienne à la Serbie. M. Venizelos dès lors ne douta pas de la guerre. Mais il ne lui convenait pas d'anticiper sur les événements en rebroussant chemin et il continua donc son voyage. A Munich se confirma son impression, quant à la certitude d'une guerre. Le ministre de Grèce à Berlin, d'ailleurs germanophile invétéré, annonçait la mobilisation imminente ; en effet, elle suivit de peu. Alors

M. Venizelos repartit en hâte pour la Grèce, par l'Italie, Brindisi, Corfou et Patras.

Quand il ne s'agissait encore que de guerre austro-serbe, il avait, pendant son arrêt à Munich, été interrogé par M. Pachitch sur l'attitude de la Grèce. Il avait répondu que, conformément à leur traité d'alliance, la Grèce prêterait son concours armé à la Serbie contre les Bulgares, si les Bulgares l'attaquaient, et qu'en ce qui concernait l'Autriche, il aviserait dès son retour à Athènes. Mais aussitôt que le conflit austro-serbe eut dégénéré en guerre générale, le parti de M. Venizelos fut pris : la Grèce ne pouvait se trouver qu'aux côtés de l'Entente et elle devait s'y ranger. De quelle manière elle pouvait lui être utile, il le définît aussi immédiatement : en participant à ses côtés à la guerre contre la Turquie. Car il ne doutait pas que la Turquie ne déclarât bientôt la guerre à l'Entente, ce qui ne tarda pas en effet. Il fit donc approuver cette politique par le Conseil des ministres et se rendit auprès du Roi, à Tatoï, pour la lui faire sanctionner. Le Roi la sanctionna de bonne grâce, se déclara entièrement d'accord avec lui, promit de tenir bon contre toute pression contraire et, faisant allusion à la Reine, alors absente de Grèce, affirma qu'il irait au besoin jusqu'au divorce, si c'était nécessaire. Lorsque M. Venizelos, le lendemain, rendit compte au Conseil des ministres de son entretien avec le Roi, le ministre de l'Intérieur, M. Repoulis, l'avertit de ne pas se fier aux dispositions de Constantin : le scepticisme de M. Repoulis n'était, hélas ! que trop justifié. Mais avant qu'il se vérifiât, comme l'approbation royale était un fait et le reste une conjecture, M. Venizelos, avant la bataille de la Marne et quand les Allemands étaient à Compiègne, fit connaître aux Puissances de l'Entente qu'il mettait l'armée grecque à leur disposition, à peine la Turquie serait-elle entrée en lice.

La guerre, prévue depuis que le *Gœben* et le *Breslau* avaient passé les détroits, éclata entre la Turquie et l'Entente au mois d'octobre 1914. Mais, dans l'intervalle et bien avant, la reine Sophie était rentrée en Grèce. Retourné comme un gant, le roi Constantin retira son assentiment à la politique de M. Venizelos et en adopta une, diamétralement opposée, de neutralité à tout prix. Il trouva un soutien dans le propre ministre des Affaires étrangères de M. Venizelos, M. Streit, d'origine bavaroise, qui lia partie avec lui pour faire pièce au président du Conseil.

Ainsi s'engagea en Grèce, dès le mois de septembre 1914, une lutte intestine qui devait durer deux ans, faussa tout le plan de M. Venizelos, l'obligea à faire une révolution, laissa de profondes traces dans le pays qu'elle divisa, et reprit de plus belle après la paix générale.

Courageusement, M. Venizelos entreprit de ramener son souverain à la politique qu'il lui avait fait approuver. Par la menace de sa démission, que le Roi n'osa pas accepter, il le contraignit à sacrifier M. Streit, qui dut se retirer du cabinet, et à accepter que des pourparlers s'engageassent et se poursuivissent entre les états-majors anglais, français et grec, sur la participation de la Grèce à une expédition contre les Dardanelles. Quelle peine il dut y prendre, les notes et les lettres qu'il adressa au Roi, pour vaincre les hésitations de Constantin, en portent témoignage : notes et lettres où l'argumentation s'appuie sur des prévisions politiques que les événements ont depuis complètement justifiées.

Une action militaire et navale contre la Turquie avait, comme bien l'on pense, fait l'objet de nombreuses études antérieures à Athènes. L'idée de M. Venizelos était d'y faire participer la Grèce par son escadre et par deux divisions de troupes de terre. Ses informations lui montraient, à l'automne de 1914 et jusqu'au printemps de 1915, la péninsule de Gallipoli peu fournie d'effectifs turcs et mal fortifiée, le moral bas à Constantinople, le gouvernement ottoman peu confiant dans la résistance. Son sens politique lui faisait juger possible de décider, au prix d'une concession territoriale et par l'espoir de gains sur le Turc, les Bulgares à prendre le parti de l'Entente, au lieu du parti des Empires centraux. Tout cela, il le dit au Roi et parfois même le lui écrivit, sans se douter que ses communications prenaient trop souvent le chemin de Berlin. Au début de mars 1915, il se crut maître des « quatre pieds carrés du cabinet du Roi ». Des espoirs positifs furent donnés à la France et à l'Angleterre, qui étaient à la veille d'entreprendre l'expédition des Dardanelles. L'heure de se déclarer arrivée, M. Venizelos se rendit auprès de Constantin, le prêcha, le chapitra, lui représenta que la mission et l'intérêt de la Grèce étaient dans l'intervention aux côtés de l'Entente, lui laissa un memorandum. « Pardieu, voilà qui est bien », fit le Roi après l'avoir lu. Des résistances ayant surgi du côté militaire, — le chef

d'état-major avait donné sa démission avec éclat, — M. Venizelos réunit un conseil de la couronne, composé des anciens chefs du gouvernement. Bien que tous adversaires politiques de M. Venizelos, tous approuvèrent sa ligne de conduite. Seul, le vieux M. Theotokis fit des réserves contre l'entrée en guerre, mais ajouta textuellement : « Je ne le ferais pas si j'étais au pouvoir, mais je ne suis pas au pouvoir et, si on m'offrait de l'assumer, je ne le prendrais pas, parce que je dois reconnaître que l'opinion publique est pour M. Venizelos et sa politique. »

M. Venizelos alla rapporter au Roi le vote du conseil de la Couronne. Le Roi demanda une nuit pour réfléchir. M. Venizelos était si sûr de la décision affirmative de Constantin, que, sur son ordre, le ministère des Affaires étrangères passa cette nuit à préparer les instructions et circulaires destinées aux ministres de Grèce à l'étranger. Le lendemain, 6 mars 1915, il retourna chez le Roi pour prendre sa réponse; ce fut un refus catégorique. Un instant après, il rentrait au ministère et annonçait que, n'ayant pu faire revenir Constantin sur ce refus, il avait remis sa démission, qui avait été acceptée sans la moindre difficulté. Dans la soirée que le Roi s'était réservée pour réfléchir, le ministre d'Allemagne, appelé à la rescousse par la reine Sophie, avait été mandé au palais royal.

L'intervention grecque à laquelle Constantin mit alors obstacle aurait eu, à ce moment-là, de sérieuses chances de changer le cours des événements en Orient. La France et l'Angleterre, qui avaient compté sur le concours armé de la Grèce, durent s'en passer.

Renvoyé du pouvoir contre toutes les règles constitutionnelles, alors qu'il était soutenu par l'immense majorité de la Chambre et du pays, M. Venizelos déclara pourtant qu'il s'abstiendrait de combattre le nouveau gouvernement, un cabinet Gounaris, si la politique de celui-ci était conforme à l'intérêt national. Il partit même pour l'Égypte et ne prit aucune part à la campagne électorale. De nouvelles élections législatives, sur lesquelles le Roi et ses ministres avaient compté pour balayer le vénizélisme, renvoyèrent à Athènes, en mai 1915, une chambre vénizéliste, en dépit de la plus impudente pression gouvernementale. Le Roi, qui aurait dû rappeler tout de suite M. Venizelos, fit cependant durer le cabinet Gounaris jusqu'à l'été suivant. Ce fut seulement en août qu'il lui offrit le

pouvoir. Avant d'accepter, M. Venizelos posa pour condition que le Roi acquiescât à sa politique, qu'il définît ainsi : la Grèce devait son assistance militaire à la Serbie, si la Bulgarie attaquait celle-ci; donc la Grèce entrerait en guerre, si la Bulgarie y entraît. Le Roi acquiesça expressément à ce principe. La suite prouva qu'il avait mis à cet acquiescement une restriction mentale qui le détruisait totalement.

Pendant le reste de l'été, s'annonça progressivement l'intervention armée des Bulgares. M. Venizelos entreprit aussitôt le Roi sur la nécessité pour la Grèce de mobiliser, afin de ne pas être prise au dépourvu. Constantin chicana, atermoya, puis céda. On a supposé depuis qu'en consentant à la mobilisation générale d'une armée dont il était bien résolu à ne pas se servir, il avait tendu un piège à M. Venizelos, la prolongation de l'état de mobilisation sans entrée en campagne devant fatalement énerver l'armée, démoraliser et déconcerter le pays. Cette conjecture n'a rien d'invraisemblable.

A la fin de septembre 1913, la Bulgarie déclara la guerre à la Serbie et le gouvernement de Belgrade fit appel à l'aide de la Grèce, en invoquant le *casus fœderis*. M. Venizelos conjura le Roi de faire honneur à la signature de son pays. Constantin contesta que le *casus fœderis* s'appliquât à la circonstance. Il alléguait que le traité gréco-serbe visait le cas d'une guerre balkanique, et non d'une guerre générale; que la Grèce était engagée à assister la Serbie contre un adversaire, mais non contre quatre; que la Serbie devait mettre 150 000 hommes à la disposition de la Grèce et ne le pourrait pas. Misérables arguties, dont pas une ne tenait debout. Le traité, clair et limpide, n'exceptait naturellement pas le cas où l'incendie éclatant dans les Balkans viendrait d'ailleurs, et pas davantage celui où ce serait dans le dos des Serbes, faisant front d'un autre côté, que la Bulgarie déclencherait son attaque. Le nombre des adversaires de la Serbie ne faisait qu'accroître l'obligation morale de la Grèce. Quant à la troisième objection, elle tombait du seul fait que la Serbie avait mis sur pieds tout ce qu'elle avait d'hommes valides et combattait avec tous ses moyens. Le Roi pourtant ne formula pas immédiatement un non catégorique. M. Venizelos demanda donc à la France et à l'Angleterre si elles coopéreraient directement, par l'envoi d'une armée en Macédoine, à la campagne contre les Bulgares. La réponse fut qu'elles le

feraient. L'expédition de Salonique était en effet décidée à Paris et à Londres : l'exécution en commençait aussitôt par le transfert à Salonique d'effectifs français et anglais prélevés sur les troupes des Dardanelles. Ce fut, quoi qu'on ait pu dire depuis, d'accord avec M. Venizelos, chef responsable du gouvernement grec, que cette expédition fut entreprise par la France et l'Angleterre, pour tenir, au lieu et place de la Grèce, l'engagement de celle-ci envers la Serbie, auquel se soustrayait le roi Constantin.

Le Roi toutefois évitait encore de rompre les chiens avec son ministre. Il couvrait encore sa résistance sous des prétextes. Le dernier qu'il invoqua fut que l'Entente n'envoyait à Salonique que 13 000 hommes. Où ce chiffre avait-il été déniché ? Mystère. Toute expédition lointaine, surtout quand elle a dû être improvisée d'urgence, doit bien commencer par l'envoi d'un premier élément. Mais il était absurde d'alléguer que la France et l'Angleterre détachaient à Salonique deux généraux d'armée, le général Sarrail et le général Mahon, pour commander 13 000 hommes. De fait, les premiers contingents transférés des Dardanelles à Salonique dépassaient déjà de beaucoup ce chiffre et ceux qui arrivèrent ensuite de France, de Malte, d'Égypte, portèrent rapidement l'armée d'Orient à un effectif bien supérieur aux 150 000 hommes jugés nécessaires au roi Constantin pour tenir sa parole : d'autant plus qu'aux Français et aux Anglais vinrent, après l'invasion et l'occupation de la Serbie par leurs ennemis, se joindre les Serbes eux-mêmes, vivant reproche à l'allié qui les avait abandonnés.

Espérant encore, en peu de temps, faire prévaloir sa politique sur celle du Roi, M. Venizelos consentit à protester pour la forme contre le débarquement franco-anglais à Salonique, puisque, bien malgré lui, la Grèce était encore neutre. Mais ce fut aussi d'accord avec Paris et Londres, avertis par lui de la nécessité où il se trouvait de formuler cette protestation, dont lui-même spécifia le caractère de pure forme. A la Chambre, il continua à prêcher le devoir d'intervenir. Au début d'octobre, pendant un discours sur ce thème, un député interrompant lui demanda : « Et si vous vous trouvez en présence des Allemands ? — Les ennemis de nos amis, répondit-il, seront nos ennemis. » Le lendemain, il fut appelé au Palais. Le Roi lui déclara qu'il refusait de le suivre, considérant le

débarquement des alliés à Salonique comme l'équivalent de la violation de la Belgique et ne viendrait pas au secours des Serbes. M. Venizelos lui remit sa démission.

LE DÉBARQUEMENT DE CONSTANTIN

Il ne prit pas ce parti sans en avoir examiné un autre. Deux fois « débarqué » par le Roi en dépit de la Constitution, ne devait-il pas lui rendre la pareille en le « débarquant » à son tour ? Il pressentit officieusement à ce sujet les ministres de France et d'Angleterre. Celui de France n'éleva pas d'objections. Celui d'Angleterre se montra perplexe : les Alliés avaient déjà beaucoup de difficultés sur les bras ; convenait-il de s'exposer à leur en créer une nouvelle ? M. Venizelos se résigna donc à n'être qu'un opposant, sans plus.

L'année qui s'écoula depuis octobre 1913 dut lui être douloureuse. Il vit son successeur, M. Zaimis, décliner l'obligation de venir en aide à la Serbie, la Grèce assister l'arme aux pieds à la destruction de ce pays allié du sien, l'armée grecque se désorganiser matériellement et s'aveulir moralement dans une mobilisation sans objet, la propagande royaliste empoisonner l'opinion publique, les divisions s'envenimer dans le peuple, le gouvernement renvoyer les soldats dans leurs foyers et constituer les réservistes en ligue politique, de nouvelles élections amener au Parlement une majorité constantinienne, les relations se tendre de plus en plus entre l'Entente et la Grèce officielle, les agents germaniques mettre les consciences à l'encan, les sous-marins allemands torpiller les navires grecs à destination ou en provenance des ports de l'Entente, le cabinet Skouloudis livrer le fort de Roupel aux Bulgares, les Allemands évacuer une division grecque en Allemagne, les Bulgares envahir la Thrace et la Macédoine, les ravager et y opprimer les habitants hellènes, la France et l'Angleterre bloquer les côtes grecques et imposer le transport des troupes royales dans le Péloponèse, des marins français débarquer au Pirée pour venir se faire massacrer à Athènes, etc., etc. La politique du Roi aboutissait à une crise intérieure profonde, et, pour l'extérieur, à l'une des situations les plus pénibles où jamais État se soit trouvé.

Pendant onze longs mois. M. Venizelos s'acharna à com-

battre la politique néfaste de son souverain, au Parlement d'abord, tant qu'il le put, dans la presse ensuite, par l'organe d'un journal, *Kiryx* (le héraut), qu'il fonda tout exprès. Il fit entendre les plus dures vérités aux ministres du Roi et à leurs partisans : « Nous avons, proclama son journal, violé notre traité d'alliance avec la Serbie; nous avons déshonoré la signature de la Grèce. » Il montra toutes les traditions nationales des Grecs reniées, leurs espoirs sacrifiés, leurs récentes acquisitions compromises. Ses adversaires lui reprochèrent de « ressembler à un orgue de Barbarie, qui répète toujours le même air, désespérément ». Ils omettaient seulement d'ajouter que cet air, c'était celui des revendications éternelles de l'hellénisme. Il finit par accumuler sur sa tête des haines menaçantes. Le dialogue suivant, échangé en pleine Chambre après la honteuse livraison du fort de Roupel, en donnera une idée : « Tout le monde a le droit de s'émouvoir de l'affaire de Roupel, sauf M. Venizelos, qui n'a jamais eu en vue que l'agrandissement de la Bulgarie ! — Ce criminel ne sera-t-il pas poursuivi ? — Trouvez un procureur du Roi qui veuille le poursuivre ! »

Malgré cela, son crédit, fortement battu en brèche dans la vieille Grèce, où faisait la loi la Ligue des démobilisés ou *épis-irates*, restait puissant dans les territoires et les îles annexés au royaume en 1913. En mai 1916, il fut réélu à Metelin, sans même s'être présenté. En juin suivant, le cabinet Skouloudis, acculé à une situation intérieure et extérieure intenable, dut se retirer. M. Zaïmis revint aux affaires, la Chambre fut dissoute et de nouvelles élections décidées. L'expérience avait dès lors fait faire à nombre de Grecs, des réflexions assez amères pour que, de toutes parts, on se posât la question : M. Venizelos reviendra-t-il au pouvoir ou en sera-t-il écarté ? Les Roumains entraient en guerre aux côtés de l'Entente et le roi Constantin, adjuré par le roi Ferdinand d'imiter son exemple, répondait au ministre de Roumanie, qui avait osé invoquer auprès de lui l'intérêt de la Grèce : « Permettez-moi, monsieur le Ministre, de connaître mieux que qui que ce soit l'intérêt de mon pays. » Sentant approcher le moment où, pour la dernière fois, pourrait être réparé quelque chose des erreurs commises, M. Venizelos se résolut à soulever la nouvelle Grèce et à fonder, en dehors d'Athènes, un gouvernement à lui.

Le 26 septembre 1916, à trois heures du matin, dans les conditions que nous avons rappelées, il s'évadait d'Athènes et s'embarquait à Phalère sur un navire appartenant à son ami l'armateur Embiricos, tandis que l'illusion de sa présence dans sa maison familiale était entretenue, pour les policiers royalistes, par un sosie soigneusement grimé en faux Venizelos.

On raconte qu'il prit cette grave détermination à la suite d'une conversation de M. Embiricos avec son coiffeur. « Que fait Venizelos ? avait dit ce Figaro athénien en promenant le rasoir sur le menton de l'armateur, à moins que ce ne fût en lui coupant les cheveux. Tant que Venizelos se tiendra tranquille, le peuple s'imaginera qu'on a du temps devant soi pour prévenir les calamités qui menacent la patrie. » M. Embiricos avait répété ces propos à M. Venizelos, pour qui la voix du Figaro athénien fut celle du devoir. Si l'anecdote n'est pas vraie, du moins est-elle jolie. Il est plus historique que M. Venizelos prit conseil de l'amiral Coundouriotis, qui approuva son projet de départ au point de se joindre à lui.

Les circonstances et l'intérêt national refaisaient de lui un révolutionnaire. Il alla d'abord en Crète, où il organisa la levée des volontaires, puis à Salonique. Dans cette cité qu'il avait donnée à son pays, sur un quai qui porte son nom, il fut reçu par le général Sarrail, commandant en chef des troupes de l'Entente, qui attendaient depuis un an la Grèce au rendez-vous du devoir. Il institua le gouvernement de la Défense nationale et décréta la mobilisation dans toutes les parties du royaume où son pouvoir avait été acclamé. Le nombre des soldats et des officiers qu'il vit affluer lui permit de mettre sur pieds, en quelques mois, une armée de 60 000 hommes, encadrée, équipée, approvisionnée. Bientôt, grâce à l'attraction que cette force exerça sur l'armée royale, ses rangs s'augmentèrent d'officiers, de sous-officiers et de soldats qui s'étaient soustraits à l'envoûtement constantinien. Avant la fin de la campagne, l'armée vénizéliste fut suffisamment au point pour participer à des opérations de guerre, qui lui valurent les éloges de chefs comme le général Guillaumat et le maréchal Franchet d'Esperey. Telle fut l'œuvre accomplie à Salonique par M. Venizelos, aidé de collaborateurs qui s'appelaient M. Politis, l'amiral Coundouriotis et le général Danglis. Elle procéda du désir de laver la tache dont le gouvernement royal avait sali

l'honneur de la Grèce, d'arrêter la chute du pays vers une catastrophe politique et de la mettre en mesure de profiter de la victoire de l'Entente, victoire dont M. Venizelos avait toujours déclaré ne pas douter. Cette entreprise révolutionnaire, mais nationale, constitue une des plus belles pages de sa carrière politique, car on doit convenir qu'étant donné la manière dont la guerre a fini, — et elle eût fini de la même manière sans son concours militaire, — il a fait saisir à la Grèce l'ultime occasion de se trouver parmi les vainqueurs.

M. Venizelos fut désormais à la tête d'un gouvernement de fait, à la fois rival et complémentaire du gouvernement légal, défaillant à ses devoirs nationaux. Il présida un conseil de gouvernement et vit accréditer auprès de lui des agents diplomatiques de France et d'Angleterre. Sa présence rétablit un pouvoir hellénique non suspect dans une ville, où les quartiers-généraux français et anglais n'avaient pu que regarder de travers les autorités relevant du roi Constantin. Son initiative mit fin à la choquante inaction de troupes grecques, qui coudoyaient tous les jours, dans les rues, des soldats étrangers en campagne. Peu lui importa que, pour ces nouveaux services rendus à sa patrie, le Roi le fit déclarer anathème par le métropolite d'Athènes, le jour de Noël 1916, dans toutes les formes théâtrales de la liturgie orientale, et que les mêmes journaux qui l'avaient jadis appelé « sirène, magicien, charmeur ou ensorceleur », le traitassent maintenant de « vendu », de « lèse-majesté » et de « chef des traîtres ».

Sur ces entrefaites, parvint à son paroxysme le conflit du gouvernement royal avec les puissances de l'Entente. Leur prétention n'était pas de l'obliger à abandonner la neutralité dans laquelle il s'obstinait, et qui leur était devenue assez indifférente, mais bien d'empêcher qu'il maintint une menace sur les derrières de l'armée d'Orient. Après de multiples tentatives pour résoudre cette question avec les cabinets qui se succédaient aux affaires à Athènes, mais sans toucher à la personne du Roi, elles se décidèrent à en finir avec lui. M. Jonnart, envoyé au Pirée, en qualité de Haut-commissaire des Puissances protectrices et garantes de la Grèce, signifia à Constantin la sommation d'abdiquer pour avoir violé la constitution de son pays, et de transmettre la couronne à son second fils Alexandre. Le 11 juin 1917, c'était chose faite; le 12,

Constantin s'embarquait; le 26, M. Zaïmis se démettait de la présidence du Conseil et le 27, M. Venizelos débarquait, pour reprendre le pouvoir dans la capitale. Par son retour fut rétablie, *ipso facto*, l'unité politique de la Grèce, momentanément détruite par la coexistence de deux gouvernements grecs, l'un à Salonique, l'autre à Athènes. Elle le fut matériellement, sinon moralement, les esprits devant continuer longtemps à rester divisés.

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

Tandis que se tint la première réunion du nouveau ministère présidé par M. Venizelos, défilèrent dans les rues d'Athènes les hommes du 9^e régiment crétois, amenés du front de Salonique, coiffés du casque de tranchée. L'impression produite sur le public fut énorme, la presse royaliste ayant accrédité l'opinion que l'armée de la défense nationale était une parodie d'armée. M. Venizelos refit connaissance avec les ovations des Athéniens, qui l'en avaient quelque peu sevré. L'anathème lancé contre lui par le clergé fut rapporté et les évêques les plus empressés à l'en frapper le furent à le féliciter de sa rentrée. Sur du lendemain, il put travailler. Il partit pour Rome, où on ne l'aimait guère, pour Paris, où il était *persona gratissima*, pour Londres, où l'on ne jurait que par lui, et en revint avec la promesse de crédits pour regarnir le trésor, de vivres pour ravitailler les estomacs. Revenant les mains pleines, il fut le bienvenu. Son but, déclaré dès le premier instant, fut de faire participer la Grèce entière, sans distinction d'ancienne et de nouvelle, — de bonne et de mauvaise Grèce, comme disait alors un diplomate fertile en jeux de mots, — à la guerre en Orient, aux côtés de l'Entente. Mais l'armée était à ce point désorganisée, désorientée et dépourvue, que toute une besogne d'épuration, de remise en ordre et de réapprovisionnement dut être abattue avant de pouvoir remobiliser. Ce fut cependant fait en temps suffisant pour que des divisions grecques rejoignent à Salonique les contingents de la Défense nationale avant l'offensive finale, à laquelle elles prirent part. Ainsi fut atteint le but essentiel de déployer le drapeau grec, celui de toute la Grèce, sur le front allié de Macédoine, en face des Bulgares, des Turcs et des Austro-Allemands.

La situation patriotique qu'il procura à ses compatriotes, en leur assurant une place dans le camp des vainqueurs, et en faisant passer leur mise du mauvais au bon tableau, ne rétablit pourtant pas à son profit l'unité morale de la Grèce. Le constantinisme, plutôt que le royalisme, secondé par le snobisme et par un certain neutralisme, qui n'est autre que la lassitude des coups, avait poussé de trop profondes racines pour pouvoir être si vite déraciné.

En outre, pour inévitable qu'elle fût, la réaction du régime qui revenait contre celui qui disparaissait ne pouvait aller sans rigueurs, qui firent des mécontents. On ne put avoir une armée sûre et en état de marcher sans coupes sombres dans les cadres supérieurs. L'administration ne put être mise au pas sans mises à pied de fonctionnaires. Des rancunes s'accumulèrent. La dispersion de l'ancienne cour, le départ du Diadoque Georges avec son père, ensuite celui des princes, frères du Roi détrôné, et des princesses leurs épouses firent verser des larmes dans le monde élégant. Des constantiniens impénitents songèrent à s'expatrier. Un jour de l'été de 1917, certaines belles dames, de celles qu'on appelait malicieusement « les Cariatides du trône », projetèrent une émigration renouvelée de 1792, vers quelque Coblenz de la côte normande ou de la côte d'azur ; un chevalier-servant, à moins que ce ne fût le mari de l'une d'elles, alla au Pirée, dans l'intention d'affréter un bateau : mais le seul vapeur disponible à cette époque se nommait l'*Eleuthérios Venizelos*. On recula d'horreur et l'on resta au Phalère ou à Kiphissia.

Quand M. Venizelos partit pour la Conférence de la paix, à Paris, il laissa donc derrière lui, à Athènes, un clan d'adversaires irréconciliables et, dans l'ensemble du pays, des noyaux d'animosité contre lui : le tout enveloppé dans la masse d'une majorité acquise à sa personne et à sa politique.

A la Conférence de la paix, M. Venizelos retrouva le légitime bénéfice des batailles qu'il avait livrées et gagnées, dans sa propre patrie, pour la cause des Alliés. Français, Anglais, Américains, sinon Italiens, lui en surent gré. S'il ne fut pas vu sans méfiance par MM. Orlando et Sonnino, il eut d'emblée les sympathies de M. Clemenceau, qui, helléniste, tout nourri de philosophie et d'éloquence grecques, était philhellène, de M. Lloyd George, pour des raisons où la haute culture avait

certainement moins de part que la simple politique, enfin de M. Wilson, dont les préférences en Orient allaient aux peuples de civilisation chrétienne. Au surplus, sa situation parmi les délégués de tous les États, grands ou petits, fut celle que font aisément comprendre sa notoriété et son prestigieux passé.

Elle s'accrut encore du travail formidable qu'il fournit dans ses services installés à l'hôtel Mercédès, et de la documentation abondante que ce labeur mit à sa disposition, sur toutes les questions où l'intérêt de la Grèce fut en jeu : statistique, géographie, ethnographie, histoire, furent mises à contribution pour appuyer ses prétentions. Représentant d'une des Puissances dites « à intérêts limités », il fit bientôt voir que la limite des intérêts limités de la Grèce se trouvait située assez loin : et, chose plus difficile, il y porta les frontières du pays. Par les traités de Neuilly et de Sèvres, il procura à la Grèce, — sur les dépouilles de la Bulgarie, coupée du littoral de l'Égée, et de la Turquie, réduite à Constantinople et à une tête de pont en Europe, — la Thrace orientale avec Dédéagatch, une des rives de la Marmara, des Dardanelles et de l'Archipel, les îles d'Imbros, Tenedos et Samothrace, la majeure partie de l'Épire du nord, en Asie Mineure Smyrne et une belle zone autour. Un accord avec les Anglais lui valut la promesse, — révoquée depuis, — de Chypre dans un délai déterminé, et cet accord anglo-grec lui en rapporta un avec les Italiens, — également caduc depuis, — prévoyant la remise du Dodécanèse pour l'époque où s'accomplirait celle de Chypre. Il avait bien servi la cause hellénique et c'est pourquoi la Grèce se trouvait bien servie par les traités.

Ce n'était plus seulement aux yeux de ses propres partisans, c'était à ceux du monde politique entier, que M. Venizelos était un ensorceleur, une sirène. S'il eût traité avec des Arabes, ils lui eussent reconnu la *barraka*, la bénédiction spéciale qui confère la chance. Un jour, alors que les Italiens venaient de quitter la conférence avec éclat, M. Lloyd George le fait appeler et, lui expliquant que les progrès du nationalisme turc en Asie Mineure inspirent des soucis, lui demande si les Grecs seraient en mesure de débarquer à Smyrne dans un délai de trois ou quatre jours. Embarrassé par la brièveté du délai, mais comprenant immédiatement qu'il y a là une occasion à ne pas laisser échapper, M. Venizelos s'empresse de

répondre oui. Les instructions sont aussitôt envoyées à Athènes, où l'on fait diligence, et le débarquement s'opère à Smyrne quatre ou cinq jours plus tard. C'est ainsi que la Grèce prit pied en Asie Mineure. Ce fut de même à la demande des Anglais, de plus en plus férus de M. Venizelos et voyant dans la Grèce l'instrument de la répression du kémalisme turc, que les troupes grecques furent, plus tard, poussées jusqu'à une ligne allant de Smyrne à Brousse.

Les Grecs du royaume et de partout ne purent pas ne pas tresser des couronnes à M. Venizelos, après des succès si substantiels. Cependant l'exécution du traité de Sèvres rencontrait un obstacle grandissant dans l'insurrection turque déchaînée par Moustapha Kemal. Le Conseil suprême des Alliés dut s'en occuper d'abord à Londres, puis, en avril 1920, à San Remo. M. Venizelos s'y rendit. A la demande des chefs de gouvernement, les experts militaires de l'Entente se réunissaient et déterminaient le chiffre imposant des effectifs nécessaires pour imposer aux kémalistes l'acceptation du traité de Sèvres, c'est-à-dire pour les réduire à l'impuissance. Les chefs de gouvernement prenaient ensuite connaissance des conclusions de leurs experts militaires et constataient à tour de rôle que France, Angleterre ni Italie n'avaient une division à ajouter aux forces qu'elles entretenaient déjà en Orient. Alors paraissait M. Venizelos, qui déclarait se charger de la besogne. Cette année-là, il fit positivement figure de *deus ex machina*, principalement aux yeux des Anglais, à qui répugnait particulièrement la revision du traité de Sèvres et qui trouvaient extrêmement commode d'en confier l'exécution à la Grèce. Une fortune inespérée pour son pays avait-elle fait quelque peu perdre à M. Venizelos le sens du possible et des proportions? Certains l'ont pensé depuis. On ne saurait pourtant l'affirmer, parce qu'il ne lui fut pas donné d'accomplir lui-même la besogne dont il s'était chargé. Le levier de commande des opérations lui fut, en effet, bientôt enlevé.

UN TRISTE DEVOIR

La prolongation de la mobilisation et l'extension de la guerre à de nouveaux théâtres avaient lassé la patience de nombre de Grecs et fourni aux adversaires de M. Venizelos une arme

contre lui. L'expédition d'Asie Mineure n'avait pas été seule à produire cet effet. Au même effet avait concouru celle d'une division grecque à Odessa et en Ukraine, au temps de la lutte contre les Bolchéviks. Un jour, M. Clemenceau, rencontrant M. Venizelos, lui avait demandé : « Vous êtes bien nos alliés, n'est-ce pas ? — Mais oui, à ce qu'il me semble. — Eh bien ! participez donc par l'envoi d'une division à l'opération projetée dans le sud de la Russie. » M. Venizelos avait demandé à réfléchir, était allé à Athènes et, ayant pesé le pour et le contre, de deux maux avait choisi le moindre, le moindre lui ayant semblé de rendre le service dont on l'avait prié. Cette expédition dans une région où la Grèce n'avait pas d'intérêts directs, avait été ensuite exploitée contre lui. L'extension du front grec en Asie Mineure le fut aussi. On l'accusa d'ambitions démesurées, qui empêcheraient la Grèce de jouir de la paix, tant qu'il serait au gouvernement. Les élections de novembre 1920 furent pour son parti un échec retentissant ; lui-même ne fut pas réélu à Athènes. Cet échec fut pour lui une complète surprise et une cruelle déception.

M. Venizelos se démit du pouvoir et quitta la Grèce, où rentra le roi Constantin. Il s'établit dans le Midi de la France et voyagea, visitant, entre autres pays, les États-Unis. Lors d'un de ses passages à Paris, comme on lui demandait ses pronostics sur les affaires d'Orient, il prédit la victoire des Turcs, les revers des Grecs, des horreurs sans nom au détriment des chrétiens d'Asie Mineure et, en fin de compte, l'abaissement des grandes Puissances devant la Turquie ressuscitée. Il était donc sans illusion sur l'avenir, car il ne se dissimulait pas les difficultés de la situation où se trouvait la Grèce, en face des forces de Moustapha Kemal, et il ne savait que trop l'avoir laissée en de mauvaises mains, au moment où elle aurait eu le plus besoin des siennes. L'opinion publique européenne ne l'a généralement pas absous de toute responsabilité dans les désastres sans précédent qui s'abattirent sur sa patrie, sous le second principal de Constantin. C'est une thèse soutenable. Mais, s'il est vrai que la position dans laquelle il avait placé la Grèce en Asie Mineure était devenue risquée, il l'est aussi que le roi Constantin changea le haut commandement de l'armée grecque, proscrivit des cadres beaucoup d'officiers vénizelistes de tout grade, étendit et avança considérablement le front hellénique, enfin passa à l'offensive contre les Turcs.

La révolution militaire qui, en septembre 1921, chassa de nouveau le roi Constantin, après la débâcle d'Asie Mineure, rendit M. Venizelos, sinon à la vie publique, du moins à l'activité diplomatique, en lui imposant le plus pénible des devoirs : celui de représenter sa patrie vaincue à la conférence de Lausanne.

Le gouvernement qui s'était constitué à Athènes et qui s'efforçait de mettre la Grèce à l'abri d'une insulte sur son territoire, en rassemblant hâtivement les débris de sa force armée, demanda comme un sacrifice à l'ancien président du Conseil d'assumer cette douloureuse mission. Il l'accepta, quoiqu'il lui en coûtât, et s'en acquitta sans défaillance. Ceux qui l'ont vu à l'œuvre à cette époque ont senti ce qu'eut de cruel pour lui, plus que pour tout autre de ses compatriotes, le rôle qui lui incombait. Il eut à coopérer en quelque sorte à la destruction d'une partie de ce qu'il avait fait. Les suites du désastre grec, le massacre ou l'expulsion en masse des Hellènes d'Asie Mineure, avaient supprimé jusqu'à la raison d'être des gains que M. Venizelos avait procurés à la Grèce de l'autre côté de l'Égée. L'hellénisme était purement et simplement détruit dans cette région. L'installation des nationalistes turcs à Constantinople, l'invasion de la Thrace orientale, avaient entraîné la perte de tout ce que la Grèce avait acquis en 1919, le long et en arrière du rivage de la Marmara et de la presqu'île de Gallipoli. Le nouveau régime qu'il allait falloir élaborer pour les détroits rendait probable la perte d'Imbros et de Tenedos. M. Venizelos eut beaucoup de peine à repousser les revendications que les Turcs, enivrés de leur victoire, élevaient sur les territoires annexés par la Grèce avant 1914, et à obtenir que fussent sauvegardées les acquisitions faites à la suite des guerres balkaniques. Il réussit aussi à écarter la demande d'une indemnité de guerre. « Vous comprenez, confia-t-il lui-même à un interlocuteur avant la signature du traité de Lausanne, qu'après les traités de victoire que j'ai signés, il me faut beaucoup de courage pour accepter de signer le traité de défaite d'aujourd'hui. Mais si je refusais de rendre ce service à ma patrie, ce serait lâche de ma part. J'accomplirai donc mon triste devoir jusqu'au bout. » Il apposa sa signature en 1922 au bas de l'acte, d'ailleurs honorable, qui amputait son œuvre de ce qu'il y avait ajouté, au prix de quels efforts ! grâce à l'intervention de la Grèce dans la

guerre européenne, et qui faisait rétrograder son pays des frontières de 1920 à celles de 1913.

RENTRÉE EN SCÈNE

On s'attendait généralement en Europe à ce qu'après la conférence de Lausanne le pouvoir lui échût de nouveau à Athènes. Mais il se défendit d'y prétendre et déclara ne vouloir prendre aucune part à la vie politique en Grèce avant 1925, au plus tôt. Son instinct politique l'avertissait des convulsions qu'après la crise qu'elle venait de traverser, la Grèce était condamnée à subir pendant quelque temps encore.

A partir d'octobre 1923, des appels réitérés de ses partisans et des Grecs qui n'appartenaient pas à son parti rejoignirent M. Venizelos en France où il résidait habituellement, le pressant de revenir à Athènes et de reprendre les rênes du gouvernement. On était las des dictatures ou demi-dictatures militaires, dont la révolution de 1921 avait inauguré la série. M. Venizelos ne répondit d'abord pas à ces appels. Mais quand, en décembre de la même année, les élections législatives eurent donné une imposante majorité au parti qui se réclamait de lui, et que plusieurs centaines de députés lui eurent adressé à Paris un télégramme collectif, l'invitant à rentrer, il céda à d'aussi pressantes sollicitations. Le 4 janvier 1924, il arrivait à Athènes; le 12, il assumait la présidence du Conseil, abandonnant pour elle celle de la Chambre, à laquelle il venait d'être élu. Il tombait en pleine crise constitutionnelle, en pleine crise de régime. Le roi Georges II, qui était monté sur le trône après la seconde abdication forcée de son père (son frère cadet, le jeune roi Alexandre, étant mort antérieurement), venait d'être mis en congé par le gouvernement et s'était retiré en Roumanie. Le pouvoir exécutif avait été confié à un régent, l'amiral Coundouriotis. Cette solution ne pouvait être que transitoire et posait *ipso facto* la question du régime : République ou monarchie et, dans le second cas, sous quelle dynastie ? L'évolution du pays vers la République avait déjà notablement progressé et se précipitait encore, aidée par l'anomalie même de l'état de choses existant. M. Venizelos se trouva en désaccord avec les républicains déclarés, moins sur la république elle-même, que sur la manière de la faire. Son avis était

que la Chambre ou, comme l'on disait déjà, l'Assemblée nationale ne prit en la matière aucune initiative autre que celle de soumettre à un plébiscite la question du régime et celle de la dynastie. Les républicains au contraire entendaient que l'assemblée prononçât la déchéance de la dynastie et proclamât la République, puis soumit à un plébiscite la ratification de ces mesures. Impuissant à réaliser l'union des partis pour appliquer la méthode de son choix, M. Venizelos, d'ailleurs malade, abandonna le pouvoir le 5 février 1924. Son gouvernement avait, cette fois, duré moins d'un mois.

Sa rentrée en scène, précipitée par les sollicitations auxquelles il avait cédé, avait été prématurée. La situation ne s'y prêtait pas encore. En outre, et sans doute l'avait-il compris, il n'était pas l'homme qualifié pour introduire la République en Grèce, autrement que par une procédure qui couvrit complètement sa responsabilité sous l'expression préalable d'une volonté formelle du peuple. Pour pouvoir l'y introduire par un vote parlementaire, mais à la suite d'une initiative gouvernementale, il avait eu personnellement trop à se plaindre de la dynastie, trop de conflits avec le roi Constantin. On l'eût infailliblement soupçonné d'avoir obéi à des passions personnelles : et ce soupçon eût pesé sur une république grecque qu'il aurait faite *motu proprio*. Or, pas plus que la femme de César, la République ne devait être soupçonnée.

M. Venizelos reprit le chemin de l'étranger, persistant à s'imposer cet exil volontaire, pour qu'on ne pût pas imputer à son influence tel ou tel des événements de son pays. Il en demeura encore éloigné pendant trois ans et demi. Mais il était de ceux qui peuvent se tenir longtemps à l'écart sans courir le risque d'être oubliés. Aussi quand la Grèce, après avoir encore usé, sous la présidence opportune et, par nécessité, opportuniste de l'amiral Coundouriotis, plusieurs gouvernements, les uns dictatoriaux, les autres constitutionnels, commença à incliner de nouveau vers la stabilité du pouvoir, se reprit-elle à souhaiter que M. Venizelos sortit de sa retraite.

Au printemps de 1928, la Crète le revit : il se rapprochait d'Athènes. En été, il y vint : il parut d'abord vouloir s'y confiner dans le rôle de soutien d'un Cabinet dont il ne ferait pas partie. Mais bientôt, s'étant trouvé en désaccord avec certains des hommes politiques à qui son appui eût été nécessaire pour gou-

verner, il mit le président de la République dans le cas de faire appel à lui. Redevenu président du Conseil, son premier soin fut de faire modifier par décret la loi électorale en vigueur et de procéder à des élections générales au scrutin d'arrondissement, qui lui donnèrent une écrasante majorité. Par la composition de la Chambre et les dispositions de la masse du peuple envers lui, le pouvoir lui paraît garanti pour assez longtemps.

Il le ressaisit à soixante-quatre ans. Les années et les fatigues ont quelque peu marqué leur passage sur sa physiologie. Son visage est plus maigre et plus pâle ; la barbe courte et les moustaches ont passé du poivre et sel au blanc d'argent ; mais les yeux clairs ont conservé l'acuité métallique du regard. L'activité de l'esprit ni celle du corps ne semblent ralenties : beaucoup d'hommes plus jeunes n'auraient pu se prodiguer comme M. Venizelos l'a fait pendant la dernière campagne électorale ; beaucoup auraient hésité à entreprendre un tour d'Europe, relevant à peine d'un accès de fièvre dengue. Les circonstances de sa rentrée en scène, ses premiers actes à l'intérieur et à l'extérieur, attestent la décision, l'initiative, la promptitude d'exécution, le don de réalisation qu'on lui a connus jadis. Si longtemps éloigné de la vie publique, il s'est adapté avec une surprenante aisance à une situation politique et diplomatique, créée sans sa participation. Sa souplesse, son ingéniosité, son goût de l'action extérieure se sont vite fait reconnaître. Un sens pratique très aiguisé, qui lui fait prendre son parti des faits accomplis, une grande indépendance d'allure, que ne brident ni préventions, ni prédilections, ont déjà reparu dans ses négociations. Ses propos, sa diplomatie ont enfin montré de prime abord une remarquable aptitude à utiliser un vocabulaire, des méthodes, des formes, mis à la mode pendant sa retraite. Tout fait prévoir qu'il excellera à en couvrir l'éternel jeu d'intérêts qu'est la politique.

VERAX.

VISITES A LA PRESSE DE PROVINCE

II ⁽¹⁾

NOS GRANDS MÉRIDIONAUX DU SUD-OUEST.

I. — BORDEAUX

Le train stoppe dans la nuit humide. Angoulême, 4 h. 46. Sur le quai de la gare, près du buffet assailli par les amateurs de boissons chaudes, la bibliothèque est déjà illuminée. A côté des journaux de Paris, — éditions de province, — arrivés ici à 1 h. 32, s'étalent *la France de Bordeaux*, *la Liberté du Sud-Ouest* et *la Petite Gironde*, 7^e édition. Comme je m'étonne, la bibliothécaire me dit : « La 4^e édition est déjà en vente à Poitiers, monsieur... »

Entre Libourne et Bordeaux, je regarde les feuilles de Paris et du Sud-Ouest : mêmes informations mondiales et nationales des deux côtés. Mais dans ces derniers quels détails sur la vie de la province charentaise ! et qui vont combler d'aise les habitants de Charmant ou de Parcoult-Médillac !

Ce n'est qu'un début. Bordeaux et Toulouse sont les capitales ethniques et intellectuelles du bassin de la Garonne, et ces deux villes dominent les vingt départements du Sud-Ouest à un tel point que leurs journaux y sont maîtres.

A Bordeaux, trois quotidiens s'emparent de l'opinion, distribuent l'information et répandent la publicité ; ceux que j'ai

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre.

trouvés ce matin à Angoulême, et que je reprends par ordre d'ancienneté : *la Petite Gironde*, *la France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, et *la Liberté du Sud-Ouest*. Si leurs opinions, si les voies de leur idéal divergent parfois, un même amour anime ces trois journaux : celui de leur merveilleux pays aux vignobles prestigieux où le dernier des viticulteurs fait son ordinaire d'un vin qui, paré d'une étiquette, honorerait la table d'un moyen bourgeois de Paris. Unis pendant la guerre, ils ont repris leurs positions respectives, en face du lecteur d'une région dont le génie est fait de mesure, tout comme le syle Louis XVI qui a laissé le plus de traces dans son architecture. Pas d'anarchie ni de violences. A Bordeaux, paisible capitale des mauvais jours, le goût de la vie sans imprévus, de la vie confortable et de la bonne chère, est aussi développé que le goût de la toilette et des œuvres d'art. La discipline de la vigne, la splendide unité des grands crus, — divers comme les talents d'une école célèbre, — mettent leur marque sur la population d'une contrée dont les foires étaient déjà renommées il y a dix-sept siècles, et chez laquelle l'apport anglais n'a fait que consolider le respect des traditions.

LA PETITE GIRONDE

Le 16 janvier 1853, jour de dimanche, naquit à Bordeaux un journal : *la Gironde*. M. Haussmann, découpeur de villes, était préfet et l'abonnement coûtait 48 francs par an. C'était infiniment plus cher qu'aujourd'hui, à 82 francs. A cette époque, il fallait vingt-deux sous espagnols pour faire un franc, tandis qu'aujourd'hui il faut quatre francs pour acheter une *peseta*. Aussi, promettait-on aux futurs abonnés :

1^o Le roman complet des *Boucaniers* par M. Paul du Plessis, formant la valeur de six volumes ordinaires de roman.

2^o Les deux premières parties du *Comte de Lavernie*, roman nouveau de M. Auguste Maquet, — qui, cette fois, travaillait pour son compte.

Sous la signature de M. Jules d'Auriol, parent des propriétaires actuels, on pouvait lire ce début, qui ne surprend plus personne : « En ouvrant un journal nouveau, la première pensée du lecteur est d'y trouver un programme, une profession de foi, des promesses. » M. Jules d'Auriol promettait de

ne pas s'en tenir aux promesses et terminait ainsi : « Le temps est venu de rendre accessibles à tous l'étude et la connaissance des problèmes économiques. Sur ce terrain, fécond en résultats utiles, on nous trouvera toujours prêts à seconder nos amis ou à remettre nos adversaires sur le chemin de la vérité ! »

Un an après, M. Gustave Gounouilhoul, propriétaire d'une très ancienne imprimerie bordelaise, se rendit acquéreur du journal et prit bientôt comme associé son beau-frère, André Lavertujon. A dater de cette époque, le journal ne cessa plus d'appartenir à sa famille, augmentée par des alliances dans le pays. Il se vendait trois sous.

Entre les deux associés commença une collaboration intime, une éclatante liaison de talent qui aboutit à l'épanouissement d'une véritable puissance politique et industrielle. Tous deux firent une sérieuse opposition à l'Empire, tant et si bien que la démocratie bordelaise groupée autour de ces deux hommes donna à Bordeaux, sous l'Empire même, une municipalité républicaine.

Tout ce qui touchait à la navigation, la liste des navires en charge, les arrivées et les départs, faisait l'objet des soins de la rédaction au même titre que le mouvement et la fortune du vin. On signalait, par exemple, que « le trois-mâts le *Ferdinand*, de la maison Maurel et H. Prom, cloué, chevillé et doublé en cuivre, d'un faible tirant d'eau et d'un port de 350 tonneaux, partira... On prendra du fret et des passagers qui seront parfaitement traités sous tous les rapports, et logés dans une jolie dunette ». Ce trois-mâts partait pour le Sénégal, et les fils de ses armateurs viennent de fêter, eux aussi, le centenaire de leur maison.

Les luttes politiques n'allaient pas sans incidents. On raconte que le journal ayant égratigné un caricaturiste connu de l'époque, Gilbert Martin, des voies de fait s'ensuivirent. Cité devant le tribunal, ce dernier voulut se défendre lui-même, non comme le commun des plaideurs, mais en vers dont voici les meilleurs :

Et c'est alors qu'armé d'une canne de jonc
J'ai frappé mon confrère André Lavertujon !

Après la guerre de 1870-1871, la *Gironde* à trois sous risquait de ne pouvoir lutter contre les autres journaux qui cher-

chaient à s'implanter à Bordeaux. Les « nouvelles de la guerre », données sur des feuilles volantes et criées sur la voie publique, avaient habitué la population à payer cinq centimes les informations dont elle était le plus avide. Pour répondre à ce sentiment, M. Gustave Gounouilhon résolut de créer un journal à bon marché, composé d'extraits de *la Gironde*.

Le 1^{er} avril 1872, paraissait le premier numéro de *la Petite Gironde*, journal républicain quotidien à cinq centimes. La composition du premier numéro coûta 22 fr. 40 et sa mise en pages 3 francs. Au quatrième numéro les protes et les typographes avaient fait des progrès : la composition ne coûtait plus que 15 francs, tandis que la mise en pages demeurait à 3 francs. Sérieuse économie !

La nouvelle feuille obtint vite la faveur du public : dès le 1^{er} janvier 1873, son format dut être agrandi ; son tirage augmentait, dépassait les espérances de ses fondateurs. *La Petite Gironde* prenait chaque jour une autorité morale plus considérable : M. Gounouilhon et ses collaborateurs résolurent de la délivrer tout à fait de la tutelle de *la Gironde*. Ils accrurent son service de dépêches, de façon à en faire un journal télégraphique comme il n'en existait encore aucun dans le Sud-Ouest, et ils s'occupèrent de lui donner une rédaction indépendante, en prenant pour programme de la rendre aussi variée, aussi vivante que possible. En même temps, le service télégraphique de Paris fut complété par des dépêches reçues, selon les circonstances, de tous les points de la région.

En 1878, *la Petite Gironde* avait atteint l'importance des plus grands journaux de France : elle entreprit de les dépasser en dimensions. Si bien que son format actuel est supérieur à celui de tous les journaux français et qu'elle tire sur huit colonnes.

En 1884, était créée à Paris l'agence parisienne de *la Petite Gironde* dont M. Jules Chapon, gendre de M. Gustave Gounouilhon, prenait la direction, cependant que M. Henri Gounouilhon était associé à la direction de *la Petite Gironde* à Bordeaux.

Ce fut alors que l'on commença à organiser ces tirages spéciaux pour les éditions régionales, qui sont la caractéristique des journaux de province.

Aujourd'hui, *la Petite Gironde* avec ses 270 000 exemplaires

touche le tiers des départements français, n'a pas moins de mille correspondants-rédacteurs qui lui envoient régulièrement les nouvelles intéressant leur contrée, et environ trois mille autres correspondants qui sont en même temps dépositaires pour la vente. C'est un des journaux les mieux imprimés de France, et les clichés photographiques y sont excellents. Environ quatre cents personnes collaborent à sa confection, tant à l'agence parisienne d'information et de rédaction qu'au siège de Bordeaux.

A travers les différents services. — Matin de décembre à Bordeaux. Dans la brume, les innombrables mascarons, ceux des rues et ceux de la place Dauphine, sont moroses. Beaucoup de monde. C'est l'heure du marché. Et les marchés de Bordeaux provoquent l'appétit. Tout près de la rue Port-Dijeaux, en bas d'une petite pente, une rue au pavé ancien que les camions automobiles n'ont pas encore détruit : ils ne peuvent se lancer dans ces rues étroites. De vieux hôtels, des maisons de pierre, sobres sans sévérité : c'est là que se cache l'hôtel de Cheverus, protégé du regard, comme beaucoup de demeures anciennes de Bordeaux, — et du Marais à Paris, — par un mur qui borde la rue.

L'hôtel qui date de 1747 est parfaitement conservé : sa façade qui s'ouvre sur une large cour est assombrie par le temps et les saisons. Les maîtres du journal m'y accueillent. Ce sont les petit-fils des fondateurs. Dès les premiers mots, j'ai la sensation que rien ne saurait les détourner de la tradition qui leur a été léguée. Tous les services du journal sont adossés à l'hôtel et communiquent avec la demeure personnelle des patrons. Pour ces derniers, l'ensemble constitue leur maison, au sens propre du terme. La direction est d'ailleurs installée dans l'hôtel même : la rédaction et les ateliers y font suite.

MM. André et Gustave Gounouilhou, en l'absence de leur frère Marcel, me guident à travers les nombreux compartiments de cette usine très complète qu'est un journal moderne.

A la vue de ces ouvriers, d'attributions si diverses, mécaniciens, clicheurs, imprimeurs, typographes, manœuvres, qui, dans ces vastes salles bien éclairées, bien aérées, matérialisent avec méthode le travail des télégraphistes et l'esprit des rédacteurs, un sentiment se dégage, immédiat, agréable, sain : tous

les rouages humains de cette grande machine baignent dans l'huile. On devine partout l'esprit d'association raisonnée, qui tend à la meilleure et la plus aisée production. Les gestes que chacun répète tous les jours, toutes les nuits, sont exécutés avec bonne humeur. Les regards sont directs quand le chef d'atelier passe, les explications nettes de part et d'autre. La visite d'un patron ne rend pas les faces grimaçantes ou sournoises, comme il arrive dans certains ateliers de l'État ou certaines grandes usines de la région parisienne où l'ouvrier sorti dans la rue lapide la voiture qu'il vient de construire.

Il y a d'excellentes raisons à cet état d'esprit si reposant pour l'employé comme pour l'employeur. En passant devant les vingt-cinq linotypes, entre les monumentales rotatives, M. Richard Chapon, l'arrière-petit-fils du fondateur, m'explique :

— Nous donnons du travail à beaucoup de familles complètes : le père, la mère, les fils, ou à leur défaut les gendres. L'effort de chacun est soutenu par celui du voisin, et tous s'entraînent pour produire mieux et plus vite que le concurrent. Ici, le travail confine au sport d'une équipe. Les anciens se targuent de leurs années de présence, les jeunes montent les échelons avec confiance. Ainsi, l'employé des P. T. T. qui enregistre les dépêches par fil spécial, appointé par nous, est le même depuis quarante ans. C'est lui qui reçoit tous les matériaux que nous envoie l'agence parisienne. Ces matériaux, nouvelles et articles détaillés, arrivés en vrac, sont utilisés de telle sorte que le récit d'un événement survenu à Paris à trois heures de l'après-midi est lu par tout Bordeaux à quatre heures. Quand je dis par « tout Bordeaux », je n'exagère rien, puisque nous vendons 85 000 numéros à une population de trois cent mille habitants, ce qui représente un journal par famille. Les nouvelles de l'après-midi sont répandues par la deuxième édition de huit heures, alors que les Parisiens ne les lisent guère que le lendemain. Quant aux nouvelles de la nuit, elles sont imprimées assez tôt pour que la vingt-deuxième édition les fournisse à Bordeaux et sa banlieue, à partir de cinq heures du matin.

« De cette manière et sur six et huit pages, la *Petite Gironde* imprime ses articles de fond, ses informations, ses pages littéraires, ses feuilletons, ses nouvelles maritimes et sportives, ses renseignements industriels, agricoles, les cours de toutes les

denrées et matières qui intéressent la région, sur un poids de papier qui atteint 20 000 kilos par jour.

« Répandus dans le Sud-Ouest, les trois mille dépositaires attendent l'arrivée du train, du tramway, de l'autobus. Certains de ces correspondants-dépositaires ont quarante ans de fidélité à notre journal. Ils sont l'oreille du pays en même temps que les distributeurs des gazettes. Dans leur tournée quotidienne, ils font du prosélytisme pour leur feuille préférée, ce qui leur est facile dans un pays où l'on ne se prive jamais de parler. Ainsi, la *Petite Gironde*, qui ne comptait, avant la guerre, qu'un acheteur sur cinquante-trois habitants dans les Basses-Pyrénées, atteint maintenant la proportion de un acheteur pour dix-sept habitants.

Le jeu des vingt-deux éditions. — Vingt-deux éditions en une nuit ! Entendez bien ce chiffre... Nous allons le retrouver constamment au cours de ces visites à la presse de province, et c'est pourquoi je tiens à ouvrir ici une parenthèse d'importance afin de montrer le tour de force accompli par tous les grands journaux de province et qui se répète toute l'année, avec des matériaux chaque jour nouveaux.

Si le journal de Paris a la faculté d'être un journal impersonnel et qui appartient à tout le monde, le journal régional, désireux de se faire une clientèle, érige en principe que chaque département important ou chaque groupe de départements échelonnés sur une même voie ferrée doit avoir son édition spéciale. Édition qui contient en troisième ou en quatrième page les nouvelles, les faits, les programmes, intéressant chaque département, chaque région visée.

Cela ne va pas sans effort intense et sans méthode.

Puisque nous sommes à Bordeaux, nous allons prendre la *Petite Gironde* comme exemple de ce qui se fait chez tous ses grands confrères de province.

Les articles de fond sont composés les premiers. Ils serviront à toutes les éditions, sans distinction. L'information mondiale, nationale, parisienne, arrivée par le fil spécial, sans cesse en activité depuis quatre heures du matin, a été distribuée à mesure et après corrections aux linotypes qui accumulent leurs lignes sur le marbre de la composition.

En même temps sont arrivées par fil, par les courriers,

toutes les informations de la province, des dix, vingt, vingt-cinq départements voisins. Aussitôt triées, corrigées, ces informations sont mises en lignes de plomb par les linotypistes, infatigables et discrets (1).

A côté d'eux, des typographes composent les titres. Les annonces de publicité sont préparées sous forme de clichés, de lignes ou même de pages entières.

Voilà donc, bien rangée sur le marbre, sous les yeux des « protes » (qui lisent à l'envers, comme vous et moi lisons à l'endroit), la matière suffisante pour composer non pas un journal de 4, 6 ou 8 pages, mais un journal de trente pages pour le moins. Si le papier ne coûtait presque rien, on prendrait des empreintes de toute cette vaste composition, on ferait une seule édition tirée à cent, deux cents ou trois cent mille exemplaires, et chacun des départements qui la recevrait y prendrait, en plus des informations générales, les nouvelles de nature à l'intéresser. Oui, mais le papier coûte de 170 à 200 francs les cent kilos, le prix d'un journal ordinaire à huit pages qui pèse cinquante grammes en moyenne est déjà de 8 à 9 centimes, et celui d'un journal de trente pages serait de 50 centimes pour le papier seulement. Comme la publicité ne paierait pas le déficit, force est donc de trier dans cette masse d'informations la part qui revient à chaque région intéressée d'où, au surplus, elle est venue par le fil ou par la poste.

Ces nouvelles régionales sont classées à la place de la « dernière heure » des journaux de Paris, et le souci du chef de la composition est alors de faire concorder la sortie de ses éditions avec le départ des trains dans les différentes directions. C'est cet horaire qui, entre dix-huit heures et quatre heures du matin, commande le travail.

Aux ateliers, on prend une empreinte par page, on s'en sert pour couler des clichés demi-cylindriques en alliage de plomb à raison d'un cliché par page et par sortie de rotative; on fixe

(1) C'est au coin du boulevard des Capucines et de la place de l'Opéra, à Paris, que M. Marcel Gounouilhout et ses collaborateurs reçoivent les informations politiques et parisiennes qui constitueront là-bas des matériaux importants pour le journal. Triés et classés, tous ces mots, toutes ces lignes, sont envoyés par fils spéciaux à la *Petite Gironde*, 8, rue de Cheverus, à Bordeaux. Ils sont transmis également, par deux autres fils, à Marseille et à Lyon, où le *Petit Marseillais*, allié à la *Petite Gironde*, et le *Lyon républicain* profiteront avec économie du travail parisien de leur confrère bordelais.

sur les rotatives ces demi-cylindres porteurs de tous les caractères composés dans la journée, et on tire en une heure le journal qui sort tout plié. Cela ne fait encore que les 90 000 journaux environ de la première édition, destinée à la ville et mise en vente à seize heures.

Dix-neuf heures arrivent : il s'agit de donner aux Bordelais les nouvelles de l'après-midi. Alors, suivant l'intérêt de ces nouvelles on remanie les formes de la première, de la deuxième et de la troisième page. Le dimanche, on intercale même deux pages entières pour relater les matches de *foot-ball*, les courses, les résultats des sports.

Entre temps, on a préparé sur d'autres marbres les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e éditions qui prennent les trains de l'État pour le Poitou, la Vendée et les Charentes. Éditions d'inégale importance, suivant la clientèle et la qualité des dépositaires, mais qui relatent pour chaque contrée les nouvelles qui les intéressent en plus des nouvelles générales et bordelaises.

De son côté, le train d'Orléans-Paris emporte les éditions de la Dordogne et de la Haute-Vienne; celui de Lyon, les éditions du Lot, du Cantal, de la Corrèze; et les lignes du Midi assurent le transport de la 10^e à la 16^e édition, jusque dans le Béarn et le pays toulousain.

Obstiné, le télégraphe n'a pas cessé d'imprimer ses bandes bleutées. Des nouvelles fraîches sont arrivées, destinées aux éditions du matin ou de la journée. Quand elles sont importantes, la tentation est grande de les communiquer aux lecteurs du Gers et du Lot-et-Garonne, pour que ces lointains clients les lisent au réveil et les annoncent à leurs voisins avant que ceux-ci ne les aient apprises par le journal concurrent. Alors on ne résiste pas, on défait la forme qui était serrée dans son châssis et on refait la page. Autre empreinte, autre coulée de plomb, nouvelle rectification du cliché : en avant, la rotative...

Et les paquets de 50 journaux s'en vont, tout humides, sur les tables zinguées où des femmes, qui ont dormi le jour, en font des colis ou y fixent la bande des abonnés; pendant qu'une équipe, alourdie par la nuit, prépare les éditions du matin pour satisfaire aux exigences des Charentais et des Landais, et les éditions que l'on confiera aux Chemins de fer économiques de la Gironde.

Vous croyez qu'alors tout est fini ? Mais non : les nouvelles

de la nuit et de l'aube sont alignées sur un autre marbre. Des hommes viennent d'arriver, qui prennent automatiquement des empreintes, coulent un, deux, trois, jusqu'à dix clichés, allument une cigarette à la cuve de plomb fondu, échoppent les demi-cylindres, posent des bobines de papier à un bout des rotatives et déchainent ces monstres alimentés : tout cela pour permettre à la ville et à sa banlieue de lire, à l'heure du café au lait, les nouvelles qui seront seulement en première heure des journaux parisiens de midi. Chaque grand journal de province prend ainsi de soixante à cent vingt empreintes par jour, qui correspondent au même nombre de formes et de pages de journal.

Il y a des éditions de mille et des éditions de vingt mille numéros. Il y a aussi des oscillations dans les tirages. Cela dépend des événements, des dépositaires, de la politique, — et des caprices du lecteur inconstant.

Avec moins de bruit, mais avec la même méthode, les services de la rédaction, sous l'impulsion de leur rédacteur en chef qui juge en dernier ressort de l'opportunité et de la valeur d'un article ou d'une information, ont manié la plume, le crayon et les ciseaux ; ils ont criblé de signes mystérieux et sabré de traits cabalistiques des pages de copie et des masses de lignes télégraphiques destinées à être lues quelque part dans un pays perdu du Sarladais par un lecteur confiant et attentif. Tandis que, tout en haut, sur les toits, l'atelier de photogravure n'a cessé, au moyen d'acides et de vernis, de fixer sur le zinc la reproduction du dernier événement que vient de transmettre la cellule photo-électrique, ou le visage d'un homme célèbre que Martinie, a fait parvenir par la poste.

Et demain soir, recommencera la danse des stylos et des caractères, le cliquetis des linotypes, le jeu des alignements et des serrages, le bruit mat du plomb fondu qui tombe dans les moules, la trombe des rotatives, pour annoncer à la province que des idées nouvelles, — ou très anciennes, — ont vu le jour, que les hommes ont plus ou moins bien compris leurs intérêts particuliers et collectifs, et que ce ne sont pas les mêmes qui ont été tués, arrêtés ou décorés...

Pour le bien du personnel. — Tout ce développement ne touche que l'esprit et, volontiers, je reviens à ce qui pénètre le cœur de tout homme épris de perfectionnement social. Je

veux parler des mesures de prévoyance capables d'enlever à l'employé, à l'ouvrier, le souci majeur qui les tenaille : la privation du logis, la misère dans la maladie, dans l'infirmité et la vieillesse.

Depuis 1884, le fondateur et sa famille résolurent d'organiser chez eux la participation du personnel aux bénéfices. Des caisses de secours aux malades furent instituées par la suite, sous le contrôle direct de chaque chef d'atelier. Celui-ci nomme le trésorier, désigne celui qui ira visiter les malades, en un mot administre seul ce service. La maison s'engage à verser dans la caisse de chaque atelier une somme égale à la somme recueillie dans le personnel, et le surplus qui est nécessaire pour faire face aux dépenses occasionnées par les malades.

Le 1^{er} janvier 1908, la maison créait la caisse des pensions de retraite des rédacteurs et employés des deux sexes, en versant, comme premier fonds, une somme de 150 000 francs. Aujourd'hui, la prospérité de cette caisse de retraites est telle que l'on a pu constituer un fonds spécial qui permet de faire des prêts aux collaborateurs ou employés pour l'édification de maisons à bon marché. Une cité-jardin a même été créée. Ainsi, la direction flatte le goût le plus prononcé des Bordelais, — avec celui du bon vin, — qui est de posséder une de ces petites maisons basses, en pierres de taille, ornées d'un jardinet et d'une minuscule verrière, et qu'on appelle ici une « échoppe ».

Toutes ces œuvres ont précédé les lois sociales qui vont entrer prochainement en vigueur. Elles sont appréciées par les bénéficiaires quels qu'ils soient, comme une marque de sollicitude familiale, au point que le magnifique hôtel de Cheverus, dont les ateliers sont les dépendances, ne leur cause ni envie ni défiance. Les vieilles pierres qui abritent les patrons, ils les considèrent plutôt comme ces objets de collection dont on ne se sert pas, mais dont on a la garde.

Cet hôtel est d'ailleurs parmi les plus belles demeures qui ornent Bordeaux, tant au quartier des Chartrons et autour du Jardin public, royaume des nobles vins, qu'à la Bourse et à la Rousselle où le trafic des mers amenait les épices et qui regorge maintenant de morue et de fromage de Hollande.

Dès sa construction, l'hôtel du marquis de La Tresne, dont l'initiale L forme de gracieux entrelacs sur les grilles et les balcons, fut l'objet de l'admiration des Bordelais et des

étrangers. Ce marquis de La Tresne n'était, à vrai dire, que Jean-Baptiste Le Comte, mais il habitait le charmant village de La Tresne, et imitait le monogramme du Roi. Après sa mort, l'hôtel passa en diverses mains pour être finalement acquis par l'État, en 1827. On en fit le palais archiépiscopal du cardinal de Cheverus qui donna son nom à l'hôtel et à la rue.

Contre le palais coulait une rivière, la Devèze, l'antique Divitia, qui allait se jeter dans la Garonne. Au moment des crues, la Devèze débordait et, de concert avec les eaux du fleuve qui remontaient dans le même temps, inondait le point bas de la rue où se trouve l'hôtel. Un des successeurs du cardinal de Cheverus, le cardinal Donnet, réclama instamment une autre résidence qui lui fut concédée. Les belles demeures ne manquaient pas, et l'antique quartier lui-même en possède encore qui datent de l'époque où l'intendant de Tourny, les architectes Louis et Gabriel, obligeaient les nobles, les armateurs et les grands négociants, — par l'exemple de leurs monuments, — à une magnificence dont la vieille ville porte encore les marques distinguées. Depuis, la pierre s'est « démocratisée », mais l'œil se réjouit toujours à la vue des vieilles portes de chêne ouvragé et de ces heurtoirs magnifiques qu'un ferronnier de talent avait mis à la mode.

En 1859, l'État mettait l'hôtel aux enchères : ce fut le fondateur de la *Petite Gironde* qui l'acheta. Sa famille en a respecté l'architecture, les dispositions intérieures, les boiseries et la décoration. Cette demeure, qui est un véritable musée, fait partie de la maison : elle en est la façade et chacun en est fier.

LA FRANCE DE BORDEAUX ET DU SUD-OUEST

Tout près, en son hôtel moderne, la *France de Bordeaux et du Sud-Ouest* a logé ses dix-neuf linotypes, ses rotatives Somua, silencieuses, françaises comme les Marinoni de la *Petite Gironde*, son télégraphe et ses bureaux de rédaction. Un pavé antique et bossu y mène, par des rues étroites et animées.

Une de mes premières impressions d'enfance consiste dans la vision d'une longue machine à vapeur qui actionnait déjà les presses, sans doute, et qui tenait la place d'honneur dans le hall public des dépêches de la *France*. La machine à vapeur, lente

et encombrante, a disparu dernièrement, mais je me souviens toujours de l'admiration que j'éprouvais pour les hommes capables d'enfermer dans une cage de verre tant d'énergie en mouvement... J'étais alors un moins de dix ans.

Aujourd'hui, je me heurte dans l'escalier, à travers les ateliers, à des électriciens, à des maçons, à des entrepreneurs. On agrandit. Je viens d'en rencontrer à *la Petite Gironde*. Demain, j'en trouverai à *la Liberté du Sud-Ouest*. Ici, la presse de province est vigoureuse : pour ne pas être tentée de reculer, elle avance.

Les débuts de *la France de Bordeaux* furent modestes. Elle n'était d'abord qu'un succédané de *la France de Paris*, l'ancienne *France* d'Émile de Girardin, si florissante sous la direction de ce maître incontesté du journalisme. En 1894, après sept années d'une existence tourmentée, elle s'affranchit totalement et entra tout aussitôt dans une période de prospérité continue et de progrès constants.

Le premier souci de *la France de Bordeaux* fut d'être, dans la forme comme dans le fond, un journal sérieux, loyal, honnête, se préoccupant avant tout des principes et n'attachant qu'une valeur secondaire aux questions de personnes. *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest* devint ainsi l'organe autorisé et écouté des partis d'avant-garde qui sont devenus des partis de gouvernement. Les plus grands noms du parti de gauche collaborèrent à ce journal et sa zone d'influence est surtout dans la Charente-Inférieure et le Limousin, dans les contrées industrielles du Midi et du Sud-Ouest. C'est l'art de ses rédacteurs, d'en faire un journal de bonne tenue littéraire et cependant accessible au lecteur d'instruction modeste.

Avec son tirage très important de 185 000 numéros, un tel quotidien est une force. Par la variété de ses rubriques, *la France* a pénétré dans le monde commercial, industriel, sportif, agricole, et c'est ainsi qu'avec une collaboration choisie elle a atteint si rapidement un tirage que peu d'organes régionaux, voire de Paris, ont pu approcher.

Une grande place a été faite à l'information, terrain sur lequel rivalisent, au prix des plus lourds sacrifices, tous les journaux. A cet effet, *la France de Bordeaux et du Sud-Ouest* s'est, elle aussi, dédoublée. Elle a constitué à Paris toute une rédaction comprenant des collaborateurs avisés, actifs, ayant

fait leurs preuves. Le moindre événement politique, économique, littéraire, artistique, est immédiatement transmis à Bordeaux grâce à une installation télégraphique et téléphonique complète.

Préoccupée d'augmenter sa clientèle et de la satisfaire, la direction de la *France de Bordeaux* a imaginé de nouvelles rubriques. Ses « petites postes » rendent de signalés services à tous ses lecteurs : « Petite poste des impôts » particulièrement appréciée à une heure où les lois fiscales se multiplient et se compliquent ; « Petite poste de l'automobile » prodiguant les conseils pratiques et utiles ; « Petite poste des loyers » ; « Petite poste juridique » ; « Petite poste des anciens combattants » ; « Petite poste de T. S. F... » Enfin une chronique hebdomadaire est lue avec assiduité par les propriétaires terriens à qui son rédacteur donne, non seulement des conseils théoriques, mais aussi, sur demande spéciale, tous renseignements utiles et spéciaux.

La *France* répartit son tirage sur Bordeaux, — 50 000 exemplaires, — et tous les départements voisins, au moyen de vingt-deux éditions, comme ses confrères ; elle emploie deux cent cinquante personnes et noircit quotidiennement avec des caractères et des images près de dix tonnes de papier. Elle ne recule devant aucun effort de propagande : à mon passage, les trois rotatives imprimaient un supplément gratuit avec feuillets, destiné à 800 000 lecteurs.

LA LIBERTÉ DU SUD-OUEST

Pour suivre ses concurrents dans les mêmes départements, la *Liberté du Sud-Ouest*, avec des moyens plus modestes, emploie les mêmes méthodes. Pour un tirage de 60 à 75 000, ce journal doit fournir seize éditions, dont deux du soir et une du matin à Bordeaux. Les autres éditions prennent les trains dans toutes les directions, échelonnées sur presque toute la nuit.

La *Liberté* est un grand journal, bien composé et bien écrit. Il accomplit les mêmes tours de force que ses confrères pour satisfaire ses lecteurs et les servir à temps. Avec des capitaux plus restreints, la direction, l'administration et la rédaction réussissent à parfaire leur tâche.

Le journal est installé, non loin des autres (rue de Grassi), dans le quartier le plus commerçant de la ville. Le nom et la qualité de son directeur, M. l'abbé Bergey, député de la Gironde, lui apportent un courant de sympathie venant même de ses adversaires.

Fondée en mars 1909, avec M. Paul Duché comme directeur et rédacteur en chef, *la Liberté* conquiert très rapidement une place importante parmi les plus grands quotidiens régionaux, et, dès les premières années, fut considérée comme l'organe qualifié de tous les groupements libéraux dans la région du Sud-Ouest. Elle succédait au *Nouvelliste de Bordeaux*, qui lui apportait sa clientèle, et adoptait à peu près la même ligne de conduite.

La sûreté, l'abondance, le contrôle scrupuleux de ses informations au cours de la guerre, furent hautement appréciés des lecteurs qui, par ailleurs, trouvaient dans le commentaire des événements un puissant réconfort patriotique. Aussi le tirage grossit-il considérablement, et le nombre des abonnés, tout spécialement, ne cessa de s'accroître de façon graduelle et régulière.

A la fin de 1924, M. l'abbé Bergey fut appelé à prendre la direction du journal. Il y apportait, outre l'autorité de son caractère résolu et de son énergique volonté, le prestige de son magnifique talent oratoire et de son héroïsme au cours de la guerre. Cet homme, également capable d'émouvoir et de transformer les pires déchets de l'humanité comme d'entraîner les élites intellectuelles, mit sa personnalité au service des idées. Son nom fut, dès lors, comme le drapeau autour duquel se serrèrent tous ceux qui veulent défendre le patrimoine national et les traditions de liberté religieuse.

M. l'abbé Bergey développa, d'ailleurs, méthodiquement l'expansion et la diffusion du journal dans une vingtaine de départements, créant dans chacun de ceux-ci des comités de propagande, recrutant dans toutes les localités des correspondants-rédacteurs animés d'un ardent dévouement à la cause de l'ordre et de la religion, assurant l'inspection régulière et fréquente des dépositaires, envoyant à toutes les manifestations importantes des vendeurs spéciaux. Il a ainsi gardé et augmenté une rédaction de tout premier ordre.

Au surplus, l'action de *la Liberté du Sud-Ouest* se trouve complétée, renforcée, par celle de *la Liberté du Dimanche*, le

plus grand hebdomadaire de la région et qui touche fort utilement la clientèle des campagnes, lui aussi, dans dix-neuf départements.

* * *

Quatre heures. En ce mois de décembre, déjà la nuit se mêle à la brume sur la ville. Les crieurs des trois journaux se répandent. Casquettes à lettres dorées. C'est en criant *la Liberté* qu'ils ont le moins d'accent. Coups de sirène sur le port. Les bateaux et les remorqueurs se voient moins. Les grues continuent à toussoter. Contre les morutiers endormis, le flot clapote. Sonores, des barriques sautent sur le pavé. Un colonial suit ses bagages. Les taxis somnolent sur les allées de Tourny. Les cafés s'éclairent. Égarés dans le ciel, les piliers du transbordeur, fiancés depuis douze ans, attendent le tablier qui les unira. Puis, comme six heures sonnent à Pey-Berland, les cuisiniers s'affairent, car la cuisine ici n'est point une plaisanterie.

Le cours de l'Intendance s'emplit de beau monde, tandis que la Bastide dégorge ses travailleurs sur le Pont. On parle, on achète un journal, deux journaux. Courses hippiques, matches, courses de taureaux : on achève au café les discussions sur les « gagnants » et les « placés ».

Puis vient l'heure du théâtre, des soirées mondaines, l'heure où on lit le livre à la mode, où l'on pèse les mérites d'un acteur ou d'un peintre, où l'on critique les toilettes. C'est l'heure qui remplit la *Vie Bordelaise*, cet hebdomadaire illustré de la vie mondaine, théâtrale et artistique, qui depuis quarante ans connaît la faveur de Bordeaux et du Sud-Ouest.

Dans la nuit blafarde, de lourds camions attardés troublent le repos des vins dans leurs caves ; et les journaux refont sur le marbre toute une page pour insérer dix lignes qui annonceront aux Landes, à leur réveil, les cours de la résine à Savannah, que l'Amérique vient de câbler avec le retard réglementaire imposé par le soleil.

ANDRÉ DEMAISON.

(A suivre.)

NOS MISSIONNAIRES

MÈRE JAVOUHEY

BIENFAITRICE DES NOIRS

III ⁽¹⁾

L'INSTITUT DE CLUNY ET LA LIBÉRATION DES NOIRS
(1843-1851)

Si Mère Javouhey avait eu l'occasion, rentrant à Paris, d'ouvrir le tout récent livre de Laboria, *De la Guyane française et de ses colonisations*, elle aurait pu y trouver, avec un certificat d'honorabilité et un hommage à son « génie fondateur », cette allégation, un peu légère, qu'elle n'avait pu faire en Guyane, avant 1830, qu'un couvent et un pauvre atelier de scieurs de long qui « s'étaient éteints, faute de compagnes ». On aurait cru, à lire ce livre, que jamais aucun blanc, sous sa direction, n'avait travaillé la terre à la Mana. Il ne semble pas qu'elle ait eu souci de rectifier ce point d'histoire : ses pensées, toujours tournées vers l'avenir, préféraient s'attarder aux rapports de Mère Isabelle, qui lui avait succédé dans la direction de l'œuvre de Mana. « Nous n'avons pas, ma très chère Mère, lui écrivait celle-ci, même crédit que vous ; mais nous n'en sommes pas surprises ni découragées : nous ferons tout ce que

⁽¹⁾ Voyez la Revue des 1^{er} et 15 janvier.

nous pourrons et Dieu fera le reste. » Il n'y avait plus à la Mana que quatre-vingts noirs qui ne fussent pas encore libérés; et l'on se demandait avec inquiétude si tous les autres, Mère Javouhey n'étant plus là, allaient demeurer dociles.

Trop souvent, le ministère sacerdotal continuait de faire défaut; une lettre d'août 1843 prévenait la Mère qu'on avait eu un prêtre dix jours durant, mais qu'il n'avait dit la messe que deux fois, qu'il n'avait pas entendu de confessions, pas prêché, et qu'il n'avait guère fait que de la musique. Étrange secours spirituel pour une population qui avait plus besoin que jamais d'être guidée dans l'apprentissage de la liberté! Il y eut, au dire du comte de Castelnau, qui quatre ans plus tard fera séjour à Mana, un assez grand découragement parmi ces noirs. On en vit qui se faisaient chasseurs: presque tous, un instant, négligèrent la culture, et puis ils y revinrent, parce qu'ils avaient faim. On pouvait se demander s'ils n'allaient pas « se laisser abattre, retourner rapidement aux coutumes de leur Afrique natale », reprendre leurs mœurs africaines. Leurs habitudes d'ordre et de travail risquaient de périliter complètement. Une lettre, un jour, annonçait à Mère Javouhey une révolte des gamins contre la négresse qui les menait à l'abatis, et Mère Javouhey pouvait deviner qu'un vent d'indocilité soufflait.

Ce qui devait l'inquiéter plus encore, c'étaient certaines tendances que laissait voir le nouveau gouverneur de Cayenne, le capitaine Layrle, dans les rapports des 6 octobre 1843 et 1^{er} septembre 1845 au ministère de la Marine. Le gouverneur Layrle avait un cerveau d'économiste. Le spectacle d'une congrégation de femmes qui fabriquait le sucre, qui dirigeait une grande exploitation agricole, le déroutait: tout cela ne pouvait, disait-il, conduire à rien de sérieux. Vainement le publiciste Cochut observait-il, ici-même (1), que la Mana était le seul point de la Guyane où l'exploitation des forêts eût donné des résultats avantageux. Il semblait impossible à Layrle, que des femmes possédassent la technique et les capitaux que requérait la poursuite d'un véritable succès économique: le gouverneur songeait aux intérêts de la production; et les traditions de Mère Javouhey commandaient qu'on envisageât d'autres intérêts, tant moraux que matériels, ceux

(1) Voyez la Revue du 1^{er} août 1845.

des nègres. Le gouverneur estimait que l'ouverture de la rivière Mana aux bâtiments caboteurs de la Guyane serait conforme aux saines données de l'économie politique; Mère Javouhey s'y était toujours opposée, pour sauvegarder la moralité de ses grands pupilles noirs. Fatalement le contraste entre les deux points de vue devait s'accroître.

« Les nègres de Mana, redisait Mère Javouhey, le 5 mars 1845, au ministre Mackau, y jouissent aujourd'hui de la liberté la plus absolue : ils trouvent dans un travail libre et assidu, dont ils recueillent tous les fruits, une nourriture saine et abondante, des logements, des meubles et des vêtements au-dessus de leur condition. Le sentiment religieux, la moralité se sont développés chez eux d'une manière inespérée ; l'ordre et la tranquillité sont maintenus dans l'établissement sans gendarmes, sans soldats, sans l'usage des moyens correctifs de répression. Il est peu de villages en France qui, sous tous les rapports, présentent une situation matérielle et morale aussi satisfaisante. » Elle suggérait au ministre : « La Mana, créée par la France, doit devenir et rester une école d'initiation pour les nègres qui pourront y recevoir successivement les principes de la vie sociale ; ils se grouperont autour de ces premiers établissements, et c'est ainsi qu'on parviendra à créer une population et des cultures de la plus haute importance pour la France. »

Elle se complaisait en un projet nouveau, qu'elle tenait à soumettre au ministre. Ne pourrait-on « fonder à Mana une école pratique d'agriculture » ? « Le gouvernement enverrait de jeunes nègres des diverses colonies qui seraient à sa disposition, soit colons orphelins, soit colons provenant des prises ou des ateliers publics, soit à tout autre titre. » De son côté elle y conduirait de jeunes orphelins de France.

Mais ce qu'on sentait tout le long de cette lettre, c'était moins encore la hantise de ce nouveau rêve, que la crainte aiguë, anxieuse, de voir le gouvernement modifier le statut de la Mana, et renverser, un jour ou l'autre, les barrières qui protégeaient ce petit Paraguay. Elle s'avouait prête aux concessions possibles, prête à répondre, aussi, aux objections que l'on pourrait opposer au système d'isolement pratiqué là-bas ; mais elle suppliait qu'on ne touchât point à « des conditions auxquelles les Sœurs devaient leurs premiers succès et de quoi dépendait leur réussite à l'avenir ».

Il suffisait de confronter les rapports de Layrle et de Mère Javouhey, pour avoir tous les éléments du problème : le directeur des colonies, Galos, et l'amiral de Mackau, se mirent à l'étude. Ni le gouverneur ni la Mère ne furent pleinement exaucés. Mackau n'était pas d'avis de maintenir « la tutelle sous laquelle la population libre avait été placée depuis 1838 » ; mais il voulait qu'elle fût « plutôt transformée que brusquement supprimée ». « Ainsi, ordonnait-il, le concours de la congrégation doit continuer d'être mis à profit pour les intérêts moraux de cette population, en tout ce qui ne sera pas inconciliable avec le régime de liberté dans lequel il s'agit de faire entrer la jeune colonie. De cette manière et pendant longtemps encore, la force des choses rendra la congrégation l'âme de ce petit quartier et y fera prédominer son influence. » Une lettre de l'amiral, datée du 13 février 1846, protestait qu'il n'entendait nullement « soustraire la jeune population de la Mana à l'action tutélaire et bienfaisante de la congrégation » ; et le gouverneur Parisot, qui, en mars 1846, succédait à Layrle dans l'administration de la Guyane, donnait à Mère Isabelle, au cours de la visite qu'il faisait à Mana, des assurances exactement conformes aux intentions ministérielles (1).

Mère Javouhey, très calme, se tenait aux écoutes ; ses lettres d'avril 1846 conseillaient qu'on ne montrât pas de défiance, pas d'inquiétude pour l'avenir. Elle attendait des projets pratiques qu'on préparait ; elle « laissait venir ». Tel était le conseil du baron Roger, qui lui paraissait bon.

C'était un symptôme rassurant que la démarche faite auprès de Mère Isabelle par le gouverneur Parisot ; il voulait d'elle un rapport sur l'état actuel de la colonisation et sur « les précautions à employer pour assurer le nouvel ordre de choses ». Mère Isabelle rédigeait ce rapport ; elle souhaitait que les agents qu'on installerait connussent le caractère des noirs, que l'on n'accordât qu'avec circonspection l'accès du quartier de la Mana et les permis d'exploitation de ce territoire, qu'on y établît des gendarmes plutôt qu'un poste militaire. Le gouverneur Parisot transmettait au ministre les vues de Mère Isabelle. Parisot désirait, par prudence, que le débit des liqueurs

(1) Nous tenons à offrir à M. Roussier, archiviste du Ministère des colonies, pour la gracieuse communication qu'il nous a faite de plusieurs documents officiels, nos plus vifs remerciements.

ne sortit pas des mains des Sœurs. Les lignes qu'il consacrait à leur influence morale leur rendaient un magnifique hommage ; il s'extasiait devant la salle d'asile, devant la crèche, qu'elles avaient établies.

Et l'idée venait à Parisot qu'à cinq lieues de là, dans une petite tribu d'Indiens Galibis, les Sœurs pourraient faire une besogne civilisatrice en appliquant les mêmes méthodes qu'elles avaient suivies à la Mana. Le rapport qui précédait immédiatement la prise de possession de la Mana par l'administration officielle indiquait ainsi le chemin d'un autre Paraguay, où les sœurs pourraient aussi être les fourrières de la civilisation. Dès 1848, chez ces Indiens Galibis, deux d'entre elles feront une rapide apparition ; et, dans un rapport officiel, le commissaire Mélinon témoignera de son admiration pour leur œuvre de patience. Il signalera les vexations, les contrariétés, les déceptions qui seront leur partage ; il les montrera ayant affaire à des « individus changeants et indifférents, qui, pendant qu'on les fait lire ou prier, bâillent, se couchent, jouent avec des pirouettes sur leur livre, ou vont se baigner suivant l'idée qui se présente » ; à des enfants, qui, lorsqu'ils savent leurs prières, « mettent à les dire la même insouciance et la même légèreté que ceux qui ne savent rien » ; et il réclamera du gouvernement un témoignage pour ces Sœurs, qui « remplissent, dira-t-il, la mission la plus triste et la plus désenchantée, près de laquelle la crainte de mourir eût été préférable ».

La Mana, le 1^{er} janvier 1847, passa définitivement sous la tutelle directe du gouvernement de Cayenne. « J'espère, écrivait à Mère Isabelle l'amiral de Mackau, que la Congrégation de Saint-Joseph voudra bien continuer sur la population noire son action tutélaire et moralisatrice, et que son autorité bienfaisante et la considération dont elle y a joui pendant un grand nombre d'années auront encore longtemps une influence très avantageuse au maintien des bons principes qu'elle a cherché à lui inspirer. » « La Mana, au mois de mai 1847, voyait arriver un visiteur, le comte de Castelnau. Il revenait d'une expédition scientifique aux parties centrales de l'Amérique du sud, au cours de laquelle tous ses compagnons avaient péri. Neuf ans durant, il avait exploré les deux Amériques : à la demande de Parisot, il venait étudier la question noire à Mana. Le capitaine commandant, Mélinon, le pilotait à travers les cinq

ou six rues où s'alignaient les cent soixante et une cases de la colonie : Castelnau regardait sans parti pris. Les Sœurs, devant lui, n'affectaient point d'étaler des succès; elles se plaignaient au contraire du peu d'intelligence et d'attention des élèves, qui apprenaient assez facilement à écrire, mais « en peignant pour ainsi dire les lettres et en les copiant sur le modèle ». Il était beaucoup plus difficile de leur apprendre à lire; et Castelnau voyait des enfants qui, « bien qu'apprenant depuis plusieurs années, ne comprenaient nullement ce qu'ils lisaient ». Il y avait eu, semble-t-il, un mouvement rétrograde dans cette population : Mélinon s'en attristait, et Castelnau parlait, dans son rapport, d'une « renaissance des mœurs et coutumes de l'Afrique ». Mais, si pessimistes que fussent certaines de ses impressions, il concluait cependant : « Je crois qu'il n'existe pas sur la surface entière de nos colonies un établissement aussi digne d'intérêt que celui de la Mana. »

Lannes de Montebello, successeur de Mackau au ministère de la Marine, recevait en juillet 1847 Mère Javouhey. Il lui tenait les propos les plus rassurants pour la congrégation. Il regrettait personnellement que la Mana ne fût plus sous la direction des Sœurs, et promettait de réclamer leur concours d'éducatrices, leur concours d'hospitalières. Le gouverneur de la Guyane fut fort heureux, quelques mois plus tard, de trouver l'appui de Mère Isabelle. Avant que ne s'achevât l'année qui avait vu s'installer l'administration officielle, il se produisit à Mana ce qui ne s'était jamais vu : une révolte de noirs. Une soixantaine manifestèrent, voulant fonder un village à trois lieues de là, sur un terrain qu'ils disaient leur avoir été concédé par Mère Javouhey, et proclamèrent que dans ce village ils n'obéiraient plus qu'aux Sœurs. Le commissaire commandant du quartier de la Mana était un instant menacé dans sa maison même. Louis Javouhey, le juge de paix, accourait à l'aide : « Nous ne voulons faire de mal à personne, protestaient les noirs, nous demandons à être traités avec justice, en hommes libres, comme nous l'étions par la chère Mère. » La docilité même que les noirs affichaient à l'égard de Mère Isabelle permit à celle-ci de calmer les esprits. Avec quelque soudaineté qu'eût pu revenir chez certains d'entre eux le vieux naturel de l'Afrique, les Sœurs, moralement, gardaient sur eux une souveraineté.

La marche même des événements semblait accentuer le contraste entre Cayenne et Mana. A Cayenne « l'esprit d'insoumission et de révolte se manifeste parmi les esclaves. Toutes les nuits sont signalées par des incendies de fermes et d'habitations. Le 3^e régiment d'infanterie de marine n'a pas un instant de repos. » Ces lignes se lisent dans le *Siècle* du 15 janvier 1847. Et voici ce qu'on trouve dans une lettre de Mère Javouhey, de janvier 1848 : « Mana va bien. Sœur Isabelle mène bien sa barque ; les noirs travaillent, ainsi Mana vivra envers et contre tout. »

Cette minuscule colonie de la Mana, aventureusement blottie à l'ombre des forêts de la Guyane, trop volontairement effacée pour trouver place sur une mappemonde même détaillée, gardait toujours, aux regards de Mère Javouhey, la portée d'un symbole : cette minuscule colonie était la preuve de ce qu'on pouvait faire avec des noirs, pourvu qu'on eût pour eux des sentiments maternels qu'aucune autre préoccupation ne pouvait attédir. C'est à la Mana que s'étaient resserrées, plus que jamais, les liens de la Mère avec la race nègre ; à la Mana, qu'avaient pu se préciser, par les fécondes leçons de l'empirisme quotidien, ces méthodes de secourable charité, auxquelles depuis longtemps aspirait son cœur. La Mana, pour Mère Javouhey, c'était un champ d'expérience et c'était un laboratoire ; elle avait rapporté dans Paris le renom d'une spécialiste de la question noire, grâce à son œuvre de la Mana, dont les tâtonnements et les échecs partiels n'atténuaient ni la valeur ni la décisive portée.

LA QUESTION NOIRE DEVANT LE PARLEMENT

Or, dès son retour, elle n'avait eu qu'à prêter l'oreille, dans Paris même, pour se rendre compte que la question noire commençait d'agiter l'opinion publique.

Le rapport que publiait en 1843 le duc Victor de Broglie au nom de la commission parlementaire qui avait mis à l'étude la question de l'esclavage signifiait aux lointains colons, au nom de la France libérale, que la liberté des esclaves serait l'œuvre du législateur de demain, et que l'éducation de ces futurs hommes libres était l'œuvre de l'Église, dès aujourd'hui.

J'imagine Mère Javouhey feuilletant ce rapport dès sa

rentrée en France. Elle y voit, certainement, qu'un hommage est rendu à « l'influence tutélaire » qu'elle exerça à la Mana, en vue d'instruire et de réformer les noirs de traite. Mais cet éloge, je le suppose, passe bien vite inaperçu, parmi tout le flot d'idées et de suggestions, qui trouvent aussitôt un écho dans la pensée de Mère Javouhey. Un duc est plus libre qu'une nonne de parler au grand public ; il peut avoir des instances, des audaces, qu'elle serait plus gênée pour se permettre ; c'est une bonne fortune qu'un tel rapport, pour son action à elle, pour ses rêves à elle. Par dessus son épaule, avec elle et en même temps qu'elle, feuilletons-le.

Le duc de Broglie, passant en revue toutes nos colonies, notait, à peu près partout, le mauvais vouloir de beaucoup de planteurs pour faire instruire les noirs et même les faire catéchiser ; il concluait « que l'obligation de conduire à l'église, au catéchisme, aux instructions paroissiales ou domestiques, les noirs de tout sexe et de tout âge, devait être exactement imposée aux maîtres ». Mais, creusant plus avant le problème, il se demandait de quel clergé disposaient ces colonies, qu'il considérait comme étant « vraiment un pays de mission ». Il y a « dans ce champ tout nouveau, insistait-il, une moisson plus certaine et plus abondante à recueillir que partout ailleurs ». Qu'avait-on en fait de moissonneurs ? Sa réponse était très nette : « L'organisation du clergé colonial manque de nerf, d'unité d'action » ; et la composition en est médiocre. Victor Schœlcher avait été injuste lorsqu'il osait écrire, l'année d'avant : « Il n'y a pas de bons prêtres aux colonies. » Le duc de Broglie ne se permettait pas des diffamations aussi sommaires ; mais il disait expressément : « Réorganiser le clergé colonial, le reconstituer, voilà le grand point et l'affaire pressante ; voilà le vrai moyen d'action sur la race noire. »

Ici encore, ces idées qu'osait soutenir le duc devant l'opinion publique, Mère Javouhey, depuis vingt ans, les agitait dans sa tête, et les confiait aux ministres successifs. Voilà qu'elle les sentait flotter, enfin, dans l'air de Paris.

Les Frères de Ploërmel étaient aux Antilles depuis 1838, au Sénégal depuis 1842, et en 1843, même, ils débarquaient en Guyane : au point de vue scolaire, c'était une heureuse nouveauté. Mais leur fondateur, Jean-Marie de Lamennais, après avoir, six ans durant, étudié l'action de ses Frères dans les

colonies, en viendra à conclure, en 1844, dans son *Mémoire sur la réorganisation du clergé colonial*, qu'au point de vue religieux, aussi, des réformes sérieuses s'imposaient. Le coup d'œil jeté par Jean-Marie de Lamennais sur la France d'outre-mer l'amènera ainsi aux mêmes conclusions auxquelles était depuis longtemps parvenue Mère Javouhey ; et ces conclusions convergeaient avec celles de la commission parlementaire, dont le duc de Broglie était, tout à la fois, l'interprète et le guide.

LES OBSTACLES A L'ÉDUCATION DES NOIRS : ACTION DE MÈRE JAVOUEY

Les idées d'affranchissement progressaient si vite, dans les sphères parlementaires et ministérielles, que bientôt Mère Javouhey dut constater que certaines de ses Sœurs d'outre-mer étaient réputées trop indifférentes au relèvement des pauvres noirs. On lui signalait, par exemple, ses Sœurs de l'île Bourbon ; elle les défendait de son mieux, dans une lettre au ministre de la Marine. « On leur reproche, lui écrivait-elle le 27 avril 1841, leur indifférence pour l'instruction religieuse des jeunes esclaves, mais ce reproche est-il fondé, quand on sait bien que les classes gratuites sont ouvertes à toutes les familles pauvres, quelles que soient leur position et leur couleur, et que depuis près de dix ans, des catéchismes particuliers se font les dimanches et fêtes aux femmes esclaves de tout âge dans nos établissements ? »

Elle avait pu lire, aussi, dès 1842, dans le livre de Victor Schœlcher en faveur de l'abolition immédiate de l'esclavage, cette allégation qu'à la Guadeloupe les Filles de Saint-Joseph ne voulaient élever que de petites blanches. Et Schœlcher à cet égard était mal informé, puisque, depuis la fin de 1840, elles avaient des écoles pour enfants noirs.

Ce qu'il y avait de vrai dans les réserves auxquelles donnait lieu, çà et là, l'action des Sœurs, c'est qu'étant les éducatrices de la société blanche, il leur était parfois difficile de ne pas se laisser gagner en quelque mesure par certaines préventions, par certains préjugés, plus enracinés dans cette société que ne l'étaient les articles du *Credo*. Une lettre qu'en 1846 Mère Javouhey écrivait à Mère Rosalie nous montre que sa sollicitude pour les noirs ne se sentait pas toujours assez chaleureusement soutenue par ses religieuses des Antilles. « Les

lettres de la Martinique et de la Guadeloupe, lui confiait-elle, ne sont pas aimables; on croit que c'est moi qui fais les lois de l'abolition de l'esclavage et du mélange des couleurs; on me parle sur un ton qui n'est rien moins que religieux... De telles religieuses oublient d'où elles viennent et où elles vont. Mon Dieu, qu'il est difficile de ne pas prendre l'esprit du monde quand on le fréquente! » Schœlcher, à cette même époque, reprochait aux Sœurs des Antilles un certain esprit aristocratique, tandis qu'il saluait dans les Frères de Ploërmel, quelque « exagérée » que lui parût leur dévotion, de bons serviteurs de la cause noire. La lettre de Mère Javouhey à Mère Rosalie montre qu'elle se rendait compte, elle toute première, qu'il y avait là-bas quelque redressement à opérer.

Les lois de juillet 1843 sur l'amélioration du régime des noirs étaient une première réponse aux vœux de la commission parlementaire qui, sur le rapport du duc de Broglie, avait décidé l'abolition de l'esclavage dans un délai de dix ans. De toute évidence, l'œuvre éducatrice devenait chaque jour plus urgente. Mère Javouhey, en janvier 1846, faisait partir une sœur pour l'île Bourbon, en vue de hâter l'instruction des filles esclaves; elle écrivait à Mère Rosalie qu'il lui fallait tout de suite des sœurs pour Cayenne, et qu'elles eussent « beaucoup de piété, beaucoup de bonne volonté ».

Conduisant au Havre, elle-même, quelques mois plus tard, un essaim de sœurs qu'elle expédiait aux Antilles, elle écrivait toute joyeuse: « Le bâtiment est prêt; demain elles s'embarquent remplies de courage et de bonne volonté. Elles sont appelées pour évangéliser les esclaves, *afin de les préparer à la liberté*. Depuis une année, cinquante sont parties déjà pour les mêmes missions; prions le Seigneur qu'Il leur donne le succès. »

En ces années qui précédèrent l'émancipation législative des noirs, l'esprit de l'Évangile, porté d'un bout à l'autre de notre domaine colonial par les pathétiques appels de Mère Javouhey, bravait tous les obstacles et ébranlait toutes les barrières. Elle savait bien à quelles difficultés il se heurtait dans les plantations de nos vieilles colonies, et quelle vaillance il fallait à ses Sœurs pour en maintenir les droits et pour en appliquer les exigences. Paris nous trahit, disait-on tout autour d'elles, lorsqu'arrivait à la Basse-Terre ou à Fort-de-France

quelque nouvelle favorable aux noirs. Et tout de suite la résistance se préparait, sourde ou notoire.

L'année 1845 avait vu paraître, sous la signature de l'abbé Dugoujon, ancien missionnaire apostolique du Saint-Esprit, un volume intitulé, *Lettres sur l'esclavage dans les colonies françaises*, protestation très éloquente contre les mauvais traitements infligés aux esclaves; et M. Dugoujon, dans cette brochure, expliquait sans ambages que les curés des colonies étaient livrés aux caprices des maires, et que c'était un crime pour ces prêtres de se montrer les amis des noirs. Montalembert, quelques mois plus tard, bondissait à la tribune de la Chambre des pairs, pour dénoncer un pareil état de choses, et déposer une pétition de six cent cinquante ecclésiastiques de France, réclamant qu'il n'y eût plus d'esclaves. Mais l'abbé Rigord, curé de Fort-de-France, publiait à la Martinique une brochure qui se présentait comme une riposte à Montalembert; et au moment où paraissait cette brochure, il n'y avait pas encore un seul enfant esclave dans les trois écoles gratuites de Fort-Royal. Un autre prêtre, l'abbé Hardy, dans quelques pages intitulées, *Travail et liberté*, paraissait réserver beaucoup de ses sympathies pour « l'anxiété cruelle » des colons. Ces esclaves dont tant de voix commençaient à souhaiter l'émancipation, certains ecclésiastiques en possédaient, et de ce fait, ils sentaient leurs intérêts solidaires de ceux des colons. On citait tel préfet apostolique insouciant du concubinage où vivait son couple d'esclaves, et Victor Schœlcher pouvait publier deux sortes de réquisitions signées du préfet apostolique de la Guyane, en vue de faire fustiger un sien esclave.

En face de ces prêtres dont le verbe était enchaîné, si l'on peut dire, par toute l'armature sociale des colonies, il en était d'autres dont le verbe s'émancipait, et collaborait à la grande besogne d'affranchissement; mais ceux-ci s'exposaient à de terribles désagréments. Des maires se rencontraient, qui prétendaient qu'un curé, s'il avertissait les esclaves du devoir où ils étaient de pratiquer leur religion, risquait de les porter à murmurer contre les maîtres, qui leur rendaient difficile cette pratique; et parallèlement des curés se rencontraient, qui, de crainte de conflit avec l'autorité civile, évitaient de trop s'occuper des âmes de noirs. Le maire de Sainte-Anne, à la Guadeloupe, trouvait mauvais que l'abbé Dugoujon eût osé

formuler en public quelques remarques amères, le jour où on lui amenait quatre cadavres d'esclaves qu'on avait laissés mourir sans sacrements. L'abbé Bourdet, prêtre de Vaucluse, avait un jour quitté son imposante cure de Cavaillon pour se faire apôtre d'esclaves, dans cette même Guadeloupe; il se proposait d'appeler sur la classe servile, au moment de Pâques, la compatissante attention des propriétaires blanches qui viendraient se confesser, et qui parfois avaient sous leur joug de véritables troupeaux de nègres. « Gardez-vous bien de parler de cela en confession, lui disait-on en haut lieu; vous ne devez pas vous immiscer dans la police des habitations. » Sur quoi l'abbé Bourdet, découragé, reprenait le bateau pour la France. « Tous les prêtres qui ont voulu se jeter ostensiblement dans la voie de l'abolitionnisme, écrivait l'abbé Rigord, ont été forcés de quitter les colonies. » Comment s'étonner dès lors que, sous l'impression d'un tel spectacle, on entendît un curé de la Guadeloupe déclarer « qu'il ne fallait pas venir dans un pays dont on ne connaissait pas le système, et que, lorsqu'on y était, il fallait s'y conformer ou se retirer » ? Comment s'étonner qu'un autre curé, lisant l'encyclique de Grégoire XVI en faveur des noirs, déclarât insolemment : « Le pauvre vieillard a parlé de l'esclavage comme tous ceux qui ne connaissent pas les colonies. »

Mère Javouhey connaissait les colonies; elle avait médité les paroles tombées des lèvres du « pauvre vieillard », du haut de la colline vaticane; et elle estimait que ses Sœurs ne devaient en aucune colonie, ni se conformer « au système » que ce « vieillard » condamnait, ni non plus se retirer.

Elle se passionnait, en 1847, pour la lutte engagée entre les colons de l'île Bourbon et cet abbé Monnet, des Pères du Saint-Esprit, qui par sa charité, par ses prouesses apostoliques, avait mérité le titre de Père des noirs. Les colons le trouvaient trop populaire parmi ses nouveaux baptisés; et mécontents qu'il eût stigmatisé les obstacles que certains opposaient à l'éducation religieuse des esclaves et à leur repos dominical, ils avaient fait le geste de le lapider, l'avaient assiégé dans son presbytère; il avait fallu qu'après quatre jours d'émeute, la troupe chargée pour le protéger; mais finalement le gouverneur Graeb avait eu la faiblesse de l'embarquer d'office pour la France. Mère Javouhey se réjouissait qu'à Paris le ministère fût au contraire

bien disposé pour l'abbé Monnet ; et dans ses lettres à ses Sœurs de Bourbon, elle blâmait l'obstination des colons : « Personne, observait-elle, n'a plus d'ascendant que l'abbé Monnet sur les nègres pour calmer leur effervescence... Il est impossible qu'on échappe à la liberté, il faut prendre les moyens les plus sages pour en tirer le meilleur parti possible, et il n'y a que la religion qui puisse faire ce miracle. »

Mère Javouhey, à la veille de 1848, voulait que par le travail de ses Sœurs, ce « miracle » se multipliât : le ministère Guizot était pleinement d'accord avec elle, et la monarchie de Juillet, quelques semaines avant de chanceler, faisait la répartition des Sœurs destinées à l'instruction des noirs : Guyane, Ile Bourbon, Guadeloupe et Martinique auraient chacune seize Sœurs, et le Sénégal dix. « Tout ce monde, disait Mère Javouhey, doit partir dans le courant de l'année. »

LES DÉBUTS D'UN CLERGÉ DESTINÉ AUX NOIRS : LIBERMANN

Ainsi grossissait chaque jour le chiffre des éducatrices qu'elle expédiait aux noirs ; mais il leur fallait des prêtres aussi, le duc de Broglie l'avait dit, et le ministère, et Jean-Marie de Lamennais, et elle l'avait dit longtemps avant eux ; et de la lointaine Guyane où les nègres remuaient, le gouverneur Parisot écrivait : « Dix prêtres vaudraient mieux pour le bon ordre que deux compagnies d'infanterie. » Comment à cet égard s'annonçait l'avenir ? Les trois petits Africains élevés par Mère Javouhey s'étaient installés au Sénégal. En 1842, Boilat, tout de suite, s'était occupé d'ouvrir un collège à Saint-Louis ; dans un discours lyrique, le 26 février 1843, il avait annoncé que le Sénégal allait être régénéré. Une trentaine d'élèves étaient arrivés, déclinaient *rosa, la rose*. Ces prêtres indigènes qui apportaient la culture littéraire de l'Europe étaient chaleureusement accueillis. C'était une belle aurore ; malheureusement, elle fut vite troublée. Les Frères de Ploërmel, qui depuis 1841 donnaient aux petits Sénégalais une instruction primaire et professionnelle, s'inquiétaient de ce collège, comme on s'inquiète d'une rivalité ; ni Boilat comme directeur, ni Moussa comme professeur, n'avaient, hélas ! le prestige nécessaire pour le faire prospérer. Faute d'être encadrés, ils risquaient de se dévoyer ; et bientôt leur moralité même donna lieu, dans les rapports offi-

ciels, à des suspicions inquiétantes, lors même que téméraires. En 1846, c'était Fridoil, le troisième des clercs de Limoux, qui prenait la direction du collège, en imprimant à l'instruction un caractère beaucoup plus pratique, et Fridoil, aussi, manquait d'ascendant, pour les mêmes raisons douloureuses.

Il y eut un instant d'émotion joyeuse pour Mère Javouhey, lorsqu'elle vit Moussa, en l'été de 1846, arriver à Paris, devenir bientôt une curiosité, visiter le nonce, et le Roi, et la Reine, et M^{me} Adélaïde, et monter dans la chaire de l'église Saint-Laurent pour y parler des noirs. Victor Schœlcher, ce jour-là, — c'était le 21 décembre 1846, — s'asseyait au pied d'une chaire. Il y avait au moins un prêtre qu'il aimait, c'était Moussa; il s'enthousiasmait en entendant ce nègre, devenu ministre du Dieu des blancs, parler « des deux anges qui depuis six mois l'entouraient à Paris », l'un qui lui rapportait tristement les plaintes des Sénégalais esclaves; l'autre, l'ange de la France, qui lui disait : « Toi, enfant de cette race avilie, je t'ai fait entrer dans le sacerdoce, et depuis six mois que tu es revenu au milieu de la grande famille, tu n'as pas fait entendre ta voix. » Et Schœlcher s'attendrissait à la pensée que Moussa, répondant au désir du second ange, avait quêté pour les noirs les paroissiens de Saint-Laurent. Ce sermon fut probablement le plus beau moment, non seulement de la vie parisienne de Moussa, mais de son existence tout entière.

Mère Léontine Fontaine, qui avait vécu quelque temps auprès de Mère Javouhey, et qui, dans ses *Annales historiques de la Congrégation de Saint-Joseph de Chuny*, est en général l'écho de la pensée de la Mère, écrira plus tard au sujet de ces trois prêtres noirs : « S'ils avaient trouvé au Sénégal une autorité vigilante, éclairée, en même temps que bienveillante, qui sût les diriger, les tenir à l'abri des écueils, peut-être eussent-ils mieux répondu à tout ce que l'on attendait d'eux ». De fait, le collège de Saint-Louis disparaîtra en 1850; et en 1853, il ne restera plus rien au Sénégal de ces prémices indigènes d'un clergé. Fridoil périra en mer, Moussa s'en ira mourir en Haïti, et Boilat terminera ses jours, en 1900, dans une cure rurale de Seine-et-Marne. Le premier essai de clergé indigène au Sénégal était donc destiné à échouer, et l'histoire doit constater que de ce petit séminaire africain, si tendrement cher à Mère Javouhey, ne put sortir aucune vocation vrai-

ment sérieuse et durable pour la chrétienté sénégalaise.

Mais à l'époque même où Mère Javouhey rentrait de Guyane, quelques prêtres groupés aux portes d'Amiens, dans le Séminaire de la Neuville, se formaient à devenir les apôtres des noirs; leur chef, Libermann, venu d'Israël au Christ, avait à cette fin, dès 1840, reçu de la Congrégation de la Propagande les encouragements les plus formels. Entre lui et Mère Javouhey, des rapports ne tardaient pas à s'établir. Elle écrivait, dès le 23 mars 1844 : « Avant six mois, j'irai à Rome avec un saint fondateur d'ordre destiné à la conversion des noirs. Nous préparons les matériaux pour fonder un petit séminaire de noirs à Mana, puis au Sénégal. Le Ministère de la Marine veut bien aider à cette bonne œuvre de grande espérance... Celui que le Seigneur a inspiré le premier est un Juif converti... Le supérieur deviendra notre supérieur spirituel. » « Mère Javouhey me paraît bonne, confiait le Père Libermann à son confrère le Père Le Vasseur, le 28 mai 1844. On en dit bien du mal, mais je crois que la majeure partie n'est que calomnie et le reste exagération. »

Elle demandait bientôt à Libermann qu'il donnât pour Mana un missionnaire et un frère, et Libermann lui répondait, le 13 juin : « Cela me paraît impossible pour le moment. » Mais il ajoutait : « Prenez patience; si le bon Dieu veut la chose, cela se fera un peu plus tard. Vous me mettez un appât bien attrayant à l'hameçon. Un petit séminaire, c'est bien par là qu'on peut me prendre, car je soupire et je languis après une maison d'étude pour les noirs. » Et de mois en mois, Libermann paraissait plus pressant, plus impatient d'une étroite collaboration. « Aidez-moi à sauver la Guinée », lui criait-il le 22 juillet 1844, au moment où six des sept missionnaires qu'il avait envoyés en ces parages succombaient l'un après l'autre; et il reprenait le 9 octobre : « Je ne puis envoyer d'excellents missionnaires à la boucherie, et cela sans qu'ils puissent seulement commencer le travail. Je crois définitivement qu'on ne pourrait sauver ce pays qu'en formant de jeunes noirs, qu'on ferait venir en France dans les quartiers les plus chauds du Midi. » Sous la plume de Libermann, Mère Javouhey voyait soudainement reparaitre l'idée qui lui avait suggéré, vingt et un ans plus tôt, ses fondations de Bailleul et de Limoux. Ces deux âmes de fondateurs se comprenaient de

mieux en mieux. « Mère Javouhey est pleine de dévouement pour le bien, redisait-il en novembre, elle est bien généreuse. Je suis très lié avec elle. » Et il racontait à Le Vavas seur qu'elle s'offrait à lui céder six mille francs sur les appointements qu'elle recevait de l'État, pour l'entretien des missionnaires auxquels elle voulait confier les jeunes noirs. Elle recevait de lui, en janvier 1845, une lettre nouvelle, qu'elle qualifiait « d'admirable », et le nonce lui confiait que les missionnaires du Cœur de Marie allaient sans doute s'unir bientôt aux Pères du Saint-Esprit, sous la direction du Père Libermann.

Il y avait quatre ans déjà que l'on avait commencé de parler d'une telle fusion, et plus elle semblait se rapprocher, plus Mère Javouhey sentait s'exalter ses espérances : elle était même impatiente de la hâter. Elle causait longuement, au printemps, avec M. Warnet, qui fut alors, quatre mois durant, supérieur de la Société des Pères du Saint-Esprit. Il convenait avec elle que la Société ne pouvait « réformer les colonies avec les moyens » dont elle disposait. « Que ne vous entendez-vous avec le Père Libermann ? lui disait-elle. Ses missionnaires pourraient rendre de si grands services dans les colonies, et surtout pour les noirs ! » Elle écrivait à Libermann [de venir la voir à Paris, lui expliquant que le Nonce inclinait à admettre deux corporations de missionnaires, l'une pour Bourbon et l'Afrique, l'autre, pour les Antilles. Entre elle et Libermann, la confiance allait croissant : « Le Père s'adresse à moi comme à sa mère », notait-elle, et elle redoutait que si le bruit s'en répandait, l'œuvre de Libermann n'en souffrit.

Ce qui l'attirait aussi dans cette physionomie de Libermann, c'était l'intérêt miséricordieux qui l'animait pour les pauvres esclaves. Il put craindre, en 1846, que les susceptibilités qu'il soulevait ainsi ne le fissent à jamais exclure de l'œuvre coloniale ; mais ses inquiétudes se rassurèrent bientôt. Mère Javouhey, en étudiant l'âme de Libermann, y trouvait cette vocation africaine dont autrefois elle-même avait senti l'aiguillon. « Mon cœur est aux Africains », aimait-il à dire.

Elle existait donc, désormais, sous la direction d'un prêtre qui aimait les noirs, cette société d'apôtres si longtemps souhaitée par Mère Javouhey. Les Pères de Saint-Joseph avaient été comme mort-nés ; mais les missionnaires du Cœur de Marie vivaient. Il n'avait pas été dans la destinée de Mère Javouhey

de devenir pour le clergé colonial une sorte de mère spirituelle : mais cette famille d'âmes sacerdotales, qu'elle voyait s'orienter peu à peu vers les Tropiques, allait remédier à la détresse spirituelle dont toujours ses fondations avaient souffert. Et si Mère Javouhey voyait de jour en jour la tâche de ses Sœurs devenir plus ample et leur champ d'expansion plus vaste, elle constatait, aussi, que les besoins des âmes avaient enfin suscité, dans le sacerdoce même, l'organe si longtemps attendu.

L'AFFRANCHISSEMENT : MÈRE JAVOUHEY ET LA RÉPUBLIQUE DE 1848

Le 4 mars 1848, le gouvernement provisoire de la République, « considérant que nulle terre française ne pouvait plus porter d'esclaves », instituait une commission « pour préparer, sous le plus bref délai, l'acte d'émancipation immédiate dans toutes les colonies de la République ». Parmi les signataires de ce décret, il y avait Lamartine, qui, treize ans plus tôt, par son rapport décisif, avait contribué à faire remettre aux mains de Mère Javouhey les noirs libres de Cayenne. Mais l'un des membres les plus importants de la commission, qui occupait en même temps les fonctions de sous-secrétaire des colonies, n'était autre que ce Victor Schœlcher, qui, dans ses écrits antérieurs, s'était montré médiocrement bienveillant pour l'œuvre des Sœurs aux Antilles. La commission, en moins de deux mois, élaborait le décret qui, définitivement, supprimait l'esclavage : le 27 avril, en dépit des protestations des chambres de commerce et des délégués de nos colonies, ce décret était promulgué.

Mère Javouhey, d'avance, dans une lettre du 12 mars, calmait les inquiétudes de la supérieure de la Martinique, et lui demandait qu'elle se montrât toute dévouée aux esclaves. « Tâchons de faire le bien, insistait-elle, de calmer l'effervescence des noirs ; montrez de la bonté pour les esclaves de tout âge et de toute qualité. J'espère que cela se passera mieux qu'on ne croit. » Mère Javouhey, pourtant, n'était pas très rassurée : « Je tremble, avouait-elle le 26 mai, que l'esprit communiste ne soit propagé dans les colonies : ce serait le comble du malheur, le coup de grâce des maîtres, la perte des noirs, parce que la religion en serait bannie. »

Elle se sentait assez incertaine de la place qui serait faite à

ses Sœurs dans cette France coloniale qui soudainement allait être comme transfigurée. D'avance elle les préparait à certaines disgrâces toujours possibles. Elle disait à Mère Marie-Rosalie, le 22 mars : « Nous ne savons encore rien sur les colonies, il paraît qu'on nous conservera, mais on nous rognera les ongles; je n'en serai pas bien fâchée, si on ne les coupe pas trop près. Elle avait le sentiment très net, et très nettement anxieux, qu'à ce moment même, l'activité coloniale de l'ordre était en jeu. Le 12 avril, tout péril paraissait conjuré; et ce qui la réjouissait, c'est que les oppositions qui s'étaient manifestées dans le gouvernement provisoire avaient peu à peu fléchi devant la mention des résultats que les Sœurs de Cluny avaient obtenus à la Mana. Elle annonçait allègrement à la supérieure de Cayenne : « Les colonies ont manqué nous échapper; sans Mana elles seraient passées en d'autres mains; enfin, nous les conserverons parce que la Sœur Javouhey a donné des preuves de son amour pour les noirs. » En fait, bien qu'elle trouvât que les républicains n'étaient « pas faciles à vivre », elle disait gaîment : « On crie à tue-tête : Vive la liberté : c'est un mot qui me va droit au cœur; aussi j'ai la confiance des bons républicains. » Il y en avait un pourtant qui continuait de marchander sa confiance : c'était Schœlcher, et volontiers verrais-je son influence au point de départ des démarches gouvernementales qui tentèrent d'obtenir de Mère Javouhey le rappel de la supérieure et de plusieurs Sœurs des Antilles, réputées peu favorables aux noirs. Mère Javouhey répondait : « Si, après mes recommandations, elles donnent encore lieu à des plaintes, je vous promets que je les rappellerai. » Elle songeait à aller elle-même à Cayenne, à Mana, aux Antilles. « Il nous faut, disait-elle, des salles d'asile dans tous les quartiers, c'est la chose essentielle pour les noirs, qui n'ont pas de commencement d'instruction. » Et quant à la Guyane, elle souhaitait que le gouvernement plaçât à Mana tous les orphelins de la colonie.

Les nouvelles qui arrivaient d'au delà des mers étaient médiocres. Dans les clubs de la Réunion, les colons parlaient de se séparer de la France. Le bruit courait qu'à la Guadeloupe les noirs menaçaient de brûler la maison des Sœurs et que les autorités étaient forcées de veiller. D'où la Mère se bornait à conclure : « Si nous pouvons acquérir l'esprit de pauvreté, l'esprit religieux, je m'en réjouirai. » A la Martinique, les noirs

excités, un certain jour de mai 1848, promenaient l'incendie : puis tout s'apaisait. Mère Javouhey était heureuse que les classes fussent nombreuses pour les fillettes de couleur, qu'un beaucoup de blancs y allassent sans façon ; mais « adieu, disait-elle, le luxe du pensionnat ! » Et de cette restriction d'un luxe elle se consolait assez aisément.

Elle s'inquiétait de ce qui se passait à Cayenne. « Les noirs ont-ils repris le travail ? demandait-elle le 7 août à la supérieure de là-bas, sans cela la colonie serait perdue. Ceux de Mana sont pour eux un exemple ; s'ils ne veulent pas mourir de faim, il faut bien qu'ils travaillent. » Il était à Paris des bureaucrates qui voulaient placer à la Mana des insurgés déportés : le baron Roger faisait le possible pour y mettre obstacle, et Mère Javouhey souhaitait très ardemment que l'influence du baron Roger prévalût.

Ce qui la chagrinait, c'était la pauvreté du gouvernement. « Il ne peut pas envoyer de Sœurs cette année dans les colonies à moins de nouvelles mesures financières », annonçait-elle à Mère Rosalie ; et désormais, dans sa correspondance, elle se plaignait souvent que l'argent manque pour le transport des Sœurs, que les ministres « regardent à un passage ». Mais, en femme d'action qu'elle était, elle ne profitait pas de ce délai pour chômer, mais tout au contraire, pour « refaire amplement le noviciat ». Et puisqu'il n'y avait pas de crédits ni de bateaux pour procurer à ses sœurs des diverses colonies le renfort qu'elle leur avait destiné, elle leur multipliait ses instructions, et c'étaient toujours des cris de pitié en faveur des noirs.

Mais si elle avait la tristesse de ne pas pouvoir envoyer aux noirs un nouveau flot de Sœurs, cet été même de l'année 1848 lui ménageait une allégresse. Triomphalement, le 15 juin, elle contait dans une de ses lettres : « M. Libermann va s'adjoindre au Saint-Esprit, ce sera pour le bien de la religion. » Mère Javouhey était bien renseignée : quatre jours avant, l'abbé Monnet, alors supérieur des Pères du Saint-Esprit, avait écrit à Le Vavas seur, confrère de Libermann : « C'en est fait, désormais nous n'avons plus qu'un cœur et qu'une âme, comme nous ne formons plus qu'une seule congrégation. » L'abbé Monnet allait s'effacer et devenait vicaire apostolique de Madagascar ; et la fusion des Pères du Saint-Esprit et des Pères du Cœur de Marie devait être, avant la fin de l'année, un fait

accompli, avec le P. Libermann comme supérieur général. Mère Javouhey avait désormais une « grande confiance » dans le renouvellement des colonies par le clergé.

Déjà, dans cette île de Bourbon où l'année d'avant on avait si sauvagement traité l'abbé Monnet à cause de sa charité pour les noirs, un prêtre originaire de l'île faisait des merveilles. Il n'était autre que ce Frédéric Le Vavas seur qui avait été, au séminaire d'Issy, l'un des premiers confidents de Libermann. Tout enfant, jadis, on l'avait vu s'occuper de l'instruction des esclaves; c'est comme prêtre, à présent, qu'il se dévouait à cette tâche. Il poussait la hardiesse jusqu'à préparer la fondation d'une société de Sœurs de couleur : il les jugeait donc, déjà, capables de former une élite au service du *Credo*. Ce que l'on voyait à la Trinidad, grâce à Mère Javouhey, allait se voir à Bourbon; Mère Javouhey s'exaltait de cette nouveauté comme si elle-même en eût été l'ouvrière ou l'inspiratrice. Quelques mois encore, et le Père Le Vavas seur allait devenir, à Paris, le directeur spirituel des Sœurs de Cluny.

Les émeutiers du 24 juin ne se trompaient point lorsque, depuis les portes de Paris jusqu'à la communauté du faubourg du Roule, ils laissaient Mère Javouhey traverser les barricades en bravant la fusillade, et s'écriaient sur son passage : « C'est la Mère Javouhey, c'est la générale Javouhey ! » Sans partager les illusions et les utopies de 1848, cette femme était animée de l'esprit de générosité qui compatissait chrétiennement à toutes les détresses, détresses de race ou détresses de classe : et de même que les grandes marmites de sa maison du faubourg du Roule avaient nourri les ouvriers des ateliers nationaux, c'est auprès des robes bleues et des guimpes blanches des filles de Mère Javouhey que, sous d'autres latitudes, les noirs, en qui ces ouvriers saluaient des frères de souffrances, s'en venaient trouver lumière et réconfort pour leurs volontés théoriquement « libres » et douloureusement vacillantes.

LA MANA SOUS LA SECONDE RÉPUBLIQUE : L'AGITATION ÉLECTORALE

Dans cette France d'outre-mer dont tout l'équilibre social était comme bouleversé, il y avait un coin de terre dont les habitants persistaient à regarder vers Mère Javouhey : c'était la Mana. Les noirs y demeuraient des sédentaires, des laborieux

au jour le jour. Sur eux, l'ascendant lointain de Mère Javouhey maintenait comme une mystique contrainte, qui soumettait aux lois divines et humaines ces libertés de grands enfants.

Ils organisaient un banquet pour fêter le décret qui avait libéré tous leurs frères; et les fonctionnaires qu'ils avaient invités à cette agape avaient la surprise de les entendre crier au dessert : « Vive notre chère Mère générale! longues années pour elle! » Au premier instant, même, ces convives se sentaient un peu blessés d'une telle manifestation pour la souveraine de l'avant-veille. « Depuis que le gouvernement a repris Mana, écrivaient les noirs à Mère Javouhey, nous voyons de la misère. Nous voulons savoir de vous, ma chère Mère, si nous sommes obligés de payer les abatis de la Terre Rouge, parce que l'administration veut nous faire payer ces terres-là. » Des milliers de lieues les séparaient de Mère Javouhey, mais c'est vers elle que s'en allait leur appel, pour qu'elle décidât d'une question de justice. Ils voyaient toujours en elle, si loin qu'elle fût, l'authentique magistrature de la Mana.

Un jour vint où on leur expliqua qu'ils étaient souverains, qu'il fallait voter. Nous voterons pour la Mère générale, proclama l'un d'eux. On leur expliqua que leur souveraineté avait une limite, qu'ils ne pouvaient pas voter pour une femme. A quoi celui qui traduisait la jeune opinion politique s'empessa de répondre : « Si nous ne pouvons pas nommer la chère Mère, qu'on désigne qui l'on voudra; nous n'y prenons aucun intérêt. »

Finalement, au printemps de 1849, deux candidats furent en présence : Vidal de Lingendes, le procureur général, dont l'administration coloniale souhaitait le succès, voyait se dresser contre lui un magistrat de couleur, le substitut Jouannet. L'arrivée de celui-ci à la Guyane avait coïncidé avec la publication de la loi de 1845 et des ordonnances exécutives de cette loi; Jouannet, très habilement, avait exploité cette coïncidence, et l'on avait fini par le considérer, à Cayenne et dans certains quartiers, comme un être surnaturel qui avait apporté aux noirs plusieurs cadeaux successifs : la suppression du fouet, les jours de chômage, finalement la liberté. Nombre de noirs, par gratitude, s'agitaient pour lui. Les gens de Mana, eux, se montraient plus calmes, et tous se disposaient à voter pour Vidal de Lingendes, quand la veille du vote, un certain Zéphir arriva de Cayenne sur une goélette et, par d'actives distributions de bulle-

tins, procura soixante-sept voix à Jouannet contre soixante-treize à son concurrent. Dans l'ensemble de la Guyane, les électeurs civils donnaient à Jouannet trois mille deux cent quarante suffrages ; Vidal de Lingendes n'en récoltait que six cent un. Seul le quartier de la Mana avait assuré une très faible majorité au candidat de l'administration.

Sur la situation de la Mana à cette date, nous avons un témoignage très précis du commissaire commandant, Mélinon. L'esprit de famille apparaissait en décroissance ; mais Mélinon espérait que cet esprit, naguère développé par Mère Javouhey, se relèverait à mesure que les noirs se sentiraient « soutenus et stimulés par le produit du travail, capitalisé en propriété foncière ». Le recul, d'ailleurs, — ce « recul vers les mœurs africaines », que Mélinon diagnostiquait naguère dans ses entretiens avec Castelnau, — s'était surtout fait sentir chez les noirs d'âge mûr : Mélinon remarquait, au contraire, que les enfants s'attachaient aux principes religieux, qu'on n'avait plus de difficultés pour les faire venir en classe, et qu'eux-mêmes se chargeaient de la police scolaire en punissant ceux qui ne savaient pas bien répondre. D'autres symptômes lui paraissaient rassurants : la prédominance très forte du chiffre des naissances sur celui des décès, l'assiduité et le recueillage des noirs à l'église, et le nombre des communions ; enfin la diminution des rixes, qui s'étaient un instant multipliées.

Quant au travail, Mélinon voyait les noirs de la Mana cultiver chacun « la denrée la plus appropriée à son goût, durant le temps qu'il croyait suffisant pour obtenir la quantité nécessaire à ses besoins ». C'était un résultat déjà, et il lui paraissait que, lorsque l'idée de propriété se développerait, les noirs se livreraient plus spontanément à un travail plus intense. Déjà l'on constatait qu'en dépit de toutes les crises récentes, l'idée de la nécessité du travail entraît dans les cerveaux, et qu'elle y trouverait, nous n'y saurions dire la bienvenue, mais du moins l'hospitalité. Mélinon citait une noire qui, portant des bardeaux pour couvrir une maison en charpente, disait mélancoliquement : « Ah ! mon Dieu, il n'y a plus de repos pour le corps : aujourd'hui, c'est ma maison, demain, c'est un abattis de cafeyers ; après, il faut habiller les enfants pour qu'ils puissent aller à l'école, il faut travailler, toujours travailler ! » Mélinon enfin, avec une insistance visible, notait

l'excellent esprit qui guidait sœur Isabelle dans ses relations avec lui et avec la population. Les Sœurs avaient, disait-il, « passé tacitement un pacte » avec ces pauvres gens; et de par ce pacte, tout ce qu'il y avait de chômeurs ou de nécessiteux étaient soutenus par la communauté de Cluny. Les Sœurs étaient, à leurs frais, bureau de bienfaisance pour la Mana. Économiquement, le régime se transformait; les salaires quotidiens, qui au temps où les Sœurs étaient souveraines, ne dépassaient guère cinquante centimes par jour, avaient désormais triplé; l'autonomie économique allait peu à peu se développer; on comptait propager, de plus en plus, la culture des produits exportables. Mais les observations que faisait Mélinon au sujet de la pratique religieuse et de la charité montraient l'empreinte mise par les Sœurs sur la vie morale de la colonie. Cette empreinte durera : la Mana, malgré les changements économiques que ce rapport annonçait, gardera quelques traits d'une famille religieuse. Il n'y a jamais rien de banal dans les groupements humains qui furent le fruit d'une spiritualité : la Mana n'échappera pas à cette loi, elle lui devra, de longues années encore, l'originalité permanente de sa physionomie.

De toutes les colonies on écrivait à Mère Javouhey pour lui demander des Sœurs : « Tâchons de remplir les intentions et la bonne volonté du gouvernement, recommandait-elle à Mère Rosalie, c'est l'intérêt de la Congrégation ; il y a tant d'ordres qui voudraient avoir une mission si honorable et si encourageante ! » L'élite de ses Sœurs au service de la déchéance des pauvres noirs : tel était son programme. Elle qui n'osait pas encore, quelques années avant, faire s'aventurer ses Sœurs dans les plantations de l'île Bourbon pour aller, sur place, évangéliser les esclaves, elle disait maintenant à la Supérieure de Cayenne : « Vous pouvez faire beaucoup de bien en encourageant les Sœurs des habitations. Tâchez d'en placer partout où il y a des nègres réunis ; ils écouteront les religieuses au moins autant que les prêtres, qui seraient contents de trouver l'ouvrage préparé et soutenu par les Sœurs. M. le gouverneur se prêtera volontiers pour ces petits établissements, qui ne coûteraient pas beaucoup au gouvernement ; les Sœurs encourageraient les noirs au travail, et le reste. » Ce serait là une suprême étape de l'action pédagogique des Sœurs : elles deviendraient, sur le champ même où peinait la main-d'œuvre, les

messagères de la loi du travail, les préceptrices vigilantes de ces nouveaux hommes libres.

Et cette année 1850 marquait, aussi, une suprême étape dans la réorganisation du clergé colonial. Monarchie bourbonnienne et monarchie de Juillet avaient toujours maintenu dans les colonies un régime où, suivant les mots du P. Libermann, l'autorité ecclésiastique était « affaiblie, impuissante, avilie ». Les prêtres coloniaux étaient considérés comme des employés du gouvernement, et le supérieur ecclésiastique devait rendre compte au pouvoir de la conduite de son clergé. Ce fut l'honneur de Falloux, et de son successeur Parieu, et de Mgr Parisis, rapporteur de la commission parlementaire, de faire créer, en 1850, les trois évêchés coloniaux de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion; les titulaires de ces évêchés auraient désormais la même indépendance que les évêques de France, et les gouverneurs coloniaux ne pourraient plus s'immiscer dans les actes de l'autorité religieuse (1).

On assurait Mère Javouhey que les nouveaux évêques coloniaux nommés « comptaient beaucoup sur le concours des Sœurs »; et le gouvernement, au mois de mai 1851, répondait au désir de ces prélats, en demandant un noviciat pour l'île Bourbon, et en fournissant des fonds pour un noviciat aux Antilles.

MORT ET VIE POSTHUME DE MÈRE JAVOUEY

Mère Javouhey était désormais assurée que son œuvre durerait; elle songeait, dans les premiers mois de mai 1851, à un voyage à Rome, pour y présenter au chef de l'Église universelle cette congrégation, servante des noirs aussi bien que des blancs, qui dans quatre parties du monde besognait pour l'Église. Sa santé le lui interdisait. Il ne fallait pas songer, non plus, à revoir ces colonies dont naguère elle disait : « Si j'avais cent ans à vivre, c'est là que je demanderais à les passer. » Elle leur demeurait fidèle, étroitement fidèle; mais à présent, lorsqu'elle voulait adresser à ses Sœurs lointaines un sourire et une promesse, elle ne pouvait plus que leur écrire : « Quand je serai morte, vous serez la première colonie que je visiterai. » « Nous ne nous reverrons plus sur terre »,

(1) Voir sur cette fondation l'excellent article du P. Jean Galopeau (*Revue d'Histoire des Missions*, juin 1928).

murmurait-elle en juin aux Sœurs qu'elle faisait partir pour Bourbon. A vue d'œil sa santé s'affaiblissait.

Le 18 juillet 1851, Mère Javouhey s'éteignait. Deux jours plus tard, le conseiller d'État Jubelin, l'ancien gouverneur du Sénégal et de la Guyane, écrivait à Mère Rosalie : « Il y a trente-six ans que j'étais en relations avec M^{me} Javouhey; j'ai vu son œuvre naître et se développer, et j'ai pu apprécier de fort près ses vertus et son génie. J'avais pour elle admiration, respect et dévouement. Je mêle mes larmes aux vôtres. » D'autres larmes coulèrent à la Mana, lorsque, le 4 octobre 1851, parvint la lugubre nouvelle : le deuil fut général, et lorsqu'arriva, quelques mois après, un grand portrait de Mère Javouhey, les noirs s'empressaient, lui parlaient comme si c'était elle-même, s'agenouillaient. Elle demeurait pour eux, au delà même de la tombe, l'autorité qui veillait, qui accordait, qui pardonnait.

Lorsqu'à la fin du Second Empire le futur amiral de Cuverville visitait la Mana, il constatait combien étaient vivants les souvenirs laissés par Mère Javouhey; et devant lui, ceux-là mêmes qui étaient les moins bien disposés pour l'influence religieuse reconnaissaient que l'avenir de la Guyane tout entière eût été assuré, si les plans tracés par la Mère entre 1840 et 1845 avaient été acceptés par le gouvernement. Les Manavoix aimeront, en souvenir même de la Mère, à passer, j'allais dire à poser, pour les plus civilisés de la Guyane. Un d'eux, par exemple, en 1875, à qui un magistrat demandait s'il savait signer, répondait fièrement : « Monsieur, je suis de Mana; à Mana, nous savons tous lire et écrire. » Six ans plus tard, en 1881, lorsque le Père Émonet, préfet apostolique de la Guyane, ira les visiter, il se sentira l'objet d'un accueil plus enthousiaste qu'en aucun autre point de la colonie, et il se réjouira de se trouver en présence « de gens avides de prédications et familiers aux chants liturgiques ». L'œuvre missionnaire de Mère Javouhey n'avait donc pas été éphémère; longtemps, chaque dimanche, on parcourra, après l'office, les stations du calvaire, en souvenir de l'époque où Mère Javouhey, en l'absence du prêtre, remplaçait la messe par un chemin de croix.

La Mana, encore, se mettra, si j'ose dire, à la disposition de l'Église, lorsqu'à la fin du xix^e siècle on commencera d'instruire le procès de sainteté de Mère Javouhey. Ce bourg, alors,

aura seize cent deux habitants, au lieu de six cent dix qu'il possédait en 1845 ; et parmi eux, se rencontraient encore quelques témoins indigènes de la vie de la Mère. Ils rassemblèrent leurs lointains souvenirs de vieillards, pour parler encore d'elle. Voilà venir Azor Lucain, un de ses matelots, qui croira l'entendre dire encore, avec cet accent tout spécial dont elle relevait une faute : « O mon Dieu, qu'avez-vous fait ! » et qui naïvement proclamera : « Après la Vierge, elle avait les dons de Dieu. » Et voici la veuve Richard, la négresse de quatre-vingt-cinq ans : celle-ci se rappellera la simplicité de sa chambre, deux ou trois chaises, dira-t-elle, pas de tapis, pas de descente de lit, et dans ce cadre tout pauvre, tout humble, la vieille noire évoquera la physionomie de la Mère, priant tout le temps, mangeant peu, souriant toujours, croisant sans cesse les mains et ne les levant jamais pour des corrections, ayant « une manière à elle de vous apprendre à travailler et de vous faire aimer le travail ». Et cependant, ajoutera la veuve Richard : « Vous savez bien que les nègres détestent le travail. »

L'abbé Raffray, curé d'Iracoubo, fouillant la mémoire des noirs, écrira en 1913 : « Les quelques rares qui ont connu « la chère Mère » se lancent dans des récits quasi fabuleux. Ils sont persuadés que ce titre est exclusif à sa personne, car il évoque pour eux quelque chose d'extraordinaire et de supérieur, touchant le divin... Son souvenir laisse bien loin derrière elle le souvenir des meilleurs missionnaires de ce pays, même du Père Guyodo. »

En attendant qu'en cette rade de Brest, d'où s'embarqua Mère Javouhey pour la France d'outre-mer, s'élève en l'honneur de cette femme le monument que souhaitait, il y a bientôt quarante ans, Lionel Radiguet, les habitants de la Mana voulurent, au début du *xx*^e siècle, avoir son buste sur leur place. Il s'inaugurait en 1911. Il y avait là, le jour de l'inauguration, des vieillards qui l'avaient encore connue, et, parmi eux, la dernière survivante des esclaves africains qu'elle avait rachetés. Le Conseil colonial de Cayenne, où les hostilités qu'on lui suscitait avaient jadis leur quartier général, s'était honoré de souscrire pour ce buste. Un des orateurs proclamait : « Protectrice infatigable des esclaves, elle se fit, à la métropole, l'écho de leurs doléances contre les oppressions des premiers colons qui crai-

gnaient la réussite de son œuvre émancipatrice, de peur d'être forcés d'avouer que les nègres sont des hommes comme eux, capables de se suffire, d'être des gens honnêtes et de bons citoyens. »

Quelque difficile qu'il soit d'obtenir que l'histoire générale accorde aux personnalités missionnaires la place qu'elles méritent, voyageurs et géographes ont rendu hommage au rôle historique de Mère Javouhey. « N'est-il pas amusant de montrer, écrit l'explorateur Coudreau, comment nos plus illustres administrateurs de la Guyane n'ont été que de petits garçons à côté de cette brave femme ? » Cette « brave femme », encore, demeurera à l'honneur dans la *Géographie universelle* d'Élisée Reclus : « Mana, y lisons-nous, rappelle les tentatives de colonisation qui furent dirigées avec le plus d'énergie et de persévérance. Une religieuse, M^{me} Javouhey, entreprit et accomplit cette œuvre avec une singulière force de volonté, presque sans contrôle du gouvernement, mais soutenue par lui. Le village actuel, considéré comme l'un des plus salubres de la Guyane, était autrefois le grenier à riz de la colonie. » « Femme héroïque », redira de Mère Javouhey le regretté Jean Duchesne Fournet, dans son livre publié en 1903 : *la Main-d'œuvre dans les Guyanes*; et dans la *Notice sur la Guyane*, qu'éditera en 1921 notre ministère des Colonies, nous lisons encore : « De l'époque de Mère Javouhey date effectivement la fondation du bourg de Mana, le plus florissant et le plus peuplé après la ville de Cayenne. »

Le nom de Mère Javouhey est définitivement inscrit dans l'histoire de la Guyane et dans celle de l'affranchissement des noirs; ce nom déborde, si j'ose ainsi dire, les cadres stricts de l'histoire religieuse; il les déborde... ou bien il les élargit, parce que l'action de Mère Javouhey marqua le rayonnement de l'idée religieuse sur la vie sociale et sur les destinées futures de toute une race.

GEORGES GOYAU.

LE CENTENAIRE

DU

MUSÉE FABRE A MONTPELLIER

Le 3 décembre 1828, jour de la fête de saint François-Xavier, était inauguré dans son nouveau local le musée de Montpellier, le peintre François-Xavier Fabre, son fondateur, nommé chevalier de la Légion d'honneur et créé baron par Charles X. C'est cet événement important dans l'histoire de la Cité que la ville de Montpellier a voulu justement commémorer, le dimanche 20 janvier 1929, en célébrant un centenaire auquel s'est associé le gouvernement, représenté par M. André François-Poncet, sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts, au demeurant homme de goût et lettré délicat.

Cent ans dans la vie d'une institution, c'est déjà une longue étape, et au moment de s'engager dans un nouveau siècle, il est intéressant de jeter un coup d'œil en arrière, de mesurer le terrain parcouru et de marquer les résultats obtenus grâce à l'initiative du fondateur. Peut-être y trouvera-t-on des indications pour l'avenir, une méthode pour éviter des erreurs, et des raisons d'espérer. On a, pendant assez longtemps, médité des musées de province, tenus pour des capharnaüms d'objets hétéroclites, tout juste bons pour recueillir les laissés pour compte des musées de la capitale. Peut-être, grâce à l'automobile, commence-t-on à s'apercevoir que nos musées de province, reclassés, remaniés et catalogués par un personnel averti, renferment des richesses insoupçonnées et constituent une des

parures de notre pays. Ah! si l'on avait, ou plutôt si l'on voulait avoir, un peu d'argent, quels beaux résultats on obtiendrait! Ce que l'on peut, en France, attendre de l'initiative privée, le Musée Fabre nous en offre un témoignage magnifique.

Célébrer le centenaire du musée de Montpellier, c'est rendre un hommage mérité à celui qui en fut le fondateur, ou comme on dit aujourd'hui l'animateur. En réunissant ses propres collections à celles qui appartenaient déjà à la Ville et en formant de cet ensemble un musée auquel on donna son nom, Fabre réussissait enfin à réaliser un projet qui était dans l'air depuis plus d'un siècle. En effet, une cité aussi cultivée et aussi élégante que Montpellier, une des deux capitales du Languedoc, la ville aux hôtels princiers du XVIII^e siècle, la ville qui compta des amateurs raffinés comme Bonnier de la Mosson ou le duc de Richelieu, la ville qui peut s'enorgueillir du Peyrou, ce chef-d'œuvre de l'esprit latin, cette ville n'a pas attendu jusqu'en 1828, pour s'intéresser à l'art. Dès le XVII^e siècle, après la renaissance qui suivit les guerres de religion, Montpellier vit se fonder à plusieurs reprises des *Académies de peinture et de sculpture* dont la plus ancienne et la moins éphémère fut celle que créa, en 1679, Jean de Troy. Cent ans plus tard, en 1779, la *Société des Beaux-Arts* essayait de ranimer ce foyer éteint; elle créait des cours, réunissait des collections, organisait des expositions, où étaient admises des œuvres de maîtres anciens aussi bien que des grands artistes contemporains, Greuze, Fragonard, Hubert-Robert, Houdon, etc., premiers essais de Salons ou de musées permanents.

Comme partout en France, la Révolution utilisa ces dispositions et ces curiosités rétrospectives pour sauver les objets d'art, les recueillir et les réunir dans des dépôts qui devaient devenir plus tard les *Musées*. Montpellier eut, comme d'autres villes de notre pays, un dépôt révolutionnaire constitué par des œuvres provenant des églises ou des couvents, dépôt qui se transforma, changea plusieurs fois de local, et prit en l'An VI le nom de *Museum*, à l'imitation du Louvre de Paris. L'intervention de l'État, sollicitée par le citoyen Marc-Antoine Bazille, nom cher aux amis des arts, marque une date décisive dans l'histoire des collections de la Ville. Un arrêté consulaire, en date du 16 fructidor An XI (3 septembre 1802), rendu sur l'initiative de Chaptal, ancien professeur à la Faculté de médecine,

cine de Montpellier, attribua au Museum naissant trente tableaux provenant, pour la plupart, des collections de l'ancienne Académie royale de peinture, ensemble d'œuvres, alors dédaignées, aujourd'hui des plus précieuses pour l'histoire de l'art français. Ainsi, il convient de ne pas l'oublier, l'État, dont on a pu parfois depuis, et pas toujours sans raison, critiquer les envois et supporter difficilement le concours, l'État a droit au moins au titre de parrain du musée de Montpellier.

Malgré cette importante donation qui consacrait la jeune institution, l'existence du Musée semble encore assez précaire. Sous l'Empire, il erre de local en local, et finit par échouer vers 1816 à l'hôtel de Belleval, devenu le siège de la mairie. Il apparaît alors bien diminué du fait des restitutions de tableaux et d'objets d'art, faites dès le début de la Restauration aux églises et même aux particuliers. Le fameux *Voltaire* de Houdon, une des gloires du musée actuel, incorporé aux collections municipales en 1802, ne fut-il pas, comme entaché de scandale, rendu en 1815 à son ancien propriétaire ! L'opinion publique, désorientée par ces hésitations, ces changements, ces restitutions, ne comprenait pas encore la nécessité d'un musée, l'intérêt des collections d'œuvres d'art, patrimoine commun qui devait servir à l'instruction de tous. Ce fut le grand mérite de Fabre d'avoir réveillé le goût de ses compatriotes pour leur musée, en donnant à la Ville toutes ses collections qu'il avait rapportées d'Italie en 1825, en les réunissant à la collection municipale dans un local spécial, aménagé à cet effet, l'hôtel de Massilian, le musée actuel. Cette résurrection par Fabre de l'ancien Museum équivalait à une véritable création.

C'est une bien curieuse figure que celle de François-Xavier Fabre. Elle est aujourd'hui si connue qu'on peut se dispenser de raconter l'aventure extravagante de ce petit peintre languedocien, élève de David, prix de Rome, qui, fixé à Florence pendant la Révolution, devint l'amant d'une reine d'Angleterre *in partibus*, Louise de Stolberg, comtesse d'Albany, femme du Prétendant Charles-Édouard Stuart, et maîtresse d'Alfieri, l'illustre poète italien, l'auteur fameux du *Misogallo*. Fabre demeura à Florence jusqu'à la mort de son amie, en 1824. Il se décida à revenir en 1825 dans sa ville natale, avec ses collections. Comme il avait hérité de la comtesse et

que la comtesse avait hérité elle-même d'Alfieri, le musée, en héritant à son tour de Fabre, recueillit à la fois les collections de Fabre, d'Alfieri et de la Prétendante. Hâtons-nous d'ajouter, pour calmer les rancunes de nos amis Italiens qui pleurent encore les dépouilles d'Alfieri emportées par Fabre, que leurs regrets paraissent aujourd'hui assez peu justifiés. Non, Fabre n'a ravi à l'Italie aucun chef-d'œuvre. Les soi-disant Raphaël de ses collections, y compris le fameux *Portrait de jeune homme* qui fit, pendant un demi-siècle, la réputation du musée de Montpellier, ont depuis longtemps cessé de passer pour des Raphaël ou même des sous-Raphaël; et si l'on excepte un beau *Mariage de sainte Catherine* donné à Véronèse, une *Vue du Rialto*, par Guardi, je ne vois rien que l'Italie puisse nous envier.

Sans vouloir rabaisser le mérite de la galerie italienne, on peut dire que le véritable intérêt de la donation n'est pas là; on le trouvera bien plutôt dans la propre peinture de Fabre, principalement dans ses portraits, en particulier ceux de *Canova*, d'*Alfieri*, de *Lucien Bonaparte*, du petit *Roi d'Étrurie*, qui comptent parmi les meilleurs de l'école de David, — et dans la peinture de ses amis, Gauffier, Boguet, Lethière, Girodet, Gagneraux, etc., tout ce groupe de petits maîtres de l'époque napoléonienne que nulle part on n'étudiera mieux qu'à Montpellier. Par-dessus tout cela, l'idée féconde de Fabre fut d'avoir créé le musée, d'y avoir intéressé le public et d'avoir ainsi provoqué les donations qui en ont assuré la gloire actuelle.

Du vivant de Fabre, comme pour justifier l'importance de son geste, se produisirent deux donations capitales : en 1828, l'année même de l'ouverture du musée, celle des deux fameuses statues de Houdon, *l'Hiver* et *l'Été*, offertes par Creuzé de Lesser, ancien préfet de l'Hérault, qui représenteraient aujourd'hui une fortune, mais surtout, en 1836, celle d'Antoine Valedau, montpelliérain d'origine, agent de change à Paris, qui légua à la Ville son cabinet, formé avec amour pendant sa longue carrière d'amateur et composé d'œuvres de premier ordre, principalement de maîtres hollandais de parfaite qualité, où brillent Terburg, Metsu, Steen, Cuyp, Ruysdael, Ostade, Teniers, etc., sans parler de Greuze célèbres, comme *le Gâteau des Rois* ou *la Prière du matin*, ou du *Petit Samuel*, qui fut longtemps, jusqu'à la donation du baron Alphonse de

Rothschild au Louvre, l'unique Reynolds conservé dans les collections publiques de France. Avec les Italiens de Fabre, les Flamands et les Hollandais de Valedau, le Musée commençait à prendre figure de grand musée provincial. La galerie Bruyas qui fut incorporée en deux fois, — avec la donation de 1868 et le legs de 1876, — aux collections municipales, acheva de donner au musée sa physionomie actuelle.

De tous les bienfaiteurs du Musée de Montpellier, Alfred Bruyas, le plus voisin de nous, paraît aussi le plus sympathique et le plus émouvant. Est-ce parce que, amateur candide et passionné, il fut incompris de sa famille qui voulut le faire enfermer, et de son entourage qui le tournait en ridicule, ou bien qu'il eut l'honneur insigne d'avoir été distingué par Delacroix qui se reconnaissait en cet être maladif et persécuté, et désira faire son portrait, image inoubliable? est-ce parce qu'il sut découvrir le premier, avant la critique professionnelle, Gustave Courbet, dont il fut le protecteur à ses débuts, dont il resta l'ami et le défenseur, même après la Commune et l'aventure de la Colonne, Bruyas mérite la reconnaissance et le respect de ses compatriotes comme de tous les amateurs de peinture. Sans lui, sans son courage et son obstination, que resterait-il en France, — maintenant qu'elles ont presque toutes émigré à l'étranger, — des grandes figures de Courbet? Sans lui, où seraient aujourd'hui *les Baigneuses*, *Bonjour Monsieur Courbet*, *la Fileuse*, *l'Homme à la pipe*, d'autres encore qui font la réputation du musée? Quel exemple enfin que cet amateur, d'une espèce si rare aujourd'hui, celles des amateurs *bonâ fide*, comme les appelle M. Berenson, l'amateur qui achète et qui collectionne sans aucune arrière-pensée de lucre ou de spéculation, l'amateur pour l'amour de l'art, le mystique engagé avec son ami Courbet dans la recherche de *la solution*, que chacun d'eux entendait à sa manière, mais qui pour Bruyas consistait à réunir des œuvres caractéristiques de la peinture de son temps, c'est-à-dire en somme un idéal Luxembourg, pour l'offrir à sa ville natale!

Si l'on songe aux difficultés d'une pareille entreprise, en province, loin, très loin de Paris, surtout à cette époque, on ne saurait assez admirer Bruyas pour le choix qu'il opéra dans l'œuvre des artistes contemporains. Tout seul, — avant de connaître ni Baudelaire ni Théophile Silvestre, — il comprit

la place éminente qu'occupait Delacroix dans la peinture du XIX^e siècle, l'importance de Corot et de l'école de Barbizon, Diaz, Rousseau et Millet, le renouvellement enfin qu'apportait le prodigieux métier de Courbet au romantisme expirant. Tous ces maîtres, Bruyas les a défendus en les achetant de ses deniers, et s'il a fait place dans sa galerie à des peintres de second ou même de troisième ordre, c'est que parmi eux se trouvaient des compatriotes, auxquels l'attachaient des liens de camaraderie. Que l'on jette un regard d'ensemble sur cette merveilleuse galerie, formée entre 1845 et 1875, et qu'on se demande ce que, pendant cette même période, une commission, — de la Ville ou de l'État, — aurait pu acquérir pour le musée ! On n'ose même pas y penser sans rire. Si les commissions sont commodes pour administrer, elles sont déplorables quand il s'agit d'enrichir (?) les musées, et ce n'est pas moi qui regretterai que les commissions de ce genre disposent en général de trop peu d'argent. Mieux vaut attendre les Bruyas, n'y en eût-il qu'un par siècle.

Heureusement, à Montpellier, il y en a bien plus. J'allongerais cet article bien au delà des limites qui m'ont été assignées, si je voulais les nommer tous, tel qui a légué un dessin précieux, ou offert un tableau intéressant, ou un souvenir local digne d'être conservé. Je voudrais du moins citer encore deux ou trois bienfaiteurs qui ont singulièrement accru le patrimoine municipal : les héritiers du docteur Fages qui ont fait rentrer au musée en 1874 l'étonnant *Voltaire* de Houdon, estampage en terre cuite retouché par le maître, un des sommets de la sculpture française ; la famille de Cabanel qui a légué, avec la fameuse *Phèdre*, un des tableaux les plus chers au cœur des Montpelliérains, une importante série d'esquisses et de dessins du maître, dont l'art injustement dénigré après sa mort, est appelé à des revanches prochaines ; Bouisson-Bertrand, professeur à la Faculté de médecine, qui a laissé toutes ses collections où l'on remarquera deux pièces magnifiques, deux bustes en marbre de Houdon, *Huë de Miromesnil* et un *Magistrat inconnu*.

Je réserve, pour finir, M. Marc Bazille, qui voulut bien, sur mes instances, offrir au musée une réunion importante d'œuvres de Frédéric Bazille, son frère, peintre charmant, doué des plus beaux dons, un des fondateurs de l'impressionnisme avec Renoir

et Claude Monet, mort pour la France en 1870 au combat de Beaune-la-Rolande, perte déplorable, comme en témoignent ces toiles de jeunesse, pleines de fraîcheur et de sentiment, où l'on voit ce jeune héritier de Delacroix et de Manet s'élancer avec décision dans la voie qui conduira ses glorieux amis au renouvellement de la peinture française.

Voilà les apports successifs, les donations multiples qui ont constitué le musée de Montpellier. On pourrait croire que de tant d'éléments divers résulte un ensemble disparate. Il n'en est rien. Derrière les grands groupements traditionnels des tableaux de trois écoles, — italienne, flamande-hollandaise et française, — comme on disait au siècle passé, on distingue la physionomie particulière de chacun des grands donateurs, Fabre, avec les Italiens, Valedau, avec les Hollandais, Bruyas avec les Français romantiques et réalistes, les trois Mécènes qui donnent au musée son caractère et son originalité. Dans la fameuse *Conversation chez la comtesse d'Albany*, publiée par Paul-Louis Courier, la comtesse dit quelque part à Fabre, l'un de ses interlocuteurs : « Le *Saint Paul* (de Poussin) et vingt bons vers de suite, voilà la gloire d'un siècle. Tout le reste est bagatelle. » Je serais tenté de dire à mon tour : « Les Houdon et vingt tableaux, voilà la gloire du Musée. Tout le reste est bagatelle. » Les vingt tableaux, ils y sont, et largement. Si l'on compte en effet que vingt œuvres célèbres dans l'histoire de l'art, le *Gâteau des Rois*, de Greuze, le *portrait de M^{me} Crozat* par Aved, le *portrait du docteur Leroy* par David, les *Femmes d'Alger*, le *portrait de Bruyas* par Delacroix, les *Baigneuses*, *Bonjour Monsieur Courbet*, la *Fileuse*, le *portrait de Baudelaire*, l'*Homme à la pipe*, de Courbet, etc., se trouvent justement là, sans parler d'autres encore qui ne sont point des bagatelles, on conviendra sans doute que la gloire du Musée Fabre est assurée. On en fera honneur au baron Fabre dont l'heureuse initiative, il y a cent ans, rendit possible une pareille réussite et l'on ne doutera pas qu'au cours du nouveau siècle qui s'ouvre devant cet illustre Musée, maintenant centenaire, ne se lèvent d'autres Mécènes qui continueront la tradition des Fabre, des Valedau et des Bruyas.

ANDRÉ JOUBIN.

A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

LES PLUS BELLES RELIURES

La Bibliothèque nationale qui, depuis cinq ans, sous l'impulsion de son Administrateur général, M. Roland-Marcel, sert de cadre à des expositions qui permettent au public d'admirer des trésors souvent inconnus de nos collections d'État, réunit cette année un ensemble incomparable de reliures choisies parmi les plus belles de son propre fonds et des bibliothèques Mazarine, Sainte-Geneviève et de l'Arsenal.

Les quatre cents volumes présentés qui, rangés, tiendraient sur les rayons d'un meuble de bureau, suffisent à remplir la grande salle, tendue de feutre havane et percée de cinq hautes fenêtres, réservée aux expositions: nul ne songera à s'en plaindre, car chaque volume est le chef-d'œuvre d'un maître, la pièce capitale d'une collection. De plus, la disposition des vitrines, le groupement par École, l'assemblage des reliures sont si habilement ménagés, que l'histoire de la reliure semble se dérouler sous les yeux du visiteur.

Dès l'entrée, une vitrine attire l'attention par la bizarrerie de son contenu: disques bruns patinés, blocs cloutés de bronze, masses captives de lourdes chaînes, plus semblables à des instruments de torture qu'à d'honnêtes couvertures de livres; ces monstres rudimentaires des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, dont la peau de truie ou de mouton recouvre des ais de bois, ne sont pourtant pas les doyens. Auprès d'eux d'admirables plaques d'ivoire

sculpté ou d'orfèvrerie, représentant la Vierge ou le calvaire, encadrées d'émail ou serties de pierres précieuses, recouvrent des missels du ^{vi}^e ou du ^{ix}^e siècle. Des reliures de style gothique et d'exécution monacale leur succèdent, armées aux angles de gros clous bombés, ou « bouillons », qui permettaient de les poser à plat, sans abîmer leur fragile ornementation.

Jusqu'à Louis XII, c'est-à-dire dans les vitrines suivantes, les couvertures de veau brun, de velours ou de soie conservent une apparence archaïque et massive qui disparaît avec les pièces exécutées pour Jean Grolier, célèbre amateur lyonnais du ^{xvi}^e siècle, financier de son état et dont on a réuni ici quarante quatre reliures faites sur ses indications par des artisans de Lyon. Certaines se ressentent encore de l'influence italienne, d'autres sont nettement originales, toutes sont remarquables de conservation; leur maroquin, citron, vert ou grenat, est couvert de mosaïques de couleur ou orné d'entrelacs de filets d'or. Auprès d'elles, des salamandres marquent les livres de François I^{er}; les monogrammes HD et le croissant de Diane de Poitiers servent en quelque sorte d'ex-libris aux ouvrages du grand bibliophile que fut Henri II. Geoffroy Tory et Maioli, deux autres amateurs célèbres de la même époque, s'ingénierent à varier l'habillement de leurs livres; ceux-ci sont dorés « aux petits fers » d'arabesques précises ou de rinceaux d'une surprenante souplesse.

Au milieu de la salle, le torse blanc d'une admirable *Aphrodite anadyomène* offerte, en 1862, à la Bibliothèque nationale par le duc de Luynes vient à propos reposer le regard, avant qu'on se penche à nouveau sur les œuvres de Nicolas Ève, ou sur les reliures brillantes et chargées, dites « à la fanfare », qui voisinent avec leurs contemporaines des règnes de Henri IV et de Louis XIII aux maroquins parsemés d'initiales ou aux vélins blancs rehaussés d'or.

Mais, dès maintenant, la haute vitrine qui s'érige au fond de la salle comme un autel et où flambent une vingtaine de reliures écarlates, encadrées « de dentelles » d'or, attire invinciblement l'attention. Elle forme, en quelque sorte, l'apothéose de cette exposition qui semble toute converger vers elle. Les somptueuses œuvres de Florimond Badier ou de Le Gascon, les sobres couvertures de maroquin dites « jansénistes », les

mosaïques décoratives de Padeloup, les encadrements fleuris aux angles de Du Seuil et même une étrange plutôt que belle reliure d'écaïlle dans le goût de Boulle, s'offrent en vain aux regards; rien ne peut les détourner de la prestigieuse vitrine. Et pourtant, les quelques exemplaires réunis là sont à peu près tous de grands in-quartos de la même facture : un simple encadrement de dentelles et, au centre, des armes, celles de Louis XVI, de Marie-Antoinette ou de quelque prélat. Pas de mosaïque, aucune complication, un peu d'or sur un fond rouge uni. Mais quel incomparable éclat, quelle variété dans les encadrements, dont l'un reproduit les fables de La Fontaine, et comme les fers à dorer ont été maniés, « poussés », avec art, avec âme! les uns profondément enfoncés dans la peau, les autres effleurant juste assez le cuir pour y incorporer l'impalpable feuille de métal. Quelques-unes sont de Derôme, toutes dérivent de son inspiration.

Après ce bouquet, le feu d'artifice est tiré. L'Empire et la Restauration se trouvent relégués dans deux embrasures de fenêtres. Quelques fraîches reliures Directoire, Empire ou Restauration, signées Purgold, Simier ou Bozérien, une belle décoration romantique « à la cathédrale » de Thouvenin, un cartonnage représentant une dame en manches à gigot et une couverture faite de deux plaques de porcelaine, ne sont là que pour amorcer une nouvelle exposition qui s'impose à la féconde activité de M. Roland-Marcel : celle des plus belles reliures du XIX^e siècle. Mais l'Administrateur de la Bibliothèque nationale prévoit déjà, pour 1930, une exposition du Romantisme où les reliures auront leur large part.

ANDRÉ GAVOTY.

ESSAIS ET NOTICES

UN GRAND AMÉRICAIN AMI DE LA FRANCE
BENJAMIN STRONG

Les États-Unis viennent de perdre un de leurs meilleurs citoyens et la France un véritable ami. Nous ne pouvons laisser l'oubli s'étendre sur la mémoire de Benjamin Strong, gouverneur de la *Federal Reserve Bank* de New-York, qui fut, en son pays, le puissant animateur d'un nouveau système bancaire et l'un des partisans les plus convaincus de la collaboration américaine dans la restauration monétaire de l'Europe.

Si l'Amérique de la guerre fut illustrée par le général Pershing et celle d'après la guerre par le général Dawes, il y a place cependant, à côté de ce dernier, pour des financiers de grand style, qui ont su élargir le cadre de leurs fonctions afin de concourir à la solution des problèmes européens. Benjamin Strong est de ce nombre comme ayant le premier compris que les États-Unis, malgré leur richesse, et même à cause d'elle, ne pouvaient rester dans le superbe isolement d'un peuple riche qui n'a pas besoin d'un plus petit que soi.

Lorsqu'en 1914 le système des *Federal Reserve Banks*, auxquelles était étendu le privilège d'émission des billets et confiée la direction du marché de l'escompte, entra en vigueur, il fallait avant tout donner une âme à cette organisation, qui substituait le principe de la centralisation à l'éparpillement du pouvoir d'émission entre toutes les banques nationales. C'est alors que, pour diriger la *Federal Reserve Bank* de New-York, qui devait, en fait, prendre la tête des douze banques de ce système, en raison de sa situation spéciale sur le plus grand marché des

États-Unis et le plus en contact avec l'Europe, le choix du *Federal Reserve Board* de Washington, organe de cette centralisation, se porta, pour le poste de gouverneur, sur Benjamin Strong, président du *Bankers Trust*.

Ici, il convient de marquer un premier trait de cette grande figure de financier : le désintéressement. Au pont d'or que font les banques à leurs présidents, Benjamin Strong préféra le modeste appointement du fonctionnaire, auquel l'État concédait un salaire de début de 13 000 dollars. Il payait donc par un sacrifice d'argent l'honneur de servir son pays.

Tout entier à sa tâche d'organisateur, Benjamin Strong mit l'ordre dans la maison en réglant et unifiant la politique des banques du nouveau système fédéral, en même temps qu'il ménageait la transition avec l'ancienne organisation des banques nationales. Étant plus que tout autre en rapport avec le monde des affaires de New-York, auquel il avait appartenu dans la première partie de sa carrière, il était le *right man* pour faire entrer dans les habitudes de cette grande place les nouvelles méthodes d'escompte ou de contrôle d'une banque d'État. Sa personnalité puissante domina la politique, non seulement de la *Federal Reserve Bank* de New-York, mais aussi des onze autres institutions, dont l'ensemble constitue le plus vaste système de centralisation bancaire du monde.

Pressentant les événements, l'entrée en guerre des États-Unis ne surprit pas Benjamin Strong, qui était déjà en pleine possession de son instrument, mais sans avoir encore, bien entendu, les ressources qui font aujourd'hui la force du système fédéral. Nous le rencontrons, en 1917, président du *Liberty Loan Organization* pour l'État de New-York, d'où devait partir le splendide mouvement qui a produit 25 milliards de dollars pour soutenir l'effort militaire des États-Unis. Toutes les énergies et toutes les activités du pays durent être mobilisées à cet effet et, pour y parvenir, le renforcement des ressources bancaires de la nation fut d'importance primordiale. D'une part, les banques, sous la direction du *Federal Reserve System*, devaient pourvoir au financement des besoins du Gouvernement dans la conduite de la guerre, — tâche dont on fera concevoir l'énormité en rappelant que le coût final de la guerre atteindra pour les États-Unis le chiffre de cent milliards de dollars, c'est-à-dire la moitié de la richesse du pays, au moment où il entra dans le conflit

européen (1). D'autre part, les *Federal Reserve Banks* furent chargées du soin de maintenir le crédit sur une base or, et cela au moment où les États-Unis étaient loin d'être complètement approvisionnés en réserve métallique. C'est l'œuvre à laquelle s'est attaché Benjamin Strong, avec une continuité de vues, une volonté opiniâtre que ne désarmait aucune critique.

Benjamin Strong n'a pas considéré que son activité dût se limiter à la mise en pleine valeur d'un système monétaire, pour le seul bienfait des États-Unis. Sa conception était plus vaste, et dès la fin de la guerre, il fut, dans la paix, le meilleur des collaborateurs pour l'œuvre de la restauration européenne. Reconnaissant que le commerce mondial et celui des États-Unis ne pouvaient redevenir normaux tant que les monnaies des principaux pays du monde ne seraient pas stabilisées, il s'occupa activement du relèvement des finances des pays victimes de la guerre. Par de sages conseils et en négociant les crédits des *Federal Reserve Banks* aux banques d'émission, il leur donna une aide efficace pour le retour à l'étalon d'or.

Il comprenait que non seulement la désorganisation des monnaies en Europe était ruineuse au point de vue économique et social, mais encore qu'elle atteignait directement les États-Unis, qui ont besoin de trouver en face d'eux des nations débitrices ou des acheteurs de produits américains ayant en mains une monnaie stable. Dès qu'un pays pouvait être gagné à la stabilisation, en Belgique, en Pologne, en Italie ou plus spécialement en France, son entière coopération était obtenue; un câble suffisait à le faire venir, même s'il était obligé de faire le voyage sur un lit de malade. Mais en abordant les questions européennes, il restait Américain, en même temps que sa pensée était internationale, lorsqu'il travaillait de tout son pouvoir pour obtenir la rentrée dans l'ordre des pays à finances ou à monnaies avariées.

Les interventions de Benjamin Strong dans la réorganisation monétaire des divers pays d'Europe, sur la base de l'étalon d'or, ne peuvent être ici que très brièvement rappelées, tant sont nombreux les programmes auxquels il a collaboré pour faire sortir un nouvel ordre de choses du chaos de l'inflation. Sans vouloir aucunement exagérer la part de l'Amérique dans cette

(1) Adresse du Président Coolidge, au jour anniversaire de l'Armistice (1928).

œuvre de restauration, on peut au moins convenir que le dollar a joué le grand rôle, et c'est bien un fait nouveau de l'après-guerre que cet avènement du dollar dans un domaine où régnait souverainement la livre sterling.

En avril 1923, d'accord avec les autres institutions du système, la *Federal Reserve Bank* de New-York a mis à la disposition de la Banque d'Angleterre 200 millions de dollars pour une période de deux ans, afin de faciliter le retour aux paiements en or. Des accords ont été conclus également avec la Banque nationale de Belgique, en vue de préparer les voies à la stabilisation belge, qui a été finalement effectuée le 25 octobre 1926. A cet effet, un emprunt de 100 millions de dollars a été émis par la Belgique en Angleterre, aux Pays-Bas, en Suède, en Suisse et, pour 50 pour cent, aux États-Unis.

En 1927, pour faciliter la stabilisation polonaise, la *Federal Reserve Bank* a participé avec d'autres instituts d'émission à des opérations de crédit en faveur de la Banque de Pologne. De même, lorsque le gouvernement italien, après avoir effectué la revalorisation de la lire, a rétabli sa monnaie sur la base de l'or, la Banque d'Italie est entrée en négociations avec les principales banques d'émission du monde pour obtenir un crédit de 75 millions de dollars, dans lequel nous constatons encore la participation de l'Amérique.

Pour la France, il suffira de dire qu'en pareille circonstance, elle aurait trouvé la *Federal Reserve Bank* à ses côtés, représentée par Benjamin Strong, si le concours de l'étranger avait été requis pour assurer le succès de sa stabilisation. Le Gouvernement a suivi résolument une autre voie, dans laquelle la confiance du pays lui permettait de s'avancer sans appui extérieur, mais on ne saurait oublier qu'au cours de la période préparatoire à cette opération, la Banque de France a éprouvé, en diverses occasions, la valeur des sympathies américaines.

Lorsque les achats de devises de la Banque de France, effectués conformément aux suggestions du rapport des experts en 1926, mirent la Banque en situation de reconstituer son encaisse-or, la *Federal Reserve Bank* facilita de tout son pouvoir cette reconstitution, qui était du reste conforme aux vues personnelles de M. Strong sur la nécessité du retour à l'Europe d'une grande partie de l'or exporté en Amérique pendant la guerre. Il a ainsi beaucoup contribué à établir entre sa

banque et la Banque de France des liens durables de collaboration et d'amitié, dont l'efficacité s'est manifestée au cours des récentes opérations de stabilisation européennes, auxquelles les deux banques ont activement participé (1).

Telle fut la carrière de Benjamin Strong, toute pleine d'activité féconde, en temps de guerre comme en temps de paix, et que la mort vient d'interrompre au moment où il pouvait contempler avec satisfaction le chemin parcouru, pour atteindre le but suprême de sa politique : la stabilisation des monnaies européennes, avec l'assistance des États-Unis.

Atteint de longue date d'un mal implacable, il avait réussi, à force d'énergie, et au prix de bien des souffrances physiques et morales, à se maintenir à son poste de combat. C'est là que la mort vint le saisir, en octobre dernier, au retour d'un voyage en Europe où, après sa tâche terminée, il avait cherché le repos à Évian, sous le charme du lac Léman.

Entre tous les hommages rendus à sa mémoire, aux États-Unis comme en Europe, par les gouvernements comme par les banques d'émission, nous retiendrons d'abord celui du secrétaire du Trésor, M. Mellon, qui s'exprime en ces termes :

« La confiance qu'il avait su inspirer à l'étranger, spécialement aux chefs des instituts d'émission, avec lesquels il se tenait en contact amical, ont puissamment contribué à résoudre les problèmes financiers d'après-guerre et à ouvrir la voie vers la meilleure entente internationale qui prévaut aujourd'hui. L'influence d'un homme comme le gouverneur Strong est exceptionnelle, et sa perte sera grandement ressentie. »

Cette appréciation si méritée des services qu'il a rendus à l'Europe a été confirmée par des télégrammes du premier ministre, Stanley Baldwin, évoquant sa haute personnalité pour mesurer l'étendue d'une telle perte, et par le président Poincaré, saluant en lui un grand financier, ami de la France.

Quelques jours après sa mort, une manifestation avait lieu à New-York, dans laquelle la place de Benjamin Strong aurait

(1) La Banque de France a rendu un public hommage à la collaboration américaine dans un communiqué en 1928 : « L'or que la Banque a acheté, depuis août 1926, soit dans le public, sous forme de monnaies, soit en lingots, sur les marchés étrangers, et particulièrement sur le marché américain, est une opération faite, grâce aux facilités qu'elle a rencontrées, notamment auprès de la *Federal Reserve Bank* de New-York, dont l'amicale collaboration mérite d'être soulignée. »

pu être marquée, si la puissance bancaire des États-Unis avait été célébrée en même temps que leur puissance industrielle. Un banquet a réuni les grands pionniers de l'industrie américaine, à l'appel de l'Université Columbia, qui avait pris l'initiative de glorifier, non pas seulement le travail, la science, l'invention, mais surtout la réussite. A ce banquet, sept pionniers, parmi les plus notoires, avaient été conviés, ceux dont le nom symbolise les plus grandes affaires dans le monde, par l'importance de leur production ou de leurs capitaux.

A l'appel de M. Murray Butler, président de l'Université Columbia, qui fit à chacun de ces rois de l'industrie un bref discours sous la forme d'une citation à l'ordre de la Nation, on vit successivement se lever : MM. Charles Schwab (fer et acier) ; Julius Rosenwald (grands magasins) ; Harwey Firestone (caoutchouc) ; Thomas Edison (invention) ; Henry Ford (automobile) ; Orville Wright (aviation) ; Georges Eastman (photographie).

Acette phalange de pionniers, une salle de 2000 personnes, vibrante d'émotion, fit une ovation pathétique. L'Université organisant une manifestation pour célébrer la prospérité de l'industrie américaine, c'est là un spectacle que seul pouvait offrir un pays comme l'Amérique, où ceux qui ont réalisé les grandes fortunes dans les grandes affaires ne sont pas forcément considérés comme suspects.

Dans cette apothéose de la puissance industrielle américaine, il ne faudrait pas oublier le rôle joué par l'organisme bancaire, qui a si heureusement favorisé, en ces dernières années, la formidable concentration de capitaux représentée par 53 milliards de dollars en dépôts dans les banques et l'accumulation de plus de la moitié de l'or du globe dans les caisses des *Federal Reserve Banks*. Benjamin Strong a été le principal metteur en scène et l'animateur de ce système, dont le succès fut la cause première de la prospérité du pays. Il mérite donc d'être aussi à l'honneur, comme un pionnier dans cette vaste mobilisation de capitaux, à laquelle la place de New-York doit aujourd'hui d'être devenue le plus grand marché financier du monde.

MAURICE LEWANDOWSKI.

CORRESPONDANCE

Nous recevons la lettre suivante :

19 décembre 1928

Monsieur le Directeur,

Dans un article de la *Revue des Deux Mondes*, consacré aux Balkans nouveaux, M. Maurice Pernot adresse aux origines et au fonctionnement du Simplon-Orient-Express des critiques dont je voudrais, si vous le permettez, faire appel devant l'impartialité de vos lecteurs. Je suis assuré, en vous demandant l'hospitalité pour cette réponse, d'être l'interprète des réseaux, tant français qu'étrangers, et de la Compagnie internationale des Wagons-Lits, qui ont confié à notre Compagnie la gérance de cet important service inauguré au mois d'avril 1919.

M. Maurice Pernot, en le qualifiant d'« étrange réforme », lui reproche de constituer une tentative d'infraction aux lois géographiques, en détournant de la vallée centrale du Danube, notamment de Vienne et de Budapest, le transit d'Occident en Orient. Il ajoute en propres termes : quel enfantillage !

Si M. Maurice Pernot veut bien se reporter aux circonstances et aux raisons foncières qui ont décidé, pendant la Conférence de la paix, de l'organisation du train de luxe *Simplon-Orient-Express*, j'ai peine à croire qu'il refuse de revenir sur cette opinion sommaire.

Jusqu'en 1914, en effet, l'unique régime de communications rapides et confortables entre l'Occident et la Péninsule balkanique fonctionnait au profit des Empires centraux. Ils y

trouvaient l'avantage, indépendamment de ceux que procure le transit, d'exercer une sorte d'hégémonie ferroviaire sur des régions où ils prétendaient aussi à l'hégémonie politique, et jusqu'au cœur de l'Asie Mineure. Je suis convaincu qu'en feuilletant la collection de la *Revue des Deux Mondes*, on trouverait, dans mainte savante étude, la trace des préoccupations que le *Drang nach Osten* et la concession du *Bagdadbahn* faisaient éprouver, en France et en Angleterre, aux connaisseurs des affaires orientales.

Les anciens Empires centraux tenaient à ce privilège, au point de s'opposer énergiquement à la mise en exploitation de tout tracé concurrent.

En 1906, dans la Conférence européenne des horaires internationaux tenue à Brème, notre Compagnie avait proposé la mise à l'ordre du jour d'un service international qui eût emprunté le passage du Simplon, récemment ouvert, pour accéder aux Balkans par l'Italie et les provinces sud-slaves encore incorporées à l'Empire danubien. Les délégués de cette Puissance éludèrent la proposition comme contraire aux intérêts austro-allemands.

Quinze ans plus tard, au lendemain de la guerre, à la veille de remaniements territoriaux qui devaient modifier profondément la physionomie politique et économique de l'Europe centrale, n'était-il pas naturel que notre Compagnie, en plein accord avec le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Transports, reprit cette proposition? L'idée fondamentale en fit alors si peu l'effet d'un enfantillage qu'elle recueillit l'adhésion immédiate, non seulement de nos alliés, mais de Puissances neutres. Les Conventions des 26 mars et 19 août 1919, organiques du train de luxe Simplon-Orient-Express, portent, en effet, les signatures des représentants, délégués spécialement à cet effet, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Suisse, de l'Italie, de la Roumanie, de l'État Serbe-Croate-Slovène et de la Grèce. Cette assemblée internationale fut d'avis que, si la géographie avait conféré certains titres à la vallée centrale du Danube, il ne s'ensuivait pas que l'histoire eût perdu le droit de les reviser.

De fait, l'expérience a prouvé qu'un tracé orienté vers les Balkans, qui emprunte, au delà du Simplon, les vallées du Pô et de la Save, et qui dessert au passage la Suisse romande, la

Lombardie, Venise, Trieste, Ljubljana et Zagreb, se prêtait, tout aussi bien que l'ancien itinéraire par Vienne et Budapest, à l'exploitation utile d'un grand service international. La différence est qu'au lieu de favoriser les intérêts de transit et les intérêts d'influence de l'Europe centrale, il a doté l'Europe occidentale et méridionale d'un régime d'accès autonome et direct à l'Orient méditerranéen. Il n'est pas non plus à exclure que la pensée de ses promoteurs ait été également d'accorder un souvenir bien légitime aux années d'alliance, dont le cycle venait de se clore heureusement pour nous, et de rendre plus étroits les liens qui devaient en résulter.

Depuis un an, à la liste des États qui se jugent co-intéressés au Simplon-Orient-Express, il convient d'ajouter la Turquie, grâce à l'initiative que nous avons prise d'étendre ce service, par delà le Bosphore, aux relations de Londres, Paris et Milan avec Angora, la Syrie et la Palestine. Désormais un délégué ture assiste aux conférences que nous tenons périodiquement pour veiller au fonctionnement de l'exploitation et y introduire des progrès.

Selon toute apparence, ces progrès laissent M. Maurice Pernot sceptique, puisque je me vois obligé de relever encore dans son article l'allégation que « les trains de luxe, lorsqu'ils traversent les Balkans, se composent essentiellement d'un vieux wagon-lits, d'ailleurs à peu près vide, fort mal attelé à un convoi de marchandises ».

Je suis porté à croire que M. Maurice Pernot a voulu simplement attirer l'attention, par une image un peu vive, sur quelque circonstance fortuite qui lui a valu, entre Salonique et Sofia, un voyage dépourvu du confort auquel il s'attendait. Mais, quant à la composition normale de nos trains de luxe vers l'Orient, ceux qui en ont fait l'expérience, et même un enquêteur désintéressé qui prendrait la peine d'assister à leur départ, en gare de Paris P.-L.-M., peuvent dire si la réalité ressemble à cette description.

Je reconnais, d'ailleurs, qu'en un point la *Revue des Deux Mondes* a mis son autorité au service d'une critique fort juste lorsqu'elle fait allusion au nombre et à la minutie des formalités qui, dans les Balkans surtout, indisposent le voyageur au passage des frontières. Mais je tiens à ajouter que, loin d'être le fait des réseaux, ces inconvénients ont été maintes fois signa-

lées au cours de nos conférences et que nous nous sommes toujours efforcés de prendre les intérêts du public, auprès des autorités compétentes, pour en obtenir la suppression ou l'adoucissement. En fait, l'application des règlements de police et de douane a déjà cédé de ses rigueurs, sur certains points, à la suite de nos interventions.

Je suis ainsi bien aise que la *Revue des Deux Mondes* ait prêté l'écho puissant de sa publicité à des doléances que nous avons été les premiers à entendre et à partager.

C'est donc par un double remerciement que j'ai l'honneur de clore cette lettre, remerciement qui s'adresse tout en même temps à votre bienveillant accueil et à l'appui prêté à nos propres vues en ce dernier point.

Veuillez agréer, monsieur le Directeur, l'expression de ma haute et dévouée considération.

M. MARGOT,

Directeur général de la Compagnie.

Par la lettre qu'on vient de lire, M. le Directeur général de la Compagnie P.-L.-M. défend avec compétence et autorité les origines et le fonctionnement du Simplon-Orient-Express contre des critiques qui, à vrai dire, tiennent bien peu de place dans l'article mis en cause, mais que je reconnais y avoir exprimées.

Au sujet de ma première critique, — origine et plan de la ligne, — M. Margot expose son sentiment sur un problème de politique internationale. En pareille matière, toutes les opinions sont libres : on me permettra de garder la mienne.

Quant à la seconde, — fonctionnement, — l'objet m'en semble beaucoup plus modeste. J'ai fait dans les Balkans, au printemps dernier, une expérience fâcheuse. J'aurais mauvaise grâce à vouloir en tirer des conclusions d'ordre général, et je déclare ici volontiers que telle ne fut pas mon intention.

MAURICE PERNOT.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LES VITAMINES

La notion d'aliment semble toute naturelle : elle fait partie de cette physiologie du sens commun qui se transmet héréditairement et que la science a bien de la peine à modifier. C'est par instinct et par habitude que nous mangeons et que nous réglons nos menus. Pourtant, vers la fin du XIX^e siècle, s'est constituée peu à peu une science de l'alimentation : l'homme, comme tous les êtres vivants, apparaît au savant comme un transformateur d'énergie ; il dépense chaque jour, pour entretenir sa vie et pour accomplir ses travaux, une certaine quantité d'énergie ; il ne la crée point ; c'est aux aliments qu'il la demande. Les traités classiques de physiologie enseignent qu'il faut à un adulte, fournissant un travail musculaire peu important, une alimentation lui apportant par jour 5 500 calories. Mais la calorie, choisie comme unité, désigne une quantité de chaleur ; celle qu'il faut pour élever d'un degré la température d'un litre d'eau. Nous voilà loin d'un menu. Notre ration journalière est définie, comme celle du foyer d'une machine à vapeur, par la quantité de chaleur à laquelle elle correspond. Et c'est justice : pour l'homme qui, ne faisant pas métier de ses muscles et négligeant de faire des sports, mange juste assez pour éviter également d'engraisser et de maigrir, c'est surtout sous forme de chaleur que se dissipe l'énergie des aliments.

Marcelin Berthelot a établi les lois de cette énergétique alimentaire dans un admirable mémoire sur la chaleur animale : la quantité de chaleur qui apparaît dans l'organisme du fait des aliments est précisément celle que libèrent hors

de l'organisme les transformations chimiques qu'ils y subissent. Dans la bombe calorimétrique, où peuvent se faire ces secondes mesures, un gramme de sucre, brûlé par de l'oxygène, donne comme résidu de l'acide carbonique et de l'eau avec production de 4,2 calories, de quoi échauffer un litre d'eau de 4,2 degrés. Dans le corps humain, l'utilisation d'un gramme de sucre donne les mêmes produits et dégage la même quantité de chaleur ; ou bien, au lieu de faire de la chaleur, elle permet aux muscles de fournir un travail que le physicien vous dira, l'ayant mesuré, équivale à 4,2 calories. Se nourrir, c'est donc mettre de l'énergie à la disposition de l'organisme. La ration journalière est suffisante si elle apporte le nombre de calories convenable ; ne rions pas trop du restaurateur américain qui fait précéder le prix de la portion du nombre de calories qu'elle doit fournir.

Les lois fondamentales de l'énergétique alimentaire semblent prêtes à nous mener bien loin du type d'alimentation défini par les habitudes humaines, où le menu est varié et où les quantités d'aliments se trouvent réglées par l'appétit. On commettrait une faute bien grave en y renonçant, pour ne chercher qu'à réaliser un total de calories. Supposons qu'ayant déterminé celui auquel correspond la ration journalière avec laquelle un lapin adulte n'engraisse ni ne maigrit, nous fassions absorber par jour à ce lapin la quantité de sucre qui fournit ce nombre de calories. Nous le verrons bientôt dépérir ; un régime ne peut être fait d'un seul aliment ; le dégoût que cause la monotonie exagérée de l'alimentation est la traduction psychologique d'un besoin physiologique. Il y a un menu qualitatif obligatoire : la nourriture doit fournir, en proportions déterminées, diverses catégories de corps chimiques : il faut des sucres, des graisses, des albuminoïdes, pour composer une alimentation normale ; chacun de ces groupes apporte pour une part l'énergie nécessaire à la vie, les matériaux indispensables à la réparation du corps qui s'use.

Ces données relatives à l'énergétique des aliments ne suffisent plus, depuis une quinzaine d'années, à épuiser les généralités touchant le problème de l'alimentation : c'est en effet de 1912 que date le terme de « vitamines » et que la notion correspondante reçut droit de cité en biologie. Complicquant notre expérience précédente, pensons maintenant à fournir à notre

sujet toute la série des produits chimiques que contiennent ses aliments naturels. On sait quels sont les corps qui entrent pour une part appréciable dans la composition des aliments, de ceux surtout qui sont destinés aux animaux. Nous pouvons donc composer une ration absolument artificielle, avec des produits chimiques purs, de manière à fournir le nombre de calories exigibles et sous les formes chimiques convenables. Tout va bien d'abord et le lapin mange volontiers la pâtée où sont mélangées toutes ces substances qui sont comme la monnaie de sa nourriture habituelle; mais, au bout de quelque temps, le sujet perd l'appétit, son organisme manifeste des troubles divers, ses yeux rapetissés s'entourent de croûtes, l'apparition de la diarrhée trahit un déséquilibre intestinal, quelques jours après l'animal meurt. Ainsi l'alimentation que nous lui avons donnée, calquée dans sa composition chimique sur celle des aliments naturels, constituée par des produits de choix, parfaitement suffisante théoriquement pour couvrir ses besoins d'énergie, a été inefficace; on dit aujourd'hui qu'il manque à cette alimentation artificielle les « vitamines » qui existent dans les aliments naturels.

Une contre-expérience s'impose. Voici un autre animal chez lequel le même régime, commencé depuis moins de temps, a produit déjà une partie des troubles qui, le régime étant maintenu, aboutiraient dans quelques jours à la mort. Nous lui faisons grâce et nous rétablissons son régime normal : feuilles de choux, carottes, son. Les troubles régressent, puis disparaissent; en quelques heures, les manifestations les plus graves ont cessé; après quelques jours, l'animal est redevenu normal. On dit que l'alimentation naturelle lui a rendu les vitamines dont l'absence, dans le régime synthétique que nous lui imposions, l'eût fait périr. La maladie que causait l'administration du régime synthétique est une maladie par « manque » ou mieux par « carence », une « avitaminose », puisque ce sont des « vitamines » qui faisaient défaut.

L'INDÉTERMINÉ ALIMENTAIRE

Nous parlons de vitamines. Que sont-elles? Dans le domaine scientifique, le mot implique une réalité; nous ne tenons qu'une abstraction, une propriété que présente une matière et

que d'autres matières ne présentent pas; il peut sembler qu'il n'y ait pas loin de la notion qui vient de recevoir un nom, à la vertu dormitive que la médecine attribuait jadis à l'opium. La science moderne s'est trouvée amenée souvent à réhabiliter de la sorte une méthode que des exagérations avaient décriée : toute propriété qui se manifeste, légitime qu'on imagine les existences qui en permettront l'explication; on en a pour exemple les virus filtrants, contenant des microbes invisibles auxquels l'esprit accorde autant de réalité qu'aux microbes montrés par le microscope. C'est même faire preuve d'esprit scientifique que de croire, en présence d'un phénomène, à l'existence d'une cause matérialisée; tantôt c'est un être vivant, tantôt c'est un corps chimique, tantôt c'est une force physique qui déborde le cadre actuel de la science; il faut avant tout oser l'hypothèse sans laquelle les faits demeureraient inexplicables.

Nous devons faire, parce qu'elle est la plus simple, l'hypothèse que les vitamines sont des substances chimiques présentant l'action spéciale que nous avons dû constater. Il faut le plus tôt possible les isoler et étudier leur nature chimique; ce sera long. Mais « la pensée court devant »; elle raisonne, elle discute l'hypothèse formée. Puis le physiologiste travaille : il analyse les propriétés biologiques des vitamines qu'il a découvertes.

Et d'abord, pour expliquer les faits rencontrés, est-il bien nécessaire de faire intervenir des substances chimiques nouvelles? Tous les aliments naturels énergétiques sont d'origine animale ou végétale; ils proviennent d'êtres vivants; ne serait-ce point là la différence essentielle avec les produits chimiques que nous avons utilisés dans notre aliment artificiel? Il n'est pas inutile de rappeler que le sucre, espèce chimique parfaitement définie, réalisable par synthèse à partir de produits plus simples que lui dans le laboratoire de l'organicien, est absolument identique au sucre que renferme la racine de la betterave, à celui qui se trouve dans la tige de la canne à sucre; bien que produit par la plante, il ne saurait conserver quelque propriété particulière, vitale, de son passage dans la matière d'un être vivant et qui le rendrait plus apte à nourrir d'autres êtres vivants.

Il est possible que des vitamines, corps chimiques définis, soient présentes dans nos aliments. J'affirmais tout à l'heure que

la composition chimique des substances alimentaires nous est connue. Cela veut dire que nous connaissons les principaux des corps qui y entrent en proportion notable. Mais à côté des substances qu'on dose et dont la proportion est exactement connue, il reste un « indéterminé » alimentaire. Analysant 100 grammes de pommes de terre parfaitement privés d'eau, on trouvera que le total des constituants reconnus fait environ 97 grammes. On ne sait ce que peuvent être ces 3 grammes de substance qui, malgré la mise en œuvre de tous les procédés actuels de la chimie, manquent dans le bilan de l'analyse. Ce n'est pas de l'amidon ou autres constituants déjà reconnus de la matière analysée, dont une part aurait échappé aux réactifs utilisés pour les isoler; ce sont d'autres corps que le chimiste ne sait encore comment atteindre et que lui livreront un à un les perfectionnements des méthodes d'analyse.

C'est donc nécessairement dans cet indéterminé alimentaire que se trouvent cachées les vitamines, si elles sont, comme on doit le supposer, des substances chimiques contenues dans les aliments naturels. Et nous voici autorisés à tirer, relativement aux vitamines, deux conclusions :

En premier lieu, formant tout au plus le tout, mais bien plutôt une part seulement de cet indéterminé alimentaire, elles ne constituent qu'une très faible fraction de la masse des aliments : dans l'exemple précédent, elles ne sauraient compter pour plus de trois pour cent de la masse sèche; mais il y a sans doute dans l'indéterminé alimentaire bien d'autres substances. On a de fortes raisons de penser que, dans une alimentation normale, les vitamines forment au plus le millième de la ration.

En second lieu, leur action sur l'organisme ne saurait s'expliquer par leur valeur énergétique; les principes fondamentaux de l'énergétique alimentaire ont pu être fondés avant que l'on soupçonnât l'existence des vitamines : cela suffit à montrer qu'il ne faut pas se les représenter comme des corps susceptibles de fournir une quantité d'énergie en apparence hors de proportion avec leur masse, comme le fait, par exemple, une substance explosible. L'expérience contrôle d'ailleurs que la valeur énergétique d'un aliment est très sensiblement la même que celle des corps chimiques qui en forment la fraction « déterminée ».

EXTRACTION DU CORPS CHIMIQUE

Ce sont des propriétés biologiques des vitamines qui ont révélé leur existence. L'étude systématique de ces propriétés peut précéder la recherche chimique qui s'annonce laborieuse ; mais le biologiste non plus n'est pas à son aise ; cherchant à connaître le rôle d'une substance dans l'organisme, il ne saurait faire de bon travail que s'il possède cette substance à l'état pur. Il évalue la masse qu'il en utilise, en la pesant ou par un dosage approprié. Voyez comme ici le problème est compliqué : les corps actifs n'étant point isolés encore, nous ne pourrions travailler, expérimenter, que suivant la méthode qui nous a conduits à poser la notion de vitamines. C'est l'animal qui nous servira à apprécier les quantités de vitamines, qui jouera le rôle de la balance et des poids. Nous devons admettre qu'il y a un minimum de vitamines à trouver dans les aliments et sans lequel la vie est impossible, que ce minimum est sensiblement le même chez tous les êtres d'une même espèce, chez tous les lapins, par exemple. Dès lors nous disposerons de deux méthodes : si à un même régime artificiel sans vitamines, on ajoute pour deux animaux de même espèce deux aliments différents, destinés à apporter des vitamines, celui qui évite tout accident contient naturellement plus de vitamines que celui qui laisse apparaître les troubles bien connus : s'il faut cinq fois plus de l'un que de l'autre pour éviter l'avitaminose, nous dirons que l'un contient cinq fois plus de vitamines que l'autre. Inversement, voici des animaux qui sont nourris depuis quelque temps déjà, avec un régime synthétique sans vitamines : des accidents sont apparus. Nous introduisons dans la ration de chacun une quantité donnée d'un aliment que nous pensons riche en vitamines : les accidents s'arrêtent, la santé se rétablit, pour une certaine masse de cet aliment ; pour une masse plus faible, les symptômes morbides persistent. Nous évaluons ainsi la masse de l'aliment étudié, fournissant la quantité de vitamines nécessaire à l'animal choisi comme sujet. De même que pour l'étude des toxines bactériologiques, l'utilisation d'un réactif vivant nous permet de doser les vitamines et par suite d'étudier leur action.

La physiologie montre que la vie est liée à la transformation

de l'énergie chimique des aliments en chaleur. C'est donc la production de chaleur que nous devons d'abord surveiller quand se développe l'avitaminose. L'étude calorimétrique de la chaleur produite par un animal consommant une ration sans vitamines, montre que la chaleur émise par heure et kilo d'animal est plus faible que chez l'animal normal; il ne se produit donc pas dans son organisme autant de combustions qu'avant l'avitaminose. La diminution des combustions peut tenir à ce qu'il y aurait dans l'organisme moins de combustible disponible, ou moins d'oxygène pour le brûler; on sait que ce sont surtout les sucres qui constituent pour les tissus animaux le combustible, le « matériel oxydable »; or la proportion des sucres dans le sang, témoin fidèle de la richesse en sucre des tissus, est la même chez l'animal normal et chez celui que l'absence de vitamines fait dépérir. D'autre part, la teneur du sang en oxygène est aussi la même dans les deux cas. Si bien qu'on doit conclure que la présence des vitamines dans la ration alimentaire augmente la combustion des sucres du sang par l'oxygène qui y est présent; corps chimiques, les vitamines des aliments interviennent dans le chimisme de l'organisme. Elles rendent celui-ci capable d'utiliser pour son fonctionnement physiologique normal des substances qui, sans elles, sont inefficaces à entretenir la vie.

Les recherches du biologiste ayant ainsi éclairé la notion même de vitamine, nous devons revenir au laboratoire du chimiste et voir comment progresse son étude. Il s'agit pour lui d'isoler le corps actif et il met en œuvre, pour atteindre ce résultat, toutes les ressources de la chimie organique. Il ne peut d'ailleurs travailler seul; son effort demeurerait stérile, s'il n'était en liaison constante avec le biologiste qui évalue l'activité des préparations obtenues.

Le problème abordé, l'extraction du corps chimique qu'est une vitamine, est au fond le même que traitent tous ceux qui extraient les produits contenus dans des tissus végétaux ou animaux. Mais d'ordinaire la substance qu'on recherche est beaucoup plus abondante, ce qui rend aisé d'en obtenir, un peu à la diable, de petites quantités sur lesquelles on précise ses propriétés et par suite la méthode pratique pour l'extraire. Là, nous savons que la proportion est si faible qu'il faut s'ingénier à éviter toute perte.

Et puis nous ne disposons que d'un petit nombre de procédés, car la vitamine est sensible aux températures élevées qu'utilise souvent l'organicien pour séparer les corps. La véritable méthode, c'est l'extraction à partir des matières riches en vitamines par un solvant approprié, la précipitation des substances actives par un réactif convenable, la remise en solution, la précipitation par un second réactif, et ainsi de suite. A chaque précipitation, on sépare le produit actif de quelques-unes des substances qui avaient subi le même sort que lui depuis le début des opérations; la préparation se concentre progressivement, tandis que diminue la proportion des impuretés qu'elle contient. La patience du chimiste est récompensée. La petite quantité de produit qu'il obtient forme des cristaux, de belles aiguilles incolores dont la solution est une vitamine, puisqu'elle fait disparaître les troubles de l'avitaminose. A l'aide de ces techniques, à partir de 100 kilos de levure de bière sèche, on a pu obtenir 2,5 grammes d'une substance cristallisée, dont il suffisait d'injecter 4 milligrammes à un pigeon carencé pour faire disparaître ses accidents.

Nous voilà donc en possession du produit cherché. Est-il pur? il est malaisé d'en fournir des preuves. On le soumet à l'analyse élémentaire : quatre éléments y sont combinés; sa formule brute est : $C^{24}H^{19}O^9N^5$. On voit qu'il contient de l'azote, comme les substances « nobles » des organismes vivants; on peut préciser : l'azote s'y trouve lié à de l'hydrogène, sous forme « aminée ». Il faut un nom à la substance qu'on vient d'isoler; ses propriétés biologiques n'en faisaient encore qu'un « facteur » vital; amine indispensable à la vie des organismes supérieurs, elle reçoit le nom de « vitamine ».

Le chimiste n'est pas encore au bout de sa tâche. Il lui faut maintenant déterminer l'agencement interne des atomes qui constituent la molécule, puis tenter la synthèse du corps nouveau. On ne pourra avoir une certitude totale, parfaite, que lorsque, reconstituée au laboratoire à partir d'éléments plus simples, la vitamine synthétique aura montré un effet thérapeutique égal à celui de la vitamine naturelle. Et ce jour-là, le vitalisme, dont les espoirs se renouvellent à l'aube de chaque grande découverte biologique et s'effaçaient avec son achèvement, aura perdu l'un des principaux bastions où il peut aujourd'hui se retrancher.

VARIÉTÉS D'AVITAMINOSES

L'ordre qu'on vient de suivre dans cet exposé retrace à peu près l'histoire du problème expérimental des vitamines, ou plutôt celle de l'étude d'une vitamine particulière. L'observation attentive des accidents produits par l'emploi de divers types de régimes artificiels fit bientôt reconnaître qu'il y a plusieurs vitamines différentes, dont l'absence cause des troubles très divers. On eut d'ailleurs la surprise de rencontrer parmi les avitaminoses, très analogues à celles qu'on pouvait expérimentalement produire, des maladies humaines dès longtemps connues et étudiées, et dont les connaissances biologiques qui ramenaient l'attention sur elles, apprenaient à la fois comment les éviter et comment les guérir.

On distingue deux groupes d'avitaminoses. Les unes se manifestent chez tous les organismes animaux, quel que soit leur âge; les vitamines, dont l'absence cause ces troubles, jouent un rôle essentiel dans les phénomènes qui assurent le fonctionnement de l'organisme. On appelle facteur B la vitamine ou les vitamines que nous avons prises pour exemple et qui permettent l'utilisation des sucres ou plus généralement des hydrates de carbone qu'on nomme aujourd'hui glucides; les symptômes les plus frappants de la carence en facteur B sont des troubles nerveux : paralysie du train postérieur chez les quadrupèdes, crises convulsives, troubles de l'équilibre déterminant la chute de l'animal. On oppose au facteur B un facteur C dont l'absence produit, avant d'amener la mort, des lésions caractéristiques; les gencives se congestionnent; les dents se déchaussent et s'ébranlent; les articulations, douloureuses, se gonflent jusqu'à atteindre trois fois leur diamètre primitif.

Au contraire, deux autres avitaminoses, rapportées à deux facteurs A et D, ne se manifestent point par une action sur les échanges de matière dont tous les organismes sont le siège, mais seulement sur ceux des échanges qui caractérisent les organismes en croissance. Qu'il s'agisse du facteur A ou du facteur D, la croissance se ralentit, puis cesse, tandis que la vitalité décline et que l'animal s'éteint. Mais si c'est le facteur A qui manque, les signes les plus frappants sont des lésions apparues aux yeux, des ulcérations de la cornée qui se des-

sèche ou se perfore, tandis que les paupières tuméfiées se ferment. L'absence du facteur D empêche chez les animaux jeunes les cartilages de s'ossifier, les ébauches des os demeurant molles et sans calcaire : la démarche trahit cette faiblesse ; l'animal se supporte à peine et chancelle. L'adulte, croissance terminée, n'est pas sensible au manque des facteurs A et D.

A-t-on ainsi épuisé toute la série des troubles expérimentaux produits par carence ? Dès aujourd'hui on en distingue d'autres ; l'un, par exemple, dont l'étude commence à peine, porte sur la reproduction. En les comparant tous, on ne saurait manquer d'être frappé de leur analogie. Certes, c'est ici ou là qu'apparaissent des lésions, à la peau, aux yeux, aux articulations, dans les os, dans les centres nerveux, — déterminant paralysie et crises, — ici ou là que s'implantent les microbes à l'invasion desquels l'organisme ne résiste pas. Mais au total, ce sont toutes les fonctions qui sont plus ou moins profondément altérées : la nutrition des tissus est arrêtée. Le tableau clinique indique l'épuisement général, l'impossibilité de réparer l'usure incessante qu'est la vie. Il nous fait toucher du doigt ce travail de reconstruction, de recoordination qui se passe en nous sans que nous nous en doutions et que laissent seulement deviner parfois, pour certains, les misères de la vieillesse.

Les recherches expérimentales, inaugurées il y a quinze ans, devaient rejoindre les recherches médicales sur les maladies humaines d'origine alimentaire.

On appelle « béribéri » une maladie mortelle, aux formes cliniques assez diverses, mais souvent accompagnée de paralysie. Elle est fréquente surtout dans l'Asie orientale. Cinquante mille personnes en souffrent chaque année au Japon. Elle est due à la consommation presque exclusive du riz, surtout lorsqu'il est décortiqué et poli, et prend fin quand on complète l'alimentation d'une manière appropriée. Le béribéri est une maladie par carence due à l'absence du facteur B, ou vitamine antinévritique permettant l'utilisation des glucides, c'est-à-dire ici de tout le riz, fait d'amidon.

Le « scorbut » est une maladie que les humains durent connaître dès le début de la civilisation : il fut la rançon des grands voyages ; il fit périr des milliers d'hommes au temps des Croisades ; il harcela tour à tour les caravelles et les fré-

gates des grands navigateurs. La tristesse, la lassitude du malade annoncent son apparition : bientôt la bouche douloureuse se refuse à satisfaire un appétit encore exigeant : le contact du pain, de mets moins durs même, fait saigner les gencives boursoufflées : on grignote avec peine ; puis les dents se déchaussent ; on ne peut plus mâcher et l'on a faim. On souffre de partout, des articulations enflées, de la peau qui se couvre d'abcès. Enfin les dents tombent d'une bouche d'où s'exhale une intolérable puanteur ; tout le corps n'est que plaies qui saignent : la mort arrive, après les mêmes symptômes que détermine chez le cobaye la carence en facteur C, encore appelé vitamine antiscorbutique.

Mis à part l'arrêt de croissance, causé par toute maladie grave, le symptôme clinique essentiel que l'on peut rapporter à la carence en facteur A, est l'apparition de lésions aux yeux. Ces lésions sont fréquentes chez l'enfant. L'état morbide dont il souffre n'est pourtant pas assez commun, assez caractérisé surtout, pour qu'il ait reçu un nom vulgaire, sauf au Japon où le *hikan*, accompagné de lésions oculaires, cause une forte mortalité infantile.

Mais le rôle d'une avitaminose, dans laquelle le facteur A est déficient, est établi aisément par la disparition de nombreux accidents oculaires et la reprise de la croissance, quand on fournit au petit malade la vitamine A ou vitamine de croissance, antixéropthalmique, qui lui manque.

Au contraire, le défaut de facteur D conduit à des troubles infantiles bien nets, désignés d'un nom dans la langue commune : le « rachitisme » spontané de l'enfant se manifeste presque par les mêmes caractères que le rachitisme expérimental du rat privé de facteur D : les os sont malades ; même hypertrophie du cartilage où les vaisseaux se développent anormalement, même arrêt dans la calcification de l'os qui demeure fragile. L'action curative comparable exercée par les aliments riches en facteur D ou vitamine antirachitique, établit la part prise par une avitaminose dans le rachitisme des enfants.

Ainsi les recherches sur les vitamines ne sont point des recherches scientifiques pures ; leur valeur pratique est indéniable ; des milliers d'êtres humains souffrent et meurent comme les animaux de l'expérimentateur ; ils peuvent aussi guérir comme eux. Comme cela semble facile de guérir,

maintenant que la théorie de la maladie, bien construite, habilement éprouvée, conduit tout droit aux remèdes infail-
libles : c'est simple ; il faut fournir le plus tôt possible, en quantités importantes, à l'organisme déficient, la ou les vitamines qui lui manquent.

DOSAGE ET CLASSEMENT

Nous voilà donc dans la nécessité de savoir comment se répartissent les vitamines dans les aliments naturels et d'avoir recours à la seule méthode qui soit possible, malgré sa difficulté et sa lenteur : le dosage biologique des vitamines. En voici les résultats :

Les meilleures sources alimentaires de facteur B, permettant l'utilisation des glucides, sont les germes des grains de céréales (riz, blé, avoine), les graines des légumineuses, la levure de bière fraîche ou sèche. Au contraire, les graines décortiquées, les huiles animales ou végétales, les viandes et leurs extraits, le lait en contiennent peu.

Pour le facteur C, antiscorbutique, ce sont surtout les fruits qui le fournissent à forte dose : citron, orange, tomates, mais aussi des légumes : le chou et la laitue, tandis que la levure, les viandes et le lait, les huiles en sont pauvres ou n'en contiennent point.

Le facteur A, facteur de croissance, est inégalement répandu dans les aliments animaux ou végétaux : il est abondant dans les tissus verts des plantes, laitue et épinard pour l'homme, luzerne et trèfle pour les animaux ; il est plutôt rare dans les graines des légumineuses et des céréales ; on en trouve beaucoup dans la matière grasse du lait, c'est-à-dire dans le beurre, dans les graisses des animaux, dans les huiles des poissons.

Le facteur D, antirachitique, est surtout présent dans les huiles : huile de foie de morue, huile d'olive ; il est peu abondant dans le beurre et le lait ; il semble absent des parties vertes des végétaux.

Cette répartition des vitamines suggère quelques réflexions :

Il faut d'abord remarquer à quel point les premières conquêtes faites par la civilisation, en matière alimentaire, ont été souvent des contresens : on veut un aliment plus nourrissant, débarrassé de tout ce qui est inutile : on décortique le

riz et les autres graines, et ainsi on les prive des vitamines qu'ils contiennent. Ne médisons pas du pain un peu noir qui nous paraît trop riche en son.

Toutefois admirons les résultats auxquels était parvenue la médecine empirique des siècles passés. Il y a bien longtemps que l'on considère les fruits comme antiscorbutiques et dès 1757, on voit l'usage du citron devenir réglementaire sur les vaisseaux de guerre anglais, afin d'éviter le scorbut. On sait aussi que, depuis plusieurs générations, la cuillerée quotidienne d'huile de foie de morue, préventif du rachitisme, a été l'un des tourments du jeune âge.

Nous devons ensuite systématiser les faits qu'exprime le précédent classement des tissus vivants (c'est ce que sont ou ont été la plupart des aliments) d'après leur richesse en vitamines. Pour les facteurs B et C, ils sont rares dans les tissus des animaux, et puisque leur organisme ne peut pas en faire la synthèse, il faut qu'ils les empruntent aux végétaux, soit directement, s'ils sont herbivores, soit indirectement, s'ils sont carnivores. La vitamine A est au contraire plus abondante dans les tissus animaux : ce sont les huiles de poissons qui en sont le plus riches; mais là encore, c'est de végétaux que la vitamine provient : les poissons la prennent au « plancton » qu'ils mangent, à ces êtres minuscules qui flottent au sein des eaux; ceux-ci, petits crustacés pour la plupart, l'ont empruntée aux algues microscopiques flottantes, aux diatomées dont ils font leur nourriture. On a pu montrer que ces algues, même développées en culture pure, sont très riches en facteur A.

Ce sont donc les végétaux qui font la synthèse des vitamines B, C et A. Les animaux, incapables d'en fabriquer, les mettent en réserve dans leurs tissus. La réserve est petite, s'il s'agit des deux premières; l'apparition des accidents d'avitaminose est précoce. Pour le facteur A, la quantité accumulée est importante, plus forte même que dans les tissus qui l'ont formée. La physiologie végétale n'a pas encore tenté d'étudier la formation des vitamines; elle enregistre seulement que, là encore, l'organisme animal est tributaire de l'organisme végétal sans lequel la vie serait impossible.

Pour la vitamine D, les choses vont peut-être différemment. Les tissus verts des végétaux en renferment si peu que le dosage biologique est souvent inapte à les y déceler. Les ani-

maux peuvent fabriquer eux-mêmes la vitamine antirachitique : une vache mangeant une nourriture privée de facteur A, donne un lait dont la valeur antirachitique est faible, si on la laisse à l'étable, forte si on l'attache dehors au soleil. D'ailleurs l'action préventive ou curative de l'irradiation sur le rachitisme de l'enfant n'en est plus à faire ses preuves; là où l'héliothérapie n'est pas possible, on y peut suppléer par l'emploi de lampes à vapeurs de mercure, émettant uniquement ces radiations ultraviolettes qui donnent à la lumière solaire son activité : l'organisme irradié fait sans doute la synthèse de la vitamine antirachitique, à laquelle il doit le bien-être qu'il éprouve, la croissance qu'il réalise.

Mais faut-il même, pour faire la synthèse du facteur D, la collaboration de l'énergie radiante et d'une matière vivante ? Non. Les aliments irradiés prennent un pouvoir antirachitique, le lait devient vingt fois plus actif; les épinards, dont la valeur était nulle, se chargent de vitamines. Foin des garde-manger obscurs ! Dans les aliments, ce n'est pas l'eau ou les substances qui y sont dissoutes, ce sont les matières grasses que l'irradiation active. Et remontant de proche en proche, le chimiste trouve qu'un groupe de corps, les stérols, contenus dans les graisses, formant une partie de leur fraction non saponifiable, est le support réel de cette propriété. Ces stérols sont des substances complexes, — puisque dans leur molécule s'enchainent vingt-cinq atomes de carbone, — simples pourtant, puisqu'elles ne sont formées que de trois éléments : carbone, hydrogène, oxygène (ce ne sont plus par conséquent des amines). Les stérols entrent dans la constitution de toutes les matières vivantes : chez les animaux, c'est le cholestérol (précédemment dit cholestérine), abondant dans la matière cérébrale et dans le jaune d'œuf, présent en quantités importantes dans la peau; chez les végétaux, ce sont les phytostérols et ergostérols rencontrés dans les organes les plus variés des plantes. Tous sont activés par la lumière ultra-violette. On ne sait pas d'ailleurs avec certitude quelle est la nature physico-chimique de la modification, de l'activation qui leur confère le pouvoir antirachitique. On ne sait s'ils constituent la forme normale de la vitamine D ou s'ils nous donnent seulement un modèle de ce qu'elle peut être. Patience, c'est un domaine ouvert depuis un an à peine et où l'activité des biologistes se poursuit avec fièvre.

Ainsi les vitamines, dont l'expérimentation biologique et l'observation médicale ont établi l'existence et montré le rôle d'excitant fonctionnel dans les organismes animaux, sont des substances chimiques dont la science est en train de préciser la constitution.

Elles sont généralement fournies à l'organisme par les aliments; elles ne s'y trouvent qu'en proportion minime; elles permettent pourtant l'accomplissement des phénomènes vitaux, soit pendant la croissance, soit à l'état adulte. L'analyse du mécanisme de leur action donnera sans doute une orientation nouvelle à la chimie biologique.

Leur étude commence à peine; le terme qui les désigne date de seize ans; la notion à laquelle il correspond n'a pris que plus récemment toute son importance. Et pourtant, c'est par milliers déjà qu'ont paru, dans les dix ans qui ont suivi la guerre, des travaux sur les vitamines. Dans les conclusions d'une importante monographie publiée, il y a deux ans, sur « la question des vitamines », M^{me} L. Randoin et M. H. Simonnet, deux des physiologistes français qui ont le plus contribué à leur étude, s'étonnaient de voir que tant d'efforts n'eussent pas rapporté plus de résultats généraux précis; il doit, au contraire, sembler surprenant qu'il ait fallu si peu d'années pour permettre à la science de construire de toutes pièces un chapitre aussi important de la physiologie générale.

LUCIEN PLANTEFOL.

A TRAVERS LES THÉÂTRES

Jamais l'anarchie ne semble avoir si pleinement triomphé au théâtre qu'en cette saison. Une grande génération dramatique, celle des Rostand, des Curel, des Capus, des de Flers, a disparu. Les auteurs qui les remplacent ne s'imposent au public que par intervalles et le désespèrent à force de réussites sans lendemain et de défaites suivies de victoires; le même nom mérite l'oubli et la mémoire à quelques mois de distance, et presque aucune signature ne justifie une confiance préalable.

Le châtement de tant de carrières dramatiques disparates est lourd. Les directeurs de théâtres anxieux de certitudes s'adressent à l'étranger; en ce moment, douze des principaux théâtres de Paris donnent des œuvres traduites ou adaptées : *Volpone*, *Romance*, *le Cercle*, *Rose-Marie*, *Broadway*, *l'Orloff*, *César et Cléopâtre*, les *Piccoli*, *l'Inca de Perusalem*, *le Désir*, hier *Week-End*, aujourd'hui *le Procès de Mary Dugan*, sans compter de brillantes reprises : à la Renaissance, *l'Aiglon*; à la Porte-Saint-Martin, *le Retour de Jérusalem*; aux Mathurins, *le Mariage de M^{lle} Beulemans*. Je ne crois pas qu'à aucun moment de l'histoire de notre théâtre, l'équilibre ait été si lourdement rompu au détriment d'une génération militante d'auteurs. La constatation est plus amère encore si l'on considère que, hormis *Topaze* et *Coups de roulis*, la vogue ne sourit qu'à ces œuvres de renfort et de remplacement. De plus, quoi que l'on puisse penser de la valeur artistique intrinsèque du cinématographe, il faut bien reconnaître que cet art en puissance constitue la forme la plus moderne de la matière dramatique; notre part à cette expression nouvelle des passions est, hélas! plus dérisoire encore. Si l'influence d'un peuple se mesure, comme sa richesse, à la supériorité de son exportation sur son importation, n'est-il pas inquiétant de voir succomber peu

à peu une forme de la pensée française qui fut si expansive, et notre théâtre ne plus rayonner que par reflets?

D'où vient le mal? Je crois l'apercevoir : ce n'est point le talent de la génération dramatique qui est en cause, mais son repliement presque général sur des sujets chétifs, subtils, depuis longtemps cristallisés. Jeux savants de dialogue sur des équations sentimentales dépourvues de leurs inconnues depuis des âges, sur des problèmes psychologiques résolus cent fois. L'adultère est passé de mode, au théâtre s'entend : les œuvres théâtrales de toutes langues nous le crient. En vain. Notre théâtre continue à « faire salon » dans une époque où le pathétique, le comique aussi, ont évolué vers le bureau, l'usine, les assemblées, les voyages. J'entends bien qu'une belle histoire d'amour charmera toujours; encore faut-il qu'elle soit couleur de temps, de notre temps. Le succès d'œuvres médiocres, mais actuelles, comparé à la tiédeur de l'accueil envers les raffinements de boudoir les plus distingués, n'est pas peu indicatif. Vainement la comédie cherche par le cynisme à se rajeunir sans se renouveler; elle suit la même voie tombale que la tragédie au XVIII^e siècle. Confinée à son essence, les passions, elle les outre, les déforme, en tire arbitrairement plus qu'elles ne peuvent fournir. Ses héros apparaissent comme des maniaques du désir, comme les héros de Crébillon étaient des maniaques de l'horrible; le problème n'est plus d'émouvoir, mais d'étonner; la limite est vite atteinte : rien comme le paroxysme n'incite aux pléonasmes.

Bien des pièces vont être emportées par la grande tourmente théâtrale de fin janvier, entre autres *Je t'attendais* de Jacques Natanson, qui aura quitté l'affiche quand ces lignes paraîtront. Mais aux dernières nouvelles, cette œuvre de valeur reprendra sa carrière au début de la saison prochaine : l'occasion d'en parler se retrouvera donc. Aucune pièce, plus que celle-là, n'illustre mieux à quelle impasse le genre de la comédie « française », puis « parisienne », puis « boulevardière », se trouve aujourd'hui bloquée. La ressource n'y est plus dans le sujet, maintes fois sollicité, mais dans une sorte de dialogue à haute tension, hérissé d'étincelles brèves, qui est au langage de naguère ce que le fox-trott est à la valse. M. Jacques Natanson écrit à la façon dont ce chef d'orchestre, cité par Jules Renard, battait la mesure : « Un, Deux, Trois, Feu !... Un, Deux, Trois, Feu ! » Le procédé, — car il y a procédé, — est souverain pour tenir l'attention en haleine, mais il la surmène et l'éteint. Il semble d'abord que des

personnages si avides de s'arracher des répliques auront beaucoup à dire, mais l'on s'aperçoit vite que leur jeu favori est de se répéter la même chose à l'interrogatif, à l'exclamatif, à l'affirmatif, de ne quitter une phrase que lorsqu'elle est en loques : à son premier repos, l'attention est tout étonnée, malgré son absence d'un moment, de retrouver la course où elle l'avait laissée. L'aiguille du dialogue a beaucoup tourné, celle de l'action n'a cheminé qu'insensiblement. Il faut reconnaître que, chez M. Jacques Natanson, cet artifice demeure plein de grâce et de spontanéité : l'humour, la fougue et la sensibilité de l'auteur, donnent le change sur la rouerie du subterfuge.

Sur mon beau navire, de M. Jean Sarment, est une comédie pour les délicats, tout embaumée de la poésie la plus indifférente aux canons dramatiques, la plus affranchie de soucis narratifs que l'on puisse imaginer.

J'aurai vite conté l'histoire : à bord d'un transatlantique, une jeune passagère romanesque, un jeune passager candidement sentimental, un toréador avantageux, un commissaire badin. De Bordeaux à la Vera-Cruz, un grand intervalle sans soucis, un pan de vie bercée entre l'est passé et l'ouest à venir. La passagère s'appelle Dora : elle a perdu l'an dernier un mari paternel qui ne lui a laissé qu'un souvenir assez terne et quelques biens à réaliser aux Amériques. Le jeune passager, Robert, explorateur se dit-il, ne donne sur les buts de son voyage que des renseignements bien vagues. Le toréador au nom superbe, Nicanor, s'explique moins encore ; libre à nous de penser que les toros des ganaderias mexicaines vont avoir affaire à lui. Dora ni Robert ne se soucient guère d'ailleurs de ce personnage à *coleta* et à *sombrero* : à mots ténus, à phrases chromatiques, leurs âmes s'effleurent, se cherchent, s'interrogent. Mais bientôt les choses se gâtent : Robert, grisé par la grâce de Dora, se fourvoie jusqu'à prendre la jeune passagère dans ses bras et à lui imposer un baiser vraiment par trop prématuré.

Le réflexe de Dora lui fait honneur : elle gille fort gaillardement son insulteur atterré, d'autant plus penaud que de telles audaces ne lui sont pas coutumières : au fond de lui-même il se sait correct, sérieux et plus à son aise dans les grands sentiments que dans les impulsions frivoles. Sa résolution est prise : il aimera Dora, mais gravement, sévèrement, pieusement... Elle a pardonné ? Raison de plus pour ne pas abuser de ce pardon. En vain, au cours

d'une fête costumée à bord, Nicanor l'avantageux a-t-il prêté à Robert un de ses éblouissants costumes de torero. En vain Dora, bien revenue de toute sévérité, un peu égayée de champagne, lui laisse-t-elle entendre qu'une traversée sans aventure est après tout bien fade. Robert demeure impassible, tout à la fierté de prouver à une femme qu'un homme ne doit pas être jugé sur quelques dehors frivoles, et qu'un cœur bien placé périrait plutôt que se trahir : Arvers n'est pas son cousin. Le matador n'a point de tels scrupules, on le pense bien, et l'on entend bien aussi que Dora ne lui déplaît point : il n'est pas loin de recueillir le bénéfice de l'aveuglement de Robert. Mais il fait sonner trop tôt et trop haut sa victoire imminente. Ses déclarations concises et précises sentent par trop l'arène ; il peut courir à sa cabine et en laisser la porte entr'ouverte : nous savons bien que Dora ne l'y rejoindra pas comme il s'en flatte.

Elle s'est endormie à bout de nerfs sur l'étroite couchette du commissaire du bord qui a passé l'âge des tentations et des tentatives. Il n'a pourtant pas passé celui des aimables plaisanteries : une entre toutes lui est chère, donner à croire à ses nouveaux passagers qu'un typhon sans merci aura envoyé sous peu d'instant le paquebot par le fond. Le bleu du ciel, le calme des vents n'est qu'une duperie : le capitaine ne s'y trompe pas et déjà a donné l'ordre de mettre les canots à la mer. Robert et Dora, devant la mort prochaine, laissent enfin éclater leur cœur : ils s'aiment, ils sont l'un à l'autre !

Quand le commissaire badin les détrompe, ils se sentent bien un peu confus de leur élan. Ils se remettent au ton moins emphatique des réalités. C'est une toute petite aventure qu'ils vivront, jusqu'au port, mélancoliquement avertis en leur for intérieur qu'ils n'en souhaitaient pas davantage... Ils ont retrouvé leur taille médiocre de héros d'histoire vraie, toute mince et toute bâclée comme les histoires vraies. Robert n'est pas explorateur. Il voyage prosaïquement pour une maison d'exportation. Sa femme l'attend au logis et il n'a nulle envie de la faire attendre trop longtemps : il a « le sens de ses responsabilités ». Nicanor l'avantageux n'est que trop heureux de voir ses fiançailles avec Dora rompues ; il peut enfin quitter son rôle de matador à tous crins, et avouer que son rêve est de quitter les torils pour les engrais. Sur le beau navire tout est redevenu simple, chétif, mitigé... Éloignez-vous, orages indésirables...

Ces trois actes sont une exquise chose. Certes, ils sont, ainsi que *Je t'attendais*, la preuve que la comédie, comme genre, a perdu sa

robustesse, son importance sociale, sa sonorité, cette véhémence et cette verve qui lui faisaient la part si belle dans le monde. Le talent de Jean Sarment est le plus achevé que l'on puisse rêver : il n'est nuances d'une âme ni d'un songe qu'il ne sache exprimer, il n'est ombres de mélancolie ou d'ironie qu'il ne sache traduire. Que lui importe que le sujet soit frêle : les attraits dont il le pare sont plus immatériels encore. Sa fantaisie est un arc-en-ciel qui ne pèse pas. Mais que lui importerait aussi que le sujet eût plus de solidité ? le beau de ses qualités est qu'elles semblent se contenir et ne laisseraient aucun vide en de plus vastes ouvrages.

Sur mon beau navire... m'a donné un plaisir extrême. Je me demande seulement s'il en donnera autant aux auditoires si disparates de qui dépend la longue carrière d'une pièce. Je voudrais qu'un talent si rare descendit plus volontiers à faire violence, par des sujets qui les touchent davantage, à ces longues successions de public qui transforment une réputation en renommée, une renommée en gloire.

M^{lle} Marguerite Valmont, M. Victor Boucher, et M. Jean Sarment lui-même jouent *Sur mon beau navire...* avec une sensibilité intelligente, une fidélité aux moindres nuances qu'il n'était pas facile d'obtenir en des rôles de romantisme et d'ironie conjugués.

Aux Nouveautés, M. Henri Duvernois a remporté avec *Eusèbe* un succès de la plus belle qualité, que le public a ratifié de bon cœur. Le plus grand nombre des pièces en plusieurs actes de cet auteur avait jusqu'ici été écrit en collaboration. La centième d'*Eusèbe*, centième de bon aloi, encouragera, il faut l'espérer, M. Henri Duvernois à l'indépendance.

Eusèbe est le surnom irrévérent donné à un académicien illustre par ses disciples et son entourage. Rien ne manque à sa gloire, pas même la paix, qu'il s'est assurée en fuyant le monde pour les roses de son jardin. De l'amour il n'a cure : il éconduit les belles sollici-teuses en se faisant passer auprès d'elles pour son propre jardinier. Mais il n'est ruse d'homme si rusée que la ruse de femme. Une visiteuse démasque l'incognito. Elle plait. Elle séduit. Et voici bientôt les sabots aux orties, les lauriers par dessus les moulins. Mariette Léonelle enlève Eusèbe à ses abeilles : si jeune qu'elle soit, il y a assez longtemps qu'elle rêve de tenir salon littéraire, consolation bien honnête à son infortune conjugale, car M. Léonelle est un bourreau-victime de tous les cœurs. Eusèbe, à nouveau fourbi, paré de cravates

frâches et de jaquettes coupées divinement, fait recette. Il peut même espérer bientôt de plus intimes satisfactions : Mariette n'est point insensible à son prestige. Pour la première fois, elle va venir dans sa garçonnière, car, Dieu le pardonne, Eusèbe a une garçonnière. Déjà son vieux cœur bat la chamade, ouvre le ban. Il ignore, le pauvre, que Mariette vient de reconquérir son mari et d'en être reconquise. C'est une lettre de Mariette glissée sous la porte qui ferme le ban, et rompt la chamade. Le téléphone, dernier recours ! Hélas ! le grand écrivain apprend à ses dépens que dans la vie, aussi bien que dans une comédie, un faux branchement peut vous instruire à point des plus pénibles nouvelles. Mariette, parlant de lui à un tiers invisible, se gausse du vieillard et, elle aussi, l'appelle Eusèbe ! Il faut songer à la retraite.

Ce qui, dans cette pièce toute pleine de qualités m'a paru le plus intéressant c'est de voir un grand romancier faisant, pour quasi la première fois, œuvre de théâtre de longue haleine, sans autre secours que son intuition et son bon sens et devenant non tout d'un coup, mais scène à scène, acte par acte, maître de ce nouveau métier jusqu'à finir sur un rien de rouerie. Cela ne commence pas le mieux du monde : des beautés de roman ; des développements agréables mais inutiles ; une sympathie excessive pour la scène accessoire, pour le personnage épisodique ; des phrases pour les yeux ; la coupe en alinéas, c'est-à-dire en tirades. Le temps ne presse pas l'auteur, et pourtant quelquefois il nous dure. Et voici que, peu à peu, le sujet, conçu d'abord visiblement en nouvelle dialoguée, s'anime, s'allège, s'abrège, s'ordonne. Le thème se dépouille. L'épisodique s'efface. Le descriptif tombe. Alors, apparaissent les grandes belles scènes, complètes, importantes, essentielles, liées serré par le minimum de transition anecdotique. Le dialogue fait balle, et mouche. Les dix tableaux de la pièce ont une valeur littéraire égale ; leur valeur dramatique croît à chacun, — jusqu'au rien de rouerie, ai-je dit : c'est que je pense au dernier tableau où il semble que M. Henri Duvernois se soit plu à nous présenter à la fois de la comédie sentimentale, de la comédie de caractère, et de la comédie de mœurs, les modes comiques les plus divergents, avec un extraordinaire brio. L'interprétation, avec M. Jacques Baumer dans le rôle d'Eusèbe et M^{lle} Régina Camier dans celui de Mariette, est excellente.

M. Sacha Guitry pouvait nous laisser croire longtemps encore qu'il avait partie liée avec la chance : il a préféré écrire *Charles Lind-*

bergh pour le théâtre du Châtelet. Quand il manque à une pièce le sujet et le personnage, si futile que soit sa destination, si renforcée de machineries qu'en soit la représentation, cette double lacune ne saurait passer inaperçue. La traversée de l'Atlantique en avion est un grand fait, et l'on peut tenir Lindbergh pour un grand homme. Mais un grand fait peut être un fait très simple, et un grand homme, un jeune garçon très simple aussi, de qui il n'y ait rien à dire que : « C'est un grand homme. » Cela relève de l'ode, ou de la cantate, ou de l'inscription. Agrémenter un exploit si moderne de féeries désuètes et d'une intrigue aussi vieillote et aussi lointaine que le mariage d'un gentilhomme breton avec une Américaine, était un labeur bien oiseux pour un auteur si coutumier du succès. Tout cela dit, il faut bien convenir que c'est là pour M. Sacha Guitry une mésaventure fort insignifiante : les enfants n'apprendront son nom que lorsqu'ils seront grands, voilà tout.

La critique s'est en général montrée sévère pour *Départs* de M. Simon Gantillon au Théâtre de l'Avenue. Et c'est justice. Le public, envers la même pièce, s'est montré d'une assidue bienveillance. Et c'est encore justice... Une prétention trop visible à la pièce d'idées, de l'emphase, des lieux communs, et peut-être aussi quelques manques de goût çà et là, appelaient de sérieuses restrictions de la part de gens qui jugent volontiers dans l'absolu. Le public, qui s'en tient au relatif et à l'immédiat, à savoir s'il a, ou non, passé une agréable soirée, et pour qui cette fin justifie tous les moyens, le public ne pouvait manquer de marquer quelque sympathie à un spectacle admirablement mis en scène, joué à merveille, et par moments fort distrayant. Il arrive, par surcroît, assez souvent que devant l'ennuyeux la critique se cabre, et le public s'incline pour peu que cet ennui provienne d'une grandiloquence qui l'impressionne.

À la vérité, la pièce de M. Gantillon n'est point si facile à juger sans beaucoup de nuances. Si l'expression des idées y est défectueuse, l'auteur n'en a pas moins inventé de fort pittoresques réalisations scéniques. Sur le thème élémentaire : « Les départs sont joyeux, tristes les arrivées, plus tristes les retours », avec la variante : « La triste chose qu'un rêve qui se réalise ! » il a brossé quelques tableaux et de grands pans de dialogue pleins de vie, d'observation et même d'humour. L'œuvre n'est certes pas de l'ordre qu'elle semble ambitionner, mais il est assez étrange qu'on ne puisse la critiquer sans de secrets remords; celui entre autres de peiner

M^{lle} Marguerite Jamois qui est une remarquable artiste et joue *Départs* avec la plus sincère conviction.

Échec à la Reine, de M. Paul Nivoix, au Théâtre Daunou, ne réalise certes pas tout ce que l'on peut attendre de cet auteur. C'est une comédie-vaudeville assez frivole, fantasque et négligée, griffonnée plus qu'écrite, mais amusante, rapide et point vulgaire. Et pourquoi un auteur tout jeune, et d'un avenir certain, ne se ferait-il pas à lui-même la grâce d'attendre un moment avant de se prendre tout à fait au sérieux et de nous imposer toute sa valeur? Au reste, en même temps qu'*Échec à la Reine* au Théâtre Daunou, M. Paul Nivoix a cru devoir nous donner, à l'Odéon, avec *Amours*, des gages de sa gravité future. Beaucoup en ont conclu, et sagement je crois, que la voie de cet auteur est à mi-chemin de la bouffonnerie et du drame. Ni l'une ni l'autre de ces deux œuvres ne comporte, à tout prendre, un jugement définitif. C'est du minéral, nous jugerons au métal.

M. Somerset Maugham est à la mode. Il a connu le succès avec *Pluie* au Théâtre de la Madeleine. Un autre théâtre répète en ce moment une pièce de lui, et il remporte actuellement un petit triomphe à la Maison de l'Œuvre avec *le Cercle*. M. Somerset Maugham a moins de verve que M. Bernard Shaw, moins de profondeur que M. Galsworthy, mais il les dépasse souvent l'un et l'autre en puissance d'émotion. Sa manière est plus vive et plus légère, sa sensibilité plus proche de la nôtre.

Si gaiment que *le Cercle* soit joué par M^{lle} Pauline Carton et M. Lugné-Poë, le sujet en est assez poignant, et quelque peu cynique au moins pour un Anglo-saxon : la déchéance de l'amour, la tragédie de la vieillesse, et l'impossibilité de recevoir utilement d'autres leçons que les dures semonces du destin.

Ajoutons que M. Somerset Maugham bénéficie d'une adaptation remarquable. Il y a loin des molles approximations de *César et Cléopâtre* ou de *la Profession de Madame Warren* à la subtile et précise mise en valeur du *Cercle*, par M. de Carbuccia.

De quelle encre de Jouvence M. Maurice Donnay a-t-il écrit ses grandes œuvres pour qu'elles gardent une si inaltérable fraîcheur? Il semble qu'elles soient contemporaines de tout âge passé ou à venir, et comme postérieures aux pièces mêmes qu'elles ont inspirées. Je ne sais si, comme les vers de Malherbe, elles sont

appelées à « durer éternellement » : on peut imaginer qu'elles mourront, on ne le peut qu'elles vieilliront. *Le Retour de Jérusalem*, que le Théâtre de la Porte Saint-Martin vient de reprendre à vingt-sept ans de sa création, s'annonce comme un des rares grands succès de la saison. Ainsi *le Barbier de Séville* et *le Mariage de Figaro* survivent-ils, par la seule grâce de leur vitalité propre, aux circonstances qui les ont suggérés.

Ce qui demeure, c'est une étude de sentiments humains incluse dans une œuvre dramatique d'une rare perfection. Le conflit des races semble apaisé dans le domaine politique et social : il demeure dans le domaine sentimental. En dressant l'un contre l'autre, il y a un quart de siècle, l'aryen Michel Aubier et la juive Judith Fuchsiani, M. Maurice Donnay paraissait seulement illustrer à sa manière le malaise déchirant dont la France venait de tant souffrir. S'il n'eût fait que cela, son œuvre eût pris rang de document, et perdu aujourd'hui toute chance de nous émouvoir. En affrontant non seulement deux pensées, mais deux cœurs, *le Retour de Jérusalem* posait un problème autrement subtil, et combien plus grave ! « Deux esprits de races différentes peuvent-ils se comprendre ? » Oui, car se comprendre n'est jamais que s'adapter, s'entraider, se supporter, concourir à un but qui peut être commun à des races différentes. « Deux cœurs de race différente peuvent-ils s'aimer ? » Question plus troublante, car la première se satisfait d'une solution dans le relatif ; la seconde exige une solution absolue, une adhésion totale des instincts les plus obscurs.

Michel Aubier est un littéraire bourgeois, aux idées généreuses. Il est épris d'idéal, imprécis, rêveur, charmant, inconscient, enthousiaste. N'ayant ni la haine, ni le mépris des traditions, il les tempère d'utopies généreuses. Il est père de famille, il a un foyer, et sa femme est du même sang que lui. Dans le château qu'il habite, nous sont présentés maints personnages, et parmi eux, volontairement intruse, n'ayant rien abdiqué de sa personnalité israélite initiale, la comtesse de Chouzé, née Judith Fuchsiani. Une attirance faite d'estime intellectuelle et de sensualité entraîne vite l'un vers l'autre Judith et Michel. Mais celui-ci hésite, tergiverse, pèse le scandale et ses conséquences. Le hasard vient le délivrer de ses scrupules. M^{me} Michel Aubier découvre la preuve de ce qu'elle croit être une trahison accomplie. La rupture s'ensuit, sans vaines récriminations, rendant Michel à la liberté désirée.

A l'acte suivant, le faux ménage s'installe à Paris. Judith a

entraîné vers la Palestine son docile amant. C'est le retour de Jérusalem, les malles défaites, l'inventaire de leurs richesses et de leurs faiblesses respectives, les débris de deux foyers brisés : l'un, celui de Judith, fragile, éparpillé en débris scintillants; l'autre, celui de Michel, dont les cassures apparaissent comme des plaies. Ce sont aussi, immédiats, les premiers heurts. Judith, sans ménagements, encombre l'appartement démeublé de ses coreligionnaires : sionistes, philosophes, persécutés, révoltés.

Les dissentiments grandissent et s'affirment. Au troisième acte, la coupe d'amertume déborde. Michel, las d'être envahi, négligé, nargué, provoque et chasse de chez lui un jeune israélite dont l'internationalisme l'a profondément froissé.

Au dernier acte, déchirant dans sa simplicité et sa sécheresse traversée d'éclairs passionnés, la femme de Michel va se remarier sans avoir au fond cessé d'aimer l'infidèle. Michel, désespéré, désespéré, acquiesce à tout. Il ne peut que regretter, amèrement. Et lorsque Judith, à son tour, déclare vouloir mettre le point final à ce qui n'aura été pour elle qu'une nouvelle étape, Michel ne peut que se résigner. En sa lucidité tardive, il aperçoit l'inanité du fol espoir qui le poussait à édifier une demeure pour une nomade.

Où est le drame, sinon dans la mésaventure de deux cœurs partis pour faire route ensemble avant de savoir si leur chemin était commun? Ne pourrait-on l'imaginer aussi poignant entre un Français et une Russe, un Italien et une Anglaise?

On n'a pas oublié l'admirable création, si pittoresque et si vivante, que fit naguère M^{me} Simone, du personnage de Judith Fuchsiani. A son tour, M^{me} Vera Sergine traduit avec un égal bonheur la passion, les passions, l'orgueil redoutable et désenchanté de Judith Fuchsiani. Henri Rollan, chaleureux, sincère, tendre, lui est un digne partenaire.

JACQUES DEVAL.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le Sénat des États-Unis a ratifié, le 15 janvier, par 85 voix contre 1, le pacte de Paris, connu sous le nom de pacte Briand-Kellogg : ce ne fut ni sans difficultés, ni sans réserves. Une partie de l'opinion et surtout quelques-uns des membres du Congrès sont irréductiblement hostiles à tout engagement susceptible d'entraîner le gouvernement de Washington à se mêler aux affaires européennes ou qui, inversement, pourrait permettre aux Européens de s'immiscer dans les affaires des trois Amériques. Le pacte dont s'enorgueillit la gestion de M. Coolidge a été menacé du même sort que cet autre pacte qu'avait dicté M. Wilson et par lequel il se flattait de fonder la paix en Europe ; il n'a été sauvé du naufrage que par l'habile manœuvre du sénateur Borah, président de la Commission des Affaires extérieures. Les arguments des assaillants et les concessions de la défense valent la peine qu'on s'y arrête.

Le sénateur Moses, qui conduisait l'attaque, et ses amis, alléguaient d'abord les réserves insérées dans les réponses européennes, en particulier celle de sir Austen Chamberlain qui, par son paragraphe 10, précise que le gouvernement de Londres, dans « certaines régions du monde où le maintien de l'ordre constitue un intérêt spécial et vital » pour la sécurité de l'Empire britannique, gardera sa liberté d'action. Si le Sénat ratifiait le traité, les États-Unis du moins ne devraient pas manquer de réserver intégralement, eux aussi, eux surtout, le domaine qu'enveloppe la doctrine de Monroe. Le danger, aux yeux des censeurs, serait que les États-Unis, en ratifiant le pacte, ne semblassent approuver les réserves formulées par les autres Puissances, et par conséquent admettre par avance la légitimité des guerres qui, sous couleur de sanctions, en pourraient sortir, ce qui les obligerait à en subir les conséquences.

Quelles conséquences? Celle-ci, qui intéresse par-dessus tout les États-Unis, le respect de la liberté des mers qu'ils ne pourraient plus exiger s'ils avaient reconnu par avance que certaines guerres puissent être légitimes. Ils n'auraient donc pas besoin d'une puissante flotte, puisqu'ils auraient renoncé par avance à s'en servir. Nulle trace, dans ces critiques, de pacifisme humanitaire; mais, au contraire, cette préoccupation dominante de la liberté des mers, liée à la suprématie et à la prospérité de l'Amérique. Durant la grande guerre, c'est la question de la liberté des mers qui, après avoir été sur le point de jeter les États-Unis dans un conflit avec l'Angleterre, les a finalement armés contre l'Allemagne après le drame du *Lusitania*. « L'Angleterre et la France, disait le sénateur Moses, pourront perfectionner leurs ententes navales sans se soucier de l'attitude des États-Unis, une fois que nous aurons ratifié ce traité. » Ainsi, l'absurde légende, qui s'est créée aux États-Unis autour de l'inoffensive entente franco-anglaise pour la limitation des armements navals, n'est pas encore dissipée! M. Lémery, dans une interpellation au Sénat français, le 15 janvier, a parfaitement dégagé le sens et la portée de la politique économique et navale des États-Unis: suprématie sur mer, liberté des mers: ce sont les partisans de la *Big navy* qui ont cherché à torpiller le pacte de Paris.

Les défenseurs du pacte ont fait à peu près toutes les concessions que souhaitaient ses adversaires. M. Borah a expliqué qu'en réalité les États-Unis ne contractent aucun engagement positif, que le traité n'affaiblit en rien le droit inaliénable, pour un État souverain, de prendre toutes mesures qu'il juge nécessaires à sa défense, et que chacun des signataires est libre d'interpréter ce droit comme il lui plaît. Le traité, s'il n'a qu'une portée limitée, — M. Borah le reconnaît, — est du moins sans inconvénient; c'est, dit un autre sénateur, « un simple geste de paix », ou, affirme un troisième, « un baiser international ». Ces assurances bénignes ont entraîné le vote. Mais que reste-t-il du pacte du 27 août après tant de réserves? Les États-Unis déclarent qu'il n'entraîne pour eux aucune obligation, aucune responsabilité. Il reste un geste des États-Unis d'une réelle portée morale et, malgré tout, un pacte sous lequel la signature de la grande Union nord-américaine voisine avec celles de tous les États civilisés. C'est quelque chose.

M. Briand, dans sa réponse à M. Lémery, a montré la portée morale de tels engagements, mais il en admet la faiblesse juridique: « Assurément, une nation qui a signé le pacte peut renier sa signa-

ture. Elle peut commettre une agression ; et rien dans le pacte n'oblige ses signataires à se porter contre cet agresseur, à l'en punir. C'est vrai. Mais il est vrai aussi que nous vivons dans une atmosphère où une pareille attitude ne pourrait être prise impunément. Il y a là, pour un agresseur, une question de responsabilité morale qui se pose devant les peuples. Si un État faisait la guerre après avoir signé le pacte qui met celle-ci hors la loi, je ne sais ce qui adviendrait, je ne sais quelle serait l'issue du conflit, mais je plaindrais cet État que ses dirigeants auraient conduit à une semblable catastrophe. » Mais si cet agresseur était vainqueur, serait-ce encore pour lui une catastrophe ? Le point faible de l'argumentation de M. Briand est qu'elle ramène tout à la désignation de l'agresseur : c'est oublier que la guerre n'est possible actuellement que dans un remous de passions si violentes qu'il sera pratiquement impossible de désigner l'agresseur sans qu'il puisse rester un doute. Pour bien peu de chose, les passions n'étaient-elles pas déjà déchainées, il y a peu de jours, sur les bords du rio Paraguay ? Le sénateur Borah n'est-il pas sage quand il déclare que la faiblesse du pacte n'est pas dans une imperfection de rédaction, mais dans la fragilité de la nature humaine ? Ayant fait leur devoir de bons citoyens du globe en ratifiant le traité du 27 août, les sénateurs américains se hâtent de mettre à l'ordre du jour la construction de quinze grands croiseurs. La politique des États-Unis est positive et pratique.

La politique des bolchévistes de Russie est, au contraire, un trompe-l'œil. Leur dernière manœuvre tombe à plat, du fait de la ratification américaine qui va être suivie à très bref délai de la ratification par tous les États signataires. M. Litvinof, qui est adjoint au commissaire du peuple aux Affaires étrangères et qui, dit-on, travaille à supplanter M. Tchitcherine, n'avait-il pas imaginé de proposer brusquement, le 29 décembre, à la Pologne et à la Lithuanie, une ratification spéciale et immédiate du pacte Kellogg ? Croyait-il que le Sénat américain rejetterait le pacte et espérait-il, dans ce cas, opposer le zèle des Soviets pour la paix au dédain de la démocratie américaine ? Peut-être tout simplement est-il vrai, comme on l'affirme, que le gouvernement de Moscou se croit menacé d'une guerre par l'Angleterre ou la Pologne ? Quoi qu'il en soit, le gouvernement de Kovno s'est hâté de correspondre au vœu de Moscou, tandis que le gouvernement de Varsovie, dans sa réponse (9 janvier), proteste de sa bonne volonté et, tout en relevant l'étrangeté du procédé qui s'adresse aux seuls gouvernements de Kovno et de

Varsovie (qui d'ailleurs n'ont entre eux aucunes relations diplomatiques), affirme la nécessité de ne traiter de la sécurité en Europe orientale que « conjointement avec tous les États intéressés ». En face des manœuvres du gouvernement soviétique pour supplanter l'institution de Genève et pour grouper autour de lui tous les États de l'Orient, la réaction naturelle, pour ceux-ci, est d'agir d'un commun accord comme ils l'ont fait lors de la Conférence de Gênes et, en décembre 1922, lorsque M. Tchitcherine réunit à Moscou une conférence pour le désarmement. Cette fois encore, l'unanimité des États baltiques, à l'exception de la Lithuanie, s'est affirmée en présence du péril russe. Aussi bien, pour Moscou, ne s'agit-il, dans tout cela, que de fournir un argument à la propagande bolchéviste et de masquer la détresse économique et financière où se débat le gouvernement soviétique.

Positive et pratique, telle, — dans la question des réparations également, — nous espérons que se montrera la politique du président Hoover, car l'intérêt des États-Unis est, en l'occurrence, conforme au nôtre. La participation officieuse des Américains à la conférence des experts qui va se réunir vers le 15 février à Paris, et le choix de leurs délégués, MM. Owen D. Young et J. Pierpont Morgan, titulaires, MM. Lamont et T. N. Parkins suppléants, nous apparaissent comme un gage de l'esprit dans lequel vont commencer les travaux et du succès qu'on en peut attendre. Sans doute, Washington se tient officiellement à l'écart, et la désignation des experts est faite par la Commission des réparations, mais, en fait, elle choisit les hommes que le département d'État autorise à accepter. L'influence de la maison de banque dont M. Pierpont Morgan est le chef, son rôle, pendant et après la guerre, dans les affaires internationales, l'intimité de ses relations avec M. Parker Gilbert, indiquent que le gouvernement des États-Unis est disposé à aider l'Europe à régler le problème des réparations et à achever la liquidation de la guerre. Divers échos de presse tendaient à faire croire que M. Kellogg s'opposerait à l'émission d'emprunts allemands aux États-Unis et au placement des obligations industrielles et de chemins de fer ; la présence, dans le Comité, d'un banquier tel que M. Morgan suffit à démentir ces bruits. L'intention connue de M. Parker Gilbert est d'aboutir à un résultat ; personne ne pourrait y aider plus efficacement que MM. Young et Morgan. Le prestige de la maison Morgan nous assure que, si une émission d'obligations de réparations est lancée aux États-Unis, elle réussira dans les meilleures conditions possibles.

Le département d'État a exposé de nouveau la thèse que la question des réparations est et demeure indépendante de celle des dettes. En effet; mais il n'est pas moins évident qu'elles sont parallèles et connexes. M. Hoover, qui entrera dans quelques semaines à la Maison Blanche, est, de tous les présidents qui se sont succédé depuis longtemps, le mieux préparé à diriger la formidable entreprise d'impérialisme économique qu'est aujourd'hui la politique des États-Unis; il vient d'y préluder par son voyage en Amérique du Sud, et les services qu'il a rendus à l'Europe, pendant et après la guerre, nous sont un sûr garant qu'il est prêt à reprendre à son compte la parole si juste qu'a prononcée M. Robinson à la Société des nations et que M. Seydoux rappelait le 22 janvier dans *le Petit Parisien* : « Les États-Unis ne peuvent prospérer que si tous les pays avec lesquels ils sont en rapport prospèrent également comme eux. » C'est une tâche singulièrement difficile que de maintenir dans un état d'activité pleine et grandissante la formidable machine à produire que sont les États-Unis d'aujourd'hui. La stabilité sociale et politique à laquelle ils sont parvenus par l'accroissement continu de la production, de la vente et de l'enrichissement, est liée au maintien et à l'accélération du rythme, déjà si précipité, du circuit économique dans lequel entrent les uns après les autres tous les États du globe. La multiplication des capitaux et l'accumulation de l'or obligent les États-Unis à chercher au dehors des placements sûrs et avantageux, comme ils cherchent des marchés pour leur exportation. Il faut que le monde entier produise et s'enrichisse davantage pour pouvoir acheter les produits américains et servir de caisse d'épargne au peuple des États-Unis. Commercialiser la dette-réparations, c'est la faire entrer dans le puissant courant où se volatilisent, pour cristalliser ensuite sous de nouvelles formes, les vieilles conceptions européennes de politique, de sociologie et de finances.

Telles sont les perspectives intéressantes qui s'ouvrent, par le choix des experts américains, au moment où la conférence se prépare. S'il est exact que M. Owen D. Young ait récemment déclaré que le comité des experts aurait pour mission, non de reviser, mais de compléter le plan Dawes, il a donné une exacte définition de la tâche qui s'offre à son activité. La presse allemande elle-même a accueilli avec faveur la désignation des experts américains; elle ne partage pas, dans son ensemble, les préventions de la *Kreuzzeitung* qui veut apercevoir un grand danger dans le fait de la commercialisation de la dette de réparations et de la disparition de la sauvegarde des trans-

fertis qui en est la conséquence naturelle. La nomination de M. Morgan lui apparaît comme un succès personnel de M. Parker Gilbert et comme un signe que ses propositions ne seront pas mal accueillies à Washington. Et, pour la première fois, sauf erreur, un journal allemand « bourgeois », la *Vossische Zeitung*, s'aperçoit qu'il est de mauvaise politique, pour le Reich, d'apitoyer l'opinion du monde sur sa misère afin d'obtenir quelque réduction de ses annuités et qu'il est plus avantageux pour lui d'être riche et de payer ses dettes que de paraître pauvre et de perdre son crédit. Les Allemands finiront-ils par comprendre qu'ils ont intérêt à renoncer à l'habileté pour adopter l'honnêteté ?

On voudrait espérer que telle sera la ligne de conduite de leurs experts, M. Schacht, président de la Banque d'Empire, et M. Vögler, représentant les milieux industriels, avec, comme suppléants, MM. Melchior et Kastl. M. Schacht, lui du moins, serait mal venu à alléguer la misère de l'Allemagne, puisque son habile politique a, en cinq ans, réussi à acheter, pour la Banque du Reich, près de deux milliards et demi de marks en or, si bien que la couverture métallique de la monnaie dépasse 55 pour 100 et que le mark a été, comme le constate M. Parker Gilbert, l'une des monnaies les plus stables du globe. La Commission des réparations a désigné comme experts français M. Moreau, gouverneur de la Banque de France, et M. Parmentier, ancien directeur du mouvement des fonds au ministère des Finances; il eût été difficile de faire des choix plus heureux. On estime que le comité se constituera vers le 15 février; mais il est à présumer que les études préliminaires ne seront pas poussées très activement avant le 4 mars, date à laquelle le nouveau Président des États-Unis entrera en fonctions. Nous approchons d'événements intéressants. On a dit que 1929 sera l'année des solutions : s'il faut l'espérer ou le craindre, l'avenir le dira.

Outre le problème des réparations, si l'année 1929 ouvrait à la « question romaine » une issue même provisoire, — tout n'est-il pas provisoire en ce monde? — elle justifierait le pronostic que l'on a hasardé sur elle. On sait du reste que M. Mussolini se plait à résoudre l'insoluble et justifie par de tels services la confiance que l'Italie a mise en sa personne. Dans sa forme actuelle, la question romaine date du 20 septembre 1870, quand, à la faveur de la guerre franco-allemande, l'armée du roi Victor-Emmanuel II entra dans la Rome des papes par la brèche de la Porta Pia. Depuis cinquante-huit ans que

cette violence faite au bon droit par la force est accomplie, les deux pouvoirs, le Pape, reclus volontaire dans son palais du Vatican, le Roi, installé dans le Palais du Quirinal où Pie IX se plaisait à résider, n'ont l'un avec l'autre aucun rapport officiel. En fait, un *modus vivendi* s'est établi; le gouvernement italien a exécuté la « loi des garanties », dans les clauses qui ne dépendaient que de lui, comme si le Pape l'avait acceptée; en droit, la situation reste ce qu'elle était au lendemain du 20 septembre.

A plusieurs reprises, des pourparlers ont été ébauchés, des solutions étudiées; par exemple, des entretiens mystérieux se sont poursuivis entre le cardinal Gasparri, secrétaire d'État, et M. Nitti, alors président du Conseil. M. Mussolini, aussitôt après les événements qu'il tient à appeler la « révolution fasciste », manifesta son désir d'aboutir à une entente. Ayant été l'offenseur, il était juste que le gouvernement italien fût, dans les négociations, le demandeur. Peu à peu, les avenues furent déblayées; une revision générale de la législation, avec le concours officieux de juristes ecclésiastiques, fut entreprise. Depuis quelques mois, les négociations ont repris activement, M. Mussolini apportant une intelligente condescendance à résoudre les objections et à abaisser les obstacles. Enfin, le lundi 14 janvier, ont été signés des préliminaires qui constituent un accord général de principe, entre l'avocat consistorial Pacelli, pour le Vatican, et M. Amedeo Giannini, pour le palais Chigi.

Le gouvernement royal d'Italie reconnaît la souveraineté territoriale du Pape; celui-ci, réciproquement, reconnaît le royaume d'Italie et sa souveraineté sur les provinces ayant appartenu au domaine temporel de Saint-Pierre, y compris la ville de Rome et à l'exclusion du petit territoire réservé au Saint-Siège. Ainsi, entre les deux pouvoirs, inégalité de territoire, mais égalité de droit: chacun est maître chez soi; les deux souverains accréditent, l'un, un nonce auprès du roi d'Italie, l'autre, un ambassadeur auprès du Saint-Siège. Le domaine de Saint-Pierre était réduit au palais du Pape et aux jardins. Mais, derrière le Janicule et le Vatican, s'étendent ces landes presque inhabitées où quelques ruines et quelques alignements de pins-parasols prêtent au paysage tant de sévère noblesse et, lorsque la lumière du soir les baigne, cette grâce classique que Poussin et Corot ont si tendrement rendue: c'est la *pineta* Sacchetti, c'est cette villa Doria-Pamphili qu'édifia un neveu d'Innocent X et où la promenade a tant de charmes. Pas ou peu de maisons; seulement quelques villas qu'il sera facile de racheter, car le Pape, s'il a besoin, pour

loger sa curie, ses cardinaux, ses services et pour respirer librement, de disposer de quelque espace, ne souhaite pas d'avoir des sujets à gouverner. Ce sont ces domaines qui s'ajouteraient aux jardins du Vatican. La ligne du chemin de fer qui va de Rome à Viterbe les traverse et y possède une station qui s'appelle depuis longtemps « Saint-Pierre » : le Pape disposerait ainsi d'un tronçon de voie ferrée. Les chancelleries des ambassades auprès du Saint-Siège seraient édifiées dans l'enclos pontifical, les ambassadeurs restant libres d'habiter dans Rome et continuant d'y jouir des prérogatives et immunités diplomatiques. Ainsi serait résolue la question territoriale. Enfin, en échange des propriétés pontificales confisquées en 1870 par les vainqueurs, le Pape recevrait une indemnité dont le capital se monterait, dit-on, à un milliard de lire. Tel serait le dispositif général de l'accord.

A peine est-il besoin de dire que le seul fait d'aboutir aux principes généraux d'une entente a une importance considérable, mais que les modalités de détail présentent encore de grosses difficultés. Il s'agit, par exemple, de déterminer le statut personnel des individus occupés à l'intérieur de l'État pontifical ou dépendant du Saint-Siège à titre de fonctionnaires, soit au dedans, soit au dehors. Il s'agit aussi de régler, pour le Pape, la possibilité de sortir librement de son minuscule État et de voyager par le monde, car, sans cela, le Vatican agrandirait risquerait de devenir une sorte de cité monastique et cléricale à l'instar du palais du Dalaï-lama au Thibet. Le gouvernement italien, par exemple, ne devrait pas avoir la faculté de refuser un passeport soit à un personnage du Vatican désirant en sortir, soit à un citoyen d'un pays quelconque, fût-ce même à un Italien, désirant visiter le tombeau des Apôtres et le siège de leur auguste successeur. Ces difficultés, malgré la bonne volonté des deux parties, peuvent devenir dirimantes. On peut se demander si le Duce n'aurait pas prévu de hautes oppositions et en même temps préparé le moyen de les briser, quand on remarque que, parmi les attributions que les lois nouvelles assignent au grand conseil fasciste, figure le droit de régler les rapports avec le chef de la catholicité et aussi celui de désigner l'héritier du trône. De l'opinion publique, M. Mussolini n'aurait à attendre, même si elle était libre de se produire, aucune opposition sérieuse : il n'est guère d'Italien qui ne sente quel avantage ce serait pour l'État de ne plus porter la chappe de plomb de la question romaine. Le temps est loin où Mazzini se flattait que la destruction du pouvoir temporel porterait un coup mortel au pouvoir

spirituel de la Papauté. Garibaldi, sur son cheval de bronze, au sommet du Janicule, frémira peut-être de voir s'étendre, tout près de lui, le domaine exigü, mais intangible, du Saint-Siège, mais personne ne protestera en son nom et il ne sera même pas besoin de mettre une sourdine aux cortèges commémoratifs qui célèbrent chaque année l'anniversaire du 20 septembre.

Du côté du Saint-Siège pourraient venir des difficultés plus sérieuses, car, surtout depuis qu'elle n'est plus un pouvoir territorial, la Papauté est une puissance d'opinion. Pie XI lui-même l'a rappelé, lors de son avènement, dans l'encyclique *Ubi arcano Dei* : il ne suffit pas que l'exercice du pouvoir spirituel soit libre, il faut encore qu'il le soit de toute évidence, sans contestation possible, et qu'il ne puisse pas être soupçonné de subir l'influence d'une Puissance temporelle quelconque. Le pouvoir supranational du Saint-Siège a donc besoin d'une garantie internationale, car, de toute évidence, le Vatican, même agrandi d'un parc et d'une villa, n'est pas à l'abri d'un abus de pouvoir de la grande Puissance dans les États de laquelle son étroit domaine est englobé. Les deux parties considéreraient, dit-on, que l'enregistrement, par la Société des nations, du traité qui mettrait fin au différend entre le Pape et le royaume d'Italie, constituerait une garantie internationale suffisante. Mais, d'abord, le Pape n'est pas membre de la Société des nations et plusieurs grandes nations, telles que les États-Unis, n'ont pas adhéré à l'organisme qui a son siège dans la « ville-église » de Calvin. Ensuite, la Société des nations est dépourvue juridiquement et pratiquement de tout moyen de sanction ou de coercition ; en face d'une violation flagrante, par un nouveau Garibaldi, de l'indépendance matérielle du petit État pontifical, qu'advviendrait-il ? Et si l'opposition de l'Italie venait à empêcher le Pape d'être invité à quelque conférence ou manifestation internationale, comme ce fut le cas lors de la première conférence de La Haye, quel recours aurait le gouvernement pontifical ?

Mais, plus que les mauvais procédés, — improbables du moins actuellement, — de l'État italien, ce sont ses faveurs qui pourraient devenir redoutables pour l'exercice indépendant du pouvoir spirituel, d'autant plus que la moitié environ des membres du Sacré-collège et la presque unanimité des diplomates et des fonctionnaires du gouvernement pontifical sont des Italiens. La réconciliation officielle des deux pouvoirs autoriserait immédiatement, dans toute la catholicité, un doute, une inquiétude pour l'indépendance du pouvoir spirituel.

Et pourtant, le Pape peut-il indéfiniment refuser de se prêter à une réconciliation avec l'État spoliateur quand celui-ci offre réparation ? Sur ce cas de conscience singulièrement délicat, le Vatican se dit-on, préoccupé de connaître le sentiment des États et des peuples catholiques; l'opinion publique rapproche de ce souci d'actes de voyages du Père Ledochowski, général des Jésuites; le Pape d'ailleurs, n'a-t-il pas ses nonces dont la fonction permanente comporte de pareilles enquêtes ?

Faire de la papauté l'instrument de la grandeur de l'Italie, c'est, depuis Gioberti et le *Risorgimento*, une idée qui a survécu dans les conceptions du nationalisme italien ou que l'on peut lui prêter avec d'autant plus de vraisemblance que les Italiens au service du Saint-Siège sont légion. La réconciliation des deux pouvoirs ne serait populaire que dans la mesure où elle se ferait pour le plus grand profit de l'expansion italienne. Il y a bien longtemps que Proudhon, qui fut parfois prophète, a écrit : « Ce que rêvent les Italiens, pleins de leurs grandioses et dramatiques souvenirs, c'est, au point de vue politique, de faire de l'Italie une sixième grande puissance; au point de vue religieux, après avoir subordonné la Papauté au royaume, de conférer à celui-ci le protectorat de la catholicité. » Tel est le danger : il existe même si, comme nous l'admettons, les préoccupations de M. Mussolini planent au-dessus de ces contingences, même si le Saint-Siège prend toutes les précautions nécessaires pour rendre évidente son indépendance. La réconciliation des deux pouvoirs, si elle s'opère, aura naturellement pour conséquence d'incliner la Papauté à renforcer le caractère supranational de son gouvernement spirituel et à puiser dans toute la catholicité le personnel dont elle s'entoure. Le plus insoluble des problèmes, parce qu'il est celui des rapports du spirituel et du temporel, ne peut recevoir que des solutions provisoires et successives qui, toutes, comportent des avantages et des inconvénients : *in medio stat virtus*.

RENÉ PINON.

s un
tion
crain
up
lun
Pap
ment

c'est
s le
avec
aini
opu
orot
qu
us de
vas
pois
e, de
ager
ns de
si le
end
rs, a
er le
men
t elle
i des
sols
avan